

ACADÉMIE DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

Les Eaux industrielles internationales
ET
leur réglementation internationale

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

GERVAIS TARRIUS

INGÉNIEUR

Pour obtenir le grade de Docteur en Droit

MEMBRES DU JURY :

MM. MOYE, doyen honoraire, président.

De NESMES-DESMARETS, professeur, assesseur.

DELBEZ, chargé de cours, assesseur.



PERPIGNAN
IMPRIMERIE GILLES & TRILHA
Rue du Pont-de-Guerre, 6

1935

LES EAUX INDUSTRIELLES INTERNATIONALES

ET

LEUR RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, doyen honoraire, professeur de Droit international public.

MORIN, doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie politique.

TISSSET, agrégé d'Histoire de Droit.

DELBEZ, agrégé de Droit constitutionnel.

LEMERCIER, chargé de Cours de Droit Romain.

DIJOL, chargé de Cours de capacité.

VALERY, doyen honoraire.

DONAT, secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, secrétaires honoraires.

JURY

Président : M. MOYE, doyen honoraire.

Assesseurs { M. DE NESMES-DESMARETS, professeur.
 { M. DELBEZ, chargé de Cours.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ACADÉMIE DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

Les Eaux industrielles internationales ET leur réglementation internationale

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

GERVAIS TARRIUS

INGÉNIEUR

Pour obtenir le grade de Docteur en Droit

MEMBRES DU JURY :

MM. MOYE, doyen honoraire, président.
De NESMES-DESMARETS, professeur, assesseur.
DELBEZ, chargé de cours, assesseur.



PERPIGNAN
IMPRIMERIE GILLES & TRILHA
Rue du Pont-de-Guerre, 6

1935



A LA MÉMOIRE DE TOUS CEUX QUE JE PLEURE
EN TOUTE PIÉTÉ

A TOUS CEUX QUE JE CHÉRIS

A MONSIEUR LE DOYEN HONORAIRE MOYE
MON PRÉSIDENT DE THÈSE

AUX MEMBRES DE MON JURY DE THÈSE

A MES MAÎTRES D'AUJOURD'HUI ET D'HIER
EN HOMMAGE DE RECONNAISSANCE

A TOUS MES AMIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Pendant longtemps, les jurisconsultes internationaux ont totalement délaissé la question des eaux industrielles internationales, c'est-à-dire des forces hydrauliques que l'on peut capter sur les cours d'eau séparant ou traversant successivement le territoire de deux ou plusieurs Etats.

Toute l'attention des auteurs et leur sollicitude ont été attirées et retenues par les eaux navigables, les grands fleuves et les grands canaux. Le Rhin, le Danube, l'Escaut, etc..., les canaux maritimes : Suez, Panama, Kiel, ont fourni la matière d'une abondante littérature sur un sujet spécial du Droit des Gens moderne. La puissance économique des eaux navigables leur a valu les honneurs des traités et de nombreuses conventions, sans que cessent, en ce qui les concerne, les dissertations de la doctrine ; il leur a été accordé une sorte de préséance.

Mais les cours d'eau peuvent satisfaire d'autres besoins que ceux de la navigation ; on peut utiliser leurs forces motrices ; on peut s'en servir pour l'irrigation. Parfois, deux de ces usages, ou même les trois, peuvent être envisagés simultanément ; alors des conflits naissent dans le cadre des Nations, à plus forte raison naissent-ils sur le plan international. A ce dernier point de vue, le seul fait d'une utilisation quelconque des cours d'eau internationaux, et notamment leur exploitation industrielle, par un Etat, peut avoir des répercussions diverses sur les intérêts directs d'autres Etats.

Nous poserons le problème des forces hydrauliques internationales ; en établir la réglementation précise et définitive sera peut-être notre ambition, mais ce ne peut pas être, ici, dans cet ouvrage, notre tâche exclusive ; trop de chemin reste encore à parcourir ; nous montrerons celui qui est déjà fait, et la contribution modeste que nous apporterons à l'étude de la question sera utile peut-être, si elle permet d'écarter quelques-uns des obstacles qui pourraient gêner la marche vers la solution optimum du problème.

Nous parlerons donc des torrents montagnards comme des grands cours d'eau qui coulent d'un Etat dans un autre, ou bien séparent deux Etats. Si leur puissance économique au point de vue des forces motrices, a été longtemps négligée, elle n'en est pas moins formidable parfois. Mais on n'a su que très tard aménager les chutes d'eau d'une façon rationnelle et comme seuls les biens économiques sont utiles, les torrents qui descendent des glaciers n'avaient pas de valeur quand on ne savait pas utiliser leur force ; au point de vue particulier qui nous intéresse, les grands fleuves n'en avaient pas davantage.

D'une façon générale, la réglementation des eaux industrielles ne peut pas être identique à celle des eaux navigables ; il existe, en effet, entre ces deux usages des cours d'eau, une différence essentielle ; dans un cas les eaux sont techniquement épuisables, dans l'autre, elle ne le sont pas.

La science moderne et l'audace des techniciens permettent de dériver, avec facilité, les eaux d'une vallée vers une autre, d'un Etat vers un autre. Des Etats pourraient-ils être privés par d'autres Etats de biens séculaires, de droits acquis ? Si un cours d'eau coule d'abord dans un Etat avant de pénétrer sur le territoire d'un autre Etat, n'existe-t-il pas pour l'Etat situé en amont une servitude, créée par la Nature, de passage des eaux ?

Quels sont les droits respectifs des Etats intéressés ? Nous voudrions bien les fixer avec précision, mais à défaut des règles particulières, les principes généraux seront dégagés.

De toute façon, la souveraineté des Etats est limitée, maintenant plus que jamais, par la souveraineté et les droits des Etats voisins. D'ailleurs, les Nations modernes sont dans un état de dépendance réciproque qui apparaît dans tous les domaines de la vie internationale.

Cette interdépendance des Etats doit leur permettre d'arriver plus facilement à la conclusion des accords nécessaires qu'il faut établir toujours avec probité, et en toute bonne foi.

Au cours de cet ouvrage, après avoir fait une étude économique aussi réduite que possible, des eaux industrielles, nous indiquerons les travaux qui ont été faits, et les textes de droit international positif qui existent sur le sujet traité. La question du règlement des différends possibles sera également examinée.

Notre fierté serait grande si nous pouvions, pour une part, si modeste soit-elle, contribuer au développement de ce droit positif international indispensable pour la vie harmonieuse des Nations, et pour l'honneur de l'Humanité entière.

Par des règlements et des lois supérieures on supprimera l'anarchie créatrice de désordres et de troubles. Par eux, plus rapidement sans doute que par une fraternisation généreuse mais utopique, on pourra arriver à l'entente du plus grand nombre, qui imposerait à la minorité sa volonté du Bien, sa tendance vers le Mieux.

PREMIÈRE PARTIE

Les Eaux industrielles à travers les siècles
et à travers le monde

CHAPITRE PREMIER

Les Eaux industrielles à travers les siècles

De l'antiquité aux temps modernes

« Cessez de vous donner de la peine, jeunes filles employées à faire tourner le moulin, Cérès a commandé aux Nymphes des Eaux de remplir votre tâche. A sa voix, placées à la roue, elles forcent la lourde meule à se laisser entraîner sur son axe, et à écraser dans sa révolution, le blé destiné à être réduit en farine. »

L'Anthologie grecque nous transmet ainsi, avec une fraîcheur exquise et un charme délicieux, par ces vers d'Antipater de Sidon, l'une des premières relations sur l'utilisation des eaux, en vue de leur exploitation industrielle.

Le professeur Schmoller affirme d'ailleurs que le moulin à eau a été mentionné pour la première fois à l'époque de Mithridate.

L'art de se servir de la force de l'eau en mouvement pour actionner les moulins à farine, naquit en Orient.

Plus d'un siècle avant l'ère chrétienne, aux limites de l'Asie, le moulin à eau, d'invention récente, remplaçait le moulin à bras qui était actionné par les femmes et les esclaves. Mais cette découverte si utile se développa très lentement, et Strabon nous apprend que le moulin construit par les ordres de Mithridate à Cabyra (aujourd'hui Tunkal) était considéré comme une chose fort curieuse.

L'Occident ne mit aucune hâte à faire usage de l'eau, comme moteur des moulins à farine.

La Grèce, en raison peut-être de ses contacts quasi-permanents avec les peuples d'Asie, fut la première à utiliser les moulins à eau. Ils ne furent introduits à Rome que bien plus tard.

Vitruve, dans son ouvrage : « *De rotis aquariis et hydraletis* », livre X, chapitre 10 (chapitre consacré à l'indication des machines les moins usuelles), donne une description très succincte, mais assez exacte, d'un moulin qu'il avait probablement vu en Asie. « Ces moulins sont mûs, dit-il, par un mode semblable, l'impulsion même du cours d'eau. En outre, ils ont, à une extrémité de l'axe, un rouage denté, inclus dans un tambour ». (1). Cette description sommaire ressemble plutôt à une relation de voyageur, qui veut donner à ses concitoyens une idée générale d'une machine inconnue, et qu'il voyait, lui-même, pour la première fois, qu'à l'exposé précis et détaillé d'un homme de l'art. C'est dans ce sens qu'au premier chapitre du même livre X, il annonce qu'il fera connaître des machines dont on fait peu d'usage.

Ce texte permet donc de supposer qu'à l'époque de Vitruve, on ne contruisait pas en Italie des usines semblables à celles qui existaient en Orient.

Virgile, contemporain de Vitruve, paraît bien confirmer cette thèse. En décrivant les travaux auxquels on s'emploie à la campagne, lorsque le froid retient l'agriculteur dans sa ferme, il dit : « La meule met en poudre,

(1) Eddem ratione etiam versantur hydraletœ, in quibus eadem sunt omnia, præterquam quod in uno capite axis (habent) tympanum dentatum est inclusum, etc...

ou le feu cuit les grains ». Ainsi, on torréfiait encore les grains, qu'on écrasait ensuite sous la pierre ou la meule à main.

Columelle, un demi-siècle après Virgile, veut, auprès de chaque ferme, un four et un moulin, proportionnés au nombre de colons. Bien certainement, il n'entendait point parler d'un moulin à eau, car la plus imparfaite de ces usines aurait pu suffire à un grand nombre de fermes.

Pline, qui vivait à la même époque, signale que la majeure partie de l'Italie employait, pour moudre, le pilon, ainsi que les roues que l'eau faisait tourner en passant (livre XVIII, chapitre 10) (1). Il est donc incontestable que, comme Vitruve, il connaissait les moulins à eau ; mais il est aussi certain qu'on en faisait rarement usage, puisque plusieurs années après sa mort, aucune de ces usines n'existait à Rome. D'ailleurs, les expressions dont Pline se sert pour décrire les moyens employés en Italie pour moudre le grain, paraissent indiquer une mécanique semblable au moulin à foulon hollandais, où la chute des pilons écraserait le blé, plutôt qu'un moulin tel que le dépeint Vitruve. Au surplus, dans la description des Aque-ducts de Rome, écrite cent ans plus tard par Frontin, il est parlé de moulin à foulon, et nullement de ceux à farine.

Dans le courant du III^e siècle, au dire d'Hérodien, on distribuait encore aux soldats romains, le grain qu'ils devaient moudre eux-mêmes.

Plusieurs faits prouvent qu'à la fin du IV^e siècle les moulins à eau étaient toujours peu répandus en Italie.

Fleury raconte (*Hist. Ecclés.*, livre 2) qu'à cette époque, Géronce, diacre de l'Archevêque de Milan, Saint-Ambroise, se vanta d'avoir pris la nuit un « onoscélide », de lui avoir rasé la tête, pour l'envoyer au moulin et lui faire tourner la meule. Le saint Archevêque, trouvant ce discours peu digne d'un ministre du Seigneur, imposa une pénitence au Diacre. On se servait donc de moulins à bras à Milan. D'ailleurs, la multitude de ces machines que traînaient

(1) Major pars Italice ruidio utitur pilo-rotis etiam quas aqua verset Obiter, et molat.

avec eux les Ostrogoths, lors de leur invasion en 489, doit faire présumer que l'Italie, qui ne leur était pas inconnue, n'offrait pas de grandes ressources pour moudre le grain nécessaire à une armée.

Un passage de l'oraison funèbre de Placilla, femme de Théodose premier, prononcée par Saint-Grégoire de Nice, prouve l'emploi fréquent de la force des animaux pour faire fonctionner les moulins.

Palladius est le premier auteur latin qui parle des moulins à eau, comme d'une chose usitée de son temps. Il écrivait sur l'agriculture, vers le milieu du V^e siècle. Dans son œuvre « *De Re rustica* » (liv. 1^o, article 42) il conseille d'utiliser les eaux qui ont servi aux bains, pour mettre le moulin en mouvement, et épargner ainsi le travail des hommes et des animaux. Ce conseil ne décèle pas, dans cet auteur, une grande connaissance de la dépense d'eau qu'ils nécessitent. L'insuffisance d'un pareil moyen est manifeste, même en tenant compte du fréquent usage qu'on faisait des bains à cette époque. Les moulins à eau ne devaient donc pas être très répandus à l'époque de Palladius ; mais, à la fin du V^e siècle, Rome en avait déjà, ou ne tarda pas à en avoir, car Procope nous apprend qu'en 537, durant le siège soutenu par Bélisaire dans cette Ville, avec autant d'habileté que d'énergie et de résolution, ce grand général, ne pouvant se servir des moulins existant sur les canaux, dont les Goths avaient détourné les eaux, en fit établir sur des bateaux, au milieu du Tibre.

Si les moulins à eau n'étaient pas très communs en Italie à cette époque, ils devaient être encore plus rares dans les Gaules. Aussi, quoique la loi Salique, rédigée à la fin du V^e siècle, fasse mention de ces usines, et que l'on sache par Fortunat et Grégoire de Tours, qu'il en existait en France au VI^e siècle, soit auprès de Metz, soit à Dijon, les moulins à bras étaient généralement usités. Pour des crimes assez graves, on condamnait souvent à tourner la meule et on voit, vers la fin du VI^e siècle, infliger ce châtiment à une gouvernante des enfants de Childeberr II, convaincue d'avoir conspiré contre ce prince.

Elle subit la peine dans le moulin destiné à moudre le grain consommé par la maison royale.

Dans une des régions qui était le plus directement soumise à la domination de Rome, et qui subissait fortement les bienfaits de sa civilisation : la Septimanie, les moulins à eau étaient inconnus, lorsqu'elle tomba sous la domination des Wisigoths qui, par les ravages qu'ils exercèrent, ruinèrent l'agriculture et les arts. Farouches et actifs dans la Guerre, ces Barbares étaient indolents et paresseux dans la Paix. Ils laissaient les cultures entre les mains des esclaves, car ils préféraient élever le bétail, seule richesse de leur pays d'origine. Depuis cette époque, les arts, venant de l'Italie, eurent encore moins de facilité à pénétrer dans une province soumise à des maîtres peu favorables à l'industrie. D'ailleurs, s'il s'établit quelques moulins à eau dans les pays soumis à l'influence romaine, dans le Roussillon notamment, ils disparurent bientôt, cette disparition complétant la ruine générale de ces régions, résultat des invasions répétées des Sarrazins dans le cours du VIII^e siècle.

Après l'expulsion des Infidèles, une nouvelle ère de civilisation commença pour notre Patrie, et pour l'Europe en général.

On a prétendu que les moulins à eau ne furent usités en Europe qu'à la fin du XII^e siècle, parce qu'à cette époque, le pape Célestin III les soumit à la dime. Un pareil raisonnement suppose que le pape faisait simplement preuve de clairvoyance en espérant d'intéressantes ressources de la multiplication d'installations encore peu répandues. Cette argumentation est fort discutable. Il est plus rationnel de penser, en effet, que Célestin III assujettit les moulins à eau à la dime, parce que, déjà fort communs, le produit de cet impôt pouvait être, immédiatement, de quelque importance.

Des précisions recueillies en Roussillon, confirment d'ailleurs ce dernier point de vue. L'irrigation fut pratiquée dans ce pays avant l'année 1.100 et on doit admettre que cet art fut appliqué d'une façon courante, lorsque les moulins à eau furent assez communs, puisqu'on a adopté,

pour la mesure de la distribution des eaux d'irrigation, la « meule », c'est-à-dire la quantité d'eau nécessaire pour faire tourner la meule d'un moulin. Ces usines sont mentionnées pour la première fois en Roussillon, dans les chartes de la fin du IX^e siècle, et il n'est pas probable qu'on les y ait connues longtemps avant cette époque. Le moulin de la ville épiscopale d'Elne fut établi en 902 ; celui de Millas en 1.027. Dans les actes où il est question d'eaux, d'aqueducs, de canaux, ceux des IX^e, X^e et XI^e siècles concernent leur usage pour les moulins, et ceux d'une époque postérieure, s'occupent de leur destination à l'arrosage des terres.

Un autre argument permet d'affirmer que le développement des moulins à eau est antérieur au XII^e siècle, en France, tout au moins, sinon en Europe. Le régime féodal, préparé par le capitulaire de Querzy-sur-Oise (877) s'est établi sur toute l'étendue de l'Empire d'Occident, après la disparition de la dynastie carolingienne. Le royaume de France s'est divisé en innombrables petites seigneuries qui forment autant de petits Etats. Le seigneur est seul maître et il peut en particulier percevoir les impôts. Parmi les droits féodaux, la banalité du moulin oblige les vilains à porter leur blé au moulin du seigneur dont le meunier prélève un boisseau de grain, une « palette » de farine, plus une pleine poignée. L'origine de ce droit de banalité remonte au XI^e siècle. Pour moudre tout le grain d'une seigneurie, il fallait une usine relativement importante, et aucun texte ne nous dit que les serfs faisaient à cette époque le travail des jeunes filles et des esclaves contemporains d'Antipater de Sidon ; les moulins à vent n'étaient pas encore connus et les animaux devaient être peu employés pour faire tourner les meules.

De tous ces faits, on peut déduire que l'usage public et obligatoire du moulin seigneurial, essayé, sur une échelle réduite, de concentration industrielle (en même temps que source de profit pour le seigneur), a été favorisée par le développement des moulins à eau et cela dès le XI^e siècle.

A partir du XII^e siècle, les moulins à eau se répandent d'une façon continue et rapide, mais ils se perfectionnent

peu au cours des âges. Le moulin primitif reste le prototype des moulins modernes à meules horizontales. Deux pierres plates constituaient les meules ; l'une (celle du dessous) était fixe, et l'autre, mobile, frottait sur la première. Quant aux roues, elles étaient tout à fait rudimentaires. Celles à cuillère ou à trompe qui, pendant des siècles, principalement dans les pays de montagne, ont été utilisées pour actionner directement les meules, constituent les vénérables ancêtres des roues de nos turbines modernes.

L'apparition des moulins à vent au XIII^e siècle ne ralentit pas la progression du nombre des installations utilisant la force de l'eau. De vieilles estampes nous montrent tout le pittoresque des moulins montés sur barques et pilotis, sous le Haut-Pont qui reliait la Cité de Paris à la Rive Droite. Des ruines de murs en maçonnerie de pierres sèches, des meules abandonnées, des canaux comblés aux francs bords moussus, sont les témoins muets des vieilles installations d'antan. On en rencontre souvent au bord des petits ruisseaux, plutôt que sur les berges des rivières et des fleuves, dans les Alpes comme dans les Pyrénées. Sur les grands cours d'eau, les moulins se sont conservés, améliorés même au cours des siècles, et cela se comprend. Les fleuves apportent, avec eux, la richesse dans les régions qu'ils traversent ; les torrents montagnards arrosent des régions déshéritées, pauvres, où la vie était dure pour les populations de tous les âges. Le dépeuplement des campagnes n'est pas l'apanage des temps modernes. C'est une loi générale de l'Humanité.

Au Moyen-Age, cependant, ce phénomène ne se manifesta pas avec amplitude. Il est probable, au contraire, que cette époque vit se développer, dans les régions reculées, l'utilisation de l'eau comme force motrice. D'abord, sans doute, les moulins à fouler le drap qui furent installés près des lieux de production de la laine. L'eau en mouvement servit ensuite à actionner les martinets qui s'implantèrent près des vieilles forges catalanes dont on retrouve encore des vestiges à la lisière de certaines forêts ariégeoises, voisines elles-mêmes des nombreuses mines de fer du pays. Les mines utilisèrent également l'énergie

hydraulique pour faire fonctionner les pompes d'épuisement. Les scieries mécaniques naquirent plus tard ; les scies battantes, autant que bruyantes, que l'on voit encore en fonctionnement de nos jours, vinrent alléger la tâche pénible des scieurs de long. C'est là, il semble, le dernier perfectionnement de la technique concernant l'utilisation de l'eau comme force motrice.

Entre-temps, près des olivaiies, cet art fut appliqué aux moulins à huile, tandis que l'industrie du cuir vit naître les moulins à tan, dont les meules réduisaient en poudre l'écorce du chêne ou du châtaignier. Ces deux dernières catégories de moulins avaient pour organe utile une ou plusieurs meules verticales, (en général deux disposées symétriquement par rapport à l'axe), qui écrasaient, en tournant sur la pierre fixe, la graine ou l'écorce.

Ainsi se développèrent, sous l'influence des besoins croissants d'une population toujours plus nombreuse, des méthodes industrielles, rudimentaires sans doute, mais présentant le plus grand intérêt social. Un fait d'ordre fiscal vint favoriser cette extension. Les banalités, dont l'origine remonte, on le sait, au XI^e siècle et qui furent d'abord une prérogative des seigneurs justiciers, furent considérés plus tard par les feudistes comme un droit exorbitant ne découlant pas du droit de justice ; au XVI^e siècle, l'on n'admit plus comme obligatoires que les banalités fondées sur titres, et non sur la possession « de long temps ». Elles ne furent d'ailleurs supprimées d'une façon totale que par le décret-loi du 17 Juillet 1793, sous la Convention. Mais, à partir du XVI^e siècle, on construisit de nouveaux moulins en leur donnant une importance toujours plus grande, le débit des eaux d'alimentation dérivées croissant sans cesse.

Montesquieu, dans son « *Esprit des Loix* » (Livre XXIII, chap. XV.) nous fournit d'intéressantes précisions à ce sujet : «et si les moulins à eau, dit-il, n'étaient pas partout établis, je ne les croirais pas aussi utiles qu'on le dit, parce qu'ils ont fait reposer une infinité de bras, qu'ils ont privé bien des gens de l'usage des eaux, et ont fait perdre la fécondité à beaucoup de terres ».

Cette opinion de Montesquieu sur l'utilité des moulins à eau serait désolante dans son pessimisme, si les faits n'avaient pas démontré, de façon péremptoire, qu'elle était erronée.

Au surplus, les artistes et les événements historiques auraient réhabilité, en quelque sorte, si cela avait été nécessaire, les vieux et majestueux moulins, en leur donnant une célébrité qu'il convient de signaler.

Le chef-d'œuvre d'Hobbema est incontestablement le tableau que possède le Musée du Louvre : Le Moulin. C'est une très belle composition représentant un paysage de la Gueldre sous un aspect riant, et plein de détails gracieux, admirablement peints. Au bord d'un cours d'eau, quatre ou cinq maisons basses aux toits très en pente. Au flanc de chacune d'elles, les grandes roues à aubes que le ruisseau met en mouvement ; quelques chênes aux branches tordues, du soleil que l'on devine par l'éclat des nuages, comme dans les tableaux de Ruysdaël, et qui, par quelque brèche des nuées, perce jusqu'aux maisons. Et ce très petit tableau fait un très grand paysage, qui renseigne de la plus heureuse manière sur les dispositions adoptées au XVII^e siècle.

D'autre part, Michelet, dans son « *Histoire de France* », parle notamment du moulin situé aux portes de Nîmes dont l'horrible incendie fut, en 1703, la plus mémorable victoire du maréchal de Montrevel « vieux fat sans talent ». Il brûla, dans ce lieu, sans pitié, avec une férocité inouïe, trois cents protestants qui s'y étaient réunis pour une fête.

Le même historien suppose qu'en 1713, un vieux moulin de Vaugirard servait de salle de rédaction et de lieu de composition du journal satirique « *Les Nouvelles Ecclésiastiques* », qui attaquaient avec violence les jésuites intransigeants.

Que de faits on pourrait encore citer, ayant eu pour théâtre le vieux moulin local, ou ses ruines. Des moulins à eau, il en existait donc partout, de l'avis même de Montesquieu qui paraît regretter, on ne sait trop pourquoi, l'extension prise par de si précieuses usines.

D'ailleurs, au XVII^e siècle déjà, l'eau avait été utilisée dans une installation certainement gigantesque pour l'époque : les roues et les pompes de Marly, devenue depuis Marly-la-Machine. La description qu'en donne Michelet (*Histoire de France*) vaut la peine d'être citée : « Mais rien n'exprima mieux cette terrible administration que la merveille de Marly. Merveille en opposition violente avec le paysage, un démenti à la nature. L'aimable caractère de la Seine autour de Paris, c'est son indécision, son allure molle et paresseuse de libre voyageuse qui se soucie peu d'arriver. D'autant plus dur semblait son arrêt à Marly. Là, la main tyrannique de Colbert, de Louvois, de par le roi, la faisait prisonnière d'Etat, condamnée aux travaux forcés. Nulles galères de Toulon, avec leur gindre de forçats, n'étaient si fatigantes à voir et à entendre que l'appareil terrible où la pauvre rivière était contrainte de monter. Barrée par une digue, dans sa chute forcée, elle devait tourner quatorze roues immenses de soixante-douze pieds de haut. Ces grossières roues de bois, avec des frottements étranges et des pertes de force énormes, mettait en jeu soixante quatorze pompes qui buvaient la rivière, la montaient et la dégorgeaient à cent cinquante pieds de hauteur. De ce réservoir à mi-côte, par soixante-dix neuf autres pompes, l'eau montait encore à cent soixante-quatorze pieds. Est-ce tout ? Non. Soixante-dix huit pompes, par un dernier effort, la poussaient au haut d'une tour, d'où un aqueduc de trente-six arcades, haut de soixante-neuf pieds, la menait enfin à Marly. Un appareil si compliqué, d'aspect énigmatique, qui couvrait la montagne dans une étendue de deux mille pieds, embarrassait l'esprit. Les grincements, les sifflements de ces rouages difficiles et souvent mal d'accord, c'était un sabbat, un supplice. L'ensemble, si on le saisisait, était celui d'un monstre, mais d'un monstre athsmatique, qui n'aspire et respire qu'avec le plus cruel effort. Quel résultat ? petit, un simple amusement, une cascade médiocre. »

Cette installation, cyclopéenne encore pour Michelet, est la fameuse machine hydraulique construite sous Louis XIV pour alimenter les eaux de Versailles. Reconstituée sous

Napoléon III, elle fournit l'eau à Versailles, à Saint-Cloud, à Saint-Germain-en-Laye.

Le XVIII^e siècle n'apporte sûrement pas beaucoup de transformations dans notre industrie. Les forces naturelles, chutes d'eau et vent, restent utilisées comme elles l'étaient à la fin du Moyen-Age, avec quelques perfectionnements rudimentaires.

Les Hommes de la Révolution et de l'Empire ont des préoccupations d'un autre ordre. Napoléon 1^{er} s'occupe bien de quelques travaux publics, mais nos moulins ne sont pas des travaux publics.

Le début du XIX^e siècle n'est pas marqué par des progrès sensibles dans l'art d'utiliser les forces hydrauliques. C'est, il ne faut pas l'oublier, le règne de la vapeur dont les premières applications pratiques faites à la fin du siècle précédent, ont rendu célèbres les noms de Watt et de Cugnot. C'est aussi l'aurore de l'électricité et surtout la naissance des chemins de fer. Les gouvernements et les particuliers ont, dans tous ces domaines, de quoi utiliser leur activité et leurs capitaux.

Le milieu du siècle est plus favorable. Au cours du percement du premier grand souterrain européen, celui dit du Mont-Cenis (qui traverse les Alpes sous le Fréjus), commencé en 1857, les ingénieurs utilisèrent à partir de 1861 des perforatrices à percussion (système Sommeiller), actionnées à l'air comprimé par des machines recevant la force motrice des chutes d'eau existant du côté de la Savoie, notamment sur le torrent du Charmaix, affluent de l'Arc. C'est un progrès sensible et notable qui fait honneur à la technique française.

Enfin, une statistique précise, fournie par Gazanyola dans son « *Histoire du Roussillon* », donne une idée de ce qu'était l'aménagement des rivières dans le département des Pyrénées-Orientales vers 1852 : « Les eaux, précise cet auteur, donnent leur mouvement à presque toutes les usines du département, qui consistent en trois cent dix-neuf moulins à farine, cinquante-deux moulins à huile (dont deux presses hydrauliques), sept scieries, trois papeteries, deux

mécaniques pour la filature des laines, trente-un moulins à foulon, dix-huit forges, dix-sept martinets, un laminoir. »

On peut déduire de ces chiffres la situation générale de la France au milieu du XIX^e siècle, les diverses régions étant cependant plus ou moins favorisées en ce qui concerne les ressources naturelles.

Au point de vue technique, les installations de Meaux, détruites par un incendie en 1920, permettaient de suivre les progrès réalisés dans l'art de construire les moulins.

Le développement récent des eaux industrielles

Au cours des siècles, bien des moyens ont été utilisés pour créer de l'énergie, de la force motrice. Le XIX^e siècle a tiré un excellent parti de l'électricité et de la force d'expansion des gaz, mais c'est surtout la vapeur qui lui a donné son caractère particulier. Cette nouvelle source d'énergie a été utilisée sur terre comme sur mer ; elle donnait le mouvement aux bateaux comme aux locomotives, mais la houille, dans sa transformation, perdait une quantité notable de son énergie intrinsèque. La houille est, au surplus, une richesse naturelle qui fait totalement défaut à certains pays (la Suisse, l'Italie du Nord, la Suède, la Norvège, par exemple) ; les mines d'où on la retire s'épuisent lentement, mais avec une inquiétante régularité. Aussi les peuples modernes se disputent-ils les bassins houillers indispensables à leur développement et à leur puissance économique. La lutte pour la possession de la Sarre a-t-elle, à sa base, d'autres considérations que celles qui précèdent ? Franchement on peut répondre : « Non ». La Sarre a été française, sans doute, et les traces de notre civilisation s'y retrouvent nombreuses ; cependant, elle a reçu, au contact prolongé des peuples germaniques, les marques d'une civilisation, différente de la nôtre, peut-être, mais non négligeable. Les considérations historiques et morales relatives à la possession de ce territoire pourraient-elles fournir un commencement d'excuse à la Nation qui s'en servirait pour troubler la Paix du monde ? A cette question, avec plus d'éner-

gie encore qu'à la précédente, on peut répondre par la négative. Malheureusement, la Sarre est un pays houiller de premier ordre, et on peut affirmer qu'en faisant abstraction du Rhin qui contribue également à sa richesse, l'accord à son sujet aurait rapidement été réalisé entre la France et l'Allemagne.

Les événements actuels démontrent donc que la houille n'a rien perdu de sa toute puissance. Pourtant, elle a eu, et elle a encore, des concurrents sérieux. On doit citer, sans respect de l'ordre chronologique, la vapeur d'essence de pétrole qui actionne des moteurs plus légers que les moteurs à vapeur, mais il faut convenir tout de suite que cette forme d'énergie, a permis le développement de l'automobilisme et de l'aviation, arts auxquels la vapeur était difficilement applicable.

Pour se passer de la houille noire, les ingénieurs, se basant sur le système des vieux moulins, en l'améliorant, ont utilisé la force énorme des masses d'eau en mouvement. Réduisant les pertes de charge, des tuyaux ont amené le flot moteur aux turbines, dont les roues d'acier, mieux conçues que les vieilles roues de bois, ont capté, avec le rendement maximum, l'énergie hydraulique.

En France, la première grande chute a été aménagée dans l'Isère, à Lancey, par Aristide Bergès, vers 1870. Il a utilisé dans les conditions les plus remarquables, la puissance d'un ruisseau de montagne coulant sur les pentes du massif montagneux de Belladone. Au début de son exploitation, Bergès a installé une usine mise en mouvement par l'eau captée en tuyaux à 200 mètres, puis à 500 mètres au-dessus. En même temps, il transformait les lacs supérieurs en réservoirs, pour augmenter le volume d'eau dont il disposait. Il a, depuis, étudié tout un système d'aménagement de ces lacs, qui permettra d'utiliser un jour, une chute de 1.700 mètres de hauteur.

Aristide Bergès fut le premier, en France, à parler de « houille blanche », et il raconte dans une brochure, qu'en 1889, certaines personnes peu informées lui écrivirent pour lui demander des échantillons de ce nouveau combustible. On peut excuser sans peine l'ignorance de ces correspon-

dants, d'autant plus qu'il convient de redresser à ce sujet une erreur historique, dût l'amour propre national de nos techniciens en souffrir.

Si Bergès a parlé de « houille blanche », à la fin du siècle dernier, bien avant lui, Cavour avait parlé de « charbon blanc ». Le grand piémontais employa cette expression vers 1858 ou 1859, à Chambéry, à l'occasion d'une loi sur les travaux publics, votée pour parer aux éventualités de la guerre contre l'Autriche. Il faut noter que Cavour, en parlant de charbon blanc, donnait à ces mots une signification moins large que celle que nous lui donnons aujourd'hui ; il désignait ainsi tout particulièrement les glaciers et les neiges éternelles, sources primitives de toutes les énergies hydrauliques. Cavour, pour réaliser ses projets de développement industriel de l'Italie, qu'il préconisait déjà, unifiée et libre, des Alpes jusqu'à la Sicile, désirait rendre domaniales toutes les eaux, même les plus modestes, les sources comme les glaciers. Et il parlait, paraît-il, du « charbon blanc » des glaciers pour étayer sa thèse consistant à réserver à l'Etat la possession exclusive de ces mines nouvelles, réserves immenses de force et d'énergie. Ce célèbre homme d'Etat démontrait ainsi, une nouvelle fois, qu'il savait prévoir l'avenir, non seulement pour le peuple d'Italie, mais pour l'Humanité entière. On ne trouve (et c'est fort regrettable), dans aucun ouvrage, français ou étranger, traitant de la question, ces renseignements aussi intéressants que précieux qui, confirmés par de nombreux techniciens et amis italiens, nous ont été fournis par l'éminent Docteur M. Pecco, dont le père, brillant officier supérieur de l'armée piémontaise, ayant longtemps résidé à Chambéry, avait entendu de la bouche même de Cavour l'expression imagée désignant la technique, non encore née, mais qui devait faire, de la fin du XIX^e siècle à nos jours, de si rapides progrès.

Et ce mot de « houille » a connu dès lors une fortune nouvelle. Qualifiée de blanche, elle définit l'énergie des torrents montagnards. Poussant la discrimination jusqu'à la subtilité, certains auteurs voient une « houille verte » dans les réserves énergétiques des fleuves. Les vagues de

la mer et les marées constituent une immense source de force motrice : c'est la « houille bleue ». La « houille incolore », ou éolienne, ou atmosphérique, n'est autre que le vent.

Ces diverses sources d'énergie ont été développées à des degrés très divers. La houille blanche occupe incontestablement le premier rang. Elle a permis d'atténuer, sinon de déplacer, les inégalités existant entre les ressources naturelles des divers territoires. La situation économique de l'Italie, de la Suisse, de l'Espagne, des Etats Scandinaves, de certaines colonies, a été très sensiblement améliorée par l'utilisation des forces hydrauliques. Aussi ce domaine, du point de vue de l'économie nationale, mérite-t-il, comme le désirait Cavour, de retenir l'attention de l'Etat, en ne perdant jamais de vue, d'ailleurs, toute l'efficacité de l'aide que peuvent apporter les particuliers dans le fonctionnement des services publics ou d'intérêt général.

D'un autre côté, l'aménagement des chutes d'eau fait naître des problèmes économiques importants et non négligeables.

Ainsi, la marche combinée des centrales thermiques et hydrauliques, paraît assurer une production plus économique, particulièrement dans le cas de basses chutes, dans les quatre cas suivants :

1° L'agrandissement peu coûteux d'une centrale de basse chute, peut éviter la construction de nouvelles installations thermiques.

2° L'accumulation possible de l'eau permet une grande souplesse de fonctionnement pour répondre aux pointes quotidiennes ou hebdomadaires.

3° Le suréquipement des chutes, par rapport au régime minimum des cours d'eau permet, par accumulation, la constitution de réserves rapidement mobilisables.

4° Les installations de basses chutes sont particulièrement aptes à fournir les variations de puissance nécessaires au contrôle de la fréquence.

Les centrales hydrauliques ne seraient pas recommandées dans tous les cas. C'est indiscutable, surtout si l'on se

trouve près de bassins houillers. Une étude économique sérieuse s'impose d'ailleurs dans tous les cas.

Mais, élargissant le domaine du doute, certains auteurs, et non des moindres, se sont demandé notamment s'il fallait, pour économiser le charbon, accélérer l'électrification des chemins de fer ou la ralentir. La solution de ce problème dépend du pays intéressé. En France, il y a lieu probablement de l'accélérer.

D'ailleurs, une statistique assez sûre, publiée, pour la première fois en 1930, sur la production mondiale d'électricité, nous renseigne sur ce point. Elle émane de la « Bristish Electrical and allied Manufacturers Association ». L'Association évalue à 278 milliards d'unités la production mondiale d'électricité en 1929, provenant d'installations ayant une capacité de 130 millions de chevaux-vapeur. Les Etats-Unis interviennent pour près de moitié dans cette production. Voici comment elle se répartit approximativement entre les principaux pays : Etats-Unis : 126 milliards d'unités ; Allemagne : 30,6 ; Canada : 17,6 ; Grande-Bretagne : 16,9 ; France : 15 ; Italie : 10,8 ; Norvège : 8,9 ; Russie : 6,4 ; autres pays : 45,6. Total général : 278 milliards, dont pour l'Empire britannique, 42 milliards d'unités. Si la production mondiale d'électricité en 1929 était provenue exclusivement d'installations à vapeur, elle aurait exigé une consommation de 440 millions de tonnes de houille.

Ces chiffres précis démontrent que la proximité d'une chute d'eau pouvant être aménagée économiquement, d'une mine de houille facile à exploiter, constitue un monopole naturel dont chaque pays doit profiter dans la plus large mesure.

Monsieur le Sénateur Mollard disait, à la Tribune du Sénat : « Toute augmentation d'impôts qui, corrélativement, n'est pas accompagnée d'une augmentation de production, ruine le pays ». Et ce technicien averti a, par des discours et des écrits, montré les ressources immenses que la France doit retirer de l'utilisation rationnelle de ses forces énergétiques.

Le souci de ne pas gaspiller les richesses nationales a conduit l'Administration à établir un plan d'aménagement intégral des torrents et rivières. C'est une mesure fort sage, mais il semble que l'on a trop vite généralisé, au détriment des petites chutes, qui peuvent être aménagées à des prix acceptables. On considère habituellement que si le prix du kilowatt installé ne dépasse pas 3.000 fr., une basse chute est financièrement réalisable. Ce prix d'établissement peut être obtenu, et même diminué, dans un grand nombre de cas, où il existe souvent d'anciennes installations qui peuvent être facilement adaptées à l'outillage moderne. C'est une voie dans laquelle il convient de diriger l'opinion financière, tant pour l'intérêt général, que pour la sécurité de placement que présente une installation de force hydro-électrique.

Pour conclure, on peut affirmer que les pays dépourvus de mines de houille installeront les chutes d'eau dont ils disposent, les plus accessibles d'abord, les plus reculées ensuite, les premières facilitant l'aménagement des secondes. D'ailleurs, il faut souligner que les pays favorisés au point de la houille blanche, sont, le plus souvent, des pays de culture et d'élevage, comme la Suisse, et certaines régions de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche. C'est là, pour la fortune du pays, une situation économique et sociale dont il faut tenir compte.

En somme, la chute d'eau, c'est la houille de l'avenir, dont l'emploi, qui a déjà fait implanter les industries électrochimiques et électrométallurgiques dans la plupart des vallées reculées, amènera les transformations économiques les plus inattendues, en donnant la richesse aux contrées qui n'avaient jusqu'ici, comme valeur essentielle, que leur beauté pittoresque, offerte aux yeux des touristes.

Les barrages-réservoirs

Pour régulariser le débit des rivières et assurer une constance aussi parfaite que possible des usines situées à l'aval, on aménage, dans les hautes vallées, des barrages-réservoirs, devant lesquels l'eau s'accumule.

Les lacs artificiels ont été imaginés tout d'abord pour les besoins de l'agriculture. Ainsi, la seule province de Madras, dans les Indes, compte plus de 40.000 bassins, il est vrai de petite capacité. On trouve également en Egypte et dans l'Île de Ceylan des vestiges de barrages établis bien avant l'ère chrétienne.

Du temps de Trajan, ont été créés les barrages de Mérida, en Espagne, de Proserpine, contenant dix millions de mètres cubes et d'une hauteur de seize mètres. Il y a encore en service dans l'Afrique du Nord et en Espagne, des barrages plusieurs fois centenaires, qui servent à l'irrigation.

De 1579 à 1634, les Arabes espagnols construisirent à Tibi, près d'Alicante, un barrage de 42 mètres de hauteur. Malgré cela, ce n'est qu'en 1777 que fut érigé le premier ouvrage important, celui de Lampy, destiné à l'alimentation du bief de partage du canal du Midi. A partir de 1830, commencèrent à apparaître les barrages importants. Mais il faut aller jusqu'en 1861 pour voir construire le barrage du Gouffre d'Enfer, sur le Furens, où furent appliquées pour la première fois, par l'Inspecteur Général Delocre, les formes rationnelles et les méthodes de calcul données en 1853 par l'Inspecteur Général de Sazilly. Ce barrage est un modèle du genre, et jusqu'à ces dernières années, les ingénieurs de tous les pays se sont bornés à l'imiter.

L'essor remarquable des industries a apporté, dans la construction des barrages, de nouveaux et importants perfectionnements. Ceux-ci sont presque tous d'origine américaine ; cela tient à ce qu'à cette époque, la France se battait pour la liberté du monde, et que l'Amérique riche pouvait s'offrir le luxe d'expériences coûteuses. Notre pays offre cependant de magnifiques exemples de barrages pour la régularisation des canaux de navigation.

De 1830 à nos jours, on peut considérer trois périodes : de 1830 à 1853, les barrages destinés à la navigation se font sans règles bien précises ; de 1853 à 1918, on construit des barrages pour l'alimentation en eau des villes ; de 1918 à nos jours, les barrages servent à régulariser les cours d'eau en vue de la production de l'électricité.

La « Commission Administrative des Grands Barrages » créée en 1923 est chargée d'étudier les projets qui lui sont soumis, et elle doit déterminer les règles à observer dans le calcul et l'exécution des barrages. Ces ouvrages présentent, en effet, s'ils sont exécutés dans de mauvaises conditions, un très grand danger pour la partie aval de la vallée. Sur vingt-trois grands barrages qui se sont écroulés, dix-neuf accidents sont dus à des fondations mauvaises, et quatre à des défauts de calcul ou de construction.

Le « Comité Français des Grands Barrages », créé en 1926, est chargé de centraliser la documentation relative à la construction, à l'entretien, et à l'exploitation des grands barrages.

La « Commission Internationale des Grands Barrages » qui a le même rôle que le précédent, a été fondée à la suite de la conférence mondiale de l'Energie (World Power Conference), tenue à Berlin en 1930.

Le premier Congrès des Grands Barrages s'est réuni à Stockholm en juin-juillet 1933. Ce congrès a constitué la première manifestation publique de la Commission Internationale des Grands Barrages, et s'est tenu en marge de la Conférence Mondiale de l'Energie, dont il dépend essentiellement. De la discussion des questions mises à l'ordre du jour, s'est dégagée une intéressante technique des grands barrages. C'est là une œuvre remarquable de coopération internationale dans la paix.

En 1921, une mission avait été envoyée aux Etats-Unis, par la Compagnie P. L. M. pour l'étude des grands barrages. Ce pays, où se sont amalgamées les énergies viriles des plus diverses nations européennes, pourra s'enorgueillir de posséder, avec la plus grande roue du monde, celle du vieux moulin de Botetourt Country, près de Springwood, le plus colossal barrage : le barrage Hoover, sur le Colorado. Il aura 222 mètres de hauteur au-dessus de ses fondations, et son volume de maçonnerie sera de 2.600.000 mètres cubes.

L'exploitation des forces motrices maritimes

Pour compléter cette étude sur le développement des eaux industrielles, il nous semble utile d'exposer sommairement les procédés qui ont été adoptés pour capter et utiliser les forces motrices inépuisables que les mers mettent à la disposition de l'Humanité.

Cette exploitation, au surplus, présente le grand avantage de ne soulever aucune complication d'ordre international.

On peut dire que, pratiquement, les eaux de la mer en mouvement n'ont pas encore été utilisées en vue d'une exploitation industrielle. On n'a fait que des essais. Mais dans tous les domaines, les anticipations sont à l'origine du progrès ; le travail des chercheurs n'est jamais vain.

Malgré ses inconvénients nombreux, et l'irrégularité de sa production d'énergie, la houille bleue, qui n'est qu'à ses débuts, pourra peut-être un jour affirmer sa supériorité sur ses rivales, blanche ou verte.

Voici les procédés qui ont été appliqués pour utiliser les énergies marines d'une façon industrielle :

a) *Le procédé de MM. Georges Claude et Boucherot.* — Ce procédé utilise l'énergie thermique contenue dans les eaux chaudes des mers tropicales. En raison de son principe même, ce système ne peut guère être appliqué en France, ou dans nos colonies de l'Afrique du Nord. On pourrait, par contre si des résultats satisfaisants étaient obtenus, envisager l'application près des rivages de certaines possessions d'outre-mer. Il importe, en effet, que la température des eaux soit assez élevée à la surface, et que les courants de fond ne soient pas trop refroidis, pour permettre la condensation de la vapeur reproduite, condition essentielle du fonctionnement normal et d'un bon rendement des appareils d'utilisation.

MM. G. Claude et Boucherot ont installé une usine d'essai à Cuba.

Dans un ordre d'idées assez voisin, un ingénieur, M. Cartier, a tout récemment procédé à des essais à Osten-

de, en vue de la captation de l'énergie contenue dans les vagues de profondeur. Cette énergie, prétend-on, serait énorme et facilement récupérable.

Acceptons les augures favorables de ces efforts généreux, mais en attendant qu'un résultat positif soit obtenu, examinons les autres procédés.

b) *Les stations marémotrices.* — Un procédé assez rationnel pour utiliser la force des marées, est de créer une chute d'eau au moyen d'un barrage formant un bassin que l'on remplit à marée remontante et que l'on vide à marée descendante. Suivant que l'on utilise un seul sens d'écoulement ou les deux sens, on a un bassin à simple ou à double effet. Lorsqu'on n'utilise qu'un seul sens d'écoulement, on obtient un plus grand travail à la vidange du bassin. Dans les deux cas, la production est irrégulière et l'on doit compenser le manque d'énergie qui se fait sentir à certains moments par une accumulation. La meilleure solution consiste à accumuler l'énergie hydraulique sous la forme d'air comprimé dans les batteries. C'est ce principe qui a été adopté pour la centrale marémotrice de l'Aber-Wrac'h, située à vingt kilomètres environ au Nord de Brest. Sa puissance maximum correspondant aux grandes marées est de 7.500 kilowatts.

Depuis longtemps déjà, cependant, on utilise sur les côtes de France les moulins de marée qui sont installés dans des estuaires convenables ; certains de ces établissements ont été modernisés, et le turbo-alternateur a remplacé l'antique roue. Des essais considérables de captation des marées sont aujourd'hui en cours. En dehors de celui de l'Aber-Wrac'h, citons ceux de l'estuaire de la Rance, de l'Aber-Benoît.

En Angleterre, l'estuaire de la Severn est la région la plus propice à l'installation d'une usine hydroélectrique et un barrage est en projet pour y créer une station marémotrice.

c) *Le béliet-siphon maritime à chambre barométrique.* — Une nouvelle méthode d'utilisation de l'énergie des mers, due à M. Paul Grasset, est le béliet-siphon à chambre barométrique. Elle utilise l'énergie de la houle, énergie extrê-

mement variable, mais jamais nulle, dont la puissance peut varier dans la proportion de un à vingt et même trente.

L'installation comprend un réservoir élevé, vide, qui remplit à la fois le rôle d'accumulateur, de régulateur et de distributeur d'eau aux turbines. Deux colonnes, ascendante et descendante, aboutissent au réservoir. Elles constituent un siphon. L'énergie, par à-coups des vagues se transforme ainsi en une énergie continue. Une installation d'essai est en construction dans les falaises du Phare de Biarritz.

CHAPITRE II

L'état actuel de l'aménagement des forces hydrauliques en France et à l'étranger

Le Régime juridique de la Houille blanche

Dans le chapitre précédent, nous avons souligné le développement et la valeur économique énorme de l'exploitation des eaux, en vue de la production de force électrique.

Le mouvement de l'eau des cours d'eau et de la mer constitue une source d'énergie extrêmement puissante. Les initiatives privées ne doivent donc pas être absolument libres de disposer de richesses naturelles d'une telle importance sociale, sans que leurs activités soient coordonnées et soumises à un régime juridique spécial.

C'est ce régime juridique de droit interne qu'il nous semble nécessaire d'exposer avant de présenter les réalisations techniques qui ont été accomplies depuis le début du XX^e siècle surtout.

La force de l'eau en mouvement est un bien indépendant des éléments qui l'entourent et la contiennent ; tant que

du travail humain ne s'y est pas incorporé, c'est une richesse qui demeure sans valeur. On ne discute plus, de nos jours, l'intérêt qu'une exploitation rationnelle des forces hydrauliques présente pour la collectivité tout entière, pas plus qu'on ne discute la valeur sociale des autres richesses naturelles, des gisements miniers notamment.

Dans ces conditions, il importe de déterminer avec précision qui doit être considéré comme propriétaire de la force, et comment doit être établi le régime juridique de sa mise en valeur.

Il ne faut pas perdre de vue que la force hydraulique est une richesse qui, pratiquement, ne s'épuise pas, comme une mine de houille par exemple, et qu'au surplus, quand les aménagements nécessaires sont faits, un personnel réduit suffit à l'exploitation.

D'autre part, dans certains pays, en France notamment, des dispositions légales ont introduit une distinction dans le régime administratif des cours d'eau. Ceux qui sont flottables et navigables font, en principe, partie du domaine public. Les autres, qui sont les plus intéressants au point de vue de l'exploitation industrielle des eaux, ne sont pas dans le même cas. Les riverains ont, d'après le droit privé, la propriété du lit et un droit d'usage sur l'eau. Il fallait donc obtenir leur consentement préalable, si l'on voulait dériver les eaux pour aménager une chute ; de plus, très souvent, des spéculateurs achetaient à bas prix, aux riverains, les droits à l'usage de l'eau et, par la suite, ils faisaient payer très lourdement leur autorisation aux industriels désirant créer une usine. Parfois, même, les exigences de ces spéculateurs étaient telles qu'on devait renoncer au projet d'aménagement, et c'est pour cela qu'on les appelait les « barreaux de chute ».

En France, c'est seulement la loi du 16 Octobre 1919 qui a mis fin à une situation nettement défavorable aux intérêts généraux du pays. Le 10 Avril 1898, le Parlement avait voté une loi qui réglementait l'utilisation des chutes d'eau, aussi bien celles du domaine public que celles du domaine privé. En 1900, sous le ministère Waldeck-Rousseau, un projet de loi modifiant la loi de 1898 était déposé

par M. Jean Dupuy, Ministre de l'Agriculture, et par M. Pierre Baudin, Ministre des Travaux Publics. Ce projet souleva des objections importantes, et en 1904 M. Mougeot, Ministre de l'Agriculture, déposa un projet de loi spécial concernant les chutes d'eau appartenant au domaine privé. Ce projet fut repris par M. Ruau en 1906, mais ni l'un l'autre de ces deux projets ne sont venus en discussion.

Le 8 mai 1906, fut déposé le projet Baudin -Caillaux qui s'appliquait uniquement aux forces motrices des cours d'eau du domaine public. Les deux Chambres s'étaient mises d'accord sur son texte, lorsqu'en 1913, à la fin de la discussion, un amendement secondaire voté par le Sénat fit renvoyer le projet à la Chambre, qui ne s'en occupa plus.

En 1917, après le dépôt, par M. Margaine, d'une proposition de loi, qui ne vint pas en discussion, le Gouvernement fit établir, par une Commission interministérielle composée de parlementaires, de fonctionnaires et d'industriels, un texte qui, après quelques modifications, devint la loi du 16 Octobre 1919.

Le principe posé par cette loi est généralement admis par tous les pays qu'intéresse l'utilisation des forces hydrauliques. L'article premier l'exprime ainsi : « Nul ne peut disposer de l'énergie des marées, des lacs et des cours d'eau, quel que soit leur classement, sans une concession ou une autorisation de l'Etat. »

Au point de vue de l'utilisation de l'énergie hydraulique, il n'y a donc pas de distinction à faire entre les divers cours d'eau ; il y a unité de législation et de régime.

Il faut noter cependant que la question de la propriété de la force du mouvement de l'eau n'est pas expressément tranchée ; mais il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi, des travaux préparatoires et des intentions du législateur, qu'elle l'est implicitement au profit de l'Etat. On doit regretter que ce principe, logique et rationnel, ait été admis si tard. S'il avait été possible de l'appliquer avant la guerre, la situation économique de la France pendant les hostilités, eut été beaucoup plus favorable.

S'il ne paraît pas utile d'examiner ici la situation des entreprises soumises au régime de la concession et de celles bénéficiaires d'une autorisation, il y a lieu de montrer comment on a prévu la participation des personnes morales de droit public à l'exploitation, pour dégager, une nouvelle fois, la part qui a été faite dans le texte de la loi, à la théorie sociale opposée aux vieilles conceptions individualistes.

Tout d'abord, l'Etat, les départements et les communes peuvent exploiter directement l'énergie des cours d'eau.

Ensuite, les personnes morales de droit public ont la possibilité de coopérer à l'exploitation assurée par les entreprises privées concessionnaires. D'une part, le cahier des charges peut préciser qu'en retour des subventions par elle versées, la personne morale recevra des actions privilégiées, ce qui lui donne le droit d'entrer dans les Assemblées générales, et d'avoir des représentants dans les Conseils d'Administration. D'autre part, le cahier des charges peut spécifier que l'Etat recevra des actions d'apport, lui donnant les mêmes droits.

Du fait de ces dispositions, l'Etat, les départements, les communes, peuvent se trouver associés à la gestion de l'entreprise. Ainsi est réalisée une très intéressante collaboration des personnes morales et des particuliers.

Enfin, même en dehors de l'hypothèse précédente, les personnes morales de droit public participent aux produits de l'exploitation effectuée par des concessionnaires, d'abord en percevant des redevances proportionnelles aux dividendes et bénéfices répartis, ensuite en obtenant à prix réduit une certaine quantité de l'énergie produite.

Ce régime, trop tardivement établi, comme nous l'avons dit, a permis de donner à l'aménagement des forces hydrauliques un essor considérable.

La situation actuelle des forces hydrauliques en France

Certaines statistiques donnent comme puissance totale disponible en eaux moyennes pour les cours d'eau français, 9.200.000 chevaux-vapeur, se répartissant de la façon suivante : Alpes, 4.600.000 CV ; Massif Central, 1.800.000 CV ; Pyrénées et reste du territoire, 2.800.000 CV. Ces évaluations ne reposent d'ailleurs que sur des bases fort incertaines. Quoi qu'il en soit, elles nous fixent sur l'importance relative des possibilités des diverses parties du territoire français.

Administrativement, les services organisés dans le but d'étudier les cours d'eau au point de vue de leur aménagement sont au nombre de trois : Service des forces hydrauliques du Sud-Est ou des Alpes ; Service du Sud-Ouest ou des Pyrénées ; Service du Centre ou du Massif Central. Ces trois services régionaux ont chacun à leur tête un Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées ; ils fonctionnent distinctement les uns des autres, mais reçoivent leur impulsion de l'Administration Centrale.

Cette division administrative est très logique ; elle correspond aux trois principaux centres producteurs d'énergie hydro-électrique, en même temps qu'à des régions, dont le régime atmosphérique et par voie de conséquence, celui des cours d'eau, diffère.

Dans les Pyrénées, les vallées sont très courtes, à pentes très raides, débouchant dans la plaine. Les chutes sont élevées, mais le débit est faible. On a donc reconnu la nécessité de faire des aménagements d'ensemble par vallée ; de plus, on trouve de nombreux lacs permettant la régularisation des eaux. Il en résulte que les aménagements des Pyrénées ont un caractère collectif qui se prolongera encore.

Dans le Massif Central, on rencontre de longs étiages de cours d'eau en été, des pentes très faibles, d'où nécessité de faire de très grands barrages-réservoirs, et en même

temps, de procéder à des aménagements d'ensemble qui ne peuvent être réalisés que par des groupes financiers extrêmement puissants.

Dans les Alpes, berceau de la houille blanche, on utilise les chutes sur place, d'abord parce qu'on ne savait pas transporter l'énergie et qu'on espérait que la population remonterait dans la montagne. Les espoirs furent déçus, et on a étudié la technique du transport de l'énergie. La solution fut trouvée. Dans les Pyrénées, l'utilisation sur place est insignifiante, tout ou presque, est exporté. Il a été créé d'ailleurs un réseau général de distribution connu sous le nom de U. P. E. P. O. (Union des Producteurs d'Energie des Pyrénées-Occidentales).

Le mouvement s'est poursuivi, gagnant les Alpes, par suite de la modification des installations. Des usines se sont créées, ou sont en voie de création, qui exporteront l'énergie sur Lyon, Saint-Chamond, Saint-Etienne, Dijon, Le Creusot. Dans le Massif Central, l'usine d'Eguzon exporte sur Paris.

D'un autre côté, les chemins de fer français ont, sur une échelle plus ou moins grande, procédé à l'électrification de leurs réseaux. Le Midi est en toute première place, viennent ensuite le P. O. et l'Etat. La Compagnie du P. L. M., et c'est surprenant, n'a guère électrifié que sa ligne de Culoz à Modane, en achetant son courant à une Société privée. Cette Compagnie a même vendu à des sociétés industrielles, les droits qu'elle possédait sur certaines chutes ; une pareille politique, dans une région où la houille blanche est particulièrement abondante, semble paradoxale, et on ne peut guère l'expliquer.

Sans entrer dans les détails techniques de l'aménagement des chutes diverses, il nous paraît utile d'indiquer les efforts qui ont été tentés pour mettre en valeur nos grandes ressources hydrauliques.

a) *Pyrénées.* — D'une manière générale, l'utilisation rationnelle des eaux des lacs permet non seulement d'obtenir une puissance constante, mais même de modifier le diagramme annuel de la production, et de disposer ainsi

d'une puissance pouvant apporter un appoint sérieux aux autres producteurs d'énergie.

Les Pyrénées Centrales abondent en réservoirs naturels. Entre 1200 et 2700 mètres d'altitude, les glaciers, en se retirant, ont abandonné aux flancs de la montagne d'immenses creux coniques, que les torrents ont transformés en lacs. C'est en utilisant certains d'entre eux qu'on a groupé, notamment dans le bassin de la Pique, affluent rive droite de la Garonne, des usines de rivière et des usines de lacs, qui répondent à une régularisation parfaite. Ce sont les centrales de la Pique supérieure (chute 218 mètres - puissance 10.000 kilowatts) ; de la Pique inférieure (chute 165 mètres - puissance 6.000 kilowatts) ; du lac d'Oô (chute 800 mètres - puissance 38.000 kilowatts) et enfin la centrale de Portillon-Lys qui, avec ses 1.400 mètres de dénivellation constitue à l'heure actuelle la plus haute chute de France donnant 40.000 kilowatts. L'usine du Portillon, construite sur le territoire de la Commune de Bagnères-de-Luchon, est destinée à utiliser les importantes réserves d'eau que constituent le lac du Portillon (15 millions de mètres cubes) et le lac Glacé (3 millions). Ces lacs présentent en outre la caractéristique d'être aménagés en réservoirs saisonniers, par pompage des eaux des vallées du Lys, et de l'Houradade, en utilisant l'énergie disponible de l'usine.

Ce même principe d'accumulation saisonnière a été appliqué aux lacs de Caillaouas (les eaux sont remontées par utilisation de l'énergie disponible de la Centrale de Lassoula), d'Araing (utilisation de l'énergie disponible de la Centrale d'Eylie), d'Artouste (utilisation de l'énergie disponible de la Centrale d'Artouste).

Tout récemment, l'aménagement de la chute de Caillaouas, dans la vallée supérieure de la Neste de Louron a été réalisé ; deux usines ont été construites, l'une à Lassoula (puissance installée 10.000 kilowatts), l'autre à Tramezaygues (15.000 kilowatts) et un important réservoir a été constitué dans la cuvette de l'usine de Caillaouas, à une altitude de 2.150 mètres.

Pour l'électrification de son réseau, la Compagnie des Chemins de Fer du Midi a réalisé, sur le Gave d'Ossau, un aménagement remarquable. Trois usines ont été installées : celles du Hourat à l'aval, celle de Miégebat, au centre, et celle d'Artouste, à l'amont.

L'usine du Hourat, établie au pied des gorges du Hourat, entre Laruns et les Eaux-Chaudes (Basses-Pyrénées), utilise les eaux du bassin supérieur du Gave d'Ossau, dont le débit a été régularisé. Sous 204 mètres de chute nette, elle développe une puissance de 50.000 chevaux-vapeur.

Immédiatement à l'amont de cette installation, se trouve l'usine de Miégebat, entre les Eaux-Chaudes et Gabas. La puissance installée est de 50 000 chevaux-vapeur, et la chute nette de 380 mètres.

L'usine d'Artouste, située à l'amont de Gabas, est alimentée exclusivement par les eaux du lac du même nom, situé dans la haute vallée du Sousoueu. La réserve possible est de 14 millions de mètres cubes ; le torrent principal n'ayant pas été jugé suffisant, cette réserve est complétée d'abord par pompage, comme nous l'avons dit, ensuite, par gravitation naturelle, les eaux de torrents voisins et du lac d'Arrius étant amenés dans le lac d'Artouste. La puissance de l'usine est de 30.000 chevaux-vapeur sous 746 mètres de chute nette.

La Compagnie des Chemins de Fer du Midi a ainsi réalisé dans la vallée du Gave d'Ossau une œuvre du plus haut intérêt économique, et elle pensait pouvoir aménager de même la haute vallée de l'Ariège, si des difficultés provoquées par l'utilisation des eaux de l'étang du Lanoux, situé sur le territoire du département des Pyrénées-Orientales, n'avaient pas contrecarré ses projets.

Cette vallée de l'Ariège mérite d'ailleurs une mention particulière puisque, dans son bassin supérieur, sur son affluent l'Orriège, le barrage-réservoir de l'étang de Naguille et la Centrale d'Orlu, qui en utilise les eaux, comptent parmi les premiers aménagements de hautes chutes qui ont été faits (900 mètres environ). De même, avant 1906, on avait créé l'usine d'Auzat, (plus de 400 mètres de chute)

sur le Viedessos, affluent rive gauche de l'Ariège. Au confluent de ces deux cours d'eau, une très importante Compagnie de produits électro-chimiques et électro-métallurgiques utilisait, dès 1929, dans son usine de Sabart (Tarascon-sur-Ariège), l'énergie produite par une chute de 250 mètres environ, installée pour fournir 40.000 chevaux-vapeur.

Ces renseignements, sur l'aménagement des cours d'eau pyrénéens pourraient être complétés encore par l'énumération qui serait ici tout à fait déplacée, des travaux réalisés, projetés, ou en cours d'exécution ; les eaux de presque toutes les vallées sont utilisées d'une façon plus ou moins complète.

b) *Massif Central*. — L'aménagement et l'exploitation des usines hydro-électriques du Massif Central, doivent prendre une place notable dans l'organisation rationnelle de l'électrification des chemins de fer français, et de l'électro-technique en général ; la production de l'énergie pourra atteindre annuellement 3, 5 milliards de kilowatts-heures, et dès 1935, elle sera déjà de 1,9 milliard. Ainsi, les besoins locaux et ceux de la Compagnie du P. O. seront dépassés par une telle production d'énergie, pour l'utilisation de laquelle il sera nécessaire de prévoir des débouchés, vers la région parisienne, par exemple.

Le plateau de Millevaches a une disposition orographique remarquable, par la distribution en éventail des rivières qui en descendent. La partie la plus intéressante du bassin de la Dordogne est celle qui remonte du confluent de la Maronne vers le Cantal et le Mont d'Or par la Rhue, et vers le plateau de Millevaches par le Chevanon. Deux barrages ont été étudiés : l'un à Coindre sur la Rhue (en exploitation), et l'autre à Cellette, sur le Chevanon. Des centrales hydro-électriques sont également projetées sur la Dordogne régularisée à Marèges et au Chambon, à l'aval de Coindre. L'usine de Vernejoux existe déjà sur la Cère, affluent rive gauche de la Dordogne, les usines de Lamativie (chute 148 m., puissance 42.000 CV) et de Laval (chute 105 m., puissance 42.000 CV), sont en exploitation, et le barrage, projeté de Saint-Étienne Can-

talès, permettra d'améliorer le fonctionnement de ces usines, qui marchaient, jusqu'ici, au fil de l'eau.

La Truyère, affluent rive droite du Lot, offre une chute exceptionnelle en aval de Brommat, où elle présente une différence de niveau de 270 mètres sur huit kilomètres seulement. L'usine souterraine de Brommat utilise la chute de la gorge, et le grand barrage de Sarrans qui a 105 mètres de hauteur, retient une masse d'eau de 306 millions de mètres cubes. La Centrale de Brommat a une puissance de 167.000 kilowatts et celle de Sarrans 102.000 kilowatts. Par la capacité de sa production qui atteint 300.000.000 de kilowatts-heure en année moyenne, l'ensemble Sarrans-Brommat constitue l'usine la plus importante de France, et peut-être de l'Europe. Il n'est sans doute pas d'aménagement qui présente autant d'intérêt par ses dispositions ; génie civil, mécanique, électricité, atteignent des dimensions ou répondent à ces conditions qui ont rarement, ou qui n'ont même jamais, été atteintes.

L'énergie hydraulique sera utilement employée pour les deux pointes importantes qui sont la caractéristique de la consommation parisienne, et elle permettra ainsi une meilleure utilisation des centrales thermiques de Paris.

Un grand nombre d'autres centrales intéressantes sur les rivières du Massif Central seront utilement aménagées, notamment sur la Truyère, à Larran et à Pradal ; sur le Lot, à Espeyrac et à Saint-Parthem.

Une ligne de 220 kilovolts partira de Marèges, pour joindre le réseau de la Compagnie du P. O. D'autres lignes sont prévues pour répartir l'énergie hydro-électrique dans d'autres régions de la France. Des échanges sont envisagés entre le Massif Central, qui a un régime pluvial, et les Alpes, qui ont un régime glaciaire. L'action régulatrice des grands réservoirs se fera utilement sentir en hiver, au moment où les rivières des Alpes sont très souvent à sec, ou tout au moins passent par leur débit minimum.

Toutes ces usines, ainsi que celle d'Eguzon, permettront à la Compagnie du P. O., d'intensifier l'électrification de son réseau.

Dans la mise en valeur des forces hydrauliques du Massif Central, il convient encore de citer, en dehors de l'usine en exploitation de Monistrol d'Allier, un projet d'aménagement intégral de cette rivière.

D'un autre côté, une Centrale pouvant donner 50.000 chevaux-vapeur sous 35 mètres de chute a été aménagée au Pinet, sur le Tarn.

Parmi les dernières réalisations, mentionnons enfin le barrage du Vintrou-sur-l'Arn (Département du Tarn). Cet ouvrage alimentera une usine de 6.000 kilowatts environ sous 270 mètres de chute.

c) *Alpes*. — Les Alpes sont, incontestablement, le pays le plus favorisé au point de vue des forces hydrauliques, et Grenoble peut être fière du titre qui lui est généralement donné de capitale de la houille blanche.

Il est certain que les vallées alpestres ont vu se créer des usines innombrables, dont tous les livres et toutes les revues techniques donnent la nomenclature et les caractéristiques. Dans les Alpes, nous l'avons dit, on a, dès l'origine, utilisé sur place l'énergie produite, grâce à laquelle électro-chimie et électro-métallurgie se sont développées ; aluminium, magnésium, chlore et chlorates, ferro-alliages, carbure, etc..., sont produits dans des conditions exceptionnelles, à des prix de revient variables, mais toujours rémunérateurs, par des usines installées auprès des centrales hydro-électriques.

Depuis quelque temps cependant, on exporte l'énergie électrique de cette région, mais, au début, le transport s'est fait sans coordination, et certaines vallées, qui sont sillonnées par de nombreuses lignes à haute tension fournissent la preuve du manque d'entente initial entre les producteurs. Ce désordre, cette dispersion des efforts n'existent plus aujourd'hui, et il y a lieu de s'en féliciter. Pour le transport de l'énergie comme pour les autres matières, on pratique le « transport en commun » dans des conditions particulièrement intéressantes.

D'ailleurs, en dehors des ententes industrielles qui se sont créées à cet effet, nous trouvons, dans les Alpes, la plus importante entreprise française de la Houille Blan-

che : « L'Energie Electrique du Littoral Méditerranéen », dont la capacité de production (actuelle et en projet) est de l'ordre de un milliard de kilowatts-heure annuels, et qui possède un réseau de distribution extrêmement développé. Une interconnexion est en outre réalisée entre ce réseau et les lignes de transport de diverses sociétés industrielles, parmi les plus puissantes desquelles il convient de citer la « Compagnie de Produits Chimiques et Electrométallurgiques Alais Froges et Camargue » et ses nombreuses filiales, dont l'activité dépasse le cadre des Alpes et nous pouvons dire aussi de la France.

L'Energie Electrique du Littoral Méditerranéen dispose des Centrales Hydroélectriques de Fontan, sur la Roya ; Saint-Cézaire, sur la Siagne ; d'Entraigues, sur l'Argens ; et de Bauma-Négra, sur la Tinée ; de la Mescla et du Plan du Var, sur le Var ; du Pont-du-Loup, sur le Loup ; de Saint-Cézaire, sur la Siagne ; d'Entraigues, sur l'Argens ; d'Aix, sur le canal de Verdun ; de Ventavon, du Poët, de la Brillanne-Villeneuve, du Largue et de Saint-Tulle, sur la Durance. La puissance ainsi installée est de l'ordre de 250.000 chevaux.

De son côté, dans les Alpes, la Compagnie Alais, Froges et Camargue, exploite directement : en Savoie, jalonnant la vallée de l'Arc, les usines de la Praz, de la Saussaz, de Calypso, de Saint-Jean-de-Maurienne et de Pontamafrey. En Haute-Savoie, les usines de Chedde et des Rateaux. Dans les Hautes-Alpes, l'usine de l'Argentière-la-Bessée. Dans l'Isère, les usines de Rioupérour et de Froges. L'ensemble de ces chutes donne une énergie annuelle moyenne de 700 millions de kilowatts-heure. Nous ne tenons pas compte, dans ces usines, et dans ce chiffre, des installations également très puissantes aménagées par des filiales de la Compagnie Alais, Froges et Camargue. Nous ne donnerons pas davantage de précisions sur les possibilités énormes de production des autres Sociétés industrielles ; nous avons voulu simplement, par les renseignements qui précèdent, donner une idée d'ensemble de la mise en valeur des richesses hydrauliques des Alpes, et nous terminerons l'étude de cette région en donnant quelques précisions sur les amé-

nagements récemment réalisés ou en cours de réalisation.

Dans l'Isère, le barrage-réservoir du Chambon est en cours de construction à l'amont du Bourg-d'Oisans. Il permettra de régulariser le débit de la Romanche, et d'améliorer en conséquence les conditions de fonctionnement des nombreuses usines qui se succèdent à intervalles rapprochés, tout le long de cette vallée. La réserve d'eau accumulée atteindra cinquante millions de mètres cubes.

Dans l'Isère encore, une filiale de la Compagnie Alais, Froges et Camargue fait construire le barrage du Sautet en un point du Drac qui présente un « cañon » de 200 mètres de profondeur, long de un kilomètre, que la rivière a creusé dans les terrasses de Beaumont, entre les massifs du Devoluy et du Pelvoux, à 70 kilomètres de Grenoble, près de Corps. La réserve d'eau de ce barrage (cent millions de mètres cubes), permettra de régulariser la production des usines d'aval existantes ou à créer, après avoir donné 80.000 kilowatts dans l'usine installée au pied du barrage et qui, en raison de l'étroitesse de la gorge, a dû être construite partie sur une sorte de pont lancé en travers du Drac, partie en souterrain.

En Savoie, une autre filiale de la Compagnie Alais, Froges et Camargue, construit à 2.100 mètres d'altitude, sur la Bissorte, affluent de la haute vallée de l'Arc, non loin de Modane, un barrage constituant une réserve utile de quarante millions de mètres cubes, appelée à régulariser le débit de l'Arc. Les turbines fonctionneront sous une chute de 1.150 mètres. L'usine va être mise en service incessamment, la mise en eau partielle du barrage s'accomplissant bien que cet ouvrage ne soit pas encore terminé.

Enfin, dans le bassin inférieur de l'Isère, à Pizançon, on a construit entre 1928 et 1931, un barrage mobile avec usine accolée. La chute créée est de 13 mètres environ, et la puissance voisine de 40.000 kilowatts.

Une place particulière doit être accordée au Rhône. On en connaît l'importance économique au point de vue industriel, agricole, et de la navigation ; en ce qui concerne cette dernière utilisation, les Suisses, qui acceptent volontiers pour devise « Navigare necesse est » ont donné

tout récemment une preuve des possibilités du fleuve : en 1932, une équipe de pontonniers suisses a descendu le cours du Rhône, comme le firent les mariniers d'autrefois, de Genève à Marseille, sur pontons ; pour le peuple suisse, ce fait est plus qu'un exploit sportif, il constitue un acte symbolique.

Le Gouvernement français s'est souvent préoccupé de l'aménagement rationnel de ce grand fleuve. Une loi a été votée le 27 Mai 1921, mais aucun résultat positif n'a encore été obtenu ; il convient de dire, il est vrai, que l'exploitation de ce cours d'eau soulève les plus graves problèmes économiques, financiers, de droit privé, et ajoutons, politiques.

En dehors des sociétés qui ont fait quelques installations isolées, mentionnons la création, à la date du 27 Mai 1933, de la Compagnie Nationale du Rhône, qui vient de terminer l'étude topographique de l'aménagement du Haut-Rhône. Les ingénieurs de cette Compagnie proposent la création de deux barrages régulateurs, l'un à Grésin, l'autre à Génissiat. Ce serait la première étape d'un programme plus vaste qui prendrait, affirme-t-on, le départ au printemps prochain, et dont les grandes lignes sont déjà arrêtées. La puissance hydraulique que le projet prévoit après l'exécution des travaux sera de : 150.000 kilowatts de Pougny-Chancy au Château du Parc ; 120.000 kilowatts du Château du Parc à Lyon ; 290.000 kilowatts de Lyon à Arles. L'utilisation de cette force hydraulique peut permettre d'économiser au moins cinq millions de tonnes de houille.

Certains techniciens se plaçant au double point de vue de la navigation et de la force motrice, traitent séparément la question pour le Bas-Rhône et le Haut-Rhône. Leurs conclusions sont :

Pour le Bas-Rhône, maintenir et perfectionner la navigation, en laissant au second plan les forces motrices qui ne seraient empruntées qu'aux affluents.

Pour le Haut-Rhône, envisager, dans toute la mesure du possible, les moyens de satisfaire à la fois à la production de l'énergie et à la navigation, mais en donnant résolument le pas aux forces motrices.

d) *Autres Régions de la France.* — Pour compléter cette étude des forces hydrauliques françaises, voyons ce qui a été fait en dehors des grands centres producteurs de houille blanche.

D'abord, presque sur la crête des Vosges, il existe, à l'Ouest de Colmar, une installation, celle du Lac Noir, qui s'est signalée à l'attention de l'opinion d'une manière pénible, au début de l'année 1934 (1). L'usine du Lac Noir a été construite pour valoriser les résidus d'énergie de l'Usine de Kembs, qui sont utilisés par une installation d'accumulation par pompage.

En Bretagne, on a créé le lac artificiel de Guerlédan, sur le Blavet canalisé. L'usine de Guerdélan, qui fonctionne, depuis 1930, sert à l'électrification de la Bretagne.

L'aménagement hydro-électrique de la Cure, affluent de l'Yonne, a fait l'objet, dès 1921, de vastes projets dont une première partie a été achevée en 1932. Ces travaux ont pour but de capter l'énergie hydraulique de la rivière et de ses affluents, et de régulariser le débit du bassin de l'Yonne, ce qui facilite la navigation en période d'étiage, et atténue l'importance des crues. Un grand barrage à gravité, dit du « Bois de Chamaçon » est construit sur le Chalaux, affluent de la Cure. L'Usine du Bois de Cure est équipée pour une puissance de 33.000 kilowatts, sous une chute de 96 mètres. D'autres aménagements doivent compléter les installations actuelles.

Dans le département de la Manche, on a construit le barrage de Vézins sur la Sélune. L'usine, établie derrière le barrage, a une puissance de 12.000 kilowatts.

Parmi les dernières usines hydrauliques créées, il nous faut citer l'usine d'Argancy, construite en 1932-1933, sur la Moselle, par la Régie d'Electricité de la Ville de Metz.⁽¹⁾ L'usine est située dans le prolongement d'un barrage à cylindres, construit en 1929-1932, en vue de la canalisation de la Moselle. Le barrage crée une chute de 2 m. 75, mais le grand débit de la Moselle permet d'obtenir une

(1) Accident du 4 janvier 1934 provoqué par la rupture de la conduite forcée.

puissance largement suffisante pour les besoins de la Ville de Metz.

En Corse, depuis 1921 seulement, on s'est sérieusement préoccupé d'étudier les ressources de l'île en énergie hydraulique. Aujourd'hui, l'inventaire de la force motrice des principaux cours d'eau est virtuellement établi ; le Tavignano peut donner 25.000 kilowatts ; le Prunelli 15.000 ; le Taravo, 14.000 ; le Rizzanèse, 14.000 ; le Golo, 12.000, etc... La première usine installée est sur le Golo ; elle sert à l'électrification de la région de la Castagnicia et à l'alimentation d'une station de pompage, établie dans les marais de Bibuglia et de la Casinca, en vue de leur assainissement.

e) *Possessions d'outre-mer.* — Nous signalerons en premier lieu, l'effort qui a été fait en Afrique du Nord. Il peut sembler paradoxal de parler de houille blanche dans ce pays, et cependant l'eau n'y est pas rare. Certains hivers, elle tombe en masse, provoquant des inondations et des accidents graves comme des ruptures de barrages. Les régions montagneuses sont pendant plusieurs mois couvertes de neige, et si la Tunisie est peu favorisée à ce point de vue, le Maroc, avec ses sommets de 4.000 mètres est avantagé.

L'aménagement de chutes d'eau par la création de barrages se heurte à de sérieux obstacles : d'abord très grande irrégularité du régime des précipitations atmosphériques, donc des oueds ; ensuite, la nature des terrains se prête mal à l'établissement de barrages importants, et si le problème des fondations de tels ouvrages n'est pas insoluble pour la technique moderne, il est toujours très coûteux. Enfin, la question des irrigations prime toutes les autres, en Algérie notamment.

En Algérie et en Tunisie, il n'y a en projet que 20.000 kilowatts d'énergie hydroélectrique. L'usine la plus importante est celle de Maillot (Algérie) sur l'Oued-el-Berd.

Le Maroc, par contre, pays très neuf, n'est pas en retard au point de vue de son électrification ; il est même sur certains points en avance sur l'Algérie, notamment pour l'électrification des chemins de fer. C'est un pays favorisé au point de vue de l'eau, et il dispose de ressources hydrau-

liques importantes avec l'Oumer Rebia, le Sebou et la Moulouya, qui ont leur source à une altitude de 2.500 à 3.000 mètres, avec un régime presque constant. La première concession accordée fut celle de Fez, en 1914, sur l'Oued Fez, ensuite, vinrent les concessions de Rabat et Casablanca, en 1915 et 1916. Depuis lors se sont créées les centrales hydro-électriques de Sidi-Saïd-Machou (30.000 chevaux), et le Taza ; deux sont en construction : une sur l'Oued-el-Abid (50.000 kilowatts), l'autre sur l'Oued Beth (6.000 kilowatts). La consommation de l'électricité croît avec rapidité, au Maroc. Tous les grands centres sont actuellement électrifiés, et l'on étudie les réseaux d'électrification rurale.

Dans les autres Colonies françaises, il faut signaler, parmi les aménagements intéressants, l'usine hydro-électrique du Felon, à 18 kilomètres de Kayes, et la chute de Gouina, à 60 kilomètres à l'amont, toutes les deux sur le Sénégal, dans le Soudan. A Madagascar, d'abord, les deux chutes d'Antelomita sur la rivière Varahina, alimentant Tananarive, et aussi la centrale hydro-électrique de Volobé, qui alimente Tamatave depuis 1932.

La situation actuelle des forces hydrauliques à l'étranger

A l'Etranger, comme en France, les évaluations faites l'ont été avec la même incertitude, sans base sérieuse ; on peut donc donner des chiffres pour les puissances hydrauliques disponibles, mais ils ne doivent être considérés que comme des ordres de grandeur tout à fait relatifs d'ailleurs. Voici, pour quelques Etats Européens, la puissance totale disponible en eaux moyennes :

Norvège	7.500.000 chevaux,
Suède	6.750.000 »
Autriche-Hongrie . .	6.450.000 »
Italie	5.500.000 »
Espagne	5.000.000 »
Suisse	3.000.000 »
Allemagne	1.450.000 »
Grande-Bretagne . . .	396.000 »

Ces divers pays ont fait des efforts plus ou moins grands en vue d'aménager leurs cours d'eau.

Italie. — Ce pays, sous l'impulsion d'un chef énergique, a fait preuve, dans le domaine des forces hydrauliques, d'une activité particulière ; il n'est pas surprenant, car la leçon de la guerre a été dure pour cet Etat, pauvre en charbon.

Au 1^{er} Janvier 1932, une puissance de 3.500.000 chevaux était installée et répartie en 808 usines ; l'Italie du Nord, occupait la première place dans cette répartition avec 581 centrales et 2.500.000 chevaux. A la même époque, il y avait en cours d'achèvement 190.500 chevaux. Dans l'énergie encore disponible, le Nord peut fournir les 69 % de la production.

En 1920, il n'y avait en tout que 45 barrages, ayant une capacité totale de 91 millions de mètres cubes. A l'heure actuelle, on arrive au chiffre de deux cents environ, accumulant approximativement 1.500 millions de mètres cubes. Parmi les plus importants, citons ceux du Val Toggia, de Monte-Spluga, de Careser (près de Malga Mare), de Mignano sull'Arda, de Fuviana, de Cerisole Réale (Aoste), Rochemolles, du lac de la Rossa (altitude 2.700 mètres), le plus élevé après celui du lac Balanselmo (2.736 mètres), de Ceppo Morelli, sur le torrent Anza, de la plaine de Barbelino (province de Bergamo), du lac des Diavolo (Alto-Brembo, province de Bergamo), des Laghi Gemelli, du lac Baitone (Brescia), de Suviano (Bologne), le plus haut d'Italie, avec ses 89 m. 50, et enfin, le barrage en terre de Nocelle-sur-l'Arvo (Cosenza-Calabria).

En Sardaigne, on trouve le barrage de San Chiara d'Ula.

Il faut encore mentionner parmi les aménagements récents, les centrales hydroélectriques de Calusia, sur le Neto, de Cardano, sur l'Isarco, affluent de l'Adige, à 5 kilomètres de Bolsano (puissance 200.000 kilowatts), de Boffeto sur le dernier parcours utilisable de la Basse-Valtellina, enfin, les installations des bassins du Deveso, et de la vallée de la Cernischia, située dans les contreforts orientaux du Fréjus.

Suisse. — La Suisse est, par excellence, le pays de la houille blanche. Dans ses montagnes naissent les grands fleuves européens, Rhin, Danube, Rhône. Ce pays a toujours détenu le record des plus hautes chutes ; hier, c'était celle de Fully avec ses 1650 mètres de dénivellation, aujourd'hui, c'est la chute de la Dixence (1750 mètres).

Les chemins fédéraux suisses n'ont pas négligé les forces hydrauliques pour leur électrification ; le barrage de Barberine, notamment, fait partie de l'ensemble de l'aménagement du cours d'eau de l'Eau Noire, affluent rive gauche du Rhône.

Parmi les plus intéressants aménagements suisses, mentionnons les Centrales du Wäggital, sur un cours d'eau débouchant dans le lac de Zurich, d'abord Rempen (barrage de Schräch, réserve de 147 millions de mètres cubes, chute 260-245 mètres, puissance 90.000 chevaux) ; à l'aval Siebnen (barrage de Rempen, chute 185-197 mètres, puissance 64.000 chevaux).

Les barrages du Grimsel ont permis la création de deux lacs artificiels : à l'amont, le Grimsel, (100 millions de mètres cubes de réserve), à l'aval le Gelmer, qui existait, mais dont le barrage a été surélevé. La Centrale du Handeck qui utilise les eaux de ces deux réservoirs, est équipée pour 120.000 chevaux, sous 550 mètres de chute.

L'aménagement des forces hydrauliques du Rhin postérieur et du Rhin d'Avers, comprend la dérivation de ce dernier cours d'eau vers le lac réservoir de Splügen-Nufenen, qui alimentera une usine de 320.000 chevaux, sous une chute de 525 mètres. L'usine de Gils, alimentée par le barrage d'Andeers donnera 140.000 chevaux sous 284 mètres. Une troisième étape envisage l'aménagement de trois bassins : Alp Preda, Ramsen, Valle di Sei ; sous 184 mètres, on disposerait de 120 millions de kilowatts-heure annuels.

Signalons encore la Centrale automatique de la Doux, les Centrales Islas de Saint-Moritz et de Etzel, la Centrale de Wettingen sur la Limmat (30.000 chevaux, chute de 21 m. 25 à 23 m. 10), les usines des Forces motrices de Brusio.

La Centrale hydro-électrique d'Orsières-en-Valais, au confluent des Drances de Ferret et d'Entremont (chute 400 mètres, 86.000.000 de kilowatts-heures annuels) fonctionne depuis 1931. La Dranse est également aménagée entre Orsières et Lambrancher (chute de 160 m. environ, puissance 30.000 chevaux).

Enfin, sur le Rhin, se trouve notamment la Centrale de Ryburg-Schworstadt. L'aménagement des forces hydrauliques du Rhin Suisse sera bientôt terminé. Les études concernant la régularisation du lac de Constance et du lac Léman, ainsi que celles de l'aménagement des eaux du Jura, se poursuivent.

Allemagne. — Les aménagements hydro-électriques de la vallée de la Saale régularisent le régime de la rivière, et facilitent la navigation ; quatre Centrales sont prévues sur l'Etat de Thuringe, dont deux sont actuellement terminées : Bleiloch et Burgkhammer ; la deuxième étape sera envisagée ultérieurement.

Le barrage-réservoir du Diemeltal, établi dans la vallée du Diemel, au confluent de l'Iter, forme un lac artificiel de 20 millions de mètres cubes. La centrale est au pied du barrage, qui a 43 mètres de hauteur.

La Bavière possède l'usine de Walchensee (96.000 chevaux).

L'aménagement du lac de la Schuch comprend deux usines en cascade (chutes de 200 mètres et de 130 mètres, puissances respectives 100.000 kilowatts et 30.000 kilowatts).

Les travaux d'établissement de la voie fluviale, qui reliera le Mein au Danube, en empruntant le Mein, comprennent la création de barrages dont la chute est utilisée, pour la production d'énergie ; la centrale de Kleinwallstadt est installée.

Des barrages-réservoirs ont été construits dans la région du Harz.

L'Allemagne peut encore disposer d'une quantité importante d'énergie hydraulique. Au point de vue technique, elle a été un des premiers pays, sinon le premier, à utiliser les bassins de charge (accumulation forcée) qui permettent d'utiliser au maximum la puissance d'une

chute d'eau ; les applications en sont nombreuses (Pridingen, Veberlingen, Tübingen, Schwarzenbach, Rentlingen, Tremorgio, Viederwartha).

Belgique. — Ce pays, riche en charbon, n'a pas eu à se préoccuper, au même degré que l'Italie, par exemple, de l'utilisation de ses forces hydrauliques. On ne citera guère pour ce pays que l'aménagement de la Warche, qui comprendra trois usines : de Büttgenbach, de Bevercé et d'Amblève. Bevercé est la première centrale hydraulique importante de Belgique, actuellement en service (chute 150 mètres, puissance 15.000 kilowatts).

Pour les projets qui ont été établis, on distingue, d'une part, les ouvrages ardennais, caractérisés par l'accumulation des eaux surabondantes, dans les lacs régulateurs, pour la création de supercentrales à haute chute et à grand débit, et de petites centrales utilisant l'eau d'échappement ; et, d'autre part, les ouvrages de Meuse et Sambre, comportant des centrales à basse chute et à grand débit, aménagées dans le lit même du fleuve.

Espagne. — L'Espagne a fait un assez sérieux effort pour l'aménagement de ses chutes d'eau, mais il lui reste encore beaucoup à accomplir. Citons, parmi les dernières installations des Pyrénées espagnoles, la centrale de Rio Cinca, donnant 120.000 chevaux sous 450 mètres de chute.

L'œuvre la plus imposante de la péninsule ibérique est certainement celle qui est projetée en Andalousie par de puissantes entreprises d'électricité ; dix chutes sont prévues entre Sevilla et Cordoba. Une usine est achevée à ce jour sur la Jandula, dans la Sierra Morena ; l'installation comprend un barrage à gravité de 93 mètres de hauteur, emmagasinant 350 millions de mètres cubes ; le régime du Guadalquivir est régularisé et le fleuve est navigable jusqu'à Cordoba ; en même temps, l'usine adossée au pied du barrage, et qui présente, au point de vue technique, des caractéristiques originales, fournit une puissance de 13.000 kilowatts environ.

Grande-Bretagne. — Les installations, hydro-électriques sont moins nombreuses dans ce pays que les centrales thermiques, et cela s'explique sans peine.

En Ecosse, une Société fabriquant de l'aluminium a installé trois usines : les deux premières sont sur les chutes du Foyers, sur le lac Ness, et Kinlochleven, en Argyllshire, la troisième est la centrale de Lochaber, près de Fort William, dans le Comté d'Inverness (puissance totale prévue : 120.000 chevaux, sous 230 mètres de chute).

On a également entrepris l'aménagement des forces hydrauliques dans le Pestsire Highland. Quatre centrales sont prévues : celle du lac Rannoch, qui fonctionne depuis 1931 (32.000 kilowatts sous 150 mètres de chute) ; celle de Tummel Bridge (48 mètres de chute) et deux autres qui ne seront pas immédiatement mises en chantier à Bruar Water et sur la rivière Garry, entre Blair Atholl et Struan.

L'Etat libre d'Irlande commença, en 1925, l'aménagement du Shannon, qui se fera en trois tranches : 1^o installation partielle avec une centrale, pouvant fournir 114.000 chevaux, qui est actuellement la seule terminée ; 2^o une centrale future de 228.000 chevaux ; 3^o une installation d'accumulation.

Autriche. — En Autriche, les installations actuelles permettent de fournir plus de 60 millions de kilowatts-heure par an. L'électrification des chemins de fer a été intensifiée. La répartition des puissances installées dans les diverses régions, le Vorarlberg et le Tyrol, viennent en tête avec respectivement 350.000 chevaux et 230.000 chevaux, sur le total de un million de chevaux pour l'ensemble de l'Autriche.

Russie. — L'U. R. S. S. a fait, au point de vue économique, un gros effort que l'on connaît généralement peu en France. En ce qui concerne l'utilisation des forces hydrauliques, notamment, le Comité technique de l'U. R. S. S. envisage un vaste projet d'électrification des provinces de l'Extrême-Orient, qui nécessite quinze ans de travaux.

Cette région, qui est constituée, en majeure partie, par le bassin de l'Amour, pourrait disposer d'une puissance hydraulique de 66 millions de chevaux, dont 36 plus immédiatement aménageables.

Un barrage de cent mètres de hauteur, dans les gorges de Toukouringra, sur la rivière de Zeïa, créerait une retenue de quarante milliards de mètres cubes. Le lac ainsi obtenu aurait une superficie de 1.200 kilomètres carrés, et une longueur de 200 kilomètres; on disposerait alors de 640.000 chevaux. Cet ouvrage aurait, de plus, l'avantage de régulariser le cours de la Zeïa, et d'améliorer la navigation dans le cours supérieur de cette rivière. La Salemdja, affluent de la Zeïa, pourra fournir 440.000 chevaux.

L'Amour, dans son cours inférieur, présente la particularité de se rapprocher à huit kilomètres de la mer, 300 kilomètres avant son embouchure. Il se trouve, en ce point, à 55 kilomètres d'altitude. On envisage de creuser là un canal allant directement à la mer, et d'installer, près du rivage, une centrale hydro-électrique d'une puissance variant de un à deux millions de chevaux-vapeur.

En pleine Asie Centrale, des travaux également gigantesques ont été entrepris dès 1932, et la première tranche sera terminée en 1936. Il s'agit de l'aménagement de la rivière Tchirtchik, qui pourrait produire au total 4.800.000 chevaux, et dont la première étape fournira 174.000 kilowatts, la deuxième 110.800.

En Russie même, la centrale de Dnieprostoïl, fait partie de tout un ensemble appelé « Dnieprokombinat », et qui comprend une centrale de 558.000 kilowatts, avec poste de transformation, une écluse triple de navigation, des usines à coke, métallurgiques, de ferro-alliages, d'aluminium, d'agglomérés, de ciment de laitier, un atelier de réparation.

Les travaux ont été commencés en 1927, et sont à peu près complètement terminés. La dépense est de dix milliards. Le barrage est établi sur le Dnieper, à Kishlass, nouvelle ville qui s'est érigée près de l'ancienne ville de Alexandrovsk, à un endroit où le Dnieper franchit des rapides entre deux berges rocheuses. La hauteur de chute moyenne est de 37 mètres, pour un débit de 20.400 mètres cubes à la seconde.

On projette une nouvelle centrale à Alexandrie.

L'U. R. S. S. ne craint donc pas, on le voit, des prévisions et les réalisations grandioses.

Pays Baltes. — La Suède a fait de grands travaux d'aménagement des forces hydrauliques. Elle a tout d'abord modernisé sa plus grande centrale, celle du Trollhåten, qui se trouve sur le Gotha, quatorze kilomètres à l'aval de lac Vanern et à 75 kilomètres de Gotenbourg, à un point où, sur 1.200 mètres de parcours, la dénivellation atteint 31 mètres.

La centrale de Krangede, sur la rivière Indal, donne sous 58 mètres de chute, une puissance de 180.000 chevaux, qui est utilisée par la ville de Stockholm, et quatre sociétés du Nord de la Suède.

La centrale hydraulique d'Atorp (8000 kilowatts), présente la particularité d'être commandée à distance par la centrale de Gullspang (20.000 kilowatts), qui est située à 25 kilomètres.

Signalons, enfin, que le Bureau Royal des Chutes d'Eau de Suède, a fait construire une centrale hydro-électrique sur la rivière Infal, au Nord de la Suède ; cette Centrale sera installée au petit village de Silbre, à 65 kilomètres environ de la côte ; l'eau est prise au lac Oxsjön, dont le niveau est à 190 mètres au-dessus du lit de la rivière Indal, qui se trouve à 3200 mètres au Nord de Silbre ; une station de refoulement fonctionne aux heures creuses. La chute (190 mètres) est la plus haute de Suède, et donne 21.000 chevaux.

Une installation fort intéressante est celle de Porjus, à 47 kilomètres au Nord du cercle arctique, sur la rivière Lule ; sa puissance est de 70.000 chevaux sous 53 mètres de chute.

En Esthonie, le fleuve Narowa, émissaire du lac Péïpous, a un débit important, et son cours est coupé de nombreuses chutes et rapides. L'aménagement rationnel du fleuve est justifié, non par la densité de la population, qui est faible, mais par l'existence de gisements importants de schistes oléagineux. C'est la centrale de Narowa, située à 75 kilomètres de distance, qui fournit cette énergie. Il existait une ancienne centrale de 900 chevaux, propriété

de la manufacture de coton de Krahnhalm, qui fut transformée en une centrale de 5.000 chevaux en dix mois, sans interrompre le fonctionnement de l'ancienne usine.

Balkans. — Un projet, dû à M. Vasilescu, ingénieur roumain, prévoit la construction de barrages avec écluses accolées dans la région des cataractes du Bas-Danube (barrage des Portes de Fer et barrage de la pointe de Greben, avec chacun deux écluses accolées).

En Bulgarie, l'usine hydro-électrique de Kritchim, village des environs de Plovdiv, capitale de la Bulgarie du Sud, utilise une chute de 81 mètres sur la rivière Vatcha ; la puissance installée est de 7.000 kilowatts.

Etats-Unis de l'Amérique du Nord. — Ce pays est très riche en houille blanche, et nous préciserons tout de suite, qu'en plus de ses cours d'eau purement nationaux, les Etats-Unis peuvent utiliser les chutes du Saint-Laurent, notamment celles du Niagara, qui sont déjà très copieusement exploitées.

Parmi les aménagements intéressants, citons le barrage de Diablo, près de Seattle (Washington), de 130 mètres de hauteur, établi en 1904.

La centrale hydro-électrique de Safe Harbour, qui peut disposer de 510.000 chevaux sous 17 mètres de hauteur de chute, est une des puissantes usines du Susquehanna, dont presque toute la chute, jusqu'à la mer (baie de Chesapeake) est utilisée (1.250.000 chevaux).

La centrale de Morony, sur le Missouri (60.000 chevaux), est remarquable surtout par son rôle de régulateur automatique d'un système d'interconnexion, où le réglage de la fréquence est particulièrement délicat.

Un barrage gigantesque prévu dans la région montagneuse de Yellowstone Park, permettra la création d'un immense réservoir de 425 millions de mètres cubes.

Le barrage en enrochements de Salt Springs, de cent mètres de hauteur, créera une retenue de 160 millions de mètres cubes, sur la rivière Mokelumme ; l'usine se trouve à Tiger Creek, et peut donner 116.000 kilowatts sous 370 mètres de chute.

Le barrage Hamilton, sur le Colorado (Texas), alimente une usine de 20.000 kilowatts, installée au pied du barrage.

La centrale hydraulique de Bellow-Falls, située sur le Connecticut, sujet à de très fortes crues, fournira 60.000 chevaux, et l'usine sera creusée dans le rocher.

Le barrage installé sur l'Osage forme le plus grand lac artificiel des Etats-Unis. Il atteint 200 kilomètres de longueur et couvre une superficie de 240 kilomètres carrés. La chute utilisée est de 30 mètres, et sa puissance de 210.000 chevaux.

Nous ne devons pas oublier de mentionner enfin que les Etats-Unis procèdent, sur le Colorado, à la construction du grand barrage Hoover, dont la réalisation a donné lieu à des difficultés, sur lesquelles nous aurons à nous étendre plus longuement par la suite.

Canada. — Le Canada, comme les Etats-Unis, a droit à la force hydraulique du Saint-Laurent. La puissance hydraulique disponible au Canada atteint 20.347.400 chevaux en puissance continue, ou 33.617.200 chevaux de puissance disponible, pendant 24 heures par jour, mais pendant six mois de l'année. La construction de barrages et de réservoirs doit permettre l'amélioration de cette utilisation. De nombreuses chutes restent encore à équiper. La puissance des turbines installées est d'environ six millions de chevaux.

Les installations hydro-électriques réalisées nouvellement sont nombreuses.

La Centrale de Great Falls (168.000 chevaux). La Centrale de Parugan Falls, à Québec (204.000 chevaux). La Centrale de Farmers Rapid (120.000 chevaux) et sa voisine de Chelsea (170.000 chevaux).

Le projet de la « Beauharnois Power Corporation », qui est entré en réalisation en 1929, comporte l'aménagement de la section de Soulanges du fleuve Saint-Laurent, entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis (différence de niveau : 25 m. 30 sur 26 kilomètres de distance). Après cet équipement, cette section de Soulanges pourra dévelop-

per 746.000 chevaux ; ultérieurement, cette section pourrait produire jusqu'à deux millions de chevaux.

Les installations hydro-électriques sur la rivière Lièvre, affluent de l'Ottawa, sont également importantes, et comprennent, dans l'ordre, de l'amont vers l'aval, le barrage de Cedar Rapids, pouvant former une réserve de 800 millions de mètres cubes ; la chute de High Falls de 55 mètres ; les deux installations de Buckingham (19 m. 50 et 9 mètres de chute) ; la centrale de Massons (chute de 59 mètres).

Au Nord de l'Ontario, on a construit une centrale hydro-électrique automatique à Upper Natch, sur le Montréal, à 20 kilomètres au Sud de la Ville de Cobalt.

Le premier stade des aménagements de Seven Sisters, sur la rivière Winnipeg, donnera une puissance de 60.000 chevaux, et l'installation finale aura une puissance de 220.000 à 225.000 chevaux, sous 20 mètres de chute.

Enfin, l'aménagement des Chats Falls, constitue un aménagement important de la section interprovinciale de la rivière Ottawa. « Chats Falls » se trouve entre le lac Chats et le lac Deschêres, près d'Ottawa. Sur cinq kilomètres, la dénivellation est de 15 mètres, dont 11 m. 60 formés par les « Chats Falls ». Il existe deux petits barrages sur la rivière Mississippi. On a installé 8 turbines de 28.000 chevaux chacune.

Amérique Centrale et Amérique du Sud. — Signalons, parmi les réalisations récentes au Mexique, le barrage Calles et la nouvelle usine hydro-électrique d'El Chorro, au centre de l'Etat de Jalisco et au Brésil, la centrale hydraulique de Bracinho dans le sud du Pays (7.000 chevaux sous 320 mètres de chute nette).

Japon. — Le Japon a fait un effort très considérable pour l'exploitation de ses forces hydrauliques. C'est en 1887 que la « Tokyo Electric Light Co », installait la première usine destinée à alimenter 75 lampes ; en 1889, la puissance atteignait 1.500 kilowatts. En 1899, on construisit la première ligne de transport à 10.000 volts ; en 1906, une ligne à 55.000 volts qui servit au transport de l'éner-

gie fournie par la rivière Kassura, et dont la puissance était de 15.000 kilowatts. En 1902, les centrales thermiques fournissaient 31.000 kilowatts et les centrales hydrauliques 13.000 ; fin 1923, les chiffres respectifs étaient 1.630.000 et 2.290.000.

L'étude des forces hydrauliques du Japon montre que l'on peut y équiper 2.822 chutes, pouvant donner 6.415.000 chevaux moyens, avec un maximum de 14 millions.

La Corée offre des avantages très nets. Parmi ses nombreuses rivières, le Fousenko a été rationnellement aménagé. Un lac artificiel a été créé au moyen d'un barrage de 80 mètres de hauteur ; sa capacité est de 670 millions de mètres cubes. La quantité d'eau disponible est utilisée dans quatre usines fonctionnant depuis Novembre 1932 : Shoko I (737 mètres de chute, puissance 180.000 chevaux) ; Shoko II (215 m. et 62.000 chevaux) ; Toko, près Tokori (93 mètres et 27.000 chevaux) Shinko près Shozniri (41 mètres et 18.000 chevaux).

Nous devons mentionner aussi l'usine de Soyama, prévue pour 200.000 kilowatts.

Autres parties du Monde. — Dans l'Inde, pays des anciens barrages de marbre blanc, et des antiquités millénaires, comme dans l'Egypte, pays de vieille civilisation, l'aménagement des forces hydrauliques s'est développé.

On n'a pas perdu de vue les richesses naturelles de la Palestine et la chute de la Mer Morte. Pour utiliser la chute du Jourdain, on a installé la centrale de Jisr-el-Mujamich (17.000 chevaux et plus tard 34.000).

La République du Daghestan a entrepris l'aménagement du bassin du Samour, en créant deux barrages, celui de Tcherkei (180 mètres de hauteur, réserve 1.600 millions de mètres cubes, puissance de l'usine 150.000 kilowatts), et celui de Gergebil, sur le Karakoissou (hauteur 55 mètres, réserve 15 millions de mètres cubes, puissance de l'usine 6.000 chevaux).

Enfin, des usines hydro-électriques sont installées, et d'autres sont projetées au Nord du cercle polaire.

Les Eaux industrielles internationales

On ne s'est préoccupé, jusqu'ici, que des eaux, purement nationales, des cours d'eau entièrement compris entre les frontières d'un même Etat. L'aménagement de ces forces hydrauliques ne crée, *en général*, aucune complication d'ordre international, mais pour souligner l'importance économique de l'utilisation de l'énergie hydraulique, il nous a paru convenable d'en faire l'inventaire sommaire. Mais les cours d'eau ne s'écoulent pas toujours, de la source à l'embouchure, sur le sol d'un même Etat ; parfois, les cours d'eau forment la frontière de deux Etats ; ils peuvent également franchir la frontière sans la longer ; enfin, certains cours d'eau nationaux sont soumis à un régime particulier, relevant du droit international.

Dans ces divers cas, des problèmes nouveaux se posent à l'occasion de l'exploitation des forces hydrauliques, et les législations positives internes ne pouvant suffire à leur résolution, il paraît nécessaire de faire dégager par les doctrinaires et les législateurs du Droit des Gens, une réglementation pouvant éliminer, ou tout au moins atténuer dans leur gravité, les difficultés d'ordre international.

Si la défense des intérêts non négligeables de la navigation a fait l'objet de discussions et de réglementations extrêmement précises, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'utilisation des eaux, en vue de leur exploitation industrielle. Dans les textes de droit international positif, on fait généralement peu de place à la question des forces hydrauliques ; c'est fort regrettable, au moment où elles ont acquis dans le cadre de chaque Nation, l'importance exceptionnelle que nous avons déjà soulignée, et où certains techniciens envisagent un projet d'interconnexion européenne, permettant la distribution et l'échange de l'énergie entre les divers pays.

Le régime juridique international des forces hydrauliques internationales sera étudiée dans la deuxième partie et nous allons auparavant indiquer quelques-uns des cas pour lesquels un accord préalable entre deux ou plusieurs Etats

est nécessaire, pour procéder à l'aménagement d'un cours d'eau international.

Frontières de la France. — Notre frontière de la Mer du Nord au Rhin est, on le sait, purement artificielle. De nombreux cours d'eau quittent le territoire français ou y pénètrent en franchissant la frontière, après l'avoir longée parfois. Pour ne citer que les plus importants de ces cours d'eau, nous mentionnerons, en allant de l'Ouest à l'Est : la Lys, l'Escaut, l'Haine, la Sambre, la Meuse et son affluent la Semoy, plus loin la Moselle et la Sarre. La plupart de ces voies fluviales sont utilisées pour les besoins de la navigation, et en raison de la faiblesse de la pente (que pourrait, à la rigueur, compenser l'importance du débit), elles présentent, pratiquement, peu d'intérêt au point de vue des forces hydrauliques. Elles en présentent même d'autant moins, que des bassins houillers importants sont disséminés le long et de chaque côté de la frontière.

Un fleuve important, au point de vue international, le Rhin, formant désormais la frontière franco-allemande, a fait l'objet de dispositions spéciales, insérées dans le Traité de Versailles de 1919.

Sur la frontière franco-suisse, il faut signaler tout d'abord le Doubs qui, après avoir formé la limite du territoire sur un certain parcours, pénètre en Suisse et rentre en France, après avoir arrosé Sainte-Ursanne. Mais le problème le plus important est celui de l'aménagement du lac Léman, et de l'utilisation du Rhône, immédiatement à l'aval du lac.

Du lac Léman au col de Larche, les Alpes constituent une frontière naturelle idéale, suivant d'une façon assez régulière la ligne des plus hauts sommets ; mais du col de Larche à la Mer Méditerranée, le territoire italien empiète sur le versant français dans le haut bassin de la Vésuvie. Au Sud-Est, la Roya, née en Italie, pénètre en France, pour rentrer de nouveau en Italie, et se jeter dans les eaux littorales italiennes.

La frontière des Pyrénées présente de nombreux cas d'eaux internationales, aussi bien que des bizarreries frontalières, telles que l'enclave de Llivia, la République d'Andorre, la possession indivise des îles du Faisan et de la

Conférence. Quelques ruisseaux, dont le débit est peu intéressant, séparent parfois les deux pays, mais avec la Cerdagne française et le Val d'Aran, on trouve des situations internationales tout à fait spéciales. L'utilisation des eaux de l'étang du Lanoux, dans le massif du Carlitte, et du cours de la Garonne, dans le Val d'Aran, ont fait et feront encore l'objet de conversations franco-espagnoles laborieuses.

Les autres parties du monde. — En Europe, la frontière hispano-portugaise peut fournir, avec le Douro, le Tage, la Guadiana, cours d'eau qui s'écoulent sur les territoires de l'Espagne et du Portugal, des sujets de discussions internationales.

L'Europe Centrale est traversée par le Danube, qui peut, ainsi que ses affluents, être la cause de nombreux litiges d'ordre international, à l'occasion de l'utilisation industrielle des eaux.

L'Elbe naît en Tchécoslovaquie, et passe ensuite en Allemagne. Des affluents rive droite de l'Oder et l'Oder lui-même, arrosent la Pologne avant l'Allemagne.

Le Niémen, né en Russie, traverse successivement les territoires polonais et lithuanien.

Le Dniestr forme la frontière entre la Roumanie et l'Ukraine.

La Duna arrose la Russie, puis la Lettonie.

Le lac Peïpous et son émissaire se trouvent entre l'Esthonie et la Russie.

A la frontière russo-finlandaise, il existe de nombreux lacs internationaux importants.

La Finlande et la Suède sont séparées d'abord par le Muonio, affluent du Tornéa, puis par ce dernier cours d'eau lui-même.

La frontière de la Norvège et de la Suède ne suit pas la crête des monts Kjoelen, et sur tout son parcours, ou presque, elle est artificielle ; les cours d'eau et les lacs internationaux sont nombreux, mais des accords ont été conclus entre les deux pays.

Amérique. — Dans l'Amérique du Nord, le Canada et les Etats-Unis ont, comme frontière entre le Pacifique et le

lac des Bois, une ligne tracée suivant un parallèle ; c'est donc la frontière artificielle la plus absolue. Dans ces conditions, on l'imagine, les cours d'eau intéressant territorialement les deux Etats sont nombreux ; nous citerons l'Orégon, le Winnipeg, et la Rivière Rouge. Après les Grands Lacs, une partie du cours du Saint-Laurent est commune au Canada et aux Etats-Unis.

Le Rio Grande del Norte sépare les Etats-Unis du Mexique. ;

Dans l'Amérique du Sud, les eaux de l'Amazone et d'un certain nombre de ses affluents pourraient être utilisées par la Colombie, l'Equateur, le Pérou ou la Bolivie, avant de l'être par le Brésil.

Plus au Sud, le Pilcomayo, affluent rive droite du Paraguay, nait en Bolivie, puis arrose la République Argentine. Celle-ci reçoit également les eaux du Paraguay, dont la source est au Brésil, et qui forme, avec le Parana, la frontière du Paraguay et de la République Argentine.

Les eaux de l'Uruguay, intéressent le Brésil, la République Argentine et l'Uruguay.

Asie. — Il faut signaler surtout à la frontière sino-sibérienne, la partie constituée par le Keroulen et l'Amour, Dans les monts de l'Asie Centrale, beaucoup de cours d'eau naissent en Chine et s'écoulent en Sibérie.

Au Sud, nous citerons, parmi les cours d'eau internationaux, le Salouen, le Mékong, le Fleuve Rouge et son affluent la Rivière Noire, qui naissent tous en Chine, et arrosent ensuite, le premier, la Birmanie, les autres nos possessions indochinoises.

Les autres cours d'eau qui séparent ou traversent le territoire de deux ou de plusieurs Etats, sont encore très nombreux, mais, étant donné leur régime ou leur situation géographique, ils ne présentent, pour la plupart, qu'un intérêt tout à fait relatif. Nous citerons simplement à l'Ouest, le Tigre et l'Euphrate.

Afrique. — Dans ce continent, les Etats indépendants sont peu nombreux, mais les cours d'eau internationaux ne sont pas rares. Nous ne ferons que citer les principaux : le Nil, le Niger, le Congo, le Zambèze, et leurs affluents. On trouve également plusieurs lacs internationaux.

DEUXIÈME PARTIE

**Droit international positif et actuel
et essai de réglementation
des Eaux industrielles internationales**

CHAPITRE PREMIER

Les principes fondamentaux

La notion de droit international positif

Dans son ouvrage « Le Droit International codifié, et sa sanction juridique », P. Fiore donne les définitions suivantes :

« Le droit international positif est celui établi expressément en vertu de la volonté des Etats qui se trouvent dans certains rapports et qui, au moyen de leur consentement manifeste ou tacite, se sont mis d'accord pour soumettre ces rapports à certaines règles juridiques.

— Fait partie du droit positif celui établi par la coutume, qui résulte de l'observation constante et non équivoque, de la part de deux ou plusieurs Etats, d'une règle donnée, à l'égard de faits ou d'actes d'intérêt commun.

— On doit aussi considérer comme droit international positif toute règle établie par un Etat par un acte unilatéral, si cet acte concerne des matières d'intérêt international ».

En somme, Fiore donne du droit international positif une définition satisfaisante acceptée par de nombreux auteurs.

Le droit international positif doit être nettement distingué du droit théorique. Les deux se complètent et sont également nécessaires. Si le second est, en quelque sorte, immuable et intangible, fondé sur des principes naturels primordiaux et absolus, le premier, par contre, est en perpétuelle évolution, subissant l'influence des événements historiques, des modifications des économies nationales, ou des progrès de la science.

Le droit international positif se modifie suivant le cours des âges, et par suite de cette transformation continue, les règles établies aujourd'hui ne sont pas destinées à rester en vigueur dans l'avenir.

Ces règles ne peuvent d'ailleurs s'instituer qu'entre Etats dont le degré de civilisation est sensiblement le même. Elles supposent une certaine identité entre les usages et les mœurs des Etats participants, une certaine ressemblance de leurs institutions sociales ou juridiques. Elles doivent être établies par un Traité (ou une convention) qui leur donne l'autorité de loi à l'égard des Etats qui l'ont signé ou ratifié, ou des Etats qui y ont, par la suite, légalement adhéré.

Fiore nous dit encore que les « règles de droit international positif doivent être appliquées de façon à assurer, non seulement la réalisation de leur finalité, mais de ce qui, d'après la nature des choses, doit être réputé nécessaire pour réaliser honnêtement cette finalité. »

Il est incontestable que le droit international doit être, d'abord, réaliste. Pour atteindre son but de perfection et d'unité, il ne peut négliger aucune contingence, et si des règles ne sont pas expressément formulées, pour atteindre un résultat déterminé, il faut considérer la réalité des choses, et présumer toujours la bonne foi de ceux qui ont établi les règles, de manière à les interpréter au mieux des intérêts collectifs de la communauté internationale, pour concilier, dans la plus large mesure, les divergences et les oppositions qui peuvent se manifester entre les membres de la « Magna civitas ».

Les difficultés entre Etats sont d'autant plus sensibles, qu'à notre époque la politique a une tendance très nette

à primer le droit et la justice dans la vie internationale, comme d'ailleurs dans la vie interne des Etats. La plupart des réalisateurs du droit international positif admettent cependant, il faut en convenir, l'idée de la solidarité des intérêts des peuples civilisés. Ils doivent s'inspirer des grandes lois économiques, qui tendent vers la division internationale du travail, l'exploitation optimum des richesses naturelles nationales ou internationales et la concentration des entreprises, ou, plus exactement, leur spécialisation, comme cela se produit, sur une échelle réduite dans le cadre des Nations. Il existe, on ne peut plus en douter, un lien certain entre le mieux-être, la prospérité croissante de chaque Etat, et le développement rationnel, dans la société internationale, des intérêts communs économiques, industriels et commerciaux.

On sent, dans ce domaine, le besoin impérieux d'une coopération entre les Etats car, désormais, les intérêts immédiats d'un peuple, comme les progrès de son activité, sont indissolublement liés à ceux des autres Etats.

Pour tous ces motifs, le droit international positif s'est beaucoup développé au cours des siècles derniers, mais surtout après la grande guerre de 1914-1918, en prenant la forme de traités et de conventions intéressant toutes les nations belligérantes, et on peut même dire, le monde entier.

Ce n'est pas, cependant, et uniquement par des concessions réciproques formellement exprimées, que peut naître le droit international positif. Certains Etats acceptent parfois d'assumer, par un acte unilatéral, une obligation internationale. Dans ce cas, l'Etat, qui s'honore de cet esprit libéral, international peut-on ajouter, doit remplir loyalement l'engagement qu'il a volontairement souscrit, tant qu'il ne l'a pas révoqué par une nouvelle décision unilatérale, ou que l'engagement n'a pas été remplacé par un acte de but identique, mais plurilatéral.

En dehors des textes nombreux qui ont créé, par acte unilatéral, des obligations internationales, et qu'il serait superflu d'indiquer ici, nous citerons seulement le fameux Arrêté du Conseil exécutif provisoire de la Convention en

date des 16-20 Novembre 1792, qui, sous l'influence certaine des Physiocrates, a substitué « aux principes fondamentaux de droit naturel, que tous les Français ont juré de maintenir », le droit international positif assurant « la liberté de la navigation et des transports dans tout le cours de l'Escaut et de la Meuse ».

Il ne paraît pas utile d'insister longuement sur ces considérations générales relatives au droit international positif, tous les ouvrages consacrés au droit des Gens les ayant abondamment développées. On peut se contenter de rappeler que MM. A. Alvarez et P. Fauchille, notamment, distinguent dans les sources du droit international, les sources proprement dites et les documents, le premier groupe contenant la coutume, les traités ou conventions, et, désormais, les résolutions du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations ; et le second groupe réunissant les lois nationales, la jurisprudence, les ouvrages des jurisconsultes, les écrits des publicistes, les actes diplomatiques et les papiers d'Etats, et, enfin, la presse.

Ces diverses sources, dans le sens le plus large du terme, comprenant aussi bien les modes originaires de formation du droit que les documents, se retrouveront dans les développements des chapitres suivants.

Pour l'instant, il convient de préciser des notions, qui intéresseront plus directement notre étude : la notion d'Interdépendance des Etats, celle de servitude internationale, et celle des droits acquis.

La notion d'interdépendance des Etats

Cette notion est particulièrement nouvelle. Le Moyen-Age l'ignorait totalement ; confinés dans leur politique mercantile, les Etats vivaient plus ou moins isolés, presque sans relations, se suffisant, en général, à eux-mêmes. Presque tous leurs actes étaient inspirés par leurs propres intérêts. Peu à peu, des relations permanentes s'établirent, diplomatiques d'abord, économiques ensuite. La conception d'une société internationale naquit lentement, la

notion de droits et de devoirs réciproques étant difficilement admise par les Etats, malgré les efforts tentés par des esprits généreux, comme l'Abbé de Saint-Pierre, notamment.

Mais, sous l'impulsion de nécessités communes, par suite du développement des voies de communication et du commerce, avec le progrès de la technique et des idées, les Etats eurent de plus en plus besoin les uns des autres. Ainsi, au XIX^e siècle seulement, est née, effectivement, cette notion d'interdépendance.

Cependant, Fiore ne lui confère encore que bien peu d'importance ; il n'emploie même pas le mot. Il dit bien (règle 235) que « aucun Etat ne peut prétendre à l'indépendance absolue, mais à celle compatible avec l'indépendance des autres, avec les exigences de la Société internationale, et avec les conditions indispensables pour le maintien de l'organisation juridique de cette société ». C'est tout, et au surplus, cet auteur ne précise ces justes limites de l'indépendance des Etats, que pour réglementer l'ingérence collective des Etats civilisés dans la vie d'un autre Etat de civilisation égale ou moindre.

Ce n'est qu'un texte très récent, qui exprime avec netteté cette notion d'interdépendance. Il s'agit du « *Projet de déclaration sur les données fondamentales et sur les grands principes du droit international de l'avenir* », voté par le Comité de Codification de l'« International Law Association », en Juin 1932, sur les propositions de M. A. Alvarez.

Voici le texte du « Titre I », qui précise « *La Nature de la Communauté Internationale et les éléments qui régissent les rapports entre ses membres* » :

Article premier. — La base des rapports entre les membres de la Communauté internationale est l'interdépendance.

Art. 2. — Cette interdépendance fait naître un intérêt général supérieur à l'intérêt individuel des membres de la communauté ; elle crée pour ceux-ci des fins communes et par suite, des devoirs non seulement des membres entre eux, mais au regard de la communauté.

Art. 3. — La communauté internationale doit être organisée de manière à assurer l'harmonieuse coopération de ses membres.

Art. 4. — L'organisation de la communauté internationale doit s'étendre à toutes les manifestations de la vie des Nations : politique,

économique, sociale, intellectuelle et administrative. Elle sera régionale, continentale, mondiale.

Art. 5. — Les règles internationales doivent prendre en considération tous les aspects que peuvent présenter les rapports internationaux, notamment l'aspect politique, économique et moral.

Art. 6. — La Politique ne doit, en aucun cas, être arbitraire, mais respecter les principes posés par la présente Déclaration ».

Ces textes, on le voit, sont intéressants, et on peut même dire audacieux ; les théories anciennes sont bouleversées. Des précisions complémentaires et des détails d'application sont donnés dans les articles des titres suivants, dont le texte intégral est reproduit par le « *Recueil de Textes de Droit International Public* », de MM. Le Fur et Chklaver.

Les idées de solidarité et de coopération et la notion de l'intérêt général, sont la conséquence logique de l'interdépendance des Etats. Ceux-ci doivent penser, dans leurs rapports réciproques, à l'intérêt collectif qui limite leurs droits, et ils ne doivent plus considérer seulement leurs intérêts propres.

Cette situation internationale nouvelle prend une forme de plus en plus précise.

Si cette Communauté des Etats a reçu sa consécration conventionnelle par le pacte du 28 Avril 1919, de la Société des Nations, il serait injuste d'oublier que, déjà, les préambules des conventions de la Haye, du 29 Juillet 1899 et 18 Octobre 1907, avaient reconnu formellement « la solidarité qui unit les membres de la Société des Nations civilisées ».

Lorsque les Etats vivaient sous le régime strict de la « *comitas gentium* », les concessions faites par un Etat à un autre Etat, l'étaient, non pas en vertu du droit, ni sous la forme d'une règle de droit, mais sous l'apparence d'une mesure de pure courtoisie, qui donnait à la concession une valeur tout à fait relative, étant donné son caractère précaire, révocable, et non susceptible, au cas de violation de l'acte, de provoquer une réclamation légitimement fondée.

Les Etats modernes vivant sous le régime de l'interdépendance, ont besoin les uns des autres, dans les domaines économique et social. Il en résulte la nécessité de concessions mutuelles stables et permanentes, fixées par de

véritables règles de droit qui doivent incontestablement se limiter, en étendue, au strict nécessaire.

Dans le Droit International moderne, la notion d'interdépendance des Etats mitige donc fortement celle de souveraineté absolue.

L'évolution est lente, et le progrès non encore complètement réalisé. Le Droit des Gens se trouve dans une période de transition. Trop souvent, de nos jours, on voit se heurter les idées de souveraineté et de solidarité, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation des forces hydrauliques internationales, comme nous le verrons. Des compromis devront intervenir pour concilier indépendance et interdépendance ; l'une ou l'autre prédominera parfois. Les négociations nécessaires pour aboutir à un résultat positif pourront, dans certains cas, être facilitées par la reconnaissance de ce que l'on qualifie généralement de « servitudes internationales ».

La notion de servitude internationale

Après s'être posé la question de savoir, si on peut, vraiment, en Droit international public, parler de « servitude » internationale, M. P. Fauchille admet l'existence des servitudes dites « conventionnelles » qui, dit-il, constituent, seules, des restrictions certaines au libre exercice de la souveraineté intérieure, au profit d'autres Etats.

Fiore avait déjà soutenu la même thèse d'une façon expresse (Règle 1095) : « La servitude internationale consiste dans un droit territorial constitué en faveur d'un Etat, sur le territoire d'un autre Etat. Elle ne saurait être constituée qu'en vertu d'un titre ». On ne pouvait être plus formel, et Fiore précise encore ce point de vue, dans les autres articles qui s'occupent de l'existence, de l'exercice et de l'extinction de la servitude.

La notion de servitude internationale a été combattue par certains auteurs qui considèrent surtout l'atteinte qu'elle pourrait porter à l'indépendance absolue des Etats. Pour Nys, « en droit des gens, il ne s'agit nullement de relations

de territoire à territoire, il s'agit de liens établis entre les personnes juridiques qui s'appellent Etats : les servitudes étant essentiellement des droits réels, ne sauraient, par suite, trouver place dans les rapports internationaux. »

D'autres auteurs, Rivier notamment, admettent cependant que la conception civile de la servitude peut être transportée dans le domaine du Droit international. Ce jurisconsulte remarque que c'est à tort qu'« on a contesté cette notion de servitude internationale, pour tout ramener à l'obligation : la distinction doit être maintenue ; elle n'est pas inutile, surtout au point de vue de la transmission totale ou partielle du territoire, puisque la servitude suit nécessairement le sol et est transférée avec lui ». Mais il ajoute que la distinction n'est pas toujours facile entre la notion de servitude et la notion d'obligation, la première étant, d'après lui, une restriction permanente de la souveraineté territoriale et non pas de l'indépendance en général.

La sentence de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye, rendue le 7 Septembre 1910, entre l'Angleterre et les Etats-Unis, dans l'affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, déclare que la notion de servitude internationale est « *peu en harmonie* » avec l'idée de souveraineté, mais elle ne condamne pas formellement la doctrine des servitudes internationales, comme le fait, par contre, la décision de la Commission des juristes chargée, en 1920, par la Société des Nations, d'étudier la question des îles d'Aland.

On commet certainement une erreur si l'on veut diviser les servitudes en naturelles et conventionnelles. Ces dernières seules sont admissibles en droit international, comme en droit civil interne. L'obligation de recevoir les eaux découlant d'un territoire limitrophe, de s'abstenir de détourner le cours d'une rivière, d'en dériver ou d'en rejeter les eaux sur le territoire d'un autre Etat, ne sont que des limitations naturelles et normales des droits de souveraineté, des conséquences nécessaires de l'état des lieux, et des rapports de bon voisinage, ou plutôt de voisinage tout court ; ce ne sont pas des servitudes.

Quand on parle de servitudes, on ne doit donc considérer que les servitudes dites conventionnelles, telles que Fiore et Fauchille les ont définies. Elles s'établissent par la volonté expresse ou tacite des Etats, et peuvent avoir pour origine un traité ou l'usage immémorial emportant reconnaissance de la servitude par l'Etat servant. Parfois, le plus souvent d'ailleurs, c'est par la contrainte qu'un Etat consent une servitude, par exemple le vainqueur l'impose au vaincu, à la suite d'une guerre.

On divise généralement les servitudes conventionnelles en : négatives (*in non faciendo*) limitant l'exercice du pouvoir territorial de l'Etat assujetti, et positives (*in patiando*) imposant à l'Etat assujetti l'obligation de tolérer sur son propre territoire l'ingérence de l'autre Etat.

Les servitudes internationales sont plus souvent négatives que positives. Nous n'en donnerons pas le détail, mais nous citerons comme intéressant plus directement notre sujet, la servitude positive imposée à l'Allemagne, le 28 Juin 1919, par le Traité de Versailles, et relative au droit d'appui et de passage au profit de la France, sur tous les terrains situés sur la Rive Droite du Rhin, pour l'exécution des travaux de construction de barrages sur le Rhin (article 358 - 2°).

Les servitudes internationales sont des droits réels permanents, grevant le territoire d'un Etat au profit du territoire d'un autre Etat, et elles passent tant activement que passivement aux successeurs des Etats, servant et dominant. Elles doivent, cela va de soi, être interprétées restrictivement, puisqu'elles constituent une exception au principe du libre exercice du droit de souveraineté.

Les servitudes prennent fin par la renonciation, par la réunion des territoires entre lesquels elles existent, et surtout par application des règles ordinaires de résolution des traités.

La notion des droits acquis en droit des gens

La notion de servitude internationale doit être complétée par la notion, assez voisine, des droits acquis en matière internationale.

M. A. Cavaglieri en a présenté une très intéressante étude dans la « *Revue Générale du Droit international public* » (Mai-Juin 1931).

Il n'admet pas que les servitudes internationales positives ou négatives (actives et passives) puissent s'imposer à l'Etat successeur, et se transférer, dans toute leur intégrité, de l'un à l'autre des Etats, et cet auteur combat l'intime adhérence entre le territoire et l'obligation.

La notion de droit acquis a fait l'objet de très vives critiques.

De nombreux auteurs, et non des moindres, admettent l'existence des droits acquis, en les opposant aux droits primitifs, fondamentaux, essentiels, etc.... Ces derniers sont inhérents à la nature humaine; ils naissent, vivent et s'éteignent avec les Etats, ils sont inaliénables et imprescriptibles, tandis que les premiers, fondés sur les traités ou sur les coutumes, ont pour objet des intérêts politiques ou économiques variables, règlent des situations particulières, et naissent de relations spéciales entre les Etats; ils sont susceptibles de transformation, d'aliénation, de renonciation.

Par contre, M. Duguit est très affirmatif, en contestant non seulement la notion, mais l'expression même de « droit acquis ». « Jamais personne n'a vu, observe-t-il (1), ce qu'était un droit non acquis. Si l'on admet l'existence de droits subjectifs, ces droits existent ou n'existent pas, telle personne est titulaire d'un droit ou non. Le droit non acquis est l'absence du droit ».

En présence de semblables controverses et de la difficulté d'établir « in concreto », le critère distinctif du

(1) Duguit. — *Traité de Droit Constitutionnel*, II, p. 201.

droit acquis, ce serait peut-être, de notre part, faire preuve d'une grande vanité, que d'essayer de vouloir donner une définition stricte ou même satisfaisante.

Celle que nous avons donnée ci-dessus doit suffire, semble-t-il, et on doit souligner le caractère trop absolu de l'opinion de M. Duguit, d'autant plus que beaucoup de textes de droit positif, traités, conventions, décisions de jurisprudence, se servent fréquemment de l'expression. En partageant le point de vue de M. Duguit, faudrait-il conclure que les prescriptions de ces textes ne sont pas fondées en droit ? La réponse à cette question montre les conséquences énormes qu'aurait l'adoption de l'objection subtile, mais exagérée, de M. Duguit.

Le concept de droits acquis est une des normes du droit des gens moderne. Le principe de l'intangibilité de ces droits trouve son origine et son développement dans les dispositions des droits internes, limitant les lois dans le temps. Mais il faut remarquer que la nature des relations qui s'établissent entre les Etats en leur qualité de sujets du droit international, et des droits qui en résultent, semble répugner en soi, à l'application de la notion des droits acquis.

M. Cavaglieri indique que le genre de rapports internationaux au sujet desquels on a recours, le plus souvent, à l'idée de respect des droits acquis, est celui qui fait partie des effets juridiques des changements de souveraineté territoriale, soit qu'ils proviennent de la disparition d'un Etat donné, soit qu'il s'agisse de cession partielle de territoire d'un Etat à un autre.

Cet auteur dénie absolument l'existence de la servitude en droit international, parce que cette institution est, d'après lui « essentiellement de droit privé ». Comme d'autre part, en reconnaissant que la notion de droit acquis n'a pas été reconnue jusqu'ici dans la sphère de rapports qu'un Etat possède en qualité de sujet du droit international, il précise que l'expression de droit acquis doit être interprétée du sens propre, « c'est-à-dire dans l'acception que lui confère la doctrine en droit privé », on peut se demander s'il n'existe pas, en quelque sorte, une

contradiction dans le fait de dénier, dans l'ordre international, une institution, parce que de droit privé, et de vouloir, d'un autre côté, en utiliser une autre ayant son origine dans le même droit privé.

En repoussant la notion de servitude, M. Cavaglieri est aussi absolu que M. Duguit combattant la notion de droit acquis.

Les deux notions sont très voisines, nous l'avons dit, et les deux peuvent, sous les réserves faites, être transportées du droit privé dans le droit international.

Les principes du Droit international positif des forces hydrauliques

M. P. Fiore, dans son « *Droit International Codifié* » (règles 1093 et 1094) estime que la communauté peut se réaliser entre deux ou plusieurs Etats qui ont en leur possession juridique une chose indivisible », et dans ce cas, chacun de ces Etats « est tenu de faire ce qui est considéré comme indispensable pour maintenir la chose commune dans les conditions requises par sa destination, et à ne rien faire qui en entrave la jouissance ou qui nuise aux intérêts respectifs ».

Ces dispositions peuvent s'appliquer aux fleuves internationaux et notamment aux cours d'eau traversant le territoire de deux ou plusieurs Etats. L'Etat en amont ne peut pas tarir un cours d'eau au préjudice de l'Etat inférieur: Il ne peut pas davantage modifier le régime naturel des eaux au moyen de chutes, ni faire un ouvrage pouvant influencer sur l'écoulement des eaux, ni modifier cet écoulement sur le territoire de l'Etat en aval.

Il est évident que tout Etat a le droit d'exécuter lui-même ou d'autoriser sur son territoire tous les ouvrages qui lui paraissent convenables, et qui peuvent même améliorer la situation de l'Etat contigu ou en aval, mais aucune installation ne peut être permise, qui puisse porter atteinte aux intérêts d'un autre Etat.

Les territoires de deux Etats limitrophes ou, du moins, en communication physique l'un avec l'autre, au moyen d'un cours d'eau, par exemple, sont dans une situation qui offre une grande analogie avec celle où se trouvent, dans le droit privé, deux fonds contigus appartenant à des propriétaires différents.

Tout propriétaire peut, en général, user de son fonds comme il lui plaît, mais son droit de jouissance n'est pas absolu, il est limité. Les législations civiles des différents pays modernes renferment à ce sujet des dispositions positives qui ne diffèrent, en général, que dans les détails, et sans lesquelles, dans beaucoup de cas, il serait très difficile de se prononcer. Le principe général est le suivant.

Chaque propriétaire doit souffrir de la part de son voisin certaines atteintes à son droit. L'avantage certain ou considérable qu'un propriétaire retire de tel ou tel arrangement pris par lui, et qui ne respecte pas entièrement la limite des deux fonds, doit l'emporter sur le préjudice éventuel ou minime qui en résulte pour l'autre ; très souvent, le préjudice qu'entraînerait pour le premier la suppression de cet arrangement, serait hors de proportion avec le dommage porté à la propriété de l'autre.

Dans les rapports réciproques des Etats souverains, nous verrons que des efforts ont été tentés pour établir des règles générales. Sur un certain nombre de questions, la théorie et la pratique ont réalisé leur accord et sur d'autres, les traités, conventions, déclarations, etc..., décident la reconnaissance de certains principes comme conformes au droit des gens ou posent des règles relatives aux relations concrètes entre les Etats contractants.

Avec Fiore, on doit accepter comme un principe généralement reconnu, qu'aucun Etat ne peut, par des installations faites sur son territoire, porter un préjudice réel et certain, au territoire d'un autre Etat. Ce principe s'applique tout particulièrement aux constructions faites sur la rive d'un fleuve formant la frontière de deux Etats. Ceux-ci ne peuvent, par des établissements destinés à la protection de la berge (levées, digues, épis, etc...), rejeter les eaux du cours d'eau, d'une manière préjudiciable, sur la rive op-

posée. Les deux Etats riverains d'un cours d'eau ou d'un lac ne peuvent pas davantage prélever, ou laisser prélever par leurs ressortissants, une quantité d'eau d'une importance telle qu'il en résulte un préjudice grave pour les établissements de l'un des deux Etats ou de ses nationaux, que ces établissements soient déjà créés, en voie de création, ou projetés, pour être réalisés dans un proche avenir.

En théorie, pour les fleuves frontières, la règle est donc fort simple ; en pratique, une commission composée de représentants des Etats intéressés peut examiner chaque cas particulier, en ne perdant pas de vue le principe équitable de l'égalité des droits à l'usage de l'eau ; des voies de recours doivent être prévues, par exemple, l'arbitrage.

En ce qui concerne les fleuves traversant le territoire de plusieurs Etats, on peut dire que le célèbre Arrêté de 1792 a posé le principe de la libre navigation sur les fleuves internationaux, tout au moins pour les ressortissants des Etats traversés par ces fleuves, et la règle à laquelle on s'est de plus en plus attaché peut s'énoncer ainsi : lorsqu'un fleuve traverse le territoire de deux ou de plusieurs Etats, aucun des Etats riverains ne peut empêcher la navigation de ce fleuve aux nationaux des autres Etats, ni la leur rendre plus difficile, en particulier, par l'exigence de taxes spéciales. On applique ainsi une règle générale du droit des gens moderne, d'après laquelle la souveraineté d'un Etat sur son territoire, ne peut s'appliquer d'une manière égoïste, ne tenant aucun compte du préjudice qui peut être causé aux autres Etats. Par conséquent, en raison de leur interdépendance, les Etats riverains d'un cours d'eau international, doivent se préoccuper de leurs intérêts réciproques.

Il était nécessaire d'exposer sommairement les principes adoptés pour la navigation sur les fleuves internationaux, bien que la solution juridique internationale de la question de l'exploitation industrielle de ces cours d'eau soit nettement distincte de la solution des questions relatives à la navigation.

Il ne faut jamais perdre de vue, cependant, la connexité qui existe entre la navigation, l'utilisation industrielle et

l'utilisation agricole des eaux. Cette connexité apparaîtra nettement dans les développements qui seront donnés par la suite. Dans l'ordre international, plus encore que dans les limites d'un Etat, l'exploitation industrielle des eaux, notamment, sera compliquée par l'un des deux autres éléments, et parfois, simultanément, par les deux.

Quoi qu'il en soit, la création des importantes installations que la technique moderne permet d'envisager, des centrales hydro-électriques spécialement, a posé récemment, un problème juridique absolument nouveau.

Il ne s'agit plus ici, comme dans le cas de la libre navigation, d'une simple permission ne portant pas, en général, de préjudice sensible à l'Etat qui l'accorde, et lui procurant même, le plus souvent, de réels avantages ; ce n'est que poussé par un égoïsme aveugle et maladroit, qu'un Etat pourrait s'opposer à la libre navigation des fleuves internationaux et aller, de ce fait, à l'encontre du développement normal de son économie nationale.

Dans le cas de l'exploitation industrielle des eaux internationales, le problème qui se pose, consiste à limiter les droits et les intérêts directs et souvent considérables d'un Etat, au profit des droits et des intérêts d'un autre Etat. L'Etat supérieur ne peut pas utiliser à sa convenance l'énergie qu'est susceptible de produire le fleuve traversant son territoire, parce que cette même énergie pourrait faire défaut à un Etat inférieur.

D'autre part, l'application du principe de la liberté de navigation est fort simple, que cette liberté soit universelle, reconnue à tous les Etats, ou restreinte aux Etats directement intéressés.

Par contre, s'il s'agit de répartir équitablement entre divers Etats l'exploitation des forces hydrauliques, on peut se demander quelles sont les règles suivant lesquelles doit se faire cette répartition. Dans son étude : « *Blätter für administrative Praxis* », M. Von Ullmann invoque le principe du respect des intérêts des autres Etats, principe qui domine notamment la question de la libre navigation sur les fleuves internationaux, mais qui, pour la question qui nous occupe, conduit simplement à la constatation de

la solidarité des intérêts des Etats riverains sur le cours d'eau commun, en évitant de porter toute atteinte grave par un Etat au territoire des autres Etats. Pour les autres questions, la solution pourrait être fournie par les circonstances propres à chaque cas concret. Ce principe est exact en soi, mais il ne peut suffire. Tous les Etats riverains ont-ils, toujours, un droit égal à la force développée par le cours d'eau ? Ou bien, doit-on tenir compte de l'étendue du territoire pour lequel chaque Etat prétend à l'utilisation de cette force ? Ou bien encore, si le cours d'eau, avant d'atteindre la frontière de l'Etat d'aval, a été grossi d'affluents, comme c'est le cas général, l'étendue du territoire arrosé par ces affluents ne doit-elle pas être, pour la répartition à effectuer, un élément digne de considération ?

Dans l'étude qui sera présentée des difficultés ayant précédé la réalisation du barrage Hoover, nous verrons qu'un Etat américain (l'Arizona), a fait de ce dernier point de vue, une application qui a été un obstacle sérieux, mais heureusement temporaire, au commencement de travaux d'un intérêt purement national, pourtant.

Le principe posé par M. Von Ullmann ne peut donc suffire, comme nous l'avons déjà indiqué, parce que, précisément, la difficulté réside dans l'appréciation des circonstances. Les efforts des réalisateurs du droit des gens doivent tendre vers l'élaboration de règles précisant, d'abord, ce qui doit être considéré comme une violation de territoire étranger, et, ensuite, comment les intérêts des territoires voisins doivent être mesurés les uns par rapport aux autres.

Même en ce qui concerne les traités et les conventions, la fixation d'une règle précise semble très utile, voire nécessaire, si l'on ne veut s'en remettre au hasard, pour donner des bases équitables aux dispositions des traités.

Nous n'exposerons pas tous les détails des solutions possibles, dans ce paragraphe consacré aux principes du droit international positif des forces hydrauliques. Ces solutions pratiques ou théoriques trouveront leur place dans les chapitres qui suivent.

Il suffira, pour conclure, d'indiquer que l'on peut concevoir comme équitable et juste une réglementation, purement naturelle, fondée sur l'obligation de l'Etat d'amont, de n'utiliser les eaux qu'en une quantité telle, qu'elle se trouve remplacée approximativement lorsque le fleuve traverse la frontière.

L'examen des textes de droit international positif, permettra de se rendre compte que les principes régissant les eaux industrielles internationales, ont été interprétés et appliqués des façons les plus diverses.

CHAPITRE II

Les Traités et autres textes de Droit positif antérieurs à la Guerre mondiale

Les sources du Droit positif en matière d'eaux industrielles internationales

Il ne peut pas être question, ici, de rechercher les sources réelles et profondes du droit international public. Les auteurs sont généralement d'accord pour reconnaître, au moins, deux sources directes : la coutume internationale et les traités ou conventions. Il ne paraît pas utile de préciser davantage ce qui constitue la règle positive de droit international et la qualité des personnes réelles ou morales qui sont compétentes pour transformer en règles de droit positif, les mesures utiles ou nécessaires au bien de la société internationale.

Ce qu'il est convenu de qualifier « codification internationale », rentre dans la source du droit constituée par les

traités. Les conférences internationales de codification, même quand elles réunissent l'unanimité, n'ont pas de pouvoir propre de décision définitive et de commandement. Les Etats ne sont pas liés. Ils sont généralement obligés de ratifier les conventions intervenues. La procédure ne diffère pas de celle concernant les traités. Il n'y a pas, à proprement parler de législation internationale, même si des règles précises sont votées par un organe commun. Dans l'Etat Fédéral, il en est autrement, malgré la multiplicité des législations internes, malgré les intérêts divergents des Etats fédérés. Ici le Gouvernement central peut, suivant des procédures déterminées, imposer la volonté de la majorité, surtout au point de vue économique. Il n'en est pas de même sur le plan international. Cependant, très souvent, dans l'Etat fédéral, les difficultés ne sont pas moindres qu'entre Etats différents, et c'est pour cela que nous exposerons dans un des chapitres qui suivent, la bataille juridique fort instructive qui a préludé à la réalisation du plus grand barrage du Monde, le barrage Hoover, dont l'aménagement, purement national, intéressait plusieurs Etats des Etats-Unis d'Amérique.

D'un autre côté, la doctrine des auteurs et le droit particulier des divers pays, avant de se manifester par des usages internationaux bien établis, sont deux sources du droit international de caractère plutôt indirect, et souvent contestées.

On aura tout de même l'occasion de constater, par la suite, que les discussions doctrinales ont la plus heureuse influence sur le développement de la législation internationale positive.

Les traités et les conventions doivent cependant, sous l'influence des circonstances économiques, et les dissertations de la doctrine, pouvoir être modifiés. Il n'y a pas de « *lex in perpetuum valitura* », et, il ne peut pas y avoir davantage de traité valable à perpétuité. Si un Etat a conclu des marchés excessifs menaçant ses réserves en charbon, en pétrole, ou toutes autres matières premières, il doit pouvoir demander la révision des traités ; de même, si la houille blanche est pratiquement inépuisable en soi, la valeur économique des cours d'eau peut se modifier

avec les siècles, et les conditions d'existence des Etats se transformer radicalement. Dans le domaine spécial que nous étudions, la clause « *rebus sic standibus* » doit jouer comme elle joue, dans toutes les branches du droit des gens, et la crainte des abus ne suffit pas à justifier son rejet.

Cette considération ne doit pas, cependant, atténuer la force obligatoire des traités, qui doivent être considérés comme la source principale du droit international public. Dans ce droit, plus encore que dans les droits internes, la coutume est trop souvent imprécise et incertaine. Le législateur international n'existe pas encore pour la codifier. Des cours de justice ont été créées dans des buts fort louables, mais existe-t-il vraiment une juridiction internationale qui puisse « interpréter les accords entre Etats et veiller à leur exécution » ? M. le Doyen Moye, dans son « *Droit des Gens Moderne* », déclare qu'il ne le croit pas. Il accepterait, probablement très volontiers, la preuve du contraire, mais son affirmation est malheureusement trop vraie, pour pouvoir être contestée et réfutée.

Au surplus, les traités sont, à l'égard des tiers, « *res inter alios acta* » ; ils ne peuvent lier un Etat qui n'y est pas intervenu, mais après la conclusion, un Etat peut y participer, par l'adhésion ou l'accession ; dans les deux cas, le concours de tous les signataires antérieurs est indispensable.

Pasquale Fiore, dans son ouvrage « *Le Droit International codifié et sa sanction juridique* » (article 781), donne aux traités une valeur prépondérante : « la coutume internationale, écrit-il, ne peut produire effet pour modifier ce qui a été expressément stipulé », et il considère que les traités internationaux doivent être exécutés de bonne foi, comme ils ont été contractés.

Certes, si l'interprétation logique des traités était toujours préférée à leur interprétation grammaticale, qui est parfois trop subtile, l'exécution des traités serait facilitée et on ne verrait pas se reproduire, sur une échelle plus ou moins vaste, le cas de Tamerlan, cité par Puddendorff, qui, ayant négocié la reddition d'une Ville, en promettant

de ne pas répandre de sang, fit enterrer vivants les soldats de la garnison. Pour éviter ces perfidies abominables, les rédacteurs des traités doivent exprimer, le plus clairement possible, l'intention des parties, en sollicitant, au besoin, l'avis des techniciens ou Hommes de l'Art, qui auront à appliquer les textes. Malheureusement, ce n'est pas ce qui se produit toujours, et les parties, trop souvent, pour aboutir à un accord, envers et contre tout, arrêtent-elles des dispositions, dont l'ambiguïté, au lieu d'aplanir les difficultés, en crée de nouvelles. Ces accords factices, basés sur des termes équivoques, ne sont pas, il faut en convenir, les plus nombreux, mais leur conclusion constitue toujours une régression du droit positif, car il vaut mieux conserver à la coutume internationale sa force juridique, même réduite, plutôt que d'exprimer sous une forme élégante, ou dans un langage délicat et subtil, des dispositions nulles, sans effet, absurdes ou perfides.

On peut bien objecter que le consentement des contractants est toujours nécessaire, et que la partie qui serait éventuellement lésée ne manquerait pas de protester. Mais, que faire, si les Parties sont d'accord pour rédiger un texte, vide de sens aujourd'hui et dangereux demain ? Il n'existe pas, nous l'avons dit, de juridiction assez puissante pour décider, même en équité, sinon en droit. Et que devient aussi la définition donnée par A. Chrétien (1), du Traité ou de la Convention : « accord déclaré des consentements de deux ou plusieurs Etats, dans le but de créer entre eux, modifier, ou éteindre un rapport obligatoire » ?

L'élaboration des traités est donc, on le voit, une tâche fort délicate. Les Hommes d'Etat devraient toujours agir avec prudence ; il ne sont pas, en général, omniscients, et on pourrait volontiers le leur pardonner, s'ils possédaient toujours la sagesse.

Ces développements, qui ont été volontairement réduits, permettront, malgré tout, d'apprécier plus aisément les qualités et les défauts des textes de droit positif, que nous examinerons, tant dans ce chapitre, que dans les suivants.

(1) *Principes de Droit International Public*. Paris 1893.

Avant de procéder à cet examen des sources les plus sûres et les plus fécondes du droit international positif, ces précisions étaient nécessaires. Les traités et conventions, conclus avant la guerre mondiale, relatifs aux forces hydrauliques internationales, formulent certaines règles, indiquent le degré de civilisation des Etats contractants et leur développement industriel dans ses phases successives, jusqu'au moment où une **guerre atroce** a marqué dans les relations économiques des peuples un temps d'arrêt, on pourrait même dire, une régression.

Dans les paragraphes suivants, nous signalerons d'abord les textes de droit positif international intéressant les frontières de notre pays. Nous mentionnerons ensuite les diverses dispositions formelles que d'autres Etats ont arrêtées, en vue de l'exploitation de cours d'eau communs.

Ancienne frontière franco-allemande

De 1871 à 1914, l'absence de frontière naturelle, suivant une crête montagneuse, entre la France et la Lorraine, sinon entre la France et l'Alsace, aurait pu déterminer l'élaboration d'accords franco-allemands relatifs à l'aménagement des cours d'eau internationaux, notamment la Moselle et la Seille, en vue de leur exploitation industrielle. Mais il faut considérer que si cette époque vit s'affirmer le développement de la houille blanche, le pays est riche en houille noire, et c'est pour cela probablement que l'utilisation des forces motrices des cours d'eau n'intéressa ni la France, ni l'Allemagne.

Les seuls textes relatifs aux voies d'eau internationales de la région sont :

L'un, le règlement pour l'alimentation du canal du Rhône au Rhin, au moyen des eaux du bief de partage, arrêté à Strasbourg, le 23 Avril 1873, en application du dernier paragraphe de l'article 14 de la Convention additionnelle de Francfort, du 11 décembre 1871 ;

L'autre, signé à Albersweiler, le 8 Juin 1898, l'arrangement provisoire concernant l'alimentation du Canal de

la Marne au Rhin, au moyen des eaux du bief de partage des Vosges.

Ces textes n'intéressent qu'indirectement notre sujet, ainsi qu'il ressort de la lecture de leurs dispositions qui sont intégralement reproduites dans le « *Recueil des Traités et Conventions en vigueur entre la France et les puissances Etrangères* », préparé par M. Basdevant, et publié par le Ministère des Affaires Etrangères. Il ne paraît donc pas utile d'insister davantage à leur sujet.

Frontière franco-belge

Cette frontière est fixée par le traité de limites conclu à Courtrai, le 28 Mars 1820, entre la France et les Pays-Bas.

L'article 12 de ce traité, qui établit, pour la Lys, un régime de mitoyenneté sur un certain parcours, et fixe les bases de la réglementation de ses eaux, ne parle pas de leur utilisation industrielle, le point de vue de la libre navigation étant l'essentiel. Allant plus loin encore dans cette idée, l'article 41 prescrit « l'enlèvement de différents barrages et autres travaux qui pourraient exister et mettre empêchement » au libre cours de la rivière de la Semoy qui, née dans l'Ardenne, se jette dans la Meuse, après avoir baigné Chiny et Bouillon.

Il faut attendre jusqu'au 22 Juin 1882, pour trouver, dans les relations entre la Belgique et la France, des accords intéressant notre sujet. Il paraît utile de préciser, qu'à ce moment-là, l'Ingénieur L. C. de Saulces de Freycinet, était Président du Conseil en même temps que Ministre des Affaires Etrangères, et c'est à ce dernier titre qu'il signa une « *Convention pour assurer le rétablissement dans leur état normal et l'entretien ultérieur des cours d'eau, non navigables ni flottables, mitoyens entre les deux Pays.* » Une petite place, bien petite d'ailleurs, est donc faite aux voies d'eau internationales, autres que les voies navigables.

L'article premier parle de l'état actuel :

« Les autorités compétentes de France et de Belgique feront dresser d'un commun accord, pour les cours d'eau non navigables ni flottables, mitoyens entre les deux Pays, des plans et des tableaux descriptifs qui indiqueront, notamment, la direction actuelle de chaque cours d'eau, la largeur et la profondeur normale qu'il doit présenter en différents points, ses dépendances et les ouvrages qui modifient son état naturel, avec leurs dimensions principales ».

Cette utile, indispensable disposition, est fort heureusement complétée par les termes de l'article 5, qui prévoit l'avenir. :

« Les ponts, les barrages, les vannes, les prises d'eau, les gués et, en général, tous les ouvrages permanents ou temporaires, de nature à influencer sur le régime des cours d'eau mitoyens, ne pourront être établis ou modifiés qu'après une entente préalable entre les administrations des deux Pays ».

Ces dispositions sont peu compromettantes, et elles le sont d'autant moins qu'elles ne visent, il faut le noter, que les cours d'eau mitoyens. Les cours d'eau s'écoulant d'un Etat dans un autre, sont laissés de côté ; ils sont pourtant les plus nombreux, le long de cette frontière, purement artificielle.

Mais, pour si timide que soit la Convention du 20 Juin 1882, elle n'en demeure pas moins intéressante, car, en toutes choses, un début, même modeste, est nécessaire.

Mais il faut peut-être voir un engagement imprudent, sinon une régression, de la part du Gouvernement français, dans la Convention signée avec la Société anonyme du canal de l'Espierre, par notre Ministre des Travaux Publics, le 28 Février 1884. Il avait été convenu, notamment :

« Article premier. — Toutes les prises d'eau pratiquées par les industriels dans le canal de Roubaix, depuis le bief de partage jusqu'à la frontière belge, étant supprimées, l'Administration française s'engage à n'en jamais laisser rétablir aucune sur le versant de l'Escaut, ni pour le service de l'industrie, ni pour celui de l'agriculture, ni pour aucun autre usage, toutes les eaux en excès que la différence de chute des diverses écluses du canal de Roubaix (versant de l'Escaut) pourrait amener dans le bief de Roubaix et dans celui de Leers, devant être utilisées à l'alimentation du canal belge de l'Espierre, à l'exclusion de tout autre usage ».

Les nécessités de l'alimentation d'un canal ne devaient pas justifier des dispositions aussi draconiennes. Il n'y a pas incompatibilité absolue entre l'exploitation industrielle des eaux et la navigabilité. La France a fait preuve, dans ce cas, d'une excessive courtoisie internationale.

Frontière franco-luxembourgeoise

Malgré l'existence de plusieurs cours d'eau internationaux sur cette frontière, voisine, il est vrai, de bassins houillers importants, aucun texte positif n'a réglé, avant la guerre, entre le Luxembourg et la France, la question de l'exploitation des eaux, en vue de leur utilisation industrielle.

Frontière franco-suisse

A la date du 4 Octobre 1913, la Suisse et la France ont signé, à Berne, une « *Convention pour l'aménagement de la puissance hydraulique du Rhône, entre l'usine projetée de la Plaine, et un point à déterminer en amont du pont de Pougny-Chancy* ». Cette convention vise, on le voit, un projet particulier. Les détails qu'elle contient, tendent à préciser, d'une façon nette, les dispositions techniques des ouvrages nécessaires à la création de la chute. Le barrage de retenue, notamment, ne doit pas créer de remous, susceptible d'atteindre le débouché du canal de fuite de l'usine projetée de la Plaine (article premier), et l'article 2 complète les conditions d'établissement du barrage. L'article 3 stipule l'intervention des deux Gouvernements dans l'approbation des projets et le contrôle des travaux. Ils doivent se concerter également, pour fixer le règlement de manœuvre des vannes (article 4). L'article 5 précise les modalités de répartition et de disposition de l'énergie produite. Les deux Etats et le canton de Genève interviennent, dans le partage, au prorata de la force motrice du fleuve, au droit des portions de rives soumises à

leur souveraineté. Il convient de remarquer, à ce sujet, la situation spéciale du canton de Genève, dans le cadre de la Confédération Helvétique, et de la rapprocher de ce que prévoit notre loi du 16 Octobre 1919, sur la quantité d'énergie que les concessionnaires doivent laisser à la disposition des départements et des communes.

Dans les articles 6, 7 et 8, la collaboration des Gouvernements se retrouve en ce qui concerne les actes de concession, et toutes les mesures qu'il conviendrait de prendre à leur sujet ; de même, dans l'article 9, relativement à la protection du poisson, à l'exercice de la navigation et du flottage sur le Rhône, la liberté des Gouvernements étant évidemment réservée pour les mesures à prendre dans l'intérêt de la défense nationale et du service des douanes.

Cette convention qui, d'après son article 10, devait avoir son effet après l'approbation des deux Gouvernements contractants, a été ratifiée à Berne, le 14 Juin 1915, et en France, approuvée par le décret du 13 Juillet 1915.

La chute de Pougny-Chancy, aménagée après la guerre, est en exploitation depuis quelques années.

La convention du 4 Octobre 1913, ne prévoyait pas le règlement des différends. On avait certainement jugé suffisante la garantie que donnait l'intervention des deux Etats intéressés dans les phases de préparation du projet, de réalisation des travaux et d'exploitation des ouvrages. Mais l'accord pouvait ne pas se faire entre les deux Gouvernements. Qui donc aurait alors arbitré ou décidé ? C'est une lacune grave, pouvant compromettre l'aménagement d'une chute fort intéressante.

Cette convention est le seul texte de droit international public conclu en vue de l'exploitation des eaux industrielles franco-suisse. C'est peu de chose si l'on imagine, par exemple, que la surélévation du niveau du lac Léman de 1 m. ou de 0 m. 50, pourrait constituer une réserve colossale de puissance hydraulique, et que la réalisation d'un pareil projet soulèverait, au point de vue international, les problèmes les plus délicats et les plus divers.

Frontière franco-italienne

Une « *Convention pour l'utilisation des eaux de la rivière la Roya et ses affluents* », a été signée à Paris, le 17 Décembre 1914. Voici les termes du premier paragraphe de l'article premier :

« Les Hautes Parties contractantes s'interdisent mutuellement d'exploiter ou de laisser exploiter la force hydraulique de la Roya ou de ses affluents, dans les parties exclusivement soumises à leur souveraineté, de toute manière qui soit de nature à modifier sensiblement le régime ou le mode d'écoulement naturel des eaux dans l'Etat d'aval ».

Les articles 2 et 3, qui réglementent les eaux formant la frontière entre les deux Pays, tout en reconnaissant des droits égaux sur les eaux et la pente des cours d'eau à chacun des Etats, déclarent qu'aucun Etat ne peut, sur son territoire, exploiter ou laisser exploiter l'eau d'une manière qui porte atteinte au droit d'égale utilisation par l'autre Etat, ou ses ressortissants sur l'autre rive, sans le consentement de celui-ci. Il est spécifié que chacun des Etats aura l'entière disposition de l'usage des eaux sur diverses parties du cours d'eau, « afin, dit le texte, de permettre la meilleure utilisation industrielle de la Roya, dans les parties formant frontière ».

Une Commission permanente internationale est formée pour l'application de ces principes, (article 4). Elle doit examiner également le projet de chaque ouvrage, et donner son adhésion, après instructions des Gouvernements respectifs, aux membres de la Commission qui sont, pour la France : l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées et du Service Hydraulique des Alpes-Maritimes ; pour l'Italie : l'Ingénieur en Chef du Génie Civil de Coni, ou l'Ingénieur en Chef du Génie Civil de Port-Maurice, selon leur compétence territoriale respective ; à défaut d'accord, les deux Gouvernements doivent s'entendre sur les mesures à prendre .

L'institution de cette Commission est une innovation remarquable, méritant d'être soulignée. Elle ne comprend

que des Ingénieurs ; c'est suffisant pour l'examen des projets, au point de vue technique. Avant la réalisation, il conviendrait cependant que des juristes intervinssent, afin que les droits, dérivant tant des législations internes, que de la législation positive internationale, soient respectés. La collaboration des Ingénieurs et des juristes ne pourrait avoir que d'heureux effets, spécialement pour la rédaction du cahier des charges de la concession.

Les articles 5, 6 et 7, de la Convention, prescrivent des mesures diverses pour les améliorations du régime du cours d'eau, pour les dépôts de matériaux effectués dans la Roya, pour la conservation du poisson.

La liberté des Gouvernements est expressément réservée par l'article 8, en ce qui concerne l'intérêt de la défense nationale et les douanes.

L'article 9 contient une précision qui pourrait paraître superflue, si on ne l'interprétait pas à la lettre : « L'exécution d'aucun ouvrage, même autorisé, ne peut, en aucun cas, directement ou indirectement, modifier la frontière, telle qu'elle a été fixée par le traité du 7 Mars 1861 ». Mais, d'un autre côté, cette interprétation littérale rend quasi-impossible un aménagement rationnel des parties des cours d'eau formant frontière, et si l'on doit adopter l'interprétation logique, il valait certainement mieux ne rien dire du tout ; la ligne frontière doit rester intangible, une modification de la topographie des lieux ne pouvant suffire pour la déplacer. Ne valait-il pas encore mieux écrire que les droits acquis seraient respectés, et les préjudices causés, réparés ?

Une particularité de la convention, c'est le délai qui a été fixé pour sa validité. Elle vient à expiration le 15 Juin 1975, mais elle peut être renouvelée.

Cette convention marque un progrès certain sur celle que nous avons précédemment examinée, relative à l'usine de Pougny-Chancy. Une Commission technique internationale est instituée, et cette commission est *permanente*. Ceci constitue un avantage réel. On hésite parfois beaucoup trop à réunir des conférences internationales ou à faire entrer en rapport des fonctionnaires de départements ou de pro-

vinces contigus, situés de part et d'autre de la frontière. Quand la nécessité impose de pareilles collaborations, il faut suivre tout d'abord la voie majestueuse, mais lente, des Ministères et des Ambassades, voie qu'il vaudrait mieux, le plus souvent, emprunter après la conclusion des accords entre les agents qui connaissent bien la question, et surtout les moyens de la résoudre.

Frontière franco-espagnole

Cette frontière, que l'on pourrait croire une frontière naturelle idéale, suivant la crête des montagnes qui plongent à l'Est dans la Méditerranée, à l'Ouest, dans l'Océan, est, en fait, la plus artificielle qui soit.

Cette frontière étant fixée d'une manière sommaire par le Traité des Pyrénées, le Second Empire a dû accomplir entre le 2 Décembre 1856 (premier traité de Bayonne) et le 11 Juillet 1868 (Acte final signé à Bayonne), une œuvre considérable de délimitation, complétée encore par plusieurs textes postérieurs.

Les éléments essentiels de ce droit positif sont les trois Traités de délimitation signés à Bayonne, les 2 Décembre 1856, 14 Avril 1862, et 26 Mai 1866, et les nombreuses dispositions additionnelles également signées à Bayonne.

Naturellement, dans toutes ces conventions, il est souvent question de fontaines, de ruisseaux, de rivières, voire de lacs, mais il est peu parlé de l'exploitation industrielle des eaux, et cela s'explique aisément, puisque, ainsi que nous l'avons précisé, c'est surtout à partir de la fin du siècle dernier, que la houille blanche a connu son plein développement.

Dans tous ces textes abondants en détails nécessaires, on trouve seulement quelques articles intéressant notre sujet.

Ce sont, en particulier, ceux qui règlent le régime et la jouissance des eaux d'un usage commun entre les deux Pays. Ils portent les numéros 8 à 20 de l'*Acte additionnel*

aux Traités de délimitation, signé à Bayonne le 26 Mai 1866.

Il est d'autant plus intéressant d'en reproduire le texte intégral, que nous aurons l'occasion d'en reparler, et de nous y référer, à l'occasion d'une application pratique qui en a été faite, au sujet de l'aménagement des eaux du l'étang du Lanoux :

« Art. 8. — Toutes les eaux stagnantes et courantes, qu'elles soient du domaine public ou privé, sont soumises à la souveraineté du Pays où elles se trouvent, et par suite à sa législation, sauf les modifications convenues entre les deux Gouvernements.

Les eaux courantes changent de juridiction du moment où elles passent d'un Pays dans l'autre. et quand les cours d'eau servent de frontière, chaque Etat y exerce sa juridiction jusqu'au milieu du courant.

Art. 9. — Pour les cours d'eau qui passent d'un Pays dans l'autre, ou qui servent de frontière, chaque Gouvernement reconnaît, sauf à en faire, quand il y aura utilité, une vérification contradictoire, la légalité des irrigations, des usines et des jouissances pour usages domestiques existantes actuellement dans l'autre Etat, en vertu de concession, de titre, ou par prescription, sous la réserve qu'il n'y sera employé que l'eau nécessaire à la satisfaction des besoins réels, que les abus devront être supprimés, et que cette reconnaissance ne portera point atteinte aux droits respectifs des Gouvernements, d'autoriser des travaux d'utilité publique, à condition des indemnités légitimes.

Art. 10. — Si, après avoir satisfait aux besoins réels des usages reconnus respectivement de part et d'autre réguliers, il reste à l'étiage des eaux disponibles au passage de la frontière, on les partagera d'avance entre les deux Pays, en proportion de l'étendue des fonds arrosables appartenant aux riverains respectifs immédiats, défalcation faite des terres déjà irriguées.

Art. 11. — Lorsque dans l'un des deux Etats, on se proposera de faire des travaux ou de nouvelles concessions, susceptibles de changer le régime ou le volume d'un cours d'eau dont la partie inférieure ou opposée est à l'usage des riverains de l'autre Pays, il en sera donné préalablement avis à l'autorité administrative supérieure du département ou de la province de qui ces riverains dépendent, par l'autorité correspondante dans la juridiction de laquelle on se propose de tels projets, afin que, s'ils doivent porter atteinte aux droits des riverains de la souveraineté limitrophe, on puisse réclamer en temps utile, à qui de droit, et sauvegarder ainsi tous les intérêts qui pourraient se trouver engagés de part et d'autre. Si les travaux et concessions doivent avoir lieu dans une commune conti-

guë à la frontière, les ingénieurs de l'autre Pays auront la faculté, sur avertissement régulier à eux donné en temps opportun, de concourir à la visite des lieux avec ceux qui en seront chargés.

Art. 12. — Les fonds inférieurs sont assujettis à recevoir des fonds plus élevés du Pays voisin les eaux qui en découlent naturellement avec ce qu'elles charrient, sans que la main de l'homme y ait contribué. On n'y peut construire ni digue, ni obstacle quelconque susceptible de porter préjudice aux riverains supérieurs, auxquels il est également défendu de rien faire qui aggrave la servitude des fonds inférieurs.

Art. 13. — Quand les cours d'eau servent de frontière, tout riverain pourra, sauf l'autorisation qui serait nécessaire d'après la législation de son Pays, faire sur sa rive des plantations, des travaux de réparation et de défense, pourvu qu'ils n'apportent au cours des eaux aucun changement préjudiciable aux voisins, et qu'ils n'empiètent pas sur le lit, c'est-à-dire sur le terrain que l'eau baigne dans les crues ordinaires.

Quant à la rivière de la Raour, qui sert de frontière entre les territoires de Bourg-Madame et de Puigcerda, et qui, par des circonstances particulières, n'a point de bords naturels bien déterminés, on procédera à la démarcation de la zone où il sera interdit de faire des plantations et des ouvrages, en prenant pour base ce qui a été convenu entre les deux Gouvernements en 1750 et renouvelé en 1820, mais avec la faculté d'y apporter des modifications, si on le peut, sans nuire au régime de la rivière, ni aux terrains contigus, afin que, lors de l'exécution du présent acte additionnel, on cause le moins de préjudice possible aux riverains, en débarrassant le lit, qui sera fixé, des obstacles qu'ils y auraient élevés.

Art. 14. — Si par des éboulements de berges, par des objets charriés ou déposés, ou par d'autres causes naturelles, il peut résulter quelque altération ou embarras dans le cours d'eau, au détriment des riverains de l'autre Pays, les individus lésés pourront recourir à la juridiction compétente pour obtenir que les réparations et déblaiements soient exécutés par qui il appartiendra.

Art. 15. — Quand en dehors des questions contentieuses du ressort exclusif des tribunaux ordinaires, il s'élèvera entre riverains de nationalités différentes des difficultés ou des sujets de réclamation, touchant l'usage des eaux, les intéressés s'adresseront de part et d'autre à leurs autorités respectives, afin qu'elles s'entendent entre elles pour résoudre le différend, si c'est de leur juridiction, et dans le cas d'incompétence ou de désaccord, comme dans celui où les intéressés n'accepteraient pas la solution prononcée, on aura recours à l'autorité administrative supérieure du département ou de la province.

Art. 16. — Les administrations supérieures des départements et provinces limitrophes se concerteront dans l'exercice de leur droit de réglementation des intérêts généraux et d'interprétation ou de modification de leurs règlements, toutes les fois que les intérêts respectifs seront engagés, et dans le cas où elles ne pourraient pas s'entendre, le différend sera soumis aux deux Gouvernements.

Art. 17. — Les Préfets et les Gouverneurs civils des deux côtés de la frontière pourront, s'ils le jugent convenable, instituer de concert, avec l'approbation des Gouvernements, des Syndicats électifs, mi-partie de riverains français et de riverains espagnols, pour veiller à l'exécution des règlements, et pour déférer les contrevenants aux tribunaux compétents.

Art. 18. — Une Commission internationale d'ingénieurs constatera, où elle le jugera utile, sur la frontière du département des Pyrénées-Orientales, avec la province de Gérone, et sur tous les points de la frontière où il y aura lieu, l'emploi actuel des eaux dans les communes frontalières respectives et autres, s'il est besoin, soit pour irrigation, soit pour usines, soit pour usages domestiques, afin de n'accorder dans chaque cas que la quantité d'eau nécessaire, et de pouvoir supprimer les abus ; elle déterminera, pour chaque cours d'eau, à l'étiage et au passage de la frontière, le volume d'eau disponible et l'étendue des fonds arrosables appartenant aux riverains respectifs immédiats qui ne sont pas encore irrigués ; elle procédera aux opérations concernant la Raour, indiquées à l'article 13 ; elle proposera les mesures et précautions propres à assurer, de part et d'autre, la bonne exécution des règlements, et à prévenir, autant que possible, toute querelle entre riverains respectifs ; elle examinera, enfin, pour le cas où on établirait des syndicats mixtes, quelle sera l'étendue à donner à leurs attributions.

Art. 19. — Aussitôt que le présent acte aura été ratifié, on pourra nommer la Commission d'ingénieurs dont il est parlé à l'article 18, pour qu'elle procède immédiatement à ses travaux, en commençant par la Raour et la Vanéra, où c'est le plus urgent.

Art. 20. — Les dispositions précédentes seront applicables à toute la frontière, d'une mer à l'autre, aussi bien qu'à l'enclave de Llivia, et auront la même force et valeur que si elles étaient insérées textuellement dans les deux premiers traités de Bayonne des 2 décembre 1856 et 14 avril 1862, et dans le troisième qui les complète à la date de ce jour, restant abrogées toutes stipulations différentes ou contraires des deux premiers Traités précités ».

Certains de ces articles, étant donné leur contenu, méritent d'être soulignés ou commentés.

L'article 9 précise que les eaux d'un cours d'eau qui s'écoulent d'un Etat dans l'autre, ne doivent être utilisées que

pour la satisfaction des besoins réels, que les abus devront être supprimés, donc qu'il faut tendre vers un aménagement rationnel, et enfin, que la reconnaissance des droits acquis par les particuliers ou les collectivités, ne pourra pas porter atteinte aux droits respectifs des Gouvernements, d'autoriser des travaux d'utilité publique, à condition des indemnités légitimes ; on trouve, dans cette dernière disposition, une application de la théorie sociale sur le plan international. Nous ne sommes pourtant qu'en 1866.

L'article 11 est très important. Il indique la procédure à adopter, lorsqu'un Etat projette l'exécution de travaux susceptibles de modifier le régime ou le débit d'un cours d'eau. Il dispose que les autorités supérieures départementales ou provinciales des deux Pays doivent être avisées des travaux intéressant la modification du régime du cours d'eau, dans leur circonscription territoriale, afin que puissent être provoquées en temps opportun les observations et réclamations des riverains immédiats, et que soient sauvegardés les intérêts engagés de part et d'autre. De cette manière, les projets définitifs seront établis et réalisés, en tenant compte des observations et des réclamations recueillies.

Les articles 12 à 14 contiennent des dispositions relatives aux plantations le long des cours d'eau, et à l'altération ou à l'embarras de leurs eaux, ainsi que des stipulations particulières à la rivière de la Raour.

L'article 15 fixe les modalités de règlement des difficultés qui pourraient surgir entre riverains de nationalités différentes, en cas de contestation touchant l'exploitation des eaux. Il est spécifié que les intéressés s'adresseront à leurs autorités respectives, c'est-à-dire aux maires en France, aux « alcaldes » en Espagne, avec recours respectifs à l'autorité préfectorale et au Gouverneur de la Province.

Les articles 16 et 17 se rapportent à l'intervention des deux Gouvernements, ou de leurs représentants, en matière de réglementation d'intérêts généraux, de modifications de règlements et même, plus généralement, dans tous les cas. Des syndicats internationaux sont prévus, mais laissés,

quant à leur création, à l'initiative des autorités préfectorale et provinciale, après approbation des deux Gouvernements.

Enfin, l'article 13 présente d'intéressantes dispositions. Il précise qu'une Commission internationale d'ingénieurs constatera, où elle le jugera utile, sur la frontière du département des Pyrénées-Orientales avec la province de Gérone en particulier, l'utilisation actuelle des eaux dans les communes frontalières et autres. Elle examinera les emplois divers qui sont faits de ces eaux, afin de pouvoir supprimer les abus. Cette Commission possède encore d'autres attributions relatives, notamment à l'exploitation agricole des eaux, ou tendant d'une façon générale à éviter des difficultés entre riverains des deux Etats.

Le texte de l'Acte additionnel au traité de Bayonne précise donc la marche à suivre pour l'établissement des projets et la réalisation des travaux d'utilité publique susceptibles de modifier le régime des eaux dans la partie aval du cours d'eau international.

« *L'Acte final de la délimitation de la frontière internationale des Pyrénées* », signé à Bayonne, le 11 juillet 1868, contient, dans sa seconde partie, des dispositions complémentaires, concernant les « *Règlements relatifs à la jouissance des eaux d'un usage commun entre les deux Pays.* ». Ce texte, qui s'applique plus spécialement à l'irrigation, établit la démarcation du lit de la Raour ; parle de la prise d'eau de Font-Bovedo, sans en fixer la réglementation ; contient les règlements pour l'usage des eaux du Riou Tort, du Riou Tartarès, de la rivière de Vanéra, du canal de Puigcerda et du canal d'Angoustrine et de Llivia ; organise, pour chacun de ces derniers canaux, une commission administrative, et détermine les fonctions des deux commissions qui ont à s'occuper notamment de l'établissement et du recouvrement des rôles.

Signalons, enfin, parmi les textes qui pouvaient servir utilement au règlement des différends, la Convention d'arbitrage signée à Paris, entre la France et l'Espagne, le 26 Février 1904, et renouvelée depuis cette date, tous les cinq ans, délai pour laquelle elle est conclue.

Les autres textes de Droit international public relatifs aux eaux industrielles internationales

Au cours du XIX^e siècle et au commencement du XX^e, seules, quelques conventions particulières ont parlé de l'utilisation industrielle des cours d'eau.

Un des premiers textes qui se soit occupé de la question est la convention de Maestricht, conclue entre la Belgique et le Luxembourg, le 7 Août 1843. Elle décide le maintien des prises d'eau établies sur les cours d'eau formant frontière, mais déclare qu'aucune prise d'eau nouvelle et aucune concession ou innovation entraînant une modification quelconque à ces cours d'eau, ne peuvent être accordées sans le consentement des deux Gouvernements (art. 30).

Des dispositions similaires se trouvent dans les conventions du 26 Juin 1816, entre la Belgique et la Prusse (article 27) et des 8 Août 1843 (article 10) et 11 Juin 1892 (article 10) entre la Belgique et les Pays-Bas.

Une des conventions insérées dans le traité de Kalstad du 26 Octobre 1905, stipulant la séparation de la Suède et de la Norvège, prévoit un statut spécial pour les lacs et cours d'eau communs, c'est-à-dire ceux qui séparent ou traversent les territoires des deux Etats.

En voici les plus intéressantes dispositions :

« S'il est question, sur le territoire de l'un des deux Etats, d'endiguier un lac, d'en abaisser le niveau, d'en dériver les eaux, ou de prendre d'autres mesures en vue d'en modifier la profondeur, le lit ou la direction, c'est la législation de cet Etat qui sera appliquée en ce qui concerne le droit d'entreprendre les travaux, quand même ceux-ci pourraient influencer les eaux situées dans l'autre Etat. Les ressortissants de ce dernier Etat auront, pour faire valoir leurs droits, les mêmes facilités dont jouissent, dans des circonstances analogues, les ressortissants de l'Etat où seraient entrepris les travaux, et ils jouissent également des mêmes droits que ceux-ci, pour tout ce qui concerne les conditions auxquelles est soumise l'exécution des travaux. Conformément aux principes généraux du droit international, il est entendu que les travaux mentionnés plus haut ne pourront être exécutés dans l'un des deux Etats, sans le consen-

tement de l'autre, chaque fois que ces travaux, en influençant les eaux situées dans l'autre Etat, auraient pour effet, soit de mettre des entraves sensibles à l'utilisation d'un cours d'eau pour la navigation ou le flottage, soit d'apporter autrement des changements sérieux aux eaux d'une région d'étendue considérable ».

Cette Convention du 26 Octobre 1905 ne contient que cette disposition formelle, en vertu de laquelle les travaux susceptibles de modifier sensiblement le régime des cours d'eau, sur le territoire de l'autre Etat, ne pourront être effectués sans l'assentiment de ce dernier. Dans le cas où les négociations échoueraient, la décision appartiendra à un tribunal d'arbitrage, mais les règles à suivre pour parvenir à cette décision ne sont pas fixées dans le Traité.

Des travaux d'irrigation exécutés par le Mexique et par les Etats-Unis, sur le Rio Grande del Norte, qui traverse le territoire des Etats-Unis, et forme ensuite, de El Paso, à Ciudad Juarez, la frontière des deux Pays, ont donné lieu, en 1880 et 1895, entre les Etats-Unis et le Mexique, à de laborieuses négociations diplomatiques, provoquées par la privation d'eau dont eurent à se plaindre les deux Etats.

Dans son message du 3 Décembre 1894, le Président des Etats-Unis Cleveland disait que « le problème de l'usage des eaux du Rio Grande pour l'irrigation, devait être résolu par une entente équitable des deux Pays intéressés » (1). Mais, le 12 Décembre 1895, l'Attorney Général des Etats-Unis, Harmon, émettait l'avis suivant : « Le droit international n'oblige pas les Etats-Unis à interdire à leurs habitants l'usage de l'eau pour des buts d'irrigation, dans la partie du fleuve située entièrement dans les Etats-Unis, même si, en conséquence, de ces mesures, les habitants du Mexique bordant la partie d'aval du fleuve manquaient de l'eau nécessaire ». Une Commission internationale, : « *The International Water Boundary Commission* », fut constituée, et elle recommanda la construction d'un

(1) The problem of the storage and use of the waters of the Rio Grande for irrigation should be solved by appropriate concurrent action of the two interested countries.

barrage-réservoir international pour faciliter la distribution équitable des eaux du fleuve.

Le 21 Mai 1906, une convention fut signée entre les Etats-Unis et le Mexique, pour régler la question. Les Etats-Unis doivent, après l'achèvement du barrage à établir, près d'Eagle, dans les Etats-Unis, et du système des canaux distributifs, livrer une certaine quantité d'eau répartie entre les différents mois de l'année suivant des proportions déterminées. Cette quantité d'eau est diminuée proportionnellement entre les deux Etats, en cas de sécheresse exceptionnelle.

Mais le Gouvernement des Etats-Unis a ajouté au traité des réserves importantes (1). Il ne reconnaît pas un véritable droit du Mexique (Etat aval), de recevoir une quantité quelconque d'eau, pas plus que ne peuvent être recevables les demandes en dédommagement quelconques, émanant de propriétaires de terres dans le Mexique.

Le Gouvernement des Etats-Unis déclare également qu'il ne reconnaît pas ce traité comme une application d'un principe général, ni comme précédent. Nonobstant cette clause prudente, faite dans le but probable de prévenir des objections qui pourraient être soulevées au Congrès des Etats-Unis, le Traité constitue en fait une reconnaissance du principe que l'eau d'un cours d'eau ne doit pas totalement être épuisée par l'usage de l'Etat en amont, au détriment de l'Etat en aval.

En 1907, l'usage de l'eau du Nil, dont sont riverains l'Egypte et le Soudan, a été réglementée de manière à servir presque exclusivement à la satisfaction des besoins des irrigations de l'Egypte, qui est le territoire situé en

(1) Art. IV. — The delivery of water as herein provided is not to be construed as a recognition by the United States of any claim on the part of Mexico to the said waters...

Art. V. — "The United States, in intering into this treaty, does not thereby concede... any legal basis for any claims... by reason of any losses incurred by the owners of land in Mexico due... to the diversion of the waters of the Rio Grande within the United States; nor does the United States in any way concede the establishment of any general principle or precedent by the concluding of this treaty.

aval ; il est interdit au Soudan, à l'exception d'une sphère très restreinte, de prendre de l'eau dans le Nil bleu pour un but d'irrigation du 1^{er} Février au 15 Juillet de chaque année (Rapport de M. Garstin, Chef du Service d'irrigation du Soudan, du 19 Janvier 1907).

En fait, c'est le Gouvernement anglais qui règle et décide pour l'Egypte et pour le Soudan, ces deux contrées étant plus ou moins directement, soumises à sa souveraineté.

Ces conventions, passées entre les Etats-Unis et le Mexique, et entre le Soudan et l'Egypte, concernent plus spécialement l'exploitation agricole des eaux, mais, par voie de conséquence, elles régissent les eaux, en vue de leur exploitation industrielle.

Le traité signé le 11 Janvier 1909, entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, concernant les « *Boundary Waters between the United States and Canada* » et ratifié par le Sénat des Etats-Unis, le 3 Mars 1909, s'applique plus spécialement à l'utilisation des forces hydrauliques des cours d'eau formant frontière entre les Etats-Unis et le Canada, Il règle, d'une manière détaillée, les questions que peut faire naître cette utilisation, et détermine la mesure dans laquelle chacun des deux Etats, peut s'approprier les eaux de ces rivières. L'article 4 interdit l'établissement de levées ou digues de protection, ayant pour effet d'élever le niveau des eaux de l'autre côté de la ligne-frontière, sans l'agrément d'une Commission, à nommer en commun par les deux Etats. C'est l'article 7 qui prévoit la création de cette Commission permanente, composée de six membres, trois désignés par le Président des Etats-Unis, et trois par le Roi de la Grande-Bretagne, sur la recommandation du Gouverneur du Canada. Si la Commission ne peut se prononcer, on a recours à un arbitre, dans les conditions de la convention de la Haye, du 18 Octobre 1907.

D'après l'article 8, lorsque les intérêts : a) domestiques et sanitaires ; b) de la navigation ; c) des usines d'énergie et d) des établissements d'irrigation, se trouvent en conflit, la préférence entre ces divers intérêts doit leur être accordée dans l'ordre dans lequel nous les avons énoncés.

Ce traité ne pourra guère être invoqué dans la question de l'exploitation d'un cours d'eau ne formant pas la frontière entre les deux Etats. D'après l'article 2, chacune des parties contractantes conserve à l'intérieur de ses frontières un droit exclusif de contrôle et de réglementation sur l'exploitation et la dérivation des cours d'eau qui traversent la frontière, en suivant leur cours naturel, ou qui se jettent dans les cours d'eau frontière. Au cas où il serait fait une dérivation de cours d'eau, préjudiciable à l'autre partie, celle-ci est autorisée à recourir aux moyens de droit qui lui appartiendraient, dans le pays de l'auteur du préjudice. Le point de vue du pur droit privé domine ici, en apparence, la situation, de telle sorte que la législation de l'Etat sur le territoire duquel a été fait l'établissement réputé dommageable, acquiert un pouvoir international de décision. Du reste, au point de vue du droit privé, une protection suffisante peut être assurée, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, aux établissements et aux intérêts de l'autre Etat.

Ce sont là tous les textes intéressant les forces hydrauliques internationales, rédigés avant la guerre mondiale.

Comme on le voit, à peu d'exceptions près, ils ne peuvent guère servir de modèle pour la résolution de la question de l'utilisation des cours d'eau internationaux, en vue de leur exploitation industrielle.

Cependant, dès 1910, l'Institut de Droit International avait mis ce sujet à son ordre du jour, et nous allons examiner les résolutions qui ont été prises à ce moment-là.

CHAPITRE III

Les résolutions adoptées en 1911 par l'Institut de Droit international

Le texte adopté

Au cours de sa séance plénière du 20 Avril 1911, l'Institut de Droit International, réuni à Madrid, adoptait, après une discussion fort intéressante, qui dura deux journées, les résolutions suivantes, concernant la réglementation internationale des cours d'eau internationaux au point de vue de leurs forces motrices et de leur utilisation industrielle et agricole.

Voici le texte intégral des articles soumis aux votes :

Règles

I. Lorsqu'un cours d'eau forme la frontière de deux Etats, aucun de ces deux Etats ne peut, sans l'assentiment de l'autre, et en l'absence d'un titre juridique spécial et valable, y apporter ou y laisser apporter, par des particuliers, des sociétés, etc., des changements préjudiciables à la rive de l'autre Etat. D'autre part, aucun

des deux Etats ne peut, sur son territoire, exploiter ou laisser exploiter l'eau d'une manière qui porte une atteinte grave à son exploitation par l'autre Etat ou par les particuliers, sociétés, etc., de l'autre.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables lorsqu'un lac s'étend entre les territoires de plus de deux Etats.

II. Lorsqu'un cours d'eau traverse successivement les territoires de deux ou plusieurs Etats :

1° Le point où ce cours d'eau traverse les frontières des deux Etats, soit naturellement, soit depuis un temps immémorial, ne peut pas être changé par les établissements de l'un des Etats, sans l'assentiment de l'autre.

2° Toute altération nuisible de l'eau, tout déversement de matières nuisibles (provenant de fabriques, etc.) est interdit.

3° Il ne peut être prélevé par les établissements (spécialement les usines pour l'exploitation des forces hydrauliques) une quantité d'eau telle que la constitution, autrement dit le caractère utilisable ou le caractère essentiel du cours d'eau à son arrivée sur le territoire d'aval, s'en trouve gravement modifié.

4° Le droit de navigation en vertu d'un titre reconnu en Droit international ne peut pas être violé par un usage quelconque.

5° Un Etat en aval ne peut pas faire ou laisser faire, dans son territoire, des constructions ou établissements qui, pour l'autre Etat, produisent le danger d'inondation.

6° Les règles précédentes sont applicables de même au cas où, d'un lac situé dans un territoire, des cours d'eau s'écoulent dans le territoire d'un autre Etat, ou les territoires d'autres Etats.

7° Il est recommandé d'instituer des Commissions communes et permanentes des Etats intéressés qui prendront des décisions, ou tout au moins donneront leur avis, lorsqu'il se fera de nouveaux établissements, ou des modifications aux établissements existants, et qu'il pourrait en résulter quelque conséquence importante dans la partie du cours d'eau située sur le territoire de l'autre Etat.

L'Institut de Droit International avait retenu l'étude de cette question, lors de sa session de Paris, en 1910, et la rédaction du rapport fut confiée à M. Von Bar, Conseiller intime, professeur à l'Université de Gottingue, membre de la Cour permanente d'arbitrage. Le premier rapport de M. Von Bar parut sous forme d'article dans la « *Revue de Droit International public* », dès 1910 (pages 281 à 288).

Le projet du savant professeur allemand provoqua les critiques de divers membres de la Commission chargée

de l'étude de la question, notamment de MM. Kaufmann et Engelhardt, et ce n'est qu'un deuxième rapport, tenant compte de divers avis, qui fut soumis à la discussion, en séance plénière, à Madrid.

Le premier projet de M. Von Bar

La décision prise par l'Institut, en 1910, avait pour objet unique la réglementation des cours d'eau internationaux, quant à leurs forces motrices ; M. Von Bar l'étendit à leur exploitation industrielle, en général, élargissant ainsi le cadre de la question, d'une façon non négligeable.

Le rapporteur invoque, en premier lieu, les lois nationales des divers Etats imposant aux propriétaires de fonds l'obligation d'avoir, en faisant des constructions ou aménagements, certains égards pour les fonds voisins. Sur cette base, il établit comme conclusion de son rapport, les thèses proposées, qui sont celles adoptées définitivement à Madrid avec :

1^o Quelques différences de terminologie dont l'intérêt sera souligné plus loin ;

2^o La présence, dans le paragraphe 3 de l'article II, des règles suivantes :

Toutefois, il n'est pas nécessaire que la masse d'eau qui pénètre dans le territoire d'aval, soit naturellement, soit depuis un temps immémorial, abstraction faite des titres juridiques spéciaux à apprécier d'après la loi du territoire d'amont, soit toujours égale à celle qui y arrivait antérieurement, et l'Etat d'amont est autorisé, dans une certaine mesure, à faire un prélèvement d'eau plus considérable qu'il n'en a fait jusqu'alors.

Pour la solution de cette question de quantité, on doit considérer, d'une part, l'exploitation effectivement réalisée à ce jour dans l'un et l'autre territoire ; d'autre part, l'éventualité de la création, dans un avenir assez peu éloigné, de nouveaux établissements, entraînant l'exploitation d'une quantité d'eau plus considérable.

3^o L'absence des paragraphes, 4, 5 et 6 de l'article II, incorporés par la suite.

Dans son premier rapport, M. Von Bar pose le principe que, si un Etat peut, en général, établir sur son terri-

toire toutes les constructions qui lui paraissent convenables, il lui est interdit d'apporter, en quelque endroit que ce soit, des transformations essentielles au territoire d'un autre Etat, sans avoir obtenu, au préalable, le consentement de cet Etat. Par conséquent, un Etat ne peut, par des travaux exécutés sur son territoire, modifier ou altérer le caractère du cours d'eau dans le territoire d'un autre Etat, les cours d'eau faisant partie intégrante de ce territoire.

C'est dans ce principe que résident les thèses établies par M. Von Bar, dans l'article I^{er} et l'article II, § 1, de son projet initial de règlement.

Le rapporteur examine ensuite la nature des divers actes qui, accomplis dans un territoire, peuvent modifier profondément le caractère d'un cours d'eau traversant les territoires de plusieurs Etats, et il exprime l'avis que l'on devrait tenir compte, aussi bien de l'usage que l'on fait de l'eau, que de l'usage que, probablement, l'on pourrait en faire dans les territoires des Etats intéressés, les titres de droit valables entre eux en droit international, et notamment le titre résultant de l'usage pendant un temps immémorial, devant, naturellement, être respectés, la possession et l'usage de longtemps constituant, au même titre que la coutume, en droit international, comme en droit interne, une source du Droit.

Ceci est formulé dans l'article II, § 2 et § 3 du projet initial de règlement.

Poussant toujours plus loin sa remarquable étude, M. Von Bar, s'appuyant sur les stipulations du traité conclu en 1908 entre les Etats-Unis et le Canada, propose, dans le paragraphe 4 (article II) de son premier projet, de recommander aux Etats d'instituer des Commissions permanentes qui, éventuellement, donneraient des avis ou prononceraient des décisions. En cas de désaccord, le litige pourrait naturellement être soumis à l'arbitrage. Les dispositions du traité précité ne s'appliquant qu'aux cours d'eau séparant les territoires des deux Etats, M. Von Bar en étend la force réglementaire aux cours d'eau traversant successivement le territoire de plusieurs Etats. L'institution de ces Commissions, organismes consultatifs ou juridictions, est basée

sur cette idée que les règles proposées ne sont que des indications pouvant conduire à une solution juste et équitable des problèmes qui se posent, en fait, mais que par ailleurs, il semble difficile, sinon impossible, de limiter avec plus de précision, les droits et les devoirs des Etats intéressés.

Les observations présentées

MM. Engelhardt, Harburger, Kaufmann, Meurer, Oppenheim, Politis, Albéric Rolin et Vesnitch, ont présenté diverses observations sur le premier projet de M. Von Bar.

Observations de M. Engelhardt. — Dans un préambule qu'il propose, M. Engelhardt désire marquer, nettement, le caractère de la nouvelle réglementation, en la représentant comme le complément, ou la suite, de celle que le Droit public européen a déjà consacrée, par le Congrès de Vienne, relativement à la navigation des fleuves internationaux. Il précise, fort justement, l'interdépendance des Etats, et il pense qu'il convient d'adopter une formule générale comprenant toutes les entreprises industrielles sujettes à un contrôle réciproque entre Etats riverains.

M. Engelhardt a donné à ses observations la forme du dispositif conventionnel suivant :

Article premier. — Sur les cours d'eau qui séparent ou traversent plusieurs Etats, chaque Etat riverain s'engage à s'abstenir d'entreprendre ou d'autoriser, sans l'adhésion préalable de ses coriverains, des ouvrages et établissements industriels de nature à causer un préjudice à ceux-ci.

Art. 2. — Sont considérés notamment comme nécessitant une entente entre coriverains, tout ouvrage ou établissement pouvant modifier sensiblement le régime normal des eaux communes, qu'il s'agisse du cours même de ces eaux, de leur direction et de leur partage, ou de leur volume et de leur composition.

Art. 3. — Afin d'assurer le contrôle réciproque prévu dans l'article premier ci-dessus, les dits Etats riverains constitueront une Commission technique, dont ils prendront l'avis, suivant les circonstances, et qui aura à se rendre compte de l'exploitation industrielle du cours d'eau, par des explorations périodiques.

Art. 4. — Dans le cas où un accord direct n'aura pas pu s'établir entre les intéressés, l'arbitrage en décidera.

M. Engelhardt ne propose ainsi, en quelque sorte, que des règles de procédure, et la forme de ses observations, constitue, à proprement parler, un contre projet.

Observations de M. Harburger. — Cet éminent jurisconsulte munichois, s'est donné la peine de faire de très utiles recherches dans diverses législations (1) concernant les cours d'eau traversant des propriétés contiguës et situées dans le territoire d'un même Etat. On trouve, dans ses observations, à peu près les mêmes règles de droit que celles recommandées par M. Von Bar, dans son projet initial.

Observations de M. Kaufmann. — Le point de départ des remarques très intéressantes de M. Kaufmann, est qu'il y a interdépendance des Etats riverains d'un même fleuve et des Etats que traverse le même fleuve. Il constate l'analogie existant entre la situation relative des Etats riverains d'un même cours d'eau, et celle des propriétaires d'immeubles contigus, en droit privé, mais il précise que cette situation, au point de vue de l'exploitation industrielle des eaux, n'est pas assimilable à celle concernant le droit de navigation, l'usage de l'eau pour la navigation étant inépuisable et, à cause de cela, pouvant être libre pour tout le monde.

M. Kaufmann est partisan du principe de l'usage égal pour les Etats riverains ; mais quand les cours d'eau traversent successivement le territoire de plusieurs Etats,

(1) Voir la loi prussienne du 28 février 1843 concernant les fleuves privés (en propriété privée) § § 13, 15, 37 ; Code civil du Royaume de Saxe de 1863, § 355 ; loi autrichienne du 30 mai 1863, § § 10, 11, 12 ; Codice civile del Regno d'Italia. art. 543, al., 2 ; loi du Royaume de Bavière du 23 mai 1907, art. 17, 42, 47, 50 ; Code civil de Zurich, § § 661, 663, 665, 668 et le nouveau Code civil suisse de 1883.

On peut aussi citer l'art. 644 du Code civil français et le Droit Romain, L. I. § 13 D, *de aqua et aquæ pluviae arcendæ* 39-3.

« *Isen sciendum est, transactionem superiori adversus inferiorem competere, ne aquam, quæ natura fluat, opere facto inhibeat per suum agrum decurrere, et inferiori adversus superiorem ne aliter aquam mittat, quam natura solet* ».

il est d'avis qu'on doit s'abstenir de poser des règles trop précises, en indiquant simplement que « les Etats sont obligés d'avoir, dans une juste mesure, des égards pour les intérêts des autres Etats », et en laissant le soin de décider aux Commissions permanentes mixtes, et à défaut, aux juridictions arbitrales obligatoires.

Etant donné l'importance des observations présentées par M. Kaufmann, ses propositions méritent d'être intégralement reproduites, non seulement parce qu'elles sont très complètes, mais aussi pour faciliter les développements ultérieurs.

PROPOSITIONS DE M. KAUFMANN

a) Règles générales concernant tous les cours d'eau et lacs internationaux.

I. Les Etats riverains sont obligés d'accommoder leurs intérêts respectifs à l'exploitation d'un cours d'eau ou lac de ce genre dans une juste mesure.

Ils doivent, autant que possible, s'entendre pour réaliser, par les usages à faire de ces eaux, le maximum d'avantages pour toute la contrée arrosée par un pareil cours d'eau ou lac.

II. Aucun Etat riverain n'a, sans le consentement des autres Etats riverains, le droit de refouler ou dériver d'un cours d'eau ou lac international navigable, de telles quantités d'eau que des entraves sérieuses seraient apportées à sa navigabilité.

III. Les Etats riverains sont obligés de se communiquer d'avance de pareilles mesures ou constructions, projetées dans leur territoire, concernant un cours d'eau ou lac international, qui pourraient affecter essentiellement les intérêts de l'autre Etat riverain (ou de ses habitants).

IV. 1^o Il est recommandé aux Etats riverains d'arriver à l'accommodement juste de leurs intérêts réciproques, par l'intermédiaire de Commissions riveraines internationales permanentes. Ces Commissions devraient être investies de la compétence nécessaire pour rendre des décisions administratives et de contrôle, et fonctionneraient éventuellement comme des Commissions arbitrales.

2^o Il est encore recommandé aux Etats riverains de convenir d'avance de l'arbitrage obligatoire, pour la solution de tous les conflits, concernant l'usage de ces eaux, qui ne peuvent être aplanis par l'intermédiaire d'une telle Commission riveraine internationale ou par leurs négociations diplomatiques directes.

V. Quant aux mesures prises ou à prendre, dans un Etat riverain, concernant un tel cours d'eau ou lac, les ressortissants (habitants) des autres Etats riverains auront pour faire valoir leurs droits dans cet Etat, les mêmes facilités que celles dont jouissent, dans des circonstances analogues, les ressortissants (habitants) de cet Etat, d'après sa législation.

b) *Règles spéciales pour les :*

I. *Cours d'eau et lacs qui forment la frontière entre plusieurs Etats.*

1^o Sauf dans le cas de droits spéciaux ou de circonstances particulières, les droits d'usage de l'eau sont égaux pour les deux Etats (et leurs habitants) situés sur les rives opposées d'un cours d'eau, et proportionnés à la longueur de leurs rives respectives (sinuosités non comprises), pour les différents Etats (et leurs habitants) situés sur les bords d'un lac.

2^o Aucun des Etats riverains ne doit, sans l'assentiment de la Commission riveraine internationale (éventuellement : de l'Etat situé sur l'autre rive du cours d'eau, ou bien des autres Etats situés sur les bords d'un lac) et en l'absence d'un titre juridique spécial et valable :

a) Apporter ou laisser apporter au cours d'eau (lac) par des particuliers, des sociétés, des communes, etc., des changements temporaires ou permanents qui élèvent ou abaissent essentiellement le niveau naturel, ou affectent essentiellement la direction ou le courant de l'eau du côté de l'autre Etat riverain.

b) Exploiter ou laisser exploiter l'eau d'une manière qui porte une grave atteinte aux justes intérêts (navigation, pêche, souillure des eaux, etc.) de l'autre Etat riverain (ou de ses habitants).

3^o En cas de conflit, l'ordre de prééminence, entre les différents usages possibles de l'eau, établi dans le traité des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, concernant les *Boundary Waters between the United States and Canada*, du 11 janvier 1909, article VIII, al. 3. chiffres 1-3 (auxquels il faudrait ajouter un chiffre 4, « usage pour la pêche. »)(1). peut, sans qu'il doive avoir une autorité absolue, donner une certaine norme de direction.

II. *Cours d'eau qui traversent successivement plusieurs Etats*

1^o Le point où un tel cours d'eau traverse la frontière commune, soit naturellement, soit depuis un temps immémorial, ne doit pas être changé par les établissements de l'un des Etats, sans l'assentiment de l'autre Etat.

2^o Il est interdit de modifier essentiellement et d'une manière nocive la composition chimique de l'eau coulant de l'Etat d'amont à

(1) Conservation de la beauté naturelle des eaux, et égards pour les intérêts économiques opposés en dépendant (par exemple : chute du Niagara, du Rhin, etc.)

l'Etat d'aval, par des déversements de matières salissantes (provenant de fabriques, etc.).

3^o L'Etat d'amont (et ses habitants) a le droit de refouler l'eau pour la construction de barrages et de réservoirs, et de divertir des quantités d'eau dans des buts d'irrigation, pour l'approvisionnement de canaux de navigation, pour l'exploitation des forces hydrauliques, etc. Faute de titres juridiques spéciaux, ce droit de l'Etat d'amont (et de ses habitants) ne peut pas être réduit à une fraction fixe de la totalité de l'eau, par une règle générale. Mais, dans tous les cas, ce droit de l'Etat amont (et de ses habitants) est limité par son (leur) devoir international d'avoir, dans une juste mesure, égard aux intérêts de l'Etat d'aval (et de ses habitants). S'il y a conflit concernant cette juste mesure d'égards, l'Etat d'amont doit, sur la demande de l'Etat d'aval, soumettre cette question à une décision arbitrale.

4^o Ni dans l'Etat d'amont, ni dans l'Etat d'aval, ne doivent, sans consentement réciproque, être faites des constructions qui pourraient augmenter le péril d'inondations dans l'autre Etat.

23 décembre 1910. Signé : KAUFMANN.

Observations de M. Meurer. — Tout d'abord, M. Meurer n'admet pas, comme principe dont pourraient s'inspirer les décisions des commissions et des arbitres, la thèse principale du projet de M. Von Bar, aux termes de laquelle le caractère essentiel d'utilisation du cours d'eau par des constructions faites dans un autre territoire, ne doit pas être changé ; il préfère donc éliminer cette question de principe, et ne poser que des règles spéciales.

Les règles concernant les cours d'eau formant frontière de deux Etats, ne diffèrent pas, au fond, des règles posées par M. Von Bar.

M. Meurer est d'avis, cependant, que « les forces motrices d'un fleuve limitant deux Pays, appartiennent à demi aux Etats riverains, qui jouissent des mêmes droits. »

En ce qui concerne un fleuve qui traverse plusieurs Pays, M. Meurer propose comme règle de droit, que :

« Les Etats supérieurs et inférieurs jouissent du même droit. S'il y a jusqu'à maintenant inégalité, le maintien du statu-quo ne peut pas être demandé ».

A ces textes, M. Meurer désirerait, enfin, voir adjoindre le suivant :

« Le lit d'un fleuve doit être entretenu par l'Etat supérieur pour éviter des dommages à l'Etat inférieur. Tout particulièrement, l'Etat supérieur a le devoir de refaire les fissures qui entraînent pour l'Etat de grandes pertes ».

Observations de M. Oppenheim. — Le professeur à l'Université de Cambridge, a simplement adhéré au projet de M. Von Bar, sans formuler la moindre critique et présenter aucun amendement.

Observations de M. Politis. — Les observations de ce grand jurisconsulte de droit international, qui se double de la qualité d'éminent Homme d'Etat, ne pouvaient manquer de présenter un intérêt réel. Ses suggestions sont, en effet, d'une grande importance.

M. Politis fait tout d'abord observer que la solution proposée doit valoir, quel que soit l'emplacement de la frontière, qu'elle soit placée sur le thalweg ou sur l'une des rives, le droit d'utilisation pour les deux Etats riverains devant être toujours le même.

M. Politis croit qu'il conviendrait de viser, dans la réglementation, non seulement le cas où le cours d'eau traverse deux Etats, mais aussi celui où il traverse successivement plusieurs Etats.

Il préférerait, comme M. Engelhardt, employer l'expression « sensiblement modifié » au lieu des mots « gravement modifié ».

Aux résolutions proposées par M. Von Bar, M. Politis désirerait en outre ajouter les suivantes :

Si l'exploitation industrielle du cours d'eau par le riverain supérieur (amont) rend le cours d'eau inutilisable au point de vue industriel sur le territoire des riverains inférieurs (aval), elle doit être interdite de manière qu'elle ne puisse avoir lieu, sans l'assentiment des riverains inférieurs.

Dans cette même hypothèse, le riverain inférieur ne pourrait utiliser le cours d'eau au point de vue industriel, sans entente avec le riverain supérieur ».

M. Politis considère ensuite comme nécessaire de concilier le droit de navigation et de pêche, avec l'utilisation industrielle. A cette fin, il propose d'ajouter :

Est interdite toute exploitation industrielle incompatible avec le libre passage des navires, dont la navigation était jusque-là, possible.

Les pertes qui, pour la pêche, résulteraient d'une exploitation industrielle, doivent être réparées. (indemnisées) ».

Observations de M. Alb. Rolin. — Elles portent spécialement sur des détails de terminologie.

M. Alb. Rolin, propose, notamment, de remplacer, dans l'art. II, § 2 du projet, les termes « toute modification » et « matières salissantes » respectivement par « toute altération nuisible » et « matières nuisibles », parce qu'il y a des fleuves dont l'eau n'est pas potable et dans lesquels la pêche n'est d'aucune importance.

Observations de M. Vesnitch. — Elles visent, comme les précédentes, le sens précis de diverses expressions utilisées par M. Von Bar.

Le deuxième projet de M. Von Bar

M. Von Bar avait déjà, dans son premier rapport, élargi le domaine de la question proposée par l'Institut de Droit International. Dans son nouveau projet, il propose de l'étendre encore davantage et d'employer, en ce qui concerne l'utilisation des eaux, les termes généraux : « au point de vue de leur exploitation » au lieu de « au point de vue de leurs forces motrices », parce que, dit-il, en dehors de l'exploitation industrielle, il y a l'exploitation pour un usage agricole ou forestier, ou pour alimenter les canaux ou les aqueducs d'une ville et que pour toutes ces exploitations, les principes doivent être les mêmes.

Après avoir rappelé le texte de son projet initial de règlement, et résumé son premier rapport, M. Von Bar expose et discute les observations présentées par ses collègues, et dont il a été fait ci-dessus l'analyse.

La critique ou la réfutation des propositions faites par ses collègues permet de resserrer toujours davantage l'étude de la question, et de préparer utilement la discussion du texte en séance plénière.

M. Von Bar remarque que M. Engelhardt ne propose en quelque sorte que des règles de procédure, les règles de droit dont s'inspireraient les avis des Commissions et les arbitrages faisant défaut. Il craint que l'Institut ne fasse pas œuvre très utile en adoptant les articles proposés par M. Engelhardt, parce que l'usage des Commissions communes dans les questions de technique est assez fréquent, et que les traités d'arbitrage sont en grand nombre. M. Von Bar ajoute, à ce sujet, que « l'exploitation d'un cours d'eau n'implique pas, en général, une question d'honneur ou d'intérêts vitaux ». Il est fort heureux que M. Von Bar ait réduit la portée de son affirmation, en introduisant dans sa phrase la locution « en général », parce que, pour certains Pays, l'exploitation de cours d'eau peut être, précisément, une question vitale.

Examinant les observations présentées par M. Kaufmann, M. Von Bar regrette de ne pas trouver, dans le texte proposé, une définition de la « juste mesure », les commissions et les arbitres ne pouvant, par conséquent, avoir aucune règle précise pour baser leurs décisions. M. Von Bar indique que M. Von Ullmann, donnant à la question une solution semblable à celle de M. Kaufmann, dit de s'en tenir au principe de l'équité.

Les propositions de M. Meurer paraissent inadmissibles à M. Von Bar. D'après lui, la conséquence du premier alinéa serait qu'un Etat en amont, possédant un vaste territoire, traversé, non seulement par le fleuve mentionné, mais aussi par des affluents nombreux de ce fleuve, en aurait seulement le même usage, que l'Etat situé en aval, ne possédant qu'un territoire minime, traversé par ce fleuve. L'application du second alinéa serait même très fâcheuse. S'il y avait, par exemple, dans l'un des territoires, depuis longtemps (mais non depuis un laps de temps immémorial), des installations absorbant plus de la moitié de l'eau, l'autre Etat pourrait exiger, sans avoir à présenter d'autre titre, la mise en inactivité, ou même la destruction partielle, sinon totale, de ces installations.

Enfin, M. Von Bar croit que le paragraphe concernant l'entretien du cours d'eau, ne rentre pas dans la question

traîtée. Il s'agit, en effet, d'après le rapporteur, de « l'usage » des cours d'eau et non du « devoir » de faire ou d'entretenir des ouvrages ou constructions (digues, canaux, etc.). Il ne croit pas qu'on puisse, en droit international, imposer à un Etat le devoir d'effectuer des ouvrages tels que les cours d'eau provenant de son territoire, et laissés dans leur état naturel, ne soient pas nuisibles au territoire d'un autre Etat. La charge serait lourde pour les petits Etats traversés par de nombreux cours d'eau, se prolongeant dans un autre territoire. Et M. Von Bar estime que cette question, posée par M. Meurer, mérite une étude spéciale et approfondie.

M. Von Bar reconnaît, dans son rapport, que les amendements proposés par M. Politis, s'ils étaient acceptés par l'Institut, modifieraient d'une façon profonde son projet.

Il ne peut donc admettre que les solutions proposées s'appliquent, indifféremment, suivant le tracé de la frontière (thalweg ou rive), et il précise que si le cours d'eau appartient entièrement à l'un des Etats riverains, il ne semble pas juste que cet Etat jouisse seulement de la moitié de l'utilisation. Selon M. Von Bar, il pourra faire usage de l'eau à son gré, parce qu'il possède, sur le cours d'eau le « *dominium eminens* », à la condition qu'il ne change pas le caractère utilisable du fleuve, d'une manière préjudiciable à l'autre Etat. (par exemple, si le fleuve a été jusque là navigable, l'Etat, par des installations nouvelles, ne peut en détruire la navigabilité).

M. Von Bar accepte, sans la croire nécessaire, la proposition de M. Politis, tendant à préciser que le règlement s'applique aux cours d'eau traversant successivement le territoire de « plusieurs Etats », alors que son texte ne parle que de « deux » Etats. La façon de voir de M. Politis paraît la plus logique.

Quant à la substitution des mots « sensiblement modifié » aux mots « gravement modifié », M. Von Bar n'est pas partisan de son adoption. Il affirme que des modifications du cours d'eau qui ne sont pas graves, n'altèrent pas essentiellement son caractère, et que des modifications qui ne sont pas sensibles ne peuvent pas donner lieu à des

différends entre les Etats intéressés. Il croit que l'Etat en aval doit tolérer des modifications même sensibles, qui ne sont pas graves. Sinon, l'Etat en amont serait empêché de faire un usage quelconque plus étendu que celui qu'il en a fait auparavant, quoique l'usage nouveau ne soit aucunement nuisible à l'Etat situé à l'aval. D'autre part, un usage qui n'est pas « sensible » n'a aucune signification ; dans la pratique, on n'y a pas égard.

On peut, semble-t-il, s'associer ici à la thèse soutenue par M. Von Bar. Dans une certaine mesure, elle tient compte de la souveraineté de l'Etat amont, bien qu'on ne puisse, en notre matière, abandonner le principe essentiel de l'interdépendance des Etats.

M. Von Bar trouve superflues les résolutions que M. Politis propose, relativement à l'exploitation industrielle des cours d'eau : le caractère essentiel du cours d'eau serait, en effet, altéré si, jusque là utilisable pour des constructions industrielles, il devenait inutilisable.

Les amendements de M. Politis, tendant à concilier les droits de navigation et de pêche, avec l'utilisation industrielle, font l'objet d'une critique sérieuse. M. Von Bar trouve au premier un double sens. Il peut signifier, d'abord, que, sans l'assentiment des autres Etats, dont il traverse les territoires, le cours d'eau dans lequel la navigation jusque là était possible, ne doit pas être altéré par une construction, faite dans le territoire d'un Etat en amont, pouvant rendre la navigation impossible dans les Etats situés à l'aval. Interprété dans ce sens, l'amendement est superflu, le caractère essentiel du cours d'eau subissant une altération incontestable. Le deuxième sens serait qu'un Etat en aval et même d'autres Etats non riverains, pourraient protester, si la navigation jusque là possible, était rendue impossible dans un Etat en amont, par des industries établies dans l'Etat en aval. D'après cette interprétation, l'amendement contiendrait la sanction d'un principe qui, en 1910, n'était pas indubitablement reconnu (Il l'a été, depuis, par l'article 10 de la Convention de Barcelone du 20 Avril 1921).

M. Von Bar propose donc d'ajouter au texte de M. Politis : « Le droit de navigation, en vertu d'un titre reconnu en droit international, ne peut pas être violé par un usage quelconque ». Dans son rapport, M. Von Bar est bien d'avis que le droit de navigation doit être réservé, et que cela s'entend de soi, mais seulement quand ce droit existe en droit international. Ce titre faisant défaut, l'Etat en amont, en tant que le fleuve traverse son territoire, pourra, par des installations faites sur son sol, restreindre ou même arrêter la navigation, pourvu que le fleuve conserve la navigabilité dans le territoire en aval.

Quant à l'amendement concernant la pêche, M. Von Bar y fait la même objection. A son avis, l'Etat en amont a le droit de faire des constructions qui nécessitent une quantité d'eau considérable, et l'Etat en aval ne peut s'en plaindre, si la pêche dans son territoire est en quelque sorte amoindrie, pourvu que le caractère utilisable du fleuve ne soit pas altéré essentiellement, les titres d'un droit de pêche spécial, valables en droit international, cela va de soi, étant réservés.

Les observations de M. Albéric Rolin sont rapidement examinées par M. Von Bar, qui indique, dans son rapport, qu'il n'y a pas de raison de défendre des souillures qui ne sont pas nuisibles, ces souillures pouvant d'ailleurs disparaître complètement, suivant le volume d'eau déversé par les affluents, avant que le cours d'eau principal pénètre dans le territoire aval.

Comme conclusion de son deuxième rapport, M. Von Bar présente un projet de règlement remanié, qu'il fait précéder d'un préambule, celui de M. Engelhardt, modifié sur deux points, parce que, tout d'abord, M. Von Bar considère comme douteuse l'analogie des réglementations concernant la navigation d'une part, et les autres formes d'exploitation des eaux, d'autre part ; ensuite, parce qu'il estime que les règles posées existent déjà et doivent être seulement constatées et reconnues, alors que, selon M. Engelhardt, les thèses proposées paraissent seulement désirables et jusque là non existantes (exception faite, naturellement, de l'institution des commissions).

Dans le texte de son deuxième rapport, M. Von Bar tient compte de diverses observations présentées par ses collègues. Il a, ainsi, substitué partout le mot « peut » au mot « doit » (M. Alb. Rolin). Il a rendu ses règles applicables au cas où un cours d'eau traverse successivement le territoire de plus de deux Etats (M. Politis). Il est parlé maintenant de « matières nuisibles » et d'« altération nuisible » (M. Alb. Rolin).

Enfin, M. Von Bar a inséré, dans son nouveau texte, des paragraphes relatifs au droit de navigation, au danger d'inondations, au cas d'un lac d'où s'écoulent des cours d'eau.

C'est donc un projet, déjà amélioré, qui a été soumis à l'examen des membres de l'Institut de Droit International, en Avril 1911, à Madrid.

La discussion en séance plénière

A cette discussion prirent part de savants jurisconsultes du Droit International ; il importe, sans s'arrêter aux détails, d'en retracer les grandes lignes, parce que ces débats, les premiers sur la matière, ont rendu plus facile l'élaboration des réglementations subséquentes, et ils permettront, dans la présente étude, d'abrégier la critique des textes qui seront cités plus loin. Les diverses interventions présentent un réel intérêt, et montrent toute la prudence dont il faut faire preuve, autant que toute la précision qui est nécessaire, quand on doit fixer des règles de droit international, relatives à des thèses nouvelles, nées du développement de la civilisation moderne.

En séance, on a d'abord procédé à la discussion générale du projet.

Sur une observation de M. Strisower, déclarant qu'il ne lui paraît pas possible d'user des eaux sans léser les droits de l'Etat en aval, que le motif théorique invoqué par M. Von Bar est la souveraineté nationale, et qu'on ne peut pas dire qu'un Etat change le territoire d'un autre Etat, en n'y laissant pas entrer les eaux d'une rivière com-

mune, M. Von Bar est amené à préciser que l'Etat en amont doit laisser l'eau s'écouler librement, sauf à en retenir et prélever une partie en cas d'établissements existants. C'est un privilège pour l'Etat dont l'industrie est avancée, et un danger pour celui dont l'industrie est seulement en voie de développement. M. Von Bar estime, en outre, « qu'il faut se borner à poser comme règles générales, le respect de l'équité et le maintien des droits acquis », et il s'oppose à ce que la distribution de l'eau entre les Etats, ait lieu suivant une base matérielle.

Au grief que lui fait M. Strisower de n'avoir égard qu'à l'avenir immédiat d'un Etat, dont l'industrie n'est pas encore développée, M. Von Bar croit devoir répondre que les vivants, seuls, ont des droits, et que l'on ne peut pas prévoir un avenir de plusieurs siècles, et il ajoute qu'un Etat n'a pas le droit de changer complètement le caractère d'un fleuve qui traverse un autre territoire. « Il y a là, dit-il, une sorte d'interdépendance des Etats, créée par la nature, et d'où résulte le Droit. Il importe surtout d'apprécier avec exactitude les limites de la souveraineté absolue. ». On pourrait considérer que cette expression « souveraineté absolue », contient un pléonasme ; on pourrait, également, supposer qu'il existe un paradoxe dans cette dernière phrase si, par la phrase précédente, M. Von Bar n'expliquait pas que « l'interdépendance » des Etats doit permettre de fixer les « limites de la souveraineté absolue ».

M. Politis considère un point comme certain : la matière traitée se rattache au régime général des fleuves et cours d'eau établi par le traité de Vienne. « A de mêmes idées correspondent des applications identiques, affirme-t-il ». Il désirerait, pour l'utilisation industrielle des eaux, voir appliquer le principe déjà posé par le traité, et il est d'accord sur ce point, avec MM. Kaufmann et Engelhardt.

M. Strisower intervient pour indiquer qu'un point lui paraît acquis : c'est qu'il ne s'agit pas d'une simple conséquence du respect réciproque des Etats, mais de relations de bon voisinage, et, critiquant les observations de M. Politis, il déclare, fort justement, que l'utilisation

industrielle de l'eau diffère de la navigation par sa nature, et qu'on ne saurait, par conséquent, lui appliquer les mêmes règles.

M. Von Bar fait remarquer que sa pensée paraît mal interprétée. Son projet n'est pas fondé sur une simple complaisance, sur des relations « de bon voisinage » comme dit M. Strisower, mais sur un droit de voisinage, « car les voisins ont entre eux des droits ». D'autre part, il déclare, d'accord en cela avec M. Strisower, qu'il n'a pas appuyé sa théorie sur les règles internationales admises en matière fluviale ; elle a son point de départ dans ce qui est qualifié « d'interdépendance des Etats », par M. Kaufmann.

La discussion générale est close sur une observation fort judicieuse de M. Politis : « Je tiens à faire remarquer que je n'ai pas entendu rattacher l'utilisation industrielle des eaux à la navigation. J'ai seulement dit que leur réglementation procédait d'une idée commune » .

La discussion des articles est également fertile en interventions.

Le Président donne lecture de l'article 1^{er}, et M. Strisower intervient pour déclarer qu'il ne se croit pas suffisamment éclairé, au point de vue technique. Adoptant et élargissant cette idée, nous soutiendrons que pour traiter de pareilles questions, la collaboration d'ingénieurs et de juristes peut, et doit donner, les plus heureux résultats. M. Strisower fournit, par ailleurs, à M. Von Bar, l'occasion de préciser que le mot territoire comprend aussi bien la terre ferme que le lit des cours d'eau.

M. Dupuis suggère une règle tendant à faire précéder tous les travaux à effectuer d'une enquête internationale pour éviter, croit-il, bien des difficultés. Il lui semble en outre, que l'on pourrait substituer aux mots « forme la frontière de deux Etats » les mots « forme la frontière ou traverse le territoire de deux ou de plusieurs Etats ».

M. Von Bar croit que ce changement de rédaction est inutile, parce que le premier alinéa de l'article II, précise ce point.

D'un autre côté, pour donner des apaisements à MM. Weiss et Albéric Rolin, qui estiment qu'un Etat, même

propriétaire de toute l'eau, ne peut pas en faire tout ce qu'il veut, le premier alinéa de l'article I est adopté en substitution « changements préjudiciables au territoire de l'autre » au mot « rive » au mot « territoire », dans l'expression « Etat ».

La discussion du deuxième alinéa offre à M. Strisower l'occasion de présenter un amendement ainsi conçu :

Sauf dans ce cas de droits spéciaux, chacun des Etats situés sur les rives opposées d'un cours d'eau, a le droit d'exploiter ou de faire exploiter la moitié de son eau ».

M. Von Bar l'accepterait comme additif à son propre texte. M. Albéric Rolin s'y associerait également, sinon dans la forme, du moins dans le fond. Mais MM. Dupuis et Politis en discutent l'utilité, et les observations de M. Politis, conduisent M. A. Rolin à retirer la rédaction qu'il avait proposée pour l'amendement. De son côté, M. Von Bar, s'appuyant sur deux textes de Droit ancien : « De minimis non curat prætor » et « Malitiis non est indulgentum », doute qu'il soit préférable d'admettre l'addition de M. Strisower, et il propose l'adoption pure et simple de son texte.

D'autre part, aucun des Etats ne peut, sur son territoire, exploiter ou laisser exploiter l'eau d'une manière qui porte une atteinte grave à son exploitation par l'autre Etat ».

Il en est ainsi décidé.

Le troisième alinéa de l'article I, relatif aux lacs, est adopté avec la modification suivante : « les dispositions qui précèdent » remplacent « les dispositions de l'alinéa précédent ».

Le premier alinéa de l'article II est également adopté après quelques brèves observations, notamment celle de M. Errera, qui fait remplacer l'expression « frontière commune » par « frontière de deux Etats », pour faire disparaître ce qu'il considère, à juste titre, comme un pléonasme. Il est difficile, en effet, d'imaginer, entre deux Etats contigus, une frontière qui ne soit pas commune.

Dans la discussion du deuxième alinéa de l'article II : « Toute altération nuisible de l'eau, tout déversement de

matières nuisibles.... est également interdit », M. Errera intervient à nouveau pour faire supprimer le mot « également. » .

L'adoption du troisième alinéa de l'article II est plus laborieuse. Le texte proposé est cependant voté, malgré des observations nombreuses, et pour la plupart fort pertinentes.

M. Strisower, notamment, considère les principes énoncés comme injustes :

« On sacrifie, dit-il, l'Etat dont l'industrie n'est pas encore développée à un moment donné, et dont, par conséquent, les ressortissants ne possèdent pas encore, ni ne peuvent créer dans un avenir prochain, des établissements d'exploitation de l'eau pareils à ceux de l'Etat qui possède ces avantages. Il ne faut pas envisager seulement un avenir prochain, mais tout le développement possible auquel l'Etat en amont est le plus apte à raison de ses facultés naturelles ».

Son but serait de répartir l'eau proportionnellement, suivant les conditions naturelles et géographiques, et sans avoir égard aux constructions existantes.

M. Errera précise que la houille blanche ne se consume pas, la consommation de l'eau, quant à sa force motrice, étant négligeable. Il en est autrement, ajoute-t-il, de l'eau utilisée pour les teintureries, car elle est dénaturée par les produits chimiques employés. M. Errera croit, au surplus, que là où les intérêts de l'agriculture sont en jeu, ceux de l'industrie deviennent secondaires, les besoins de l'irrigation étant surtout importants là où il n'existe pas de chutes d'eau ; et il conclut : « la Nature a départi l'utilisation de l'eau, soit comme force, soit comme matière ». Ce point de vue est soutenu aussi bien par M. Von Bar que par M. Ed. Rolin.

Nous ne le partageons pas. La pratique permet de se rendre un compte exact de la gravité des difficultés qui naissent, quand il s'agit de concilier les intérêts de l'agriculture et ceux de l'industrie. Il n'est pas, à notre connaissance, un seul aménagement de chute qui ne se soit heurté à ces difficultés. On se sert de l'eau pour l'irrigation, aussi bien à 2.000 mètres d'altitude qu'au niveau de

la mer. Et les représentants de la France ne pouvaient pas ignorer, en 1911, les agissements fort gênants pour le développement de l'industrie nationale, des « barreaux de chute ».

La discussion de l'Institut, sur ce point, est d'ailleurs assez confuse. Malgré l'affirmation de leur accord, sur la définition du caractère essentiel utilisable de l'eau, M. Von Bar et M. Ed. Rolin s'exprimèrent de façons divergentes. Le premier dit que l'Etat en amont ne doit pas rendre la même quantité d'eau, tandis que le second envisage la constance du débit et de la vitesse de l'eau.

Malgré cette discussion, le paragraphe est adopté sans modifications, donc sans que le sens du texte soit plus clairement indiqué.

Pour préciser qu'il n'est pas nécessaire que la masse d'eau reste toujours la même, M. Von Bar propose deux alinéas, qui sont rejetés sur intervention de M. Politis. Ce dernier estime générale et suffisante, la règle posée par le troisième alinéa qui vient d'être voté.

L'amendement relatif au droit de navigation soutenu par MM. Politis et Strisower est adopté.

De même sont adoptés, sans débats, les paragraphes concernant le danger d'inondation, les lacs d'où s'échappent des cours d'eau internationaux, et enfin, l'institution des Commissions.

Le vote définitif

L'ensemble du projet, tel qu'il est reproduit au paragraphe premier du présent chapitre, est mis aux voix par appel nominal, et adopté.

Le préambule proposé par M. Engelhardt est inséré au procès-verbal, mais non soumis au vote. Il constitue, en quelque sorte, un exposé des motifs.

En voici le texte. :

« Les Etats riverains d'un même cours d'eau sont, les uns vis-à-vis des autres, dans une dépendance physique permanente qui exclut l'idée d'une entière autonomie de chacun d'eux sur la section de la voie naturelle relevant de sa souveraineté.

Le Droit international s'étant déjà occupé du droit de navigation quant aux fleuves internationaux, l'exploitation de l'eau à usage de l'industrie, de l'agriculture, etc., est restée en dehors des prévisions de ce droit.

Il paraît donc opportun de combler cette lacune, en constatant les règles de droit qui découlent de l'interdépendance incontestablement existant entre Etats riverains du même cours d'eau et entre Etats dont les territoires sont traversés par le même cours d'eau.

Le droit de navigation, en tant qu'il est réglé déjà, ou sera réglé en Droit International, restant réservé :

L'Institut de Droit international est d'avis que les règles suivantes doivent être observées au point de vue de l'exploitation (quelconque) des cours d'eau internationaux ».

(Suivent les règles adoptées).

Ce préambule contient donc des considérations générales, sur lesquelles on peut ne pas être d'accord, mais qui éclairent utilement un sujet présentant une importance toujours plus grande.

CHAPITRE IV

Le Traité de Versailles et les Textes d'après-guerre

L'état de la question après les hostilités

Si l'on comprend sans peine que l'exploitation industrielle des cours d'eau formant la frontière de deux États, ou traversant le territoire de plusieurs États, n'ait été réglée avant la guerre, que par quelques conventions particulières, on s'explique moins aisément le peu d'importance qui a été attribué à cette question après la guerre mondiale. Le Traité de Versailles et les traités subséquents n'y font, en effet, qu'une allusion indirecte, voire imprécise, dans quelques articles isolés.

Pourtant, les rédacteurs de ces traités, ne pouvaient pas ignorer la situation difficile qui, avait été créée par la guerre aux États manquant de charbon, et ce fait aurait dû, semble-t-il, les inciter à faire une place plus grande aux cours d'eau internationaux, dont certains constituent,

au point de vue de la houille blanche, une puissance économique formidable.

Mais, peut-être, n'a-t-on pas voulu encombrer par des détails d'une réglementation trop spéciale, portant sur une matière trop nouvelle, des œuvres aussi majestueuses que laborieuses.

Si cette explication est la bonne et la vraie, on peut l'accepter volontiers, mais pour regretter, aussitôt, le peu de chemin qui a été parcouru depuis la signature des traités, probablement à cause de leur insuffisance, de leur laconisme, sur des situations internationales qui méritaient, à notre avis, plus de considération.

Avant même la fin de la guerre mondiale, la Russie et l'Allemagne avaient eu l'occasion de poser les bases d'un accord relatif à l'exploitation industrielle de la Norova, fleuve qui traverse la Russie et l'Esthonie et se jette dans la Baltique, en y déversant les eaux du lac Péïpous. L'article 9 du Traité de Berlin du 27 Août 1918 dit, en effet : « Les forces hydrauliques de la Norova seront utilisées, autant que possible, également pour pourvoir d'électricité le gouvernement de Pétersbourg, selon un accord particulier qui sera conclu à ce sujet. »

Ce texte n'est pas plus précis que ceux qui vont être examinés par la suite.

Le Traité de Versailles

Ce traité, signé le 29 Juin 1919, contient certaines dispositions, concernant l'exploitation industrielle des cours d'eau internationaux, notamment dans les articles 336 et 337, dont voici le texte :

« Art. 336. — A défaut d'une organisation spéciale relative à l'exécution des travaux d'entretien et d'amélioration de la partie internationale d'un réseau navigable, chaque Etat riverain sera tenu de prendre, dans la mesure convenable, les dispositions nécessaires à l'effet d'écarter tous obstacles ou dangers pour la navigation, et d'assurer le maintien de la navigation dans de bonnes conditions.

Si un Etat néglige de se conformer à cette obligation, tout Etat riverain ou représenté à la Commission internationale, s'il y en a une, pourra en appeler à la juridiction instituée, à cet effet, par la Société des Nations.

Art. 337. — Il sera procédé de la même manière, dans le cas où un Etat riverain entreprendrait des travaux de nature à porter atteinte à la navigation dans la partie internationale. La juridiction visée à l'article précédent pourra prescrire la suspension ou la suppression de ces travaux, en tenant compte, dans ses décisions, des droits relatifs à l'irrigation, à la force hydraulique, aux pêcheries et aux autres intérêts nationaux, qui, en cas d'accord, de tous les Etats riverains ou de tous les Etats représentés à la Commission internationale, s'il en existe une, auront la priorité sur les besoins de la navigation.

Le recours à la juridiction de la Société des Nations ne sera pas suspensif ».

L'article 338 spécifie que ce régime sera remplacé par celui qui sera institué par une Convention générale à établir, relativement aux voies navigables de caractère international et notamment : à l'Elbe (Labe), depuis le confluent de la Vltava (Moldau), et la Vltava (Moldau), depuis Prague ; à l'Oder (Odra), depuis le confluent de l'Oppa ; au Niemen (Russstrom-Nemel-Niemen), depuis Grodno, et au Danube, depuis Ulm, réseaux fluviaux qui ont été déclarés internationaux, par l'article 331 du traité.

Le Rhin a fait l'objet des dispositions spéciales de l'article 358, dont voici les termes :

« Art. 358. — Moyennant l'obligation de se conformer aux stipulations de la Convention de Mannheim, ou de celle qui lui sera substituée, ainsi qu'aux stipulations du présent traité. La France aura, sur tout le cours du Rhin, compris entre les points limites de ses frontières :

a) Le droit de prélever l'eau sur le débit du Rhin, pour l'alimentation des canaux de navigation et d'irrigation construits ou à construire, ou pour tout autre but, ainsi que d'exécuter sur la rive allemande tous les travaux nécessaires pour l'exercice de ce droit.

b) Le droit exclusif à l'énergie produite par l'aménagement du fleuve, sous réserve du paiement à l'Allemagne de la moitié de la valeur de l'énergie effectivement produite ; ce paiement sera effectué, soit en argent, soit en énergie, et le montant calculé, en tenant compte du coût des travaux nécessaires pour la production de l'énergie, en sera déterminé, à défaut d'accord, par voie d'arbitrage. A cet effet, la France aura seule le droit d'exécuter, dans cette partie du fleuve, tous les travaux d'aménagement de barrages ou autres qu'elle jugera utiles pour la production de l'énergie. Le droit de prélever l'eau sur le débit du Rhin est reconnu de même à la

Belgique, pour l'alimentation de la voie navigable Rhin-Meuse prévue ci-dessous.

L'exercice des droits mentionnés dans les paragraphes *a)* et *b)* au présent article, ne devra ni nuire à la navigabilité, ni réduire les facilités de la navigation, soit dans le lit du Rhin, soit dans les dérivations qui y seraient substituées, ni entraîner une augmentation des taxes perçues jusqu'alors, par application de la Convention en vigueur. Tous les projets de travaux seront communiqués à la Commission centrale, pour lui permettre de s'assurer que ces conditions sont remplies.

Pour assurer la bonne et loyale exécution des dispositions contenues dans les paragraphes *a)* et *b)* ci-dessus, l'Allemagne :

1^o S'interdit d'entreprendre ou d'autoriser la construction d'aucun canal latéral, ni d'aucune dérivation sur la rive droite du fleuve vis-à-vis des frontières françaises.

2^o Reconnaît à la France le droit d'appui et de passage sur tous les terrains situés sur la rive droite qui seront nécessaires aux études, à l'établissement et à l'exploitation des barrages que la France, avec l'adhésion de la Commission centrale, pourra ultérieurement décider de construire. En conformité de cette adhésion, la France aura qualité pour déterminer et délimiter les emplacements nécessaires, et pourra occuper les terrains à l'expiration d'un délai de deux mois après simple notification, moyennant le paiement par elle à l'Allemagne, d'indemnités, dont le montant global sera fixé par la Commission centrale. Il appartiendra à l'Allemagne d'indemniser les propriétaires des fonds grevés de ces servitudes ou définitivement occupés par les travaux.

Si la Suisse en fait la demande, et si la Commission centrale y donne son approbation, les mêmes droits lui seront accordés pour la partie du fleuve formant sa frontière avec les autres Etats riverains ;

3^o Remettra au Gouvernement français, dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent Traité, tous plans, études, projets de concessions et cahiers des charges, concernant l'aménagement du Rhin pour quelque usage que ce soit, établis ou reçus par le Gouvernement d'Alsace-Lorraine ou par celui du Grand-Duché de Bade ».

Ce texte est incontestablement le plus complet et le plus détaillé de ceux qui, dans les traités d'après-guerre, ont été consacrés à la réglementation des forces hydrauliques internationales. C'est pour cela qu'il nous a paru préférable de le reproduire intégralement, plutôt que d'en donner une analyse sommaire, dont l'insuffisance aurait pu dénaturer l'esprit des dispositions arrêtées.

On aura, d'ailleurs, l'occasion de se reporter à cet article, quand il sera traité plus loin de son application pratique aux grandioses travaux récemment exécutés à Kembs.

Au surplus, l'article 358 est complété par le suivant, qui apporte, en quelque sorte, une restriction aux principes posés :

« Art. 359. — Dans les sections du Rhin formant frontière entre la France et l'Allemagne, et sous réserve des stipulations qui précèdent, aucun travail dans le lit ou sur l'une ou l'autre berge ne pourra être exécuté sans l'approbation préalable de la Commission centrale ou de ses délégués ».

Au sujet de l'élaboration de ces articles 358 et 359, il convient de préciser que le 11 Mai 1919, le Gouvernement helvétique a fait présenter à la Conférence de la Paix de Paris, certaines observations relatives au régime de la navigation sur le Rhin. Il s'agissait du problème de l'aménagement du Haut-Rhin, entre Huningue et Strasbourg. La Suisse désirait, naturellement, que soit maintenue la navigabilité du cours d'eau dans cette zone. C'est, en effet, pour cette Nation, une question essentielle, sinon vitale, et elle craignait que l'utilisation des forces hydrauliques du Haut-Rhin, par la France, ne lésât ses intérêts immédiats. C'est pour cela que le règlement de cette question a été soumis par le Traité de Paix à la Commission Centrale du Rhin.

Ceci précisé, la lecture de l'article 358 suggère quelques observations et soulève quelques critiques.

On remarque, tout d'abord, que le Rhin est soumis à un régime très spécial. L'Allemagne vaincue, a dû subir la loi du vainqueur. La France, seule, a le droit d'utiliser les forces hydrauliques du Rhin. Est-ce vraiment un avantage ? On peut en douter, si l'on songe au montant formidable des capitaux à investir, et de la réserve faite en faveur de l'Allemagne de lui payer la moitié de la valeur de l'énergie effectivement produite.

En somme, la Nation que l'on croyait désavantager, n'est-elle pas, au contraire, favorisée ?

Libérée des inconvénients d'aménagements très coûteux, elle en retire des profits qui sont certainement hors de proportion, avec les servitudes qui lui sont imposées.

Pourquoi ne pas avoir laissé, à chacun des Etats riverains, sous certaines réserves, la possibilité d'un aménagement rationnel qui peut exiger des travaux et des installations aussi bien sur le territoire d'un Etat que sur le territoire de l'autre ? Mais nous touchons là une question qui sera développée, quand nous parlerons du règlement des différends, et à laquelle il sera fait allusion au sujet du barrage de Kembs. Les difficultés de toute nature qui ont surgi, et les hésitations dont on a fait preuve, avant la réalisation de cette belle œuvre, viennent, dans une certaine mesure, étayer notre thèse.

Devant la puissance des moyens de destruction modernes, la possession des têtes de pont ne peut suffire pour protéger un territoire ; de même, le droit d'appui d'un barrage sur la rive opposée d'un fleuve frontière ne peut permettre l'aménagement rationnel et économique des eaux, au point de vue de ses forces motrices.

Tel est, semble-t-il, le sens de la principale critique qui puisse être faite à l'article 358 du traité de Versailles : le droit exclusif à l'énergie produite serait très intéressant pour la France, si des restrictions trop précises, entraînant des charges trop lourdes, n'en diminuaient la valeur.

Les traités et les conventions subséquents

Les Traités de Paix de Saint-Germain, du 10 Septembre 1919, avec l'Autriche (art. 298), de Neuilly, du 27 Novembre 1919, avec la Bulgarie (art. 226) et de Trianon, du 4 Juin 1920, avec la Hongrie (art. 282), reproduisent les termes de l'article 337, du Traité de Versailles.

L'article 309, du traité de Saint-Germain, et l'article 292 du Traité de Trianon, stipulent, en outre, que :

« A moins de dispositions contraires, lorsque, par suite du tracé d'une nouvelle frontière, le régime des eaux (canalisations), inondations, irrigations, drainage ou questions analogues) dans un Etat

dépend de travaux exécutés sur le territoire d'un autre Etat, ou lorsqu'il est fait emploi sur le territoire d'un Etat en vertu d'usages antérieurs à la guerre, des eaux ou de l'énergie hydraulique nées sur le territoire d'un autre Etat, il doit être établi une entente entre les Etats intéressés, de nature à sauvegarder les intérêts et les droits acquis par chacun d'eux, et que, à défaut d'accord, il sera statué par un arbitre désigné par le Conseil de la Société des Nations ».

Si, dans le premier paragraphe de ce texte, on avait complété la phrase : « lorsque.... le régime des eaux.... dépend de travaux exécutés », par l'expression « ou à exécuter », il semble que la rédaction aurait été plus heureuse et plus complète, malgré sa généralité.

Peut-être, les rédacteurs des traités, ont-ils cru suffisante la formule de l'article 337 du Traité de Versailles, reproduite par les autres traités cités. Cela ne paraît guère possible, puisque cet article ne s'applique qu'aux travaux pouvant porter atteinte à la navigation. Il est pourtant des rivières ou des ruisseaux, (non navigables), qui sont très intéressants au point de vue de leurs forces motrices, dont l'aménagement, par l'Etat supérieur, peut aller à l'encontre des « intérêts et des droits acquis » par l'Etat en aval.

Pourquoi donc ne pas prévoir cette situation dans le texte même des traités ? On verra, plus loin, qu'une convention spéciale est intervenue, en 1923, mais une précision préalable n'aurait pas été superflue, la Convention, elle-même, n'en aurait eu que plus de force.

Les dispositions insérées dans les articles 309 du traité de Saint-Germain, et 292 du traité de Trianon, ont été reproduites dans l'article 363, du traité de paix de Sèvres, du 10 Août 1920, avec la Turquie, et dans l'article 109 du traité de paix de Lausanne, du 24 Juillet 1923, substitué à celui de Sèvres.

En dehors des grands traités de paix d'après-guerre, l'article 2, n°4, du traité de paix, conclu le 12 Juillet 1920 entre la Russie et la Lithuanie, et l'article 3, n° 3, entre la Russie et la Lettonie, parlent de la question d'utilisation des eaux des fleuves internationaux. Ces deux textes interdisent le détournement ou le retrait artificiel des eaux des

rivières et des lacs, formant frontière, susceptible d'amener un abaissement du niveau des dites eaux. On doit remarquer que rien n'est précisé pour les fleuves traversant le territoire des Etats intéressés, et le regretter.

Une convention est intervenue, le 10 Mars 1921, entre l'Autriche et la Tchéco-Slovaquie, concernant l'utilisation des forces hydrauliques de la rivière Thaya, affluent de la Morava (March), entre Cizon (Taiza) et Podmol (Bau-mol).

Le traité de Paix, conclu entre la Pologne, la Russie et l'Ukraine, s'occupe, dans l'article de son protocole, signé à Riga le 18 Mars 1921, de l'utilisation des eaux de la Dwina, qui sert de frontière. Il dispose que :

« Sans le consentement spécial de l'autre partie, il ne sera pas permis à une partie contractante d'entreprendre, sur les bords ou dans le voisinage de la rivière, des travaux, ou d'ériger des constructions hydrauliques qui pourraient avoir pour effet de détériorer les voies navigables sur le territoire de l'autre partie contractante, ou toute construction qui élèverait le niveau de l'eau au delà de la frontière de l'Etat ».

A la base de cet article, on retrouve la vieille idée de la priorité accordée à la navigation, comme s'il était techniquement impossible de concilier la navigation et l'exploitation de la force motrice. L'article 6 déclare, d'une façon plus générale :

« La construction de canaux de drainage aux bords d'une rivière qui sert de frontière sera autorisée dans la mesure où ces travaux ne porteront pas préjudice à l'autre partie ».

L'exploitation des cours d'eau formant la nouvelle frontière entre l'Allemagne et le Danemark, par suite du transfert, à ce dernier Etat, de la souveraineté sur les territoires du Sleswig Septentrional, a été réglée par une convention portant la date du 10 Avril 1922. En vertu des accords intervenus, une Commission mixte des eaux frontalières est chargée de l'examen et du règlement des affaires relatives aux cours d'eau frontières, ainsi qu'aux canaux qui les relient, sauf appel de ses décisions à une Commission supérieure, comprenant deux membres allemands, et deux membres danois, présidés par un juriste nommé par le

Gouvernement des Pays-Bas. La Convention dispose, en outre que, sur les cours d'eau frontières, aucun Etat ne pourra, sans l'autorisation de la Commission, ni établir des installations nouvelles, ni modifier celles qui existent, notamment pour employer et consommer l'eau, et la détourner, directement ou indirectement, à la surface ou au-dessous du sol, pour dériver chez soi l'eau ou d'autres substances liquides, pour abaisser ou élever le niveau de l'eau, et en arrêter l'écoulement, afin d'en produire une accumulation durable.

D'après les articles 1, 2, 3 et 29 de la Convention, l'exploitation des eaux ne doit :

« Ni modifier le flot montant, ni souiller l'eau, de manière à porter préjudice aux tiers, ni changer le plan d'eau au point de léser des tiers dans la jouissance de leurs droits sur le cours d'eau ou d'endommager des fonds appartenant à des tiers, de rendre plus difficile l'entretien du cours d'eau, et de ses berges, quand cette charge incombe à un tiers ».

Cette convention est certainement, parmi celles d'après-guerre, une des mieux conçues, tant en ce qui concerne les organismes à prévoir, que les principes à appliquer.

Cependant, peu de travail aurait été accompli dans le domaine des forces hydrauliques internationales, si des textes, plus complets, plus précis, posant des règles plus certaines, n'avaient été élaborés. L'utilité, la nécessité même de la réglementation étaient incontestables ; le traité de Versailles les avait prévues. Si on ne pouvait pas poser des règles immuables, pouvait-on davantage, en présence du développement de la houille blanche, considérer chaque cas comme un cas d'espèce ? Les Hommes d'Etat ne l'ont pas pensé. Ainsi s'est réunie à Genève, en 1923, une conférence qui s'est occupée de la question. Les décisions qui ont été prises, vont faire l'objet d'une étude particulière.

CHAPITRE V

La Convention de Genève de 1923

Le Texte de la Convention

Le 9 décembre 1923, la deuxième conférence générale des communications et du transit, réunie à Genève, et composée des représentants de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, de l'Empire Britannique, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de la Chine, de la Colombie, de Cuba, du Danemark, de la Ville libre de Dantzig, de l'Espagne, de l'Esthonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la Lithuanie, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Salvador, de l'Etat Serbe-Croate-Slovène, du Siam, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéco-Slovaquie, de la Turquie, de l'Uruguay, et du Vénézuéla, auxquels s'adjoignit en qualité d'observateur un représentant des Etats-Unis d'Amérique, a adopté, en même temps que des textes concernant le régime international des voies ferrées et des ports maritimes :

a) Une convention et un protocole relatifs au transport en transit de l'énergie électrique ;

b) Une convention et un protocole relatifs à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs Etats.

Voici le texte complet des décisions qui ont été prises par cette dernière convention, texte fondamental mais imparfait, de la réglementation positive des eaux industrielles internationales :

Aménagement des Forces Hydrauliques intéressant plusieurs Etats.

I. — Convention.

.....
Désireux de faciliter la mise en valeur, et d'améliorer le rendement des forces hydrauliques par une entente internationale,

Ayant accepté l'invitation de la Société des Nations de participer à une Conférence réunie à Genève, le 15 novembre 1923,

Soucieux de conclure une Convention générale à cet effet,

Les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires : (Suivent les noms).

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — La présente Convention ne modifie en aucune manière la liberté pour tout Etat, dans le cadre du droit international, d'exécuter sur son territoire tous travaux d'aménagement de forces hydrauliques qu'il désire.

Art. 2. — Dans le cas où la mise en valeur rationnelle de forces hydrauliques comporte une étude internationale, les Etats contractants intéressés se prêteront à cette étude. Il y sera procédé en commun, sur la demande de l'un d'entre eux, afin de rechercher la solution la plus favorable à l'ensemble de leurs intérêts, et compte tenu des ouvrages existants, entrepris ou projetés, d'arrêter si possible un programme d'aménagement.

Tout Etat contractant qui désirerait modifier un programme d'aménagement ainsi arrêté provoquerait, s'il y a lieu, une nouvelle étude, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

L'exécution d'un programme d'aménagement n'est obligatoire pour chaque Etat que si cette obligation est formellement acceptée.

Art. 3. — Lorsqu'un Etat contractant désire exécuter des travaux d'aménagement de forces hydrauliques, en partie sur son propre territoire, en partie sur le territoire de tout autre Etat contractant, ou comportant une modification de l'état des lieux sur le territoire de tout autre Etat contractant, les Etats intéressés négocieront en

vue de la conclusion d'accords destinés à permettre l'exécution de ces travaux.

Art. 4. — Lorsqu'un Etat contractant désire exécuter des travaux d'aménagement de forces hydrauliques, dont il pourrait résulter, pour tout autre Etat contractant, un préjudice grave, les Etats intéressés négocieront en vue de la conclusion d'accords destinés à permettre l'exécution de ces travaux.

Art. 5. — Les solutions techniques adoptées dans les accords visés aux articles précédents tiendront compte, dans le cadre de chaque législation nationale, exclusivement des considérations qui s'exerceraient légitimement dans les cas analogues d'aménagement de forces hydrauliques n'intéressant qu'un seul Etat, abstraction faite de toute frontière politique.

Art. 6. — Les accords visés aux articles précédents pourront prévoir notamment, selon les cas :

- a) Les conditions générales d'établissement, d'entretien et d'exploitation des ouvrages ;
- b) Les prestations équitables entre Etats intéressés pour frais, risques, dommages et charges de toute nature, occasionnés par l'établissement et l'exploitation des ouvrages, ainsi que pour le remboursement des frais d'entretien ;
- c) Le règlement des questions de coopération financière ;
- d) L'organisation du contrôle technique et de la surveillance de la sécurité publique ;
- e) La protection des sites ;
- f) Le règlement d'eau ;
- g) La protection des droits des tiers ;
- h) Le mode de règlement des différends sur l'interprétation et l'application des accords.

Art. 7. — L'établissement et l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques seront soumis, sur le territoire de chaque Etat, aux dispositions légales et administratives applicables à l'établissement et l'exploitation d'ouvrages similaires analogues dans cet Etat.

Art. 8. — En ce qui concerne les voies navigables, prévues comme devant être soumises à la Convention générale sur le régime des voies navigables d'intérêt international, les droits et obligations qui pourraient résulter des accords conclus en conformité de la présente convention, ne devront être entendus que sous réserve des droits et obligations résultant de la Convention générale et des actes particuliers, conclus ou à conclure, régissant les dites voies navigables.

Art. 9. — La présente Convention ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néan-

moins, elle subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

Art. 10. — La présente Convention ne comporte aucunement le retrait de facilités plus grandes que celles résultant de ces dispositions, et qui auraient été accordées, dans des conditions compatibles avec ses principes, à l'aménagement des forces hydrauliques. Elle ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

Art. 11. — La présente Convention n'affecte en rien les droits et obligations des Etats contractants, en vertu de conventions ou traités antérieurs sur les matières faisant l'objet de la présente Convention, ou de dispositions sur les mêmes matières de traités généraux, notamment des traités de Versailles, Trianon et autres traités ayant mis fin à la guerre de 1914-1918.

Art. 12. — Si un différend surgit entre Etats contractants, au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente Convention, et si ce différend ne peut être réglé, soit directement entre les Parties, soit par tout autre moyen de règlement amiable, les Parties pourront soumettre ce différend pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Société, en ce qui concerne les communications et le transit, à moins qu'elles n'aient décidé ou ne décident d'un commun accord de recourir à une autre procédure, soit consultative, soit arbitrale, soit judiciaire.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables au regard de tout Etat qui invoquerait, pour s'opposer à l'aménagement de forces hydrauliques, des motifs fondés sur des préjudices graves à son économie ou à sa sécurité nationales.

Art. 13. — Il est entendu que la présente Convention ne doit pas être interprétée comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations « *inter se* » de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même Etat souverain, que ces territoires, pris individuellement, soient ou non Etats contractants.

Art. 14. — Rien, dans les précédents articles, ne pourra être interprété comme affectant en quoi que ce soit les droits et obligations de tout Etat contractant, en tant que Membre de la Société des Nations.

Art. 15. — La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au 31 octobre 1924, ouverte à la signature de tout Etat représenté à la Conférence de Genève, de tout Membre de la Société des Nations, et de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Art. 16. — La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de

la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous Etats signataires ou adhérents.

Art. 17. — A partir du 1^{er} novembre 1924, tout Etat représenté à la Conférence de Genève, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat auquel le Conseil de la Société des Nations aura à cet effet communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous les Etats, signataires ou adhérents.

Art. 18. — La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée au nom de trois Etats. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la troisième ratification. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

Art. 19. — Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant, compte tenu de l'article 21, quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré, ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société, et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

Art. 20. — Sous réserve des dispositions de l'article 11 de la présente Convention, celle-ci peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite Partie. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant toutes les autres parties de la date à laquelle elle a été reçue leur sera immédiatement transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général, et ne sera opérante qu'en ce qui concerne l'Etat qui l'aura notifiée.

Art. 21. — Tout Etat signataire de la présente Convention ou y adhérent peut déclarer, soit au moment de sa ratification ou de son adhésion, que son acception de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'Outre-Mer, soumis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement et conformément à l'article 17, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats,

colonies, possessions ou territoires d'Outre-Mer exclus par cette déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession ou territoire d'Outre-Mer ; les dispositions de l'article 20 s'appliqueront à cette dénonciation.

Art. 22. — La révision de la présente Convention pourra être demandée à toute époque par un tiers des Etats contractants.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le neuf décembre mil neuf cent vingt-trois en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

II. — *Protocole de signature de la Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques, intéressant plusieurs Etats.*

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs Etats, conclue à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Les dispositions de la Convention ne modifient en aucune manière le droit international, en ce qui concerne la responsabilité et les obligations de tout Etat à l'égard d'un préjudice, de quelque nature qu'il soit, qui résulterait des travaux d'aménagement de forces hydrauliques.

Le présent protocole aura les mêmes force, valeur et durée que la Convention conclue à la date de ce jour, et dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le neuf décembre mil neuf cent vingt-trois, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence ».

La convention relative au transport en transit de l'énergie électrique intéresse dans une certaine mesure l'exploitation des fleuves internationaux, puisque l'énergie électrique dont il s'agit de réglementer le transport peut être produite par ces cours d'eau. Cette convention a posé, dans son article premier, une double règle, à savoir : que chaque Etat contractant s'engage à négocier avec tout autre Etat qui lui en fait la demande, en vue de la conclusion d'accords destinés à assurer le transport en transit de l'énergie électrique à travers son territoire, mais que les Etats contractants

ont le droit de se soustraire à un pareil engagement lorsqu'ils peuvent invoquer que le transport en transit de l'énergie électrique à travers leur territoire est de nature à occasionner un préjudice grave à leur économie ou à leur sécurité nationales.

Les différends survenant au sujet de l'application et de l'interprétation de cette Convention pourront être solutionnés comme ceux naissant de l'application et de l'interprétation de la convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques, selon une procédure identique à celle spécifiée à l'article 12 ci-dessus.

Examen critique de la Convention de Genève

La première remarque qu'il convient de faire intéresse la constitution même de la Commission Consultative des communications et du transit. Dans sa première session, en novembre-décembre 1920, l'Assemblée de la Société des Nations avait d'abord pensé créer un Comité permanent, mais certains Etats n'acceptèrent pas cette solution, craignant de donner, avec la permanence, trop de puissance à ce Comité. Etant donné cette opposition, l'Assemblée se borna à créer un organe, non permanent, aux attributions modestes et chargé d'instruire les questions rentrant dans sa compétence. La Commission consultative des Communications et du transit éclaire de ses avis le Conseil de la Société des Nations et elle prépare les réformes à réaliser. Elle n'est pas permanente et ses réunions sont irrégulières. Les deux premières conférences internationales ont été réunies l'une à Barcelone, en 1921, l'autre à Genève en 1923 ; la première a pris des mesures relatives aux fleuves internationaux, la deuxième a voté la convention et le protocole dont le texte est donné ci-dessus. La troisième conférence générale, réunie à Genève en août 1927, ne présente pour notre étude aucun intérêt.

Avant de passer à l'examen des articles de la Convention du 9 décembre 1923, il convient de signaler dans l'activité de l'Assemblée de la Société des Nations, une

initiative qui, dès 1920, prévoyait une Commission consultative financière et économique, dont la création fut laissée à une future conférence internationale. Cette Commission n'a pas été organisée, mais il a été réuni, en mai 1927, à Genève, sur une proposition qui avait été faite en Septembre 1925, par M. Loucheur, une Conférence économique internationale, à laquelle cinquante Etats, dont les Etats-Unis, la Russie et la Turquie qui ne faisaient pas partie de la Société des Nations, étaient représentés. Une seconde conférence internationale, en vue d'une action économique concertée, s'est réunie à Genève du 17 au 28 novembre 1930. Ces conférences ne se sont pas occupées des forces hydrauliques internationales, mais comme cette question peut logiquement entrer dans leur domaine, il a paru utile de signaler l'existence de ces organismes qui possèdent, comme la Commission consultative des communications et du transit, une certaine autonomie. Ils sont soumis, comme elle, à l'autorité de la Société des Nations, en vertu de l'article 24 du Pacte.

Cette autonomie relative se justifie pleinement, car il convient que de semblables organisations puissent, pour le bien même de la communauté internationale, entrer en relations avec les divers Etats, membres ou non de la Société des Nations.

Certains articles de la Convention doivent retenir spécialement l'attention.

L'article premier, notamment, proclame la liberté de tout Etat « dans le cadre du droit international ». Cette réserve serait d'une éclatante vanité si les Etats ayant atteint ou dépassé un certain degré de civilisation n'étaient d'accord pour reconnaître que ce droit, nécessaire à la complète satisfaction des besoins actuels, obligatoire pour l'harmonieux développement de l'Humanité et sa prospérité, existe et se développe tous les jours. Ce droit est basé sur la solidarité unissant les membres de la communauté internationale. Cette solidarité, totalement méconnue au Moyen-Age, dont l'égoïsme dans tous les domaines, était outrancier, a pris de nos jours, tout en respectant l'indépendance, la liberté, l'égalité des Etats au point de vue politique, la forme perfectionnée

de ce que l'on qualifie couramment d'« interdépendance » des Etats. Ce terme est certainement plus heureux et plus exact que celui de solidarité. Il embrasse un champ plus large. Les Etats ne sont pas seulement solidaires ; ils sont effectivement dans une situation de dépendance réciproque, tant au point de vue économique qu'au point de vue intellectuel ou moral ; ils se doivent un mutuel respect.

Chaque Etat doit respecter notamment le domaine éminent soumis à la souveraineté de l'autre ou de ses ressortissants ; il ne doit leur causer aucun dommage et la privation de la possession ou de la jouissance de l'eau serait pour un Etat un préjudice grave qui devrait être réparé. Voilà ce que ne dit pas absolument l'article premier de la Convention de Genève, mais l'exactitude de cette interprétation est confirmée, non seulement par les articles 3 et 4, mais aussi, comme nous le verrons plus loin, par les dispositions du protocole final.

Dans l'état actuel de notre civilisation, on ne s'expliquerait pas que lorsqu'un cours d'eau constitue la frontière de deux Etats, l'un de ces Etats puisse, sans l'assentiment de l'autre, y apporter des changements préjudiciables à la rive de l'autre Etat ; une modification du régime des eaux à l'amont constituerait d'ailleurs un préjudice de même nature, n'intéressant pas peut-être la frontière elle-même, mais touchant aux droits de tiers. L'Institut de Droit International avait posé cette règle. Elle a été consacrée par les traités qui ont été cités. La Conférence de Genève ne pouvait pas en décider autrement sans s'exposer à de justes critiques, et les auteurs modernes sont d'accord pour approuver sans réserve la solution émise.

Si donc une transformation naturelle du régime des eaux dans l'Etat amont (par un bouleversement de la topographie des lieux par exemple), ou dans l'autre Etat riverain, ne créait pas de difficultés internationales, il ne pourrait pas en être de même à l'occasion d'une transformation artificielle.

L'un des mérites de la Convention de Genève est d'avoir transformé cette règle de droit international rationnel en règle de droit positif.

Ce n'est d'ailleurs pas là le seul mérite de cette Convention. Elle a également prévu, par son article 2, la possibilité d'une étude technique internationale, préalable à tout projet d'aménagement. De telles dispositions doivent être approuvées sans réserve, et leur nécessité a déjà été démontrée quand nous avons critiqué l'article du traité de Versailles qui donne à la France seule le droit d'utiliser les forces hydrauliques du Rhin. Il n'est pas possible de procéder à l'aménagement rationnel d'un cours d'eau, sans avoir tout d'abord examiné, tant le régime hydrométrique de son bassin versant que son profil en long, qui fixe très souvent les solutions « optima » possibles pour l'installation des chutes.

C'est une règle pour les ingénieurs hydrauliciens modernes; ce doit l'être aussi pour les juristes, surtout les juristes internationaux, dont les décisions sont très souvent basées beaucoup plus sur l'économie politique que sur des règles de droit strict, alors que, pour les doctrinaires des droits internes, c'est en général l'inverse qui se produit.

Il convient cependant de rappeler à ce sujet que la loi fondamentale du 16 octobre 1919, qui régit en France les forces hydrauliques, en substituant la théorie sociale à la vieille théorie individualiste qui dominait notre Droit administratif a tenu compte de la puissance économique que l'utilisation méthodique de l'énergie des cours d'eau présentait pour l'ensemble de la Nation.

L'article 2 de la Convention de Genève contient donc une règle, non seulement de bon sens, mais aussi, nécessaire. Son inobservation conduirait aux plus coûteuses fantaisies, voire même aux plus coupables hérésies techniques et économiques. Quand il s'agit d'exploiter des richesses naturelles pour le mieux-être de la communauté internationale, la dépendance réciproque des Etats doit s'avérer plus étroite.

Les dispositions de l'article 2 se rapprochent trop de celles d'une procédure et d'une réglementation idéales qui seront étudiées plus loin, pour qu'il paraisse utile d'insister davantage ici.

Au surplus, ces dispositions heureuses sont complétées notamment par celles des articles 5, 6 et 7 de la Convention.

Le premier de ces articles indique bien qu'un cours d'eau

international doit être aménagé comme il le serait sur le plan purement national, « abstraction faite de toute frontière politique ». Pouvait-on trouver meilleure formule qui situe avec plus d'exactitude la position du problème ? Pouvait-on exprimer avec plus de force l'interdépendance des Etats modernes ? Cette notion abstraite de la suppression des frontières politiques n'est pas, dans notre domaine, uniquement la conception généreuse qui honore tant d'hommes d'Etats. Elle constitue surtout, semble-t-il, l'évolution vers cette collaboration des peuples, cette coopération internationale sans lesquelles les crises économiques iraient toujours en s'aggravant.

Il est utile d'introduire dans des textes positifs de pareilles abstractions, que beaucoup d'hommes éminents ne considéraient d'ailleurs que comme des anticipations. On élargit, grâce à elles, le domaine de la vieille « *comitas gentium* » qui ne peut plus suffire aux rapports réguliers et normaux des nations modernes. La conviction s'établit dans l'esprit des hommes d'une dépendance croissante des Etats, et cette conviction doit être un facteur important de la paix générale ; collaboration, coopération, sont dans la vie internationale synonymes d'organisation et de paix.

Ces idées se retrouvent, accentuées, semble-t-il, dans l'article 6 de la Convention qui donne une liste, non limitative d'ailleurs, des dispositions que les accords à intervenir pourront prévoir. La nécessité de la coopération internationale est affirmée dans le règlement des questions les plus diverses soulevées par l'établissement, l'entretien ou l'exploitation des ouvrages. Les dispositions générales des premiers articles de la Convention trouvent donc, dans l'article 6, leur application pratique et non, comme on pourrait le craindre, une réduction de leur valeur de commandement. Tout autre interprétation ramènerait chaque cas à un cas d'espèce, contrairement à l'esprit de la Convention et à la volonté de ses rédacteurs.

On a même jugé utile, par l'article 7, d'indiquer que les lois internes de chaque Etat devaient s'appliquer aux installations faites sur son territoire. Doit-on dire que cette précision était superflue ? Certainement non, car elle dé-

montre bien dans quel esprit, « l'esprit international », si on peut s'exprimer ainsi, a été élaborée la Convention de Genève. Dans l'état actuel des relations entre les peuples, nul Gouvernement n'aurait pu tolérer que la compétence « *rationæ materiæ* » de lois étrangères s'étendit à des ouvrages chevauchant le territoire de plusieurs Etats ; le contraire eût été une atteinte grave à la souveraineté territoriale d'un Etat, au vieux principe de la territorialité des lois internes, et la courtoisie internationale elle-même trouve ici une nouvelle preuve de sa péremption, ou, tout au moins, de son insuffisance, car sa seule considération ne pouvait pas justifier dans notre domaine l'application de la « *lex fori* ». Sans doute, le droit international ne pouvait pas avoir plus d'autorité que la *comitas gentium*, mais, tandis que cette dernière n'admet pas, ou s'oppose même à l'expression formelle de règles indiscutables, le mérite du premier est de pouvoir inscrire dans des textes positifs, des règles qu'il ne paraissait pas, jusqu'ici, nécessaire d'énoncer.

L'article 8 s'occupe du cas spécial des voies navigables, soumises au régime établi par la Convention de Barcelone.

L'article 9, qui prévoit le sort de la Convention de Genève en temps de guerre aurait dû, à notre avis, spécifier qu'elle demeurerait applicable tout au moins aux neutres, sinon à un neutre et à un belligérant intéressés à l'aménagement d'un même cours d'eau international ; la puissance économique de l'un ou l'autre de ces derniers Etats pourrait se trouver sensiblement réduite du fait de la non application d'un texte permettant, après des pourparlers réduits, l'exploitation rapide des forces hydrauliques.

Peut-être doit-on admettre que les rédacteurs de la Convention ont désiré son maintien dans les cas que nous envisageons, en parlant de son application en temps de guerre « dans la mesure compatible » avec les droits et les devoirs des belligérants et des neutres. Mais, au lieu d'employer cette expression vague, il convenait de préciser, l'occasion étant excellente pour compléter les lois de la guerre qui, plus encore que toutes les autres, devraient être nettes et formelles, sinon intangibles et respectées.

Les articles 10 et 11 reconnaissent la valeur des conventions particulières antérieures et des dispositions des traités, fixant les droits et obligations relatifs des Etats.

Il paraît superflu de souligner l'importance de l'article 12 qui établit la procédure à suivre pour le règlement des différends, la Commission des communications et du transit pouvant être saisie pour avis consultatif. On peut, en quelque sorte, rapprocher ce système de celui de notre droit administratif, relatif au contentieux de l'interprétation qui tend à faire déterminer, en principe, par l'auteur de l'acte, le véritable sens d'un acte administratif obscur, à l'occasion d'un litige né et actuel. Ces recours en interprétation sont fort rares dans notre droit public interne. De même, il semble que la procédure établie par la Convention de Genève, si elle est judicieuse, doive rester d'une application peu fréquente, ou donner, en tous cas, des résultats insuffisants. Cette crainte a poussé les rédacteurs de la Convention à prévoir, fort sagement, le recours des Parties à toute autre procédure, soit consultative, soit arbitrale, soit judiciaire ; cette réserve était nécessaire.

Mais il en est une, dans le deuxième paragraphe de ce même article 12, dont l'imprécision présente des dangers pour l'autorité de la Convention tout entière, bien qu'elle ne vise que les dispositions du premier paragraphe de l'article. En invoquant des motifs fondés sur des « préjudices graves » à son économie ou à sa sécurité nationales, un Etat peut ne pas être soumis aux règles de procédure établies et s'opposer à l'aménagement des forces hydrauliques.

Comment les Etats estimeront-ils la gravité du préjudice qui leur est causé ? Il est difficile de le prévoir. Ce sera une question de bonne foi et il est regrettable de songer que, dans bien des cas, la bonne foi, l'équité, puissent, dans ce domaine, comme dans tant d'autres, s'opposer à la marche normale de la justice et arrêter l'accroissement, la mise en valeur des richesses de la communauté internationale.

Les articles suivants règlent les conditions d'application, de mise en vigueur, d'acceptation, de renonciation ou de révision de la Convention, et ils ne présentent pour notre étude qu'un intérêt médiat, raison pour laquelle il ne paraît

pas utile d'en faire une analyse approfondie, les textes ci-dessus reproduits se suffisant à eux-mêmes.

Par contre, le protocole final complète les stipulations de l'article premier notamment, et ne les modifie pas. Certains pourraient estimer que les deux textes sont incompatibles. Ce point de vue est insoutenable. Ils sont, en effet, non seulement conciliables, mais tous les deux sont nécessaires. L'article premier pose un principe de liberté ; le protocole précise qu'un régime de liberté ne doit pas permettre à un Etat de porter préjudice à un autre Etat. Plus encore dans le droit international que dans le droit privé, ces choses doivent être dites.

En résumé, dans son ensemble, malgré ses imperfections, la Convention de Genève de 1923 est une œuvre marquante du droit positif des forces hydrauliques internationales. Il donne aux techniciens l'autorité indispensable, et nous dirons même primordiale, qu'ils doivent posséder.

Bien des difficultés auraient été rapidement aplanies, sinon supprimées, si la Convention avait été élaborée immédiatement après la Grande Guerre, notamment avant le projet de Kembs, dont la réalisation n'a été possible qu'après de laborieux pourparlers dont nous allons, dans le chapitre suivant, exposer les diverses phases.

CHAPITRE VI

Les applications pratiques des principes et des textes de Droit international positif

La France a réalisé, après la guerre, une œuvre admirable sur sa frontière rhénane : la première étape du grand canal d'Alsace et le Barrage de Kembs ; des pourparlers laborieux ont été nécessaires. Sur la frontière pyrénéenne, l'aménagement, non encore réalisé, d'ailleurs, des eaux de l'étang du Lanoux a fait l'objet de conversations internationales. Le barrage de Kembs est établi sur un fleuve formant frontière, tandis que les eaux du Lanoux s'écoulent de France en Espagne.

Dans le monde entier, ces questions se sont posées, réglées selon l'antique formule de la *comitas gentium*, par des conventions particulières présentant en général peu d'intérêt. Bien que cela puisse paraître paradoxal, c'est le cas de l'aménagement d'eaux purement nationales qui a provoqué les discussions les plus vives, parce qu'il s'agissait d'un cours

d'eau traversant le territoire du Grand Etat fédéral des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. C'est du barrage Hoover, sur le Colorado, que nous voulons parler.

Après avoir examiné le cas du barrage de Kembs et de l'étang du Lanoux, intéressant les frontières de la France, il ne sera pas inutile d'exposer les problèmes qui se sont posés pour l'exploitation des eaux du Colorado.

A. — LE BARRAGE DE KEMBS

Le régime juridique du Rhin

Avant d'exposer les diverses phases des laborieux pourparlers qui ont précédé la réalisation du barrage de Kembs et du grand canal d'Alsace, il est nécessaire pour la clarté même des développements ultérieurs, d'indiquer la place toute particulière qu'occupait le Rhin, dans le droit international public.

La Révolution Française avait proclamé, dans le célèbre Arrêté du Conseil exécutif provisoire de la Convention, en date des 16-20 Novembre 1792, le principe de la libre navigation du fleuve. Par la suite, le Traité de Paris, du 30 Mai 1814, stipula, dans son article V, que « la navigation sur le Rhin, du point où il devient navigable jusqu'à la mer, serait libre, de telle sorte qu'elle ne puisse être interdite à personne... ». L'Acte de clôture du Congrès de Vienne, en date du 9 juin 1815, complétait ces stipulations très nettement, réglait la perception des droits, et prévoyait la création d'une commission internationale, destinée à régler tout ce qui concernait la navigation.

La Commission se réunit, pour la première fois, en 1816, à Mayence, et elle commença aussitôt l'élaboration d'un règlement qui prit sa forme définitive en 1831. Ce statut fut révisé le 17 octobre 1868, à Mannheim, où se réunit la Commission internationale, et c'est ce statut révisé qui constitue la charte actuelle de la navigation sur le Rhin, en attendant que soient terminés les travaux de la nouvelle Commis-

sion de révision, siégeant à Strasbourg, en exécution du traité de paix de Versailles.

La Suisse s'intéressa peu, au début, à la navigabilité du Rhin. Ce n'est qu'en 1903 qu'elle adressa au ministre des Affaires Etrangères de l'Allemagne une demande, renouvelée en 1904, tendant à ce que soit mise à l'étude « la question de la possibilité technique de rendre le Rhin navigable jusqu'à Bâle ». Le Gouvernement fédéral réclamait en même temps l'accession de la Suisse à la Commission pour la navigation du Rhin. La Prusse et surtout le Grand-Duché de Bade qui construisait le port de Kehl, astimaient l'accession de la Suisse tout à fait indésirable, et sa demande fut rejetée ; le Traité de Versailles lui donna enfin satisfaction, en même temps qu'il « internationalisait » effectivement la Commission centrale du Rhin qui comprend désormais dix-neuf membres. La Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suisse ont chacune deux délégués ; les Pays-Bas, trois ; l'Allemagne et la France, chacune quatre. La France nomme le Président.

Les aspirations de la Suisse étaient ainsi réalisées, non sans vicissitudes. L'idée d'utiliser l'énergie électrique du Rhin à Kembs était vieille, puisqu'elle datait de 1903, sinon de 1894, mais le gouvernement du Reich, pour des considérations maladroites, profitant surtout au pays de Bade, retarda la réalisation du projet. Il fut contraint cependant de déclarer officiellement, en juillet 1918, qu'il allait préparer, d'accord avec le gouvernement de Bade et celui d'Alsace-Lorraine, « un projet qui envisageait l'utilisation complète et régulière des forces hydrauliques et de la navigabilité du Rhin, sur tout le tronçon Strasbourg-Kehl-Lac de Constance ». La Suisse protesta contre cette nouvelle manifestation de la tendance allemande à entreprendre l'aménagement du fleuve et, par conséquent, à s'assurer le contrôle et l'exploitation des forces hydrauliques et de la navigation. Cette tendance était d'autant plus manifeste qu'à la même époque l'Allemagne déclarait officiellement que « la Suisse ne pouvait se prévaloir d'aucun droit basé sur des actes concernant la navigation sur le Rhin ».

Les puissances alliées et associées firent preuve, on l'a vu, lors de la rédaction du Traité de Versailles, d'une meilleure volonté à l'égard des légitimes aspirations de la Confédération helvétique, et les négociateurs du Traité se souvinrent peut-être de l'exploit symbolique des hardis Zurichois qui descendirent le Rhin en un seul jour, le 20 juin 1576, pour transporter, encore chaude, une marmite de mil de Zurich à Strasbourg.

Le traité de Versailles et le Rhin

Le Traité de Versailles proclama une nouvelle fois les principes de liberté de navigation déjà soutenus par la France en 1792. Le Rhin devint un instrument de liaison et de prospérité au profit de tous les peuples sans distinction, et sur un pied de rigoureuse égalité. Il perdit ainsi son caractère d'instrument d'hégémonie entre les seules mains de l'Allemagne.

Au surplus, le Traité de Versailles devait faciliter la réalisation de toute une œuvre qui, suivant l'expression de M. Herriot, « marque une importante contribution au rapprochement des peuples, dans les travaux de paix ». L'article 358 créait, en effet, pour la France, sous les réserves qui ont été exposées, le droit exclusif à l'énergie produite par l'aménagement du fleuve, ainsi que le droit de prélever, le long de la frontière, l'eau nécessaire à l'alimentation des canaux de navigation et d'irrigation, construits ou à construire. Les modalités de l'exercice de ces droits, aussi bien que les projets des travaux devaient, préalablement à toute application ou réalisation, être soumis à la Commission centrale du Rhin. Enfin, il était formellement stipulé qu'aucune entrave ne serait apportée à la navigation, soit dans le lit du Rhin, soit dans la dérivation qui y serait substituée, et qu'aucune taxe ne serait perçue sans avoir fait l'objet de l'approbation de la Commission Centrale du Rhin. La France, notamment, respectait ainsi le principe de la liberté absolue de la navigation sur le Rhin.

Les rédacteurs du Traité de Versailles connaissaient bien la question de l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin, entre Bâle et Strasbourg. Son importance avait été signalée au gouvernement français, dès 1915, par M. Daniel Mieg, alors vice-président de la Société Industrielle de Mulhouse, mais résidant à Paris. Ses vœux ont incontestablement servi de base aux stipulations de l'article 358 du Traité, qui ont également pris en considération les avis des Ingénieurs des Ponts et Chaussées et de la Société des Forces Motrices du Haut-Rhin. Cet article, abstraction faite des imperfections réelles qu'il contient, a tout de même le mérite d'avoir facilité la réalisation immédiate des aspirations alsaciennes, et plus particulièrement mulhousiennes. L'aménagement du Rhin entre Bâle et Strasbourg a satisfait à la fois les intérêts de la navigation et ceux de l'exploitation des forces hydrauliques, intérêts que l'on juge, trop souvent, contre toute évidence, incompatibles.

La Suisse, qui eut parfois une politique regrettable vis-à-vis de la France, au sujet du Rhin, doit au Traité de Versailles sa consécration comme puissance rhénane officielle ; mais elle reconnut par la suite loyalement l'effort technique réalisé par la France, et elle y apporta, avec toutes les nations intéressées, sa part de louanges méritées et d'encouragements flatteurs. Elle organisait de son côté son port du Petit-Huningue et créait sans retard sa flotte rhénane, car les Suisses, bien que privés de mer, sont le peuple le plus marin du monde, comme leur neutralité ne les empêche pas d'être le peuple le plus militaire, sinon le plus militariste.

Le projet d'aménagement présenté par la France

L'écrasement de l'Allemagne sur les champs de bataille et le Traité de paix de Versailles allaient donc permettre aux aspirations suisses de se concrétiser, mais les délibérations préliminaires furent laborieuses. Les travaux préparatoires pour l'organisation des chantiers ne commencèrent, en effet, qu'au début de 1928, c'est-à-dire presque dix ans après l'Armistice.

L'avant-projet français d'aménagement du Rhin entre Bâle et Strasbourg, comprenant des rapports détaillés de M. Imbeaux, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Nancy, et M. Thierry, Ingénieur des Ponts et Chaussées, fut soumis à l'approbation du Conseil Supérieur des Travaux Publics, dès l'Armistice. Celui-ci, par un avis fortement motivé, écartait la solution de la régularisation et celle de la canalisation dans le fleuve, et concluait en faveur du canal latéral, le 20 décembre 1920.

Il était prévu huit écluses-usines, et le développement éventuel du trafic était très largement prévu. L'obstacle présenté à la navigation, par la barre d'Istein, était ainsi supprimé, et la chute existante judicieusement utilisée.

Le projet du grand canal d'Alsace et de l'usine de Kembs dut subir tout d'abord une phase, longue et parfois difficile, de pourparlers internationaux. Les discussions diplomatiques furent malheureusement encombrées de considérations politiques qui primèrent souvent — et c'est fort regrettable — les considérations d'ordre purement technique ou économique. Les conversations s'orientèrent ainsi, à certains moments, dans des voies où l'équité et le bon sens le plus élémentaire faisaient totalement défaut.

On voit donc tout l'intérêt d'une législation positive internationale en notre matière. L'article 358 du Traité de Versailles fut notoirement insuffisant. La question de l'utilisation des eaux internationales du Rhin étant confiée à la Commission centrale pour la Navigation du Rhin, à laquelle doivent être soumises toutes les questions d'ordre technique, économique et juridique de sa compétence, le projet du Grand Canal d'Alsace et de l'Usine de Kembs lui fut transmis, pour examen.

Alors commença réellement, pour la réalisation du projet, la phase diplomatique qu'une meilleure rédaction du Traité aurait dû éviter.

Les oppositions au projet

Le projet primitif de MM. Imbeaux et Thierry, établi comme le projet auquel le Gouvernement du Reich s'était finalement rallié, en 1918, à la fois en vue de la navigation et de l'utilisation de la force hydraulique ne devait pas, semble-t-il, rencontrer d'opposition de principe. Pourtant, dès que la Suisse et l'Allemagne connurent le projet, elles l'attaquèrent.

En Suisse, ce furent d'abord les intérêts particuliers des producteurs d'énergie qui se sentirent menacés par le projet français d'utilisation des forces motrices du Rhin. Ensuite, il y avait des partisans convaincus, voire acharnés, d'une régularisation du fleuve, et pour lesquels le principe d'une navigation libre par le fleuve jusqu'à Bâle était un postulat, un acte de foi, une devise nationale, une des prétentions les plus élémentaires et les moins réfutables du peuple helvétique. Pour ces Suisses, dont l'ardeur était remarquable et passionnée, la création d'un canal latéral était une hérésie, en même temps qu'une atteinte grave portée aux droits les plus imprescriptibles du pays qui donne naissance à ce fleuve international ; ils ne pouvaient pas admettre que cette belle flotte rhénane, fière de son pavillon tout neuf, soit contrainte, de suivre le cours d'un canal creusé en territoire français, d'emprunter des écluses étrangères dont ils discutaient l'utilité. Proclamer le « Rhin libre » était une formule toute théorique dont l'interprétation dans le sens le plus large devait, habilement exploitée par les adversaires intéressés de l'avant-projet français, impressionner fortement une opinion publique encore mal informée de l'importance économique des problèmes relatifs à l'utilisation intégrale des eaux internationales.

Ce principe du « Rhin libre » par une simple régularisation du fleuve, fut très facilement admis par un public qui croyait encore, conformément aux idées périmées, que navigation et exploitation des forces hydrauliques étaient inconciliables.

Si, comme nous l'estimons, une commission technique internationale avait établi le projet, les discussions seraient restées

sur le terrain scientifique, et ne se seraient pas égarées sur le terrain politique où les luttes sont généralement moins raisonnées, où les passions s'excitent d'une façon fort dangereuse parfois. Il faut reconnaître à ce sujet, qu'une partie de la presse helvétique souligna les inconvénients de porter la question sur le terrain politique, et proposa que la discussion conservât, comme il convenait, un caractère purement technique. Allant plus loin, certains ingénieurs suisses considéraient la régularisation du fleuve non seulement insuffisante, mais surtout onéreuse et inopérante, et ils la repoussaient.

Les adversaires suisses du canal allèrent jusqu'à prétendre que la voie d'eau artificielle projetée lèserait, non seulement les intérêts du commerce helvétique, mais aussi ceux des Etats exportateurs de la Mer du Nord et ils préconisaient la création d'une « Ligue du Rhin libre » dont l'Italie pourrait faire partie.

La France était ainsi mal récompensée de son esprit libéral, nettement exprimé en 1792, consacré par le Traité de Versailles, confirmé encore par une lettre du 16 Janvier 1921 adressée au Gouvernement helvétique. Par cette lettre, la France montrait tout l'intérêt qu'elle portait au maintien de la liberté de la navigation sur le Rhin ; elle déclarait même officiellement que la nouvelle voie d'eau serait placée sous le même régime que le Rhin lui-même et, de ce fait, l'interprétation habile, mais volontairement erronée, de la formule du « Rhin libre » devenait insoutenable.

Malgré ces assurances de la part de la France, qui a donné tant de preuves du respect qu'elle accorde aux traités, et de ceux intéressant particulièrement la Suisse — si une discrimination était nécessaire — les opposants ne désarmèrent pas. M. Gelpke lui-même, représentant le canton de Bâle-Ville au Conseil National, promoteur du réveil de la navigation sur le Rhin entre Bâle et Strasbourg, osa parler, contre toute évidence, d'une « zone de blocus rhénan » constituée par la France en aval de Bâle, accusant l'article 358 du Traité de Versailles, dans la rédaction duquel la Suisse était pourtant intervenue officieusement, sinon officiellement, et affirmant l'insuffisance d'un canal latéral, pour faire face au développement du trafic, et qu'en fin de compte, l'aménage-

ment des forces hydrauliques de la Suisse pourrait lui permettre de livrer à bon compte de l'énergie électrique à la France, qui pouvait ainsi très bien se passer d'exploiter les forces motrices du Rhin. Les objections d'ordre technique tendant à justifier l'opposition, confirmèrent, au contraire, par leur sophistication, son caractère systématique.

De nombreux techniciens suisses partagèrent, malgré tout, le point de vue de M. Gelpke. Ils pensaient, ainsi que les armateurs bâlois, que la régularisation ferait sentir plus rapidement ses effets favorables sur la navigation du Rhin, et cela seul comptait pour eux. Un aménagement rationnel, même s'il devait exiger un délai plus long, ne les intéressait nullement. Cet égoïsme national ne pouvait pas être seul considéré pour la solution d'un problème international présentant une si grande importance.

Il fallait d'ailleurs soumettre la question à la Commission Centrale du Rhin, et c'est ce qui fut fait, tandis que les controverses restaient ardentes.

L'examen et la discussion du projet par la Commission centrale du Rhin

Le projet français fut présenté à la Commission Centrale du Rhin en janvier 1921, et son examen confié à une sous-Commission présidée par M. Baldwin, premier délégué de la Grande-Bretagne, le 26 février 1921. Cette sous-Commission acquit par la suite une grande importance.

L'opposition de la Suisse s'était manifestée dès la première session de la Commission, en juin 1920, cet Etat déclarant qu'il ne pouvait pas reconnaître les stipulations du Traité de Versailles, notamment celles de l'article 358. Mais ce traité, consacrant l'accession officielle de la Suisse à la Commission Centrale, les délégués helvétiques ne siégèrent qu'en qualité d'observateurs jusqu'au moment où, à la session de février 1921, la Suisse, revenant sur son attitude incompréhensible, ses délégués, MM. Mischer et Valloton purent siéger officiellement.

C'est le principal expert technique suisse, M. Gelpke, qui entreprit la critique du projet français. Diverses questions ayant été examinées, la France accepta les modifications demandées par la Sous-Commission. Finalement, celle-ci constata, en Juillet 1921, que le projet français était satisfaisant, sous réserve des modifications de détail acceptées par la France.

En décembre 1921, le projet était présenté en séance plénière de la Commission Centrale. L'Allemagne avait joint son opposition à celle de la Suisse. Naturellement, les représentants de ces deux pays subissaient l'influence d'une opinion publique subornée elle-même par une presse plus ou moins désintéressée.

Dès le début de la séance, M. Chargueraud, président, fit ressortir la nécessité de rester sur le terrain de la technique pure pour la discussion du projet.

Dans un esprit de conciliation, la France consentit à doter chaque bief de deux écluses au lieu d'une, la première de 25 mètres de large sur 185 mètres de long (au lieu de 170) et l'autre de 25 mètres sur 100. La France s'engageait, également, si cela était nécessaire, à construire des écluses supplémentaires, et elle prenait à sa charge les dépenses de service et d'éclairage. Elle acceptait en outre d'augmenter, dans de fortes proportions, les dimensions des garages amont et aval de chaque écluse. Toutes ces améliorations augmentaient beaucoup le montant des dépenses prévues par la France. Elles furent acceptées malgré tout, afin de donner tous apaisements à la navigation, et pour marquer la bonne volonté et le sincère désir d'entente de la France.

La résolution votée par la Commission Centrale le 16 décembre 1921 enregistra les résultats obtenus, les modifications acceptées et les sacrifices consentis par notre pays.

Les délégués de l'Allemagne désirant obtenir l'aménagement du Rhin en amont de Bâle, demandèrent alors la surélévation du barrage, de manière à étendre le remous qu'il créait jusqu'à la Birse, affluent de la rive gauche du Rhin, un peu en amont de Bâle. Un accord était donc nécessaire entre la France et la Suisse pour le règlement de cette question.

La Sous-Commission technique avait examiné dans le même temps le projet de régularisation du fleuve, présenté par la Suisse. Ce projet souleva des critiques très vives et justifiées : pente trop forte, débit trop faible, vitesse augmentée, d'où frais de traction accrus, manque d'équilibre du fleuve, entre Istein et Strasbourg, etc... La Commission demanda à la Suisse de présenter un projet plus complet et plus rationnel.

Toutes ces décisions : approbation de principe du projet français, rejet du projet suisse, firent évoluer l'opinion helvétique, qui dût reconnaître l'attitude conciliante de la France, proclamée par plusieurs techniciens suisses impartiaux ou désintéressés.

En plus du double engagement formel de soumettre le canal au même régime que le fleuve lui-même, et de n'établir aucune taxe, la France, au cours des discussions, avait déclaré qu'en attendant la création du Grand Canal d'Alsace, elle n'était nullement opposée à ce que des travaux d'amélioration du fleuve fussent entrepris, entre Bâle et Strasbourg, sous la réserve nécessaire que les projets fussent examinés et approuvés par la Commission Centrale, et à condition que les sections du fleuve ainsi améliorées, seraient remplacées par les parties correspondantes du canal, au fur et à mesure de l'achèvement de celles-ci.

L'opinion publique suisse fut heureusement influencée, par toutes ces concessions, en faveur de la France ; l'intervention de divers organismes économiques et de personnalités éminentes françaises et suisses contribua à ce revirement. Des techniciens allemands, comme M. Kupperschmit, se déclarèrent adversaires de la régularisation, et on fit remarquer à M. Gelpke que ce qui était techniquement possible sur le Rhin entre Bâle et Constance (aménagement intéressant à la fois la navigation et la production de la force motrice), était encore plus aisément réalisable entre Bâle et Strasbourg.

En présence de cet échec, le Gouvernement fédéral modifia complètement sa délégation : MM. Herold et Bertchinger remplacèrent MM. Calonder et Gelpke. Ce dernier surtout perdait, dans son propre pays, beaucoup de son autorité,

L'accord de Strasbourg du 10 Mai 1922

Au cours de la session de la Commission Centrale du Rhin, ouverte le 26 avril 1922, les négociations entrèrent dans une phase décisive, et se terminèrent par un compromis marquant une évolution très nette des esprits vers le règlement définitif de la question.

Les délégués français qui prirent part à ces importantes délibérations étaient MM. Mahieu, Silvain, Dreyfus, Fromageot et Berninger, assistés des techniciens du service des Ponts et Chaussées, MM. Armand, Montigny et Antoine.

Dans l'accord final, le Gouvernement suisse ne donnait pas encore son adhésion formelle à l'extension du remous du barrage de Kembs, jusqu'à la Birse. L'Allemagne et la Suisse étaient toujours opposées à une vitesse de courant de 1 m. 20 à la seconde dans le canal. A ce sujet, étant donné les conséquences onéreuses d'une trop forte réduction de la vitesse, de longues et laborieuses discussions furent engagées. Finalement, les délégués français, allemands et suisses, se mirent d'accord sur le chiffre de 0 m. 70 environ à la seconde.

D'un autre côté la France, désireuse d'aboutir aussi rapidement que possible à un résultat positif, demanda qu'un délai maximum soit fixé pour l'octroi des concessions nécessaires. A l'expiration de ce délai, si les concessions n'étaient pas accordées, la France reprenait la liberté d'exécuter son projet, avec la vitesse de courant primitivement prévue, soit 1 m. 20 à la seconde.

L'accord se fit donc sur ces bases, le 10 mai 1922. Il fut convenu que la concession nécessaire pour l'extension du remous jusqu'à la Birse devait être accordée dans le délai d'un an après le dépôt de la demande, et que les travaux de régularisation seraient entrepris au fur et à mesure de l'approbation des projets par la Commission Centrale.

Cette résolution, appelée « *Accord de Strasbourg* » constituait, en fait, la solution définitive de ce problème délicat.

Si la France ne pouvait pas étendre le remous créé par le barrage jusqu'à la Birse, et réduire par conséquent la vitesse du courant à 0 m. 70, sans le consentement de la Suisse, celle-ci, par contre, ne pouvait pas entreprendre les travaux de régularisation du Rhin sans l'assentiment formel de la France.

Cette alternative permit à la Commission Centrale du Rhin d'approuver à l'unanimité l'Accord de Strasbourg, réalisé entre les trois Etats intéressés.

La France avait accepté les améliorations demandées en décembre 1921, notamment la réduction de la vitesse de l'eau dans le canal, mais le délai maximum pour le dépôt de la demande en concession étant porté de douze à dix-huit mois, nos délégués obtenaient la réduction de la longueur des garages prévus en amont et en aval des écluses.

Ces nouvelles dispositions soulevèrent en Suisse quelques polémiques, mais l'accord fut, en définitive, ratifié le 30 juin 1923 par le Conseil National et le Conseil des Etats.

La concession accordée par la Suisse le 27 Janvier 1925

Dès que l'approbation des accords internationaux fut acquise, la France procéda au remaniement de son projet, de manière à le mettre en harmonie avec les modifications qu'elle avait accepté d'y apporter. On augmenta la hauteur du barrage et des digues du canal d'amenée ; la réduction de la vitesse à 0 m. 70 entraîna une augmentation de la section mouillée du canal, dont la longueur dû être réduite, afin que la hauteur d'eau nouvelle au-dessus du terrain naturel fut acceptable à l'usine. La surélévation du barrage fit surgir de nouveaux problèmes techniques, conséquences de l'extension du remous jusqu'à la Birse. La Ville de Bâle dû remanier son système d'égoûts se déversant dans le fleuve, assurer une nouvelle protection des berges, et prévoir des stations de pompage destinées à abaisser sous la Ville la nappe d'eau souterraine influencée par le remous.

Le projet du Grand Canal d'Alsace et du Barrage de Kembs fut ainsi remanié, d'accord avec les techniciens suisses désignés par le Canton de Bâle et le Conseil fédéral.

Le dossier complet de demande de concession pour le territoire suisse fut présenté en avril 1923 au Conseil Fédéral.

Les négociations relatives à l'établissement du projet de concession se poursuivirent du printemps à l'automne de 1923, entre les ingénieurs français et suisses.

La construction du bief et de l'usine de Kembs nécessitait deux concessions bien distinctes : l'une, accordée par la France, correspondait à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin, depuis la frontière suisse jusqu'au débouché du canal de fuite ; l'autre intéressant la Suisse, correspondait à l'utilisation de l'énergie hydraulique, depuis la frontière suisse jusqu'au confluent du Rhin et de la Birse.

Le concessionnaire désigné par le Gouvernement français était la Société des Forces Motrices du Haut-Rhin, ayant son siège social à Mulhouse, qui, dès 1919, avait demandé la concession de l'Usine de Kembs.

L'accord complet relatif aux nouvelles caractéristiques du projet nécessitait non seulement des négociations avec le concessionnaire, mais également un accord préalable entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement français.

La Convention pour le règlement des rapports entre la France et la Suisse, conclue le 12 juillet 1924, réalisa cet accord, après de laborieux pourparlers entre les représentants des deux Pays.

La longueur des tractations peut surprendre, mais il faut l'expliquer par la mise au point de dispositions de détail présentant une grande importance.

La Suisse voulait imposer au concessionnaire des charges trop lourdes, et la France soutenait que ces charges devaient avoir comme limite maximum la valeur nette de l'énergie correspondant à la concession suisse. D'un autre côté, il ne fallait pas perdre de vue que l'extension du remous jusqu'à la Birse donnait à la Suisse des avantages inestimables, comme d'ailleurs la réalisation du bief de Kembs, lui-même.

Pour montrer une nouvelle fois son esprit de conciliation, la France renonça, malgré les stipulations de l'Accord de Strasbourg, à la faculté de reprendre sa liberté d'action, quand les dix-huit mois prévus furent écoulés.

Finalement, le canton de Bâle-Campagne et le Grand Conseil du Canton de Bâle-Ville, votèrent le projet de concession et le 27 janvier 1925, le Conseil Fédéral accordait à la Société des Forces Motrices du Haut-Rhin, bénéficiaire de la concession française, la concession suisse pour l'extension du remous jusqu'à la Birse. La durée en était fixée à soixante-quinze ans, à partir de la date d'achèvement des travaux.

Il ne paraît pas utile d'exposer les détails techniques prévoyant à la charge du concessionnaire, un certain nombre d'obligations matérielles, mais les dispositions d'ordre international méritent d'être mentionnées.

Le concessionnaire doit contribuer aux dépenses engagées sur le territoire de Bâle, par des versements de capitaux, et une redevance annuelle, pour tous les travaux prévus : transformation du réseau d'égoûts, installation de pompes pour parer au relèvement de la nappe d'eau souterraine, etc... Au total, les charges pécuniaires imposées au concessionnaire s'élèvent en capital à 4.400.000 francs suisses, et pour chacune des annuités, à 130.000 francs suisses, compte non tenu des frais de taxes, cautionnements, etc... qui majoraient encore les montants indiqués.

Enfin, la Société concessionnaire est tenue de fournir 20 % de l'énergie produite par la Centrale Hydro-Electrique de Kembs, aux consommateurs suisses, par priorité, aux mêmes conditions qu'aux consommateurs français.

Kembs, admirable réalisation technique française

Sortant du cadre des difficiles négociations internationales, voyons comment fut réalisée cette œuvre magnifique.

Le Parlement français, par la loi du 28 juillet 1927 (*Journal Officiel* du 1^{er} août 1927), accordait la concession

du bief de Kembs à la Société des Forces Motrices du Haut-Rhin, à laquelle fut substituée l'Energie Electrique du Rhin, constituée le 10 décembre 1927, dans l'exercice des droits et obligations résultant des deux concessions, suisse et française.

Avant d'être une remarquable entreprise française, d'ordre international, Kembs fut donc une longue bataille diplomatique qui dura plus de huit années. Pour arriver à la réalisation matérielle du canal de Suez et à la constitution de la Compagnie Universelle, il n'avait fallu que quatre ans !

Quoiqu'il en soit, cette belle œuvre moderne de génie civil qui honore nos ingénieurs, et montre leur confiance, leur courage, leur persévérance, leur volonté tenace, honore également ceux de nos représentants qui eurent à défendre nos intérêts, sur le terrain juridique international.

Et si, pour reprendre l'expression employée par le Chef de l'Etat, M. Lebrun, lors de l'inauguration qui eut lieu le 9 octobre 1932, la réalisation de cette œuvre fut un « travail cyclopéen », elle le fut dans tous les domaines, car avant d'être une réalité matérielle, Kembs fut une conférence, une lutte diplomatique, une bataille autour du tapis vert.

B. — LA QUESTION DU LANOUX

L'historique de la question

Depuis bien avant la guerre mondiale, on parle de l'aménagement de l'étang du Lanoux, et si l'opinion publique s'est lassée, avec le temps, de suivre des discussions n'aboutissant à aucun résultat positif, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales n'a pas cessé d'inscrire à son ordre du jour cette question qui, à son caractère international, joint une importance capitale pour notre économie nationale.

Il convient de préciser tout d'abord que l'étang du Lanoux est propriété du département des Pyrénées-Orientales, dont les habitants sont, par conséquent, tous intéressés à l'exploitation de ses eaux.

L'utilisation des eaux du Lanoux, en vue de la production d'énergie électrique, fut envisagée à l'occasion de la construction du chemin de fer d'Ax-les-Thermes à Ripoll, dont le profil en long ne pouvait pas permettre l'utilisation des locomotives à vapeur. Un projet fut établi, qui prévoyait la transformation du Lanoux en réservoir contenant 25 millions de mètres-cubes. La centrale hydro-électrique devait être installée à Porté, au pied du col de Puymorens, dans la haute vallée du Carol. Ce projet fut approuvé, et les travaux commencèrent. La guerre devait les interrompre. On retrouve dans ce coin admirable des Pyrénées françaises, les vestiges des travaux amorcés (sentiers, galeries d'attaque, etc...), et les excursionnistes ne négligent pas de les utiliser, malgré les critiques acerbes qu'ils adressent parfois à ces travaux qui détruisent, prétendent-ils à tort, le pittoresque et la beauté majestueuse de nos montagnes et de nos vallées.

Pendant les hostilités, le Conseil Général de l'Ariège proposa de dériver les eaux du Lanoux vers le bassin de l'Ariège pour disposer d'une chute beaucoup plus importante (900 m. au lieu de 400 environ), en créant une usine au hameau de Saillens, près de l'Hospitalet, en amont d'Ax-les-Thermes et de Mérens. Plusieurs chutes en cascades étaient d'ailleurs prévues le long de l'Ariège, mais le département de l'Ariège envisageait particulièrement l'irrigation des plaines fertiles qui s'étendent à l'aval de Foix et surtout autour de Pamiers. La suggestion du Conseil Général de l'Ariège lésait d'une façon certaine les habitants des Pyrénées-Orientales, qui perdaient l'usage des eaux détournées de leur cours naturel. La Compagnie des Chemins de fer du Midi, instigatrice de la suggestion ariégeoise, entama des pourparlers qui aboutirent à une Convention, signée le 10 Août 1920, entre le Département des Pyrénées-Orientales et la Compagnie. Cette Convention, qui prévoit la construction de réservoirs dans la Haute vallée de la Têt (au Pla des Aveillans notamment) sauvegarde les intérêts du département des Pyrénées-Orientales et stipule la fourniture à des conditions privilégiées de l'énergie électrique nécessaire pour l'exploitation du chemin de fer d'intérêt local.

Cette Convention ne fut pas approuvée par le Ministère des Travaux Publics, et la Compagnie ne parut plus s'intéresser à la question.

En 1928, à la suite de la sécheresse qui sévissait depuis 1922, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales demanda à la Compagnie du Midi de modifier le régime d'exploitation du réservoir des Bouillouses, pour permettre l'irrigation dans la partie inférieure de la vallée de la Têt.

La Compagnie examina un premier projet, consistant à donner au réservoir des Bouillouses un caractère purement agricole, par le déversement de ses eaux directement dans la Têt, à arrêter par conséquent l'exploitation des usines de Fontpédrouse et de La Cassagne, l'énergie manquante étant empruntée à la ligne de transport de Portet-Saint-Simon à Latour-de-Carol. Des difficultés d'ordre technique firent rejeter ces propositions.

La Compagnie du Midi envisagea alors l'aménagement du Lanoux sur de nouvelles bases : les eaux de l'étang seraient déversées dans le réservoir des Bouillouses par un canal d'amenée souterrain ; ainsi le régime de l'irrigation de la vallée de la Têt pourrait être amélioré, et le rendement des usines de Fontpédrouse et de La Cassagne augmenté, la possibilité de création de nouvelles usines n'étant pas négligée.

La Compagnie du Midi se substitua une filiale, la Société Hydroélectrique du Midi, qui fit, le 2 Avril 1930, de nouvelles propositions au département. Celui-ci conservait les avantages qu'il tenait de la Convention du 10 Août 1920, et la S. H. E. M. s'engageait à lâcher de ses réservoirs, dans le lit de la Têt, 17.500.000 mètres cubes d'eau, pour satisfaire aux besoins de l'irrigation. En contre-partie, cette Société était dispensée de l'obligation de construire les réservoirs nouveaux prévus par la Convention du 10 Août 1920. Le département devait contribuer aux travaux d'aménagement.

Au cours de ses sessions de 1930, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales examina ces propositions, et les jugeant insuffisantes, les rejeta. Sa délibération fut transmise à la Société Hydroélectrique du Midi. Dans sa réponse, la S. H. E. M. maintint les termes de ses propositions.

Elle avait entre temps adressé à M. le Ministre des Travaux Publics une demande de concession de l'aménagement du Lanoux en réservoir saisonnier, « en vue d'améliorer en premier lieu la production d'énergie des usines de la vallée de la Têt, et en second lieu les utilisations agricoles des eaux ».

Cette demande n'a pas encore été favorablement accueillie. Les pourparlers ont vainement continué entre la S. H. E. M. et le département des Pyrénées-Orientales.

Par une délibération en date du 6 octobre 1932, le Conseil Général demanda à l'Ingénieur en Chef du Service des Forces Hydrauliques du Sud-Ouest de procéder à l'étude du projet qui pourrait, le cas échéant, être réalisé par le département lui-même.

Ce chef de service remit un rapport très documenté, qui fut soumis à l'examen du Conseil Général à la session d'octobre 1933. Cette assemblée donna son approbation de principe à un avant-projet présenté par l'Ingénieur en Chef et décida de déposer au nom du département une demande de concession en vue de l'aménagement de l'étang de Lanoux.

Au cours de l'année 1934, l'affaire a suivi normalement son cours administratif.

La procédure fixée pour le règlement international de la question

Dans l'exposé du paragraphe précédent, il a été volontairement fait abstraction des complications et des incidents internationaux qui sont liés à l'évolution de la question. Ce ne sont cependant pas les moindres, ainsi qu'on va s'en rendre compte.

En vertu des textes qui ont été cités, et notamment des articles 8 à 20 de l'Acte Additionnel au Traité de Bayonne, en date du 26 mai 1866, il n'est possible de modifier le régime actuel des eaux s'écoulant du Lanoux vers le Sègre, qu'avec l'assentiment de l'Espagne (article 11), surtout si ces eaux doivent être dérivées dans une autre vallée, et sous réserve d'indemnités légitimes (art. 9).

L'aménagement projeté par le département des Pyrénées-Orientales a donc, au point de vue franco-espagnol, de sérieuses répercussions. Il consiste, en fait, à priver annuellement d'une moyenne de 24.450.000 mètres cubes d'eau la vallée du Sègre, pour les déverser dans la vallée de la Têt.

Les travaux peuvent être exécutés, sous les réserves ci-dessus, à la condition que les besoins réels des riverains d'aval soient sauvegardés. c'est-à-dire pratiquement, que les riverains d'aval disposent en toute saison de la quantité d'eau nécessaire aux besoins domestiques et aux irrigations, les besoins industriels pouvant faire l'objet d'indemnités.

En vertu des termes de la Convention, le Préfet du département des Pyrénées-Orientales devrait donner, préalablement à toute exécution, avis des travaux projetés, au Gouverneur de la province de Gérone. Ce dernier provoquerait, suivant les dispositions du droit administratif espagnol, les réclamations de tous les intéressés.

Le Gouverneur de la Province de Gérone transmettrait, avec son avis, les résultats de son enquête au Préfet des Pyrénées-Orientales, et le projet définitif ne pourrait être établi qu'en tenant compte des observations présentées, sa réalisation devant se faire après accord entre les autorités provinciale et préfectorale.

Ces autorités auraient également à examiner les réclamations ultérieures et, en cas de désaccord entre elles, en appeler à leurs Gouvernements respectifs, de même que dans le cas où l'accord réalisé ne donnerait pas satisfaction aux réclamants (articles 15 et 16).

L'entente entre les autorités régionales ou entre les Gouvernements pourrait d'ailleurs être facilitée par le fonctionnement de la Commission internationale d'ingénieurs, prévue par l'article 18, en se référant aux travaux de la Commission internationale d'ingénieurs composée de MM. Labbé et Pasqueau pour la France, et de MM. Gomez Roldan et Peyra pour l'Espagne, travaux qui préparèrent la rédaction des règlements, constituant la seconde partie de l'Acte final de la délimitation de la frontière des Pyrénées, signé à Bayonne le 11 Juillet 1868.

Cette Commission n'a plus fonctionné depuis cette date. L'accord préalable des techniciens permettrait pourtant d'aplanir bien des difficultés et il est regrettable que cette Commission ne se soit jamais réunie, pour examiner la question du Lanoux. Cependant les conversations internationales ont été abondantes sur ce sujet, et nous allons en exposer les phases essentielles.

Les négociations franco-espagnoles relatives au Lanoux

Pendant les hostilités, en 1917, quand la Compagnie du Midi et le Conseil Général de l'Ariège envisagèrent la possibilité de dériver les eaux du Lanoux vers la vallée de l'Ariège, le Gouvernement espagnol signala, par la voie diplomatique, à l'attention de notre Ministre des Affaires Etrangères « les conséquences graves de ce projet pour les intérêts espagnols », et il demanda que les accords existants entre la France et l'Espagne fussent respectés, en prenant les mesures prévues pour garantir les droits de l'Espagne sur les eaux internationales, dont on projetait l'utilisation.

Le Ministère des Finances fit connaître à plusieurs reprises à l'Ambassadeur d'Espagne que le projet n'avait rien de définitif et que le Ministre des Travaux Publics était fermement décidé, avant l'octroi d'une concession quelconque, à tenir compte des intérêts de l'Espagne, sauvegardés d'ailleurs par les traités internationaux.

La France ne violerait aucun de ses engagements et communiquerait, en temps opportun, les documents nécessaires au Gouvernement de Madrid. Celui-ci paraissait satisfait de ces apaisements lorsque, le 10 Août 1920, une Convention extrêmement précise était signée entre la Compagnie des Chemins de fer du Midi et le département des Pyrénées-Orientales.

Cette Convention, appelée « accord de Font-Romeu », fut transmise, comme nous l'avons dit, au Ministre des Travaux Publics qui ne l'approuva pas, se bornant, le 23 Mars 1921, à en donner acte au département intéressé.

Avant même sa conclusion, l'Accord de Font-Romeu était connu de l'Espagne qui protesta, dès le 15 Janvier 1920, contre son exécution éventuelle.

Par la voie diplomatique, le Gouvernement espagnol demandait « qu'il soit procédé à la désignation d'une Commission internationale qui, selon les prévisions des traités et annexes, examinerait la question au nom des deux Gouvernements, et parviendrait, en peu de temps, à établir un accord sur les travaux à entreprendre, accord qui sauvegarderait les intérêts espagnols et français, en jeu ».

C'était parfaitement logique, indiscutable même, mais notre Ministère des Travaux Publics en jugea autrement, faisant ainsi, semble-t-il, une fausse interprétation des termes des articles 8 et 9 de l'Acte additionnel du 26 Mai 1866.

La thèse soutenue prétendait que les droits de la France, comme ceux de l'Espagne, restent entiers d'autoriser les travaux d'utilité publique pour la dérivation d'une partie des eaux de la vallée du Carol, sous réserve d'indemniser les ayants-droit justifiant que leurs intérêts légitimes ont été lésés. Ce n'est que sur ces indemnités que peut se prononcer, par application de l'article 11 de la Convention, la Commission franco-espagnole, dont la Constitution était demandée par l'Espagne.

Notre Ministère des Travaux Publics estimait que le rôle de la Commission devait se borner là. Il précisait que l'adhésion à la demande de l'Espagne autoriserait les délégués espagnols à apprécier, en particulier, l'opportunité de travaux projetés par la France et, dans tous les cas, de soulever des questions dont l'examen ne pourrait qu'égarer la discussion.

De nombreuses notes diplomatiques furent échangées avant que l'accord soit réalisé sur les dispositions suivantes : une Commission internationale comprenant pour chaque pays un diplomate et trois techniciens devait être constituée. Ses membres, nommés en 1928, étaient, pour la France : M. Pean, Ministre plénipotentiaire, Président de la Délégation française ; M. Armand, Inspecteur général des Ponts et Chaussées ; M. Aroles, Inspecteur général honoraire des Ponts et Chaussées ; M. Crescent, Ingénieur en Chef des

Ponts et Chaussées. Pour l'Espagne : M. le Comte de San Esteban de Canongo, Président de la Délégation espagnole ; M. Navarette, Inspector general de Caminos, Puertos y Canales ; M. Santo Maria, Ingeniero de Caminos, Puertos y Canales ; M. Pordo, Ingénieur-Directeur de la Confédération de l'Ebre

Le Président de la Délégation française avait arrêté la méthode de travail de la Commission et il l'avait soumise au Président de la Délégation espagnole.

D'abord, l'exposé du projet devait être fait par un ingénieur français, en fait, par M. Leclerc du Sablon, Directeur de la Société Hydro-électrique du Midi, qui avait étudié, et devait réaliser l'aménagement du Lanoux. Ensuite, seuls les techniciens se seraient réunis, à l'exclusion des représentants du Corps diplomatique, pour : étudier le régime actuel du ruisseau de Carol et du Sègre, dans l'étendue où ce dernier peut être considéré comme pratiquement influencé par les eaux provenant du bassin versant du Lanoux ; rechercher les avantages actuellement retirés de ces cours d'eau par les usagers espagnols (usiniens et irrigants) ; déterminer le régime futur des mêmes cours d'eau après l'exécution des travaux projetés ; évaluer les avantages et les inconvénients qui résulteront pour les usagers espagnols du changement de régime et, dans le cas où les inconvénients seraient supérieurs aux avantages, étudier, s'il y a lieu, les modifications susceptibles de réaliser la compensation.

Enfin, examen complet du problème par les Présidents de la Délégation, sur le vu des comptes-rendus des délégations, et fixation de l'ordre du jour de la Commission internationale.

La méthode de travail et le rôle de chacun étaient, ainsi, nettement et heureusement précisés, après dix ans de discussions.

Pourtant, cette Commission, dont les travaux n'auraient pu avoir que d'utiles effets, ne s'est jamais réunie, et, en conséquence, par cette voie aucun progrès n'a été réalisé.

Pendant que se poursuivaient les négociations diplomatiques, le Gouvernement français faisait communiquer, vers 1924, au Gouvernement de la Province de Gérone, une note concernant

l'aménagement de l'étang de Lanoux, afin de permettre l'ouverture de l'enquête prévue à l'article 11 de l'Acte additionnel aux Traités de Bayonne. Certaines informations ont laissé supposer que l'enquête avait eu lieu, qu'elle avait donné des résultats favorables, et que le Gouverneur Civil de la Province de Gérone et l'Ingénieur en Chef de la Division Hydraulique de l'Ebre avaient échangé une correspondance à ce sujet. Ces renseignements n'ayant jamais eu de confirmation officielle, ne peuvent donc avoir qu'une valeur de présomption, et il convient d'admettre que les résultats de l'enquête ouverte il y a quelques années, dans la Province de Gérone, sur l'aménagement du Lanoux, ont été complètement nuls, bien que la rumeur publique les présume favorables au projet.

Les avantages de l'aménagement ne sont, d'ailleurs, pas du tout négligeables.

Le bassin versant du Lanoux est de 20 kilomètres carrés à Puigcerda, de 800 kilomètres carrés à Bellver, et de 1.800 kilomètres carrés à la Séo d'Urgell. L'influence du Lanoux dans l'alimentation des cours d'eau espagnols, nulle en hautes eaux, est donc rapidement éliminée au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la frontière.

Il faut signaler cependant que l'Espagne possède, sur la rivière de Carol, avant la frontière, une prise d'eau alimentant le canal de Puigcerda, et en vertu des traités internationaux, la France ne peut porter aucune atteinte à ces installations et causer un dommage quelconque à leurs usagers.

Or, il résulte des études faites par les Services techniques français, portant sur vingt-deux années d'observations, que, grâce aux réserves prélevées au Lanoux aménagé, on n'apportera aucun trouble à l'alimentation du Canal de Puigcerda, pas plus d'ailleurs qu'aux irrigations, et la situation actuelle sera même améliorée pendant les années de sécheresse. Ce fait doit amener nos voisins espagnols à se déclarer très favorables au projet d'aménagement du Lanoux.

Les solutions possibles

Les complications d'ordre international rencontrées au moment de l'examen du premier projet d'aménagement de l'étang du Lanoux doivent conduire les négociateurs futurs à agir avec prudence, de manière à ne pas froisser les susceptibilités espagnoles, sans rien abandonner, toutefois, des droits incontestables de la France, et plus particulièrement du département des Pyrénées-Orientales, propriétaire de l'étang du Lanoux. Le Conseil Général de ce département doit considérer que la conclusion définitive et favorable des négociations franco-espagnoles est une condition essentielle et primordiale pour aboutir à un résultat positif. La leçon des événements qui se sont déroulés de 1917 à 1920 montre et confirme que, conformément aux accords de Bayonne, il faut procéder, au préalable, à l'examen international du projet.

Dans la conclusion de son rapport de 1933, l'Ingénieur en Chef du Service des Forces Hydrauliques du Sud-Ouest proposait au Conseil Général des Pyrénées-Orientales d'adresser au Ministre des Travaux Publics une demande de concession relative à l'aménagement du Lanoux et de saisir le Ministre des Affaires Etrangères de la question, afin qu'il puisse faire jouer les articles de l'Accord additionnel de Bayonne, fixant la procédure préliminaire.

L'attention des Ministres français devait être attirée sur les points suivants :

a) Le projet du Conseil Général des Pyrénées-Orientales n'a rien de commun avec ceux présentés par la Compagnie du Midi ou la Société Hydro-électrique du Midi. Il est entièrement nouveau et la procédure déterminée par l'accord du 26 Mai 1866 doit être reprise intégralement.

b) Le Département est intéressé à ce que la Commission instituée en 1928 se réunisse pour fournir son avis, dans le cadre des dispositions de l'accord précité, et conformément aux modalités arrêtées antérieurement entre le Gouvernement français et le Gouvernement espagnol.

L'état actuel de la question

Le Conseil général des Pyrénées-Orientales adopta, au cours de sa session d'octobre 1933, les conclusions du rapport de l'Ingénieur en Chef du Service des Forces Hydrauliques du Sud-Ouest. Ce Service prépara activement le projet, qui fut remis le 12 Avril 1934 au Préfet des Pyrénées-Orientales, et transmis aussitôt au Ministre des Travaux Publics, avec la demande de concession au nom du département.

La réalisation des travaux envisagés présente, pour les Pyrénées-Orientales, une importance certaine et exceptionnelle, tant au point de vue de l'amélioration des irrigations, que de la production de l'énergie électrique.

Cette importance ne pouvait pas justifier cependant les paroles prononcées par un membre de l'Assemblée départementale à la session de Mai 1934 : « Il faut réaliser le Lanoux, même si les Espagnols ne veulent pas se réunir. Il faut les mettre devant le fait accompli ». C'est évidemment un moyen pratique d'aboutir vite à un résultat concret, mais il y a tout de même des contingences internationales et des susceptibilités qui ne doivent pas être négligées. En toute justice, il convient d'ajouter que ces paroles étaient complétées par l'espoir que formulait le même Conseiller général, de voir la Commission internationale se réunir à bref délai.

Ceci est la sagesse. Le Service des Forces Hydrauliques possède tous les éléments pour documenter, d'une façon complète, la Commission internationale, dès qu'elle sera instituée. Les relations avec nos voisins d'outre-Pyrénées ne doivent pas cesser d'être cordiales et, ainsi, les accords existants pourront être interprétés et appliqués avec bonne volonté et en toute bonne foi.

L'aménagement du Lanoux ne doit pas séparer des peuples qui ont tant d'affinités. Il doit, au contraire, resserrer leurs liens d'amitié et nous restons convaincu que la réalisation prochaine de ce séduisant projet de génie civil rapprochera encore davantage, et tout particulièrement, les populations directement intéressées, ces frères de race et de langue qu'il sont les Catalans des deux versants des Pyrénées.

C. — LE BARRAGE HOOVER

Les problèmes juridiques posés par ce projet

Le barrage de Kembs nous a permis d'exposer les difficultés internationales créées par l'aménagement d'un fleuve à grand débit, formant la frontière de deux Etats, et s'étendant sur le territoire d'un autre Etat ; le projet du Lanoux, bien que plus modeste, puisqu'il ne s'agit en fait que d'une rivière pyrénéenne à petit débit, le Carol, n'en est pas moins intéressant par les problèmes d'ordre international qu'il soulève. Dans ces deux cas, les moyens employés pour la résolution des difficultés ont été examinés.

Placer dans le cadre du droit international public une question qui, de prime abord, paraît essentiellement nationale, puisque n'intéressant qu'une nation, les Etats-Unis, peut sembler un peu hardi, mais quand nous aurons exposé les problèmes juridiques curieux soulevés par l'aménagement du Barrage Hoover, sur le Colorado, on se rendra compte de la similitude que ces problèmes présentent avec ceux qui se posent sur le plan international.

L'organisation administrative du territoire américain diffère totalement, il ne faut pas l'oublier, de celle des territoires des vieilles Nations européennes ; les Etats fédérés de l'Amérique du Nord sont, à certains points de vue, beaucoup plus indépendants que les Cantons suisses eux-mêmes ; ces Etats sont encore plus différents, par conséquent, de nos départements français, des comtés anglais, des pays allemands d'après-guerre ou des provinces de divers Etats.

En France, si des difficultés naissent entre des départements voisins, elles sont vite résolues par une entente directe ou par le Gouvernement central ; les lois sont faites pour tout le pays ; il n'y a pas de lois particulières dans nos circonscriptions administratives.

Il n'en est pas de même, nous allons le voir, dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

La naissance du projet d'aménagement du Colorado

Sans remonter jusqu'en 1536, date de la découverte du Golfe de Californie par Cortez, envoyé dans ces régions par Francisco Ulloa pour y rechercher les sept cités fabuleuses de Cibola, il est nécessaire, pour bien situer la question, d'en exposer sa naissance et son évolution dans le cadre économique.

En vue d'étudier la navigabilité du Colorado, le lieutenant Ives, en 1857, partant du golfe de Californie sur un bateau à vapeur, remonta le fleuve jusqu'aux gorges du Black Cañon. Au cours du siècle dernier, divers accords conclus entre les Etats-Unis et le Mexique réglèrent le trafic fluvial. Par contre, une récente conférence a homologué la cessation de la navigation qui était devenue impossible du fait que l'exploitation agricole des eaux en vue de l'irrigation avait pris une telle importance que le lit du cours d'eau était parfois à sec. Cette utilisation intégrale des eaux a transformé le bassin inférieur du fleuve en un immense jardin où les cultures les plus diverses se sont acclimatées (orangers, dattiers, etc...). Au début de la colonisation de ces parages, l'eau du fleuve était utilisée sans aucune formalité, et la question des droits relatifs à l'usage de l'eau ne se posait même pas. De nos jours, il en va bien différemment, car les Etats riverains cherchent tous à développer les irrigations.

Il n'est pas inutile de citer quelques chiffres, pour montrer toute l'importance de la question qui est étudiée.

La superficie des terres irriguées atteint 200.000 hectares dans l'Arizona et 320.000 hectares dans l'Etat du Colorado. La ville de Denver, capitale du Colorado, projette au surplus de réaliser l'adduction des eaux du Colorado supérieur pour les usages domestiques ou industriels ; de leur côté, les villes établies sur la côte californienne du Pacifique, San Diego, Santa Barbara, Los Angeles, étudient, dans le même but,

l'important projet d'un aqueduc qui dériverait en moyenne 100 millions de mètres cubes d'eau par mois.

La richesse du bassin du Colorado ne se limite pas aux produits de la culture. On trouve des produits minéraux divers, notamment de l'or et de l'argent, dont l'exploitation des gisements, pour être économique et intéressante, dans certains cas, demanderait un appoint de force motrice à bon marché. Tout particulièrement, les Etats de Névada et d'Utah désirent utiliser les eaux du Colorado, en vue de produire de l'énergie hydro-électrique.

En somme, tous les Etats riverains tendent, par des manœuvres politiques, pour des buts économiques divers, de mettre la main sur le grand fleuve. En présence de toutes ces difficultés, les autorités centrales de l'Etat fédéral américain ont estimé que les Etats particuliers n'étaient pas les seuls intéressés et qu'à l'initiative privée devait être substitué le pouvoir central, pour réaliser une œuvre nationale, sans doute, mais que nous qualifierons d'intérêt « inter-statal » pour employer une expression dont se sont servis certains auteurs, pour désigner le droit « international ».

Des considérations d'un autre ordre ont d'ailleurs favorisé, sinon facilité, l'étude d'un projet d'ensemble.

A l'ouest du Colorado, et au voisinage de son delta, s'étend une grande plaine, que les apports du fleuve ont conquis sur l'océan. Elle est très fertile et très cultivée, surtout dans sa partie Sud, qui forme la Vallée Impériale (Imperial Valley). Une compagnie privée a construit, pour l'irrigation de cette riche région, un canal dont le tracé comporte une boucle d'environ 90 kilomètres sur le territoire du Mexique. En outre, le lit du Colorado et celui du canal se trouvent placés, dans certaines sections, au-dessus du niveau général de la plaine environnante, du fait de la construction d'un endiguement insubmersible, qui s'étend sur plus de cent kilomètres. En donnant l'autorisation de construire le Canal, le Mexique se réserva la moitié du débit pour ses besoins propres. En fait, à l'heure actuelle, la superficie irriguée est de 80.000 hectares au Mexique et de 180.000 hectares en Californie. Les populations de cette dernière région éprouvent le vif désir d'échapper à la menace d'inondation provoquée

par l'engravement du lit du fleuve et des difficultés éprouvées pour surveiller les digues du Canal sur le territoire étranger.

La réalisation du projet de construction du barrage Hoover permettra d'atténuer sensiblement l'exhaussement du lit du fleuve, et d'amortir les grandes crues, en diminuant le débit solide du Colorado. De plus, le projet prévoit le remplacement du canal actuel par un autre plus coûteux, mais qui aura l'avantage d'être entièrement établi sur le territoire américain. Il est d'ailleurs déjà qualifié de « All-American Canal ».

Pour tous ces motifs, le « Bureau of Reclamation » des Etats-Unis (assimilable à notre Service Hydraulique), fut chargé d'étudier un aménagement du Colorado susceptible de répondre par ordre de priorité aux buts suivants :

- 1^o Amortissement des crues et régularisation des débits ;
- 2^o Emmagasinement des eaux nécessaires aux irrigations des territoires appartenant aux Etats-Unis ;
- 3^o Production d'énergie électrique, en vue d'assurer la rentabilité de l'entreprise.

Les premiers projets

Dès 1904, le « Bureau of Reclamation » avait étudié et prévu la création de barrages-réservoirs sur le Colorado supérieur et sur ses principaux tributaires. La première étape des travaux de régularisation comprenait notamment un grand barrage à Flaming Gorge sur la Green River. Malgré les dépenses relativement peu élevées qu'il entraînait, ce projet fut délaissé, en raison du trop long parcours séparant le réservoir des champs à irriguer de la Californie et de l'Arizona ; l'évaporation et les fuites auraient pu présenter des inconvénients en période sèche et, d'autre part, l'amortissement des crues aurait été peu sensible, compte tenu du grand bassin versant subsistant, et des affluents importants situés à l'aval du barrage.

On considéra alors que le réservoir rendrait d'autant plus de services, qu'il serait situé plus près de l'embouchure du

Colorado. De 1918 à 1924, une somme importante (500.000 dollars environ) fut dépensée en prospections diverses, reconnaissances, sondages, études sur les emplacements possibles pour l'établissement du barrage, qui étaient de soixante-dix à l'origine.

Pendant qu'il était procédé à ces sérieuses études, les sept Etats riverains (Wyoming, Utah, Colorado, Nevada, Arizona, New-Mexico) poursuivant leurs buts égoïstes, réalisaient, chacun de leur côté, leurs programmes respectifs. Le Wyoming construisait le Big Sandy Canal, qui irrigue les terres de l'Orégon. Le Colorado entreprit de grands travaux, pour irriguer les terres du bassin inférieur et l'érection du barrage de Laguna, sur le bas Colorado, fut hérissée de grosses difficultés de construction.

Finalement, en Mai 1928, une résolution du Congrès américain chargea le Secrétaire de l'Intérieur de constituer une Commission de cinq ingénieurs et géologues, chargée de revoir les projets définitifs établis par le « Bureau of Reclamation », et de présenter ses observations sur la sécurité, l'économie et l'opportunité de l'entreprise. Le rapport fut dans son ensemble très favorable ; les modifications suggérées ne portaient que sur des détails de réalisation technique, qu'il importe peu d'exposer ici.

La complexité des droits à l'usage de l'eau

Pour se rendre un compte exact de l'âpreté des discussions qui se sont élevées au sujet du projet du Barrage Hoover, il convient de préciser que la majeure partie des populations du bassin du Colorado sont dans une commune indépendance de l'état du fleuve ; c'est un lien certain, mais aussi une opposition d'intérêts. Dans toute cette contrée, le droit à l'usage de l'eau vaut plus que le droit de propriété de la terre sur laquelle cette eau est utilisée. La détermination de ces droits d'eau, et la prévention des litiges qu'ils peuvent provoquer, constituent une tâche plus délicate que celle du remembrement des terres. Les lois et les autorités du Wyoming régissent, jusqu'aux frontières de cet Etat, les

dérivations des eaux s'écoulant du Pic de Fremont dans la Green River. La législation des eaux du fleuve change, suivant qu'il arrose l'Utah, la Nevada, l'Arizona et la Californie. Enfin, les eaux du Colorado appartiennent intégralement au Mexique à sa sortie des Etats-Unis.

Sur les sept Etats riverains, la législation de six d'entre eux reconnaît le droit à l'usage de l'eau aussi bien pour les terres riveraines que pour les terres non riveraines ; les méthodes d'application varient, mais les principes ne changent pas.

Seul, l'Etat de Californie conçoit le régime des eaux d'une façon différente, qui essaye de concilier les droits exclusifs des riverains avec ceux résultant d'une jouissance prolongée de l'usage de l'eau par les propriétaires non riverains. Cette conception moins libérale paraît mal adaptée à la mise en valeur d'une région aride, et son application a soulevé de nombreuses difficultés.

Dès qu'on envisagea l'établissement d'un grand réservoir dans la partie basse du Colorado, les Etats que draine le bassin supérieur de ce fleuve protestèrent. Ils supposèrent que ce projet entraînait la main-mise des usagers du réservoir sur tous les droits d'eau non encore exercés à l'amont. Il semblait, en effet, que si les promoteurs du Barrage Hoover ne pouvaient prétendre à priver les riverains supérieurs des droits d'irrigation déjà exercés, ils pouvaient exiger que le débit total dérivé à l'amont du réservoir ne dépassât pas une certaine limite ; cet argument était renforcé du fait que l'eau retenue par le Barrage Hoover devait être utilisée pour la production d'énergie électrique ; le cube d'eau apporté par le Colorado est supérieur à celui nécessaire pour les irrigations alimentées par le réservoir, et les dérivations supérieures ne diminueront pas le rendement des ouvrages projetés ; au contraire, l'usine hydro-électrique peut faire passer par ses turbines toutes les eaux disponibles, et tout prélèvement définitif fait à l'amont diminue sa production et la rentabilité de l'ensemble de l'entreprise.

La convention de Santa-Fé

Afin d'aplanir les difficultés provoquées par la vive opposition des Etats supérieurs, une Conférence entre les sept Etats riverains fut réunie à Santa-Fé, en 1922, sous la présidence de M. Hoover, alors Secrétaire général du département du Commerce.

Un accord put être réalisé, et une convention fut signée, sous réserve de ratification par le Gouvernement fédéral, et par chacun des Etats intéressés. Elle était basée sur un débit annuel moyen de 19 milliards 700 millions de mètres cubes. Sur ce total, les Etats comprenant le bassin supérieur (Wyoming, Colorado, Utah et New-Mexico) pouvaient disposer de 9 milliards 200 millions de mètres cubes, et la même quantité était réservée aux Etats du bassin inférieur (Nevada, Arizona et Californie), avec le droit, pour ces derniers, d'accroître leur consommation de 1 milliard 300 millions de mètres cubes par an.

La Commission a voulu protéger les Etats supérieurs contre les droits de priorité qu'auraient acquis les Etats inférieurs, en utilisant très rapidement toute l'eau disponible. Etant donné la plus grande valeur économique de l'eau dans les régions sèches du Sud, on supposait en effet que toutes les eaux auraient été utilisées sur le cours inférieur, avant que les Etats de l'amont pussent aménager leurs terres susceptibles d'irrigation. Comme le Colorado et le Wyoming constituent la plus grande partie du bassin versant du fleuve, en fournissant le 80 % de son débit, le procédé eût été peu équitable.

La répartition des eaux entre les Etats eux-mêmes sera assurée par une Commission d'ingénieurs, qui tiendra compte de l'état actuel de chacun d'eux, et des améliorations ultérieures possibles.

La Convention du Barrage Hoover a été très commentée aux Etats-Unis, et certains voient dans les théories émises une entrave au développement des aménagements, du fait qu'un cours d'eau peut être considéré comme une propriété dont on peut disposer par marchandage économique ou politique ».

C'est bien ce qui se produit dans l'ordre international, en l'absence d'un droit positif très net. L'aménagement du barrage Hoover peut bien, on le voit, en raison de la nature des difficultés rencontrées, être regardé comme une œuvre internationale, ou « interstatale », comme nous l'avons déjà dit pour ne pas blesser les susceptibilités des partisans de l'unitarisme intégral de l'Etat fédéral ami.

La Convention de Santa-Fé fut ratifiée par tous les Etats, sauf l'Arizona, qui s'estima lésé, du fait que « le droit du premier occupant », qui n'est pas reconnu dans la Convention des sept Etats, subsiste pourtant au profit de la Californie, qui est autorisée à prélever un important débit par le « All American Canal ». L'Arizona désirait, en outre, que le débit de la Gila ne rentre pas dans le calcul du cube d'eau disponible, adopté pour l'ensemble du bassin du Colorado.

Le « Boulder dam act »

Afin de donner le temps à l'Etat d'Arizona de revenir sur sa décision, et de faire cesser sa dissidence, la loi autorisant la construction de l'aménagement ne devait entrer en application que six mois après sa signature par le Président des Etats-Unis.

Loin d'acquiescer, l'Arizona ne fit que renouveler ses objections, et la loi devint exécutive le 21 Juin 1929.

Ainsi se trouve solutionnée, du moins espérons-le, la question de l'aménagement du barrage Hoover et de son exploitation.

La hauteur de l'ouvrage sera de plus de 200 mètres, et la réserve créée dépassera 36 milliards de mètres cubes.

La construction d'une usine hydro-électrique au pied du barrage doit permettre d'amortir l'ensemble des travaux en cinquante ans. Trois plans financiers ont été envisagés pour la construction :

a) L'Etat américain assumerait l'ensemble des dépenses d'établissement, installerait les machines, en assurerait l'exploitation et vendrait l'énergie aux bornes de l'usine.

b) L'Etat paierait le barrage et les ouvrages accessoires ; l'usine, construite et exploitée par une entreprise privée, qui louerait à l'Etat le droit à l'usage de l'eau.

c) L'Etat se chargerait de l'ensemble, mais les concessionnaires lui loueraient tout ou partie de l'usine et se chargeraient de l'exploitation.

D'autre part, la loi prévoit que la moitié de l'énergie fournie sera réservée par priorité aux puissantes installations de pompage, qui doivent alimenter les villes côtières de Californie, et notamment Los Angeles. Les eaux pompées dans le Colorado devront franchir la crête rocheuse de plus de 500 mètres de hauteur, qui sépare le fleuve de la côte du Pacifique. Une tranche d'énergie à prix réduit sera réservée aux municipalités des régions riveraines, en vue notamment de développer l'exploitation des ressources minérales. Ainsi se trouvent satisfaits les divers besoins économiques que nous avons exposés ci-dessus.

C'est au Secrétaire d'Etat du Ministère de l'Intérieur qu'échut le difficile problème de concrétiser les conceptions administratives et financières contenues dans le « Boulder dam act ». Nous n'entrerons pas dans le détail des mesures adoptées. Pour terminer, nous dirons que la construction du barrage est en cours, et que l'achèvement de ce gigantesque projet est prévu pour 1937.

Ainsi sera réalisée l'œuvre de génie civil la plus hardie de notre siècle, qui, après avoir soulevé les problèmes juridiques les plus délicats, présente, par l'ampleur et la difficulté des travaux, un intérêt technique considérable.

CHAPITRE VII

Le Règlement des différends

A. — RÉGLEMENTATION DES EAUX INDUSTRIELLES INTERNATIONALES

La nécessité d'une réglementation internationale

Au xviii^e siècle, Vattel écrivait déjà : « Il n'est pas permis de faire sur le bord de l'eau des ouvrages tendant à en dériver le cours, et à le rejeter sur la rive opposée. Ce serait vouloir gagner au préjudice d'autrui. Chacun peut seulement se garantir et empêcher que le courant ne mine et n'entraîne son terrain ».

Cet auteur émettait ainsi un principe qui est adopté par tous les auteurs modernes, mais il l'appliquait spécialement à l'acquisition éventuelle d'un territoire par voie d'accession. De nos jours, ce principe permet aux Etats de ne pas se causer de préjudice entre eux, notamment, à l'occasion de l'aménagement des eaux industrielles internationales. Les divers textes qui ont été examinés trouvent tous leur fonde-

ment sur l'idée de mutuelle dépendance et des obligations résultant du voisinage.

Dans l'état actuel de notre droit des gens, une réglementation internationale des eaux industrielles internationales est nécessaire.

Nous sommes bien loin, de nos jours, de la thèse égoïste émise par Philippe le Bel, dans une Ordonnance de 1305, citée par Levasseur (*Histoire du Commerce*) : « Charité bien ordonnée commence par soi-même ; ce serait, pour ainsi dire, une cruauté, quand le champ où naît la source a soif, d'en laisser dériver l'eau sur les terres étrangères ». C'est bien là l'esprit du Moyen-Age. Que de chemin a été accompli depuis pour le bien de l'Humanité entière !

D'ailleurs, si l'on essaie de comparer les relations internationales entre Etats féodaux et même entre Etats du XIX^e siècle, avec ce qu'elles sont aujourd'hui, on aperçoit immédiatement l'évolution rapide de leur régime juridique qui tend à rapprocher l'Economie internationale de l'Economie nationale, comme le soutient fort justement M. Brocard.

Si la Société des Nations était universelle, et comprenait tous les Etats du globe, une autorité de droit présiderait à la coordination des activités nationales dans l'Economie internationale. En droit, chaque Etat peut agir comme bon lui semble mais, en fait, et de plus en plus, il doit se préoccuper des intérêts des autres Etats pour sauvegarder les siens ; le régime juridique international est essentiellement et exclusivement contractuel, ce qui rend les normes juridiques beaucoup moins solides dans l'ordre international que dans l'ordre national. Aucune contrainte ne peut assurer l'exécution des engagements souscrits, ni même des sentences arbitrales librement acceptées. Mais, fort heureusement, les obligations contractées sont, en général, exécutées de bonne foi, et certaines sont, en quelque sorte, moralement inviolables. La communauté des intérêts économiques et l'interdépendance des Etats les obligent à subir certaines atteintes à leur souveraineté, sous peine de s'exposer à des réactions dangereuses.

De même que, dans chaque Nation, la théorie sociale remplace la théorie individualiste, sur le plan international,

la théorie de l'interdépendance des Etats fait place, de plus en plus, à la théorie périmée et surannée de la souveraineté absolue de chaque Etat.

Certains esprits généreux, poussant jusqu'à l'utopie sans doute, cette notion d'interdépendance et de collaboration internationale, conçoivent l'idée d'un Etat international, d'une Fédération universelle, dont le pouvoir central imposerait d'autorité à l'ensemble des Nations une législation unique, assurerait l'application de cette législation, créerait des services publics internationaux alimentés par un budget international.

On se rapprocherait ainsi du régime juridique international idéal, mais on s'en rapprocherait sans l'atteindre, si nous en jugeons par toutes les difficultés que le Gouvernement central des Etats-Unis a dû vaincre, pour réaliser le barrage Hoover.

Les événements démontrent que nous sommes bien loin encore de la communauté internationale absolue, dont tous les membres sont liés entre eux par les mêmes règles de droit.

D'ailleurs, en matière de droit des gens, il convient d'agir avec prudence, pour ne pas heurter avec violence des intérêts, des croyances, des coutumes et éveiller les susceptibilités les plus vives. Lorsqu'en 1920, au Conseil de la Société des Nations, M. Tittoni, au nom de l'Italie, assez pauvre, on le sait, en matières premières, protesta contre leur monopolisation, particulièrement celle du charbon, le représentant de la Grande-Bretagne répondit que son pays se considérait comme aussi pleinement maître de son charbon que l'Italie de ses chutes d'eau. Une telle prétention est déplacée en notre siècle, et seul peut l'expliquer le particularisme outrancier du tempérament anglais.

La marche à la compénétration des Etats se développe et se précipite sous l'influence de causes multiples et profondes, indépendantes de la volonté humaine, ou sur lesquelles la volonté ne peut exercer qu'une action très faible. Il serait vain de tenter de l'arrêter et essayer de le faire serait une grave erreur ; la compénétration des Nations, orientée d'une certaine façon, peut jouer un rôle très utile dans le

développement de la collaboration et de la coopération internationales qui sont d'ailleurs intimement liées aux économies internes.

Pour faire un travail utile, dégagé de toute confusion, il faut d'abord favoriser avec précaution la marche à la coordination des activités nationale et internationale en les harmonisant, dans toute la mesure du possible, avec les situations présentes qui peuvent parfaitement tenir compte de la marche naturelle des événements, prévoir le proche avenir, en se défiant malgré tout des anticipations hâtives qui seraient vaines le plus souvent, et parfois inefficaces ou dangereuses.

La coordination générale doit être la résultante des efforts de tous. Les intérêts supérieurs de la Communauté internationale devraient — nous voudrions écrire : doivent — primer toujours et partout les intérêts particuliers, individuels ou collectifs des citoyens comme de l'Etat.

Depuis plusieurs années, la notion de souveraineté est vigoureusement combattue en droit international. La notion d'interdépendance remplace cette doctrine désuète qui constitue, dans l'ordre politique, économique ou juridique, l'obstacle le plus sérieux à l'établissement d'une paix solide.

Si des hommes politiques, se souciant peu du droit, peuvent encore invoquer l'idée de souveraineté absolue, pour réaliser leurs desseins, les juristes feraient preuve d'un respect déplacé et superstitieux d'une abstraction surannée et de formules périmées, en soutenant encore une théorie qui constitue, en fait, la négation même du droit des gens.

L'évolution du monde moderne, par ses besoins et par ses buts, est en opposition formelle avec le principe de la souveraineté des Etats qui ne peut qu'entraver l'organisation de la paix, et maintenir la Société des peuples en état d'anarchie.

Pour tous ces motifs, qui ont été exposés d'une manière générale, parce qu'ils s'appliquent aussi bien à notre sujet particulier qu'à toutes les autres activités internationales, il est nécessaire, à défaut de l'autorité unique, supérieure à tous les Etats, de réglementer, ou plus exactement de codifier les droits et les devoirs fondamentaux des Etats. En droit interne, le règlement particulier n'est élaboré qu'après la

loi qui contient les dispositions générales. En droit des gens, il en va tout autrement, les conventions spéciales sont nombreuses, mais la loi générale n'a jamais été faite, et le *Pacte de la Société des Nations* lui-même ne peut pas être considéré comme la loi universelle idéale. Les essais ont été nombreux pourtant, et, parmi les plus récents, nous relèverons l'article 4 de la *Déclaration des Droits et Devoirs des Nations* de l'Union juridique internationale, en date du 11 Novembre 1919, dont voici le texte : « Le droit de chaque Etat a pour limite le droit des autres Etats. Les Etats ont des devoirs les uns envers les autres. Ils en ont tous à l'égard de la communauté internationale ». D'un autre côté, M. de Lapradelle a proposé, en octobre 1921, à l'Institut de Droit International une *Déclaration des Droits et Devoirs des Etats*, dont l'article 5 est ainsi conçu : « Tout préjudice causé sans droit, par un Etat à un autre Etat, dans sa personne ou celle de ses ressortissants, doit être intégralement réparé. Le respect des traités librement consentis s'impose aux Etats comme aux individus ».

Ces dispositions générales, bien que n'étant pas universellement acceptées, doivent inspirer, et inspirent fort heureusement, les réalisateurs du droit des gens moderne, dans l'application qu'ils en font aux conventions particulières réglant les rapports entre Etats.

Ainsi, ces accords relatifs à des questions nettement définies, constituent la première et nécessaire étape de la codification internationale ; grâce à eux, le droit international se développe et progresse. Si ce droit ne peut pas prétendre à l'universalité, les règles conventionnelles créent une discipline, sans laquelle aucun développement harmonieux des rapports entre Etats n'est possible.

Les règlements élaborés, respectés par les Etats contractants, permettent de résoudre dans la paix les problèmes les plus délicats que pose l'Economie politique moderne considérée dans le plan international.

Les discussions peuvent être laborieuses et passionnées parfois, mais ne vaut-il pas mieux se battre autour d'un texte que lutter, les armes à la main, sur les champs de bataille ?

La Réglementation internationale des eaux industrielles internationales

Si, dans tous les domaines, une réglementation, acceptée par les Etats intéressés, s'impose au plus haut degré, la question des eaux industrielles internationales est, parmi les questions économiques des temps modernes, une de celles qui a été le plus négligée et pour laquelle s'impose pourtant un régime juridique nettement précisé.

L'idée relativement nouvelle de l'interdépendance des Etats, qui se substitue de plus en plus à celle de leur indépendance absolue et illimitée, a favorisé l'évolution du problème d'une manière heureuse. Nous avons cité les divers textes se rapportant à notre sujet, et montré les récentes applications qui en ont été faites.

En se plaçant maintenant au point de vue strictement juridique de la question, voyons les considérations qui doivent conduire le plus près possible de la solution.

Il convient de poser avant tout un principe indiscutable : l'interdépendance de fait qui résulte de l'unité naturelle des cours d'eau et des lacs internationaux fait naître, entre les Etats riverains et leurs ressortissants, une interdépendance en droit international obligeant ces différents Etats à tenir compte, dans une juste mesure, des intérêts de chacun, concernant l'usage des eaux en vue de leur exploitation industrielle.

Si une analogie quelconque existait entre l'aménagement des forces hydrauliques et la navigation, l'étude de notre sujet se trouverait considérablement simplifiée, car longtemps le droit international s'est presque uniquement occupé de la libre navigation des fleuves internationaux.

Mais, au point de vue international, il n'est pas inutile de le rappeler, il existe une grande différence entre les divers usages de l'eau. Pour la navigation, cet usage est techniquement inépuisable ; en ce qui concerne l'usage pour les forces motrices industrielles, au contraire, l'usage par un

Etat amoindrit techniquement la possibilité de l'usage par les autres Etats riverains, ou situés en aval.

En vertu du principe de la libre navigation, tous les Etats riverains et non riverains, peuvent utiliser les cours d'eau internationaux navigables jusqu'à la mer. Par contre, l'interdépendance de fait et de droit résultant de l'unité naturelle des cours d'eau ou des lacs n'existe, pour l'utilisation des forces hydrauliques, qu'entre les Etats riverains et les habitants de ces Etats. Au surplus, un usage libre international pour tous (même restreint à tous les riverains) n'est pas techniquement possible. Evidemment, il n'y a qu'un nombre limité d'ayants-droit, en vue d'un aménagement industriel, mais ces ayants-droit eux-mêmes ne peuvent avoir le droit d'utiliser librement les eaux internationales. Il existe ainsi une question de répartition de l'eau entre les différents ayants-droit, et plus spécialement entre les différents Etats riverains (et les ressortissants) considérés comme ayants-droit.

Quand il s'agit d'exploiter la force motrice des eaux internationales, il existe donc des intérêts particuliers divergents pour les différents Etats riverains, mais chacun d'eux ne peut soutenir jusqu'à l'extrême son intérêt particulier, en faisant une abstraction complète des intérêts opposés des autres Etats riverains. Il doit, dans une juste mesure, tenir compte de ces intérêts pour respecter le principe de l'interdépendance des Etats.

Il est indispensable de distinguer la faculté de fait et le droit d'un Etat riverain de disposer des eaux industrielles internationales. Ce droit ne s'étend pas toujours aussi loin que la faculté de fait, car malgré cette faculté, les Etats doivent se restreindre eux-mêmes quant à la disposition de l'eau.

D'après le droit international, un Etat riverain ne doit pas dissiper, sans but, l'eau dont un autre Etat riverain pourrait avoir besoin, pas plus qu'il ne doit — même dans des buts légitimes — user de l'eau sans avoir égard aux intérêts et aux nécessités des autres Etats riverains.

L'importance des droits et des intérêts qui entrent en conflit à l'occasion de l'aménagement de forces hydrauliques internationales doit toujours être examinée soigneusement.

Sans doute, le respect des droits à l'usage de l'eau et le maintien de la situation antérieure ont une grande influence sur les relations internationales, mais, si des intérêts anciens et nouveaux, de consistance, de qualité et d'importance différentes, se trouvent opposés sur le plan international, il ne serait ni juste ni possible de donner toujours, en droit international, aux droits acquis dans un Etat riverain la préférence en considération seulement de leur ancienneté. Très souvent, ce n'est déjà pas possible en droit interne ; c'est donc, à plus forte raison, encore moins possible en droit international.

Si chaque Etat riverain ne doit pas, en fait, user des eaux, sans ménager les intérêts des autres Etats riverains, *dans une juste mesure*, il appartient au droit international de préciser par quelques règles générales cette juste mesure des égards à avoir entre les Etats riverains.

Mais, étant donné la complexité des différents usages possibles de l'eau et des intérêts divergents anciens et nouveaux en présence, vu la transformation et les variations d'importance de ces différents usages et intérêts, il semble difficile, sinon impossible, de préciser d'avance par des règles générales la solution de toutes les relations et de tous les conflits éventuels.

A défaut de règles générales suffisantes et satisfaisantes, pouvant préciser d'avance la juste mesure des égards à avoir entre les Etats riverains, elle ne peut être établie souvent que pour le cas concret, nettement défini par un organe spécial et autant que possible impartial.

En même temps, l'interdépendance de fait des Etats riverains, qui provoque ces cas concrets, existe d'une manière continue. Elle fait naître continuellement de tels cas et relations concrets qui ont, entre eux aussi, une interdépendance certaine.

En conformité et sous la pression des besoins pratiques, il se crée donc le devoir international des Etats riverains de constituer d'un commun accord un organe spécial impartial et permanent, une commission riveraine internationale permanente, pour l'examen et la solution de toutes les questions, de toutes les difficultés, de tous les litiges internationaux qui

se posent et se renouvellent sans cesse, tant au moment du projet des installations, que pendant leur exécution ou par la suite, en cours d'exploitation. La compétence de cette commission sera exposée dans le paragraphe consacré aux organismes destinés au règlement des différends.

En ce qui concerne l'usage de l'eau comme force motrice industrielle, l'interdépendance de fait et l'interdépendance en droit international qui en résulte, diffèrent si les cours d'eau et lacs internationaux forment la frontière entre les Etats, ou s'ils traversent successivement le territoire de ces Etats. Dans ces deux cas, d'ailleurs, les droits et devoirs internationaux des Etats riverains ne sont pas les mêmes.

Si l'eau dérivée pour la production de forces motrices industrielles n'est pas du tout ramenée dans le cours d'eau ou le lac, on se trouve dans un cas identique à l'exploitation agricole des eaux, celles-ci étant, en général, utilisées en totalité sur les terres irriguées. De telles dérivations peuvent donc porter un préjudice réel aux intérêts directs de l'autre Etat riverain, soit qu'elles aient été faites sur un cours d'eau ou lac qui forme la frontière entre ces Etats, soit qu'elles l'aient été par l'Etat d'amont, sur un cours d'eau qui traverse successivement le territoire de plusieurs Etats.

Mais, dans beaucoup de cas, l'eau qui est détournée pour la production de forces motrices industrielles est reconduite dans le cours d'eau international en un autre point situé à l'aval, mais se trouvant encore à l'intérieur des frontières de l'Etat dérivant. Dans ces circonstances, la dérivation de l'eau, si elle est faite par l'Etat supérieur d'un cours d'eau qui traverse successivement plusieurs Etats, ne porte pas de préjudice aux intérêts de l'Etat inférieur ; au contraire, très souvent, la situation hydraulique de ce dernier Etat peut être sensiblement améliorée par la régularisation du débit du cours d'eau, surtout si l'Etat d'amont a créé, par exemple, un barrage-réservoir, qui permet d'amortir les crues et réduire les dangers d'inondation de la partie inférieure de la vallée. Donc, la dérivation des eaux faite par un Etat d'amont, pour la production de force motrice, ne cause pas de difficulté internationale, dans beaucoup de cas.

Mais une telle dérivation des eaux faite par un Etat riverain d'un cours d'eau formant la frontière entre différents Etats, peut, bien que l'eau soit ramenée dans le lit, porter un préjudice grave aux intérêts et aux droits des Etats riverains situés sur la rive opposée du cours d'eau. En effet, entre le barrage de prise et le débouché du canal de fuite de la centrale hydro-électrique, l'eau du cours d'eau est utilisée en grande partie — et en certaines saisons, en totalité — par l'Etat dérivant.

Dans ce cas, des principes, non absolument intangibles d'ailleurs, peuvent servir de base à la réglementation.

Il semble qu'on doive, dans la majorité des cas, partir de l'idée de l'égalité des droits à l'usage de l'eau pour les deux Etats qui sont situés l'un vis à vis de l'autre, sur les rives opposées d'un cours d'eau ; ou bien de l'idée de proportionnalité — en proportion des longueurs des rives, sinuosités non comprises — des droits de dérivation de l'eau, en vue de l'utilisation de sa force motrice, pour les différents Etats qui sont situés sur les bords d'un lac international.

En ce qui concerne l'aménagement des forces motrices des cours d'eau et lacs navigables internationaux, aucun des Etats riverains n'a, si une difficulté quelconque doit surgir, le droit d'en dériver, sans le consentement des autres Etats riverains (mais de ces Etats seuls) des quantités d'eau telles que des entraves sérieuses, voire une simple gêne, soient apportées à leur navigabilité.

Enfin si, dans les relations internationales entre l'Etat d'amont et l'Etat d'aval d'un cours d'eau qui traverse successivement le territoire de ces Etats, l'Etat d'amont est obligé d'avoir de justes égards pour l'Etat d'aval, on ne doit pas admettre que, par une règle générale, la quantité d'eau que l'Etat d'amont a le droit de dériver définitivement puisse être réduite à une fraction fixe de la totalité du débit. Par contre, on peut statuer que la constitution ou le caractère utilisable du cours d'eau, à son arrivée sur le territoire aval, ne doit pas être gravement modifié. Cela ne veut pas dire (ainsi que l'a soutenu M. Kaufmann) que l'Etat d'amont, malgré sa situation plus favorable de fait, devrait en droit renoncer à la plus grande partie de l'usage de l'eau, tandis que l'Etat

d'aval, dépendant en fait de l'Etat amont, pourrait, en droit, disposer librement de l'eau. L'influence d'un aménagement hydraulique par l'Etat amont peut, en effet, avant la frontière, être corrigée par le débit des affluents, de telle sorte qu'aucune atteinte grave ou simplement sensible n'est portée aux intérêts respectables de l'Etat aval.

Cette question de la réglementation de l'utilisation industrielle des eaux d'un cours d'eau traversant le territoire de plusieurs Etats, par l'Etat amont, demande des précisions que nous allons donner avant d'examiner les autres cas possibles.

Les dispositions particulières aux cours d'eau traversant le territoire de plusieurs Etats

Dans les lignes qui précèdent, nous avons laissé prévoir qu'il doit exister pour l'utilisation des eaux internationales une solution acceptable permettant de concilier les intérêts opposés des Etats limitrophes.

Permettre ou interdire d'une façon absolue à l'Etat situé à l'amont l'utilisation des eaux qui coulent sur son territoire, sont des thèses extrêmes qui ont, pourtant, été soutenues.

En 1895, l'attorney général des Etats-Unis, Harmon, lors d'un différend entre les Etats-Unis et le Mexique, à propos du Rio Grande, soutenait la thèse de la liberté totale de l'Etat amont : « l'obligation, pour un Etat, d'interdire à ses habitants l'usage des eaux d'un fleuve situé totalement dans son territoire, parce qu'en conséquence de cet usage, les habitants du pays d'aval manqueraient de l'eau nécessaire, serait, dit-il, incompatible avec la juridiction souveraine qui appartient à cet Etat sur son domaine national ». C'est donc en vertu de son droit de souveraineté sur la partie du cours d'eau coulant sur son sol que chaque Etat peut utiliser les eaux à sa convenance, en considérant ses seuls besoins, sans se préoccuper du préjudice qu'il cause aux autres riverains, en les privant d'une portion des eaux de leur territoire respectif, en les exposant à des inondations, en déversant chez eux des

eaux allérées. Cette thèse fait, on le voit, abstraction totale de l'idée d'interdépendance des Etats.

Partant de l'idée que personne ne doit léser les droits d'autrui, d'autres juristes dénieient à tout Etat riverain d'un cours d'eau international, le droit d'exécuter dans les limites de son territoire fluvial, des travaux susceptibles de mettre des entraves à l'utilisation des eaux par les autres Etats limitrophes. C'est le point de vue que soutient en particulier M. Max Huber (1) qui considère comme illicite tout effet des installations de l'Etat d'amont, portant atteinte à l'état naturel ou artificiel des choses sur le territoire de l'Etat d'aval, et aux droits acquis sur ce territoire. Du principe qu'il pose ainsi, il en déduit les deux conséquences suivantes :

1^o Toute facilité doit être refusée au territoire d'amont d'exploiter l'eau en quantité supérieure à celle qu'il a utilisée jusqu'alors ;

2^o Si le cours d'eau n'a été encore l'objet d'aucune exploitation dans la traversée du territoire de l'Etat d'amont, l'Etat d'aval aura seul le droit d'exploitation, alors même que le fleuve traverserait le territoire d'amont, sur une étendue beaucoup plus considérable, et y recevrait un réseau complet d'affluents. Ici, par exemple, la doctrine de l'interdépendance des Etats est poussée si loin que l'on a l'impression que l'Etat d'amont, contre toute logique, est rendu dépendant de l'Etat d'aval.

Ces thèses extrêmes ne peuvent, ni l'une ni l'autre, être raisonnablement acceptées. La première est fondée sur l'idée que la propriété et la souveraineté des Etats ont un caractère absolu, ce qui est tout à fait inexact : aucun souverain, pas plus qu'aucun individu, ne peut user de ses droits d'une manière illimitée ; dans l'exercice de ses droits, chacun doit tenir compte des droits des autres, et sur un cours d'eau international, les Etats riverains ont, chacun, dans la partie comprise entre ses frontières, un même droit de propriété et un même droit de souveraineté.

(1) *Max Huber*. — Contribution à la doctrine de la Souveraineté sur les fleuves frontières, dans la *Zeitschrift für Völkerrecht u. Bundesstaatsrecht*, 1907.

La deuxième thèse est également insuffisante. Sans doute, nul n'a le droit de léser les intérêts d'autrui, mais si un individu ou un Etat répare les dommages qu'il cause, il a parfaitement le droit de ne pas sacrifier ses propres intérêts, aussi légitimes que ceux d'autrui. Par ce système, on arrive à conclure qu'une simple situation de fait peut donner naissance à un droit. C'est bien exact, dans une certaine mesure, mais on ne peut tout de même pas subordonner les intérêts et les droits des riverains d'amont aux intérêts et aux droits des riverains d'aval. De proche en proche, on arriverait à reconnaître au seul Etat de l'embouchure, le droit à l'exploitation du cours d'eau et de ses affluents. Ce serait injuste, si ce n'était absurde.

En définitive, il faut considérer que ni l'Etat d'amont, ni l'Etat d'aval, ne peuvent avoir des droits exclusifs à l'utilisation des eaux internationales. Il importe, en effet, et avant tout, de concilier les droits qui appartiennent à l'un et à l'autre, afin que chacun puisse exercer les siens de telle sorte qu'il n'annihile pas ceux de l'autre : la propriété ou la souveraineté est le droit de disposer d'une chose ou d'agir sur une chose sans porter atteinte aux droits d'autrui.

Sans doute, toute exploitation d'un cours d'eau — sauf en ce qui concerne la navigation — est préjudiciable en soi, mais, en fait, parmi les utilisations industrielles, toutes ne sont pas préjudiciables au même degré.

Pour les Etats, comme pour les individus, le voisinage entraîne certaines obligations et impose certaines restrictions à l'exercice de leurs droits. Le riverain d'un cours d'eau aura le droit de faire tous les actes qui ne présentent pour ses riverains que les inconvénients ou les inconvénients inhérents au voisinage, inséparables de celui-ci, mais il devra s'abstenir de tous les actes qui excéderont, en les aggravant, ces inconvénients et ces inconvénients. Tel est le principe du droit international, et on peut reprendre, pour l'exprimer, les termes mêmes que MM. Aubry et Rau (1) emploient pour le définir en droit privé : « Les rapports de contiguïté ou de voisinage entre des fonds appartenant à des propriétaires différents,

(1) *Aubry et Rau. — Cours de Droit Civil français*, 5^e Edition, T. II.

ont pour effet nécessaire de mettre en conflit les droits respectifs de ces propriétaires : et ce conflit ne peut être concilié qu'au moyen de certaines limitations imposées à l'exercice des facultés naturellement inhérentes à la propriété ».

L'application de ce principe certain est fort délicate, car il est difficile de déterminer avec précision les inconvénients ou les incommodités et les privations d'avantages qui sont, ou ne sont pas « inséparables du voisinage ». Quel critérium adopter pour établir avec certitude l'atteinte à la souveraineté ou à la propriété d'autrui, autorisée ou défendue par les nécessités du voisinage ? Peut-on poser une règle générale de répartition entre les riverains ? On a tenté de le faire de diverses façons.

M. Meurer a dit, dans les observations qu'il a présentées au sujet du rapport de M. Von Bar : « Les Etats supérieurs et inférieurs jouissent du même droit... S'il y a, jusqu'à maintenant inégalité, le maintien du *statu quo* ne peut pas être demandé ». Ainsi, tous les Etats riverains doivent avoir droit, chacun, à une même quantité d'eau du fleuve international, et de la force développée par lui ; mais encore, précisons-le, faudrait-il que cette quantité d'eau soit telle que le cours d'eau puisse assurer au dernier riverain d'aval le débit auquel il peut légitimement prétendre.

Parfois, pour indiquer les droits respectifs des riverains, on a, au contraire, considéré l'étendue du territoire de chaque Etat, territoire que certains déterminent, par la simple longueur des rives, et d'autres, par la partie des terres arrosées par des affluents : ainsi, ce n'est plus d'une manière égale, mais proportionnelle, que doit se faire la réglementation.

Enfin, un dernier procédé de répartition permet aux Etats d'amont d'utiliser les eaux seulement en une quantité telle qu'elle se trouve remplacée par la nature, lorsque le cours d'eau aura atteint les territoires des Etats d'aval.

Ces différents modes de répartition supposent la détermination précise de la quantité devant revenir à chaque riverain. Comment pourra-t-on savoir si chaque Etat a bien reçu le débit auquel il a droit, sinon par des calculs malaisés le plus souvent, impossibles parfois, mais, en tout cas, de nature à faire naître bien des difficultés.

Dès lors, n'est-on pas conduit à délaisser tout système de répartition quelconque ? Nous le pensons, et l'on doit se borner à établir comme règle de droit la formule imprécise « des inconvénients et des incommodités du voisinage » ; ou bien celle « d'avoir égard, *dans une juste mesure*, aux intérêts des autres Etats » (Kaufmann). Avec M. Von Ullmann, on pourrait dire que les riverains sont tenus d'agir en se conformant au « principe de l'équité », ou bien encore considérer, avec M. Von Bar, le « caractère utilisable » du cours d'eau.

Comme on le voit, il paraît bien difficile de poser, en notre matière, des principes absolus dont on puisse faire une application, en quelque sorte, automatique.

Un principe indiscutable, c'est que l'Etat d'amont ne peut changer le point où le cours d'eau traverse la frontière sans l'assentiment de l'Etat d'aval, car un pareil changement équivaut à une modification du territoire même de celui-ci.

Mais, en outre, l'Etat d'amont ne peut enlever au cours d'eau une quantité d'eau telle que le caractère de ce cours d'eau s'en trouve essentiellement changé, car il y aurait, là encore, une atteinte certaine à la constitution du territoire de l'Etat d'aval. Cela se produirait si le cours d'eau était desséché par les usines établies dans l'Etat d'amont, et transformé, à son arrivée sur le territoire d'aval, en une bande aride de galets et de sable, tandis qu'auparavant, il donnait l'énergie motrice, pendant toute l'année, à un certain nombre d'installations. De même, lorsque des ouvrages destinés à des usages divers, établis depuis fort longtemps sur le cours d'eau, subissent dans leur rendement une réduction incontestable, par exemple, lorsqu'une importante pêcherie est obligée d'arrêter son exploitation, il y a là pour l'Etat d'aval une atteinte positive intolérable à la constitution même de son territoire.

Et il importe peu que cet Etat puisse modifier le mode d'utilisation des eaux du fleuve, en remplaçant, par exemple, par des appareils électriques, les roues qui précédemment actionnaient directement les moulins, les scies ou les foulons : la quantité de force qu'utilisait jusque là cet Etat doit lui être conservée. On ne peut d'ailleurs tenir aucun compte d'une diminution insignifiante dans le débit du fleuve, car,

en droit international comme en droit privé, et dans la même mesure, le vieil adage : *De minimis non curat prætor* conserve toute sa valeur ainsi qu'en décide un jugement fort intéressant rendu le 10 décembre 1905, par le tribunal fédéral suisse, au sujet des relations entre deux cantons suisses.

On commettrait donc une injustice flagrante en obligeant une grande usine, établie sur le territoire d'amont, à cesser son fonctionnement par le seul fait que des experts auraient déclaré qu'elle ne peut être exploitée sans provoquer une diminution de la quantité d'eau qui franchirait la frontière, alors même que cette perte serait d'une influence, minime ou peu sensible, sur la marche des usines situées en aval. En cas de litige, une commission nommée par les Etats intéressés ou un tribunal arbitral parviendrait certainement à une solution, en vue de laquelle il conviendrait sans doute de prendre en considération les établissements en cours d'exécution, ou même à l'état de simple projet, sur le territoire de l'Etat d'aval.

En outre, l'Etat d'amont ne saurait être limité dans ses droits au point qu'il doive toujours à l'avenir laisser s'écouler, sur le territoire d'aval la quantité d'eau qui y arrivait dans le passé. Une pareille prétention ne serait conforme ni à l'équité, ni au droit strict. En toute équité, en effet, on ne peut limiter les besoins de l'Etat d'amont à la quantité d'eau qu'il employait antérieurement, parce que l'ignorance des modes nouveaux d'utilisation des eaux qui n'ont acquis que tout récemment une valeur considérable, est peut-être la seule explication du fait que l'Etat d'amont a jusqu'alors laissé parvenir une plus grande quantité d'eau sur le territoire de l'Etat d'aval. Il faut tenir compte, dans la plus large mesure, de l'évolution des circonstances économiques et des progrès de la technique. En droit strict, le caractère général du cours d'eau, et par voie de conséquence, le territoire d'aval lui-même, ne peuvent être modifiés sensiblement par le fait des établissements créés en amont.

D'un autre côté, ce n'est pas seulement l'existence d'installations sur l'Etat d'aval, leur nombre et leurs dimensions qui importent, pour établir le caractère du cours d'eau dans sa

partie inférieure, c'est encore la possibilité actuelle qui ne peut, en aucune façon, être enlevée à l'Etat d'aval, de créer sur son territoire de nouvelles usines. Mais, par contre, l'Etat d'aval ne pourrait exiger que l'Etat d'amont supprime tous ceux de ses établissements qui, jusqu'alors, réduisaient sensiblement par leur exploitation, la quantité d'eau parvenant en aval, sans toutefois enlever, en aucune manière, au cours d'eau le caractère qu'il possède d'être une source de forces utilisables.

Cependant, toute situation qui s'appuie sur un titre juridique ne doit pas être négligée, et l'existence d'un certain nombre d'établissements privés ayant le droit de ne pas être troublés dans leur fonctionnement, est une base sérieuse pour le droit des Etats. Bien qu'il n'y ait pas dans les relations internationales, de limite fixée pour la prescription, une possession immémoriale constitue un titre juridique digne d'être pris en considération, lorsqu'aucun trouble, ni aucune contradiction, n'en a interrompu et anéanti l'effet.

Tels sont les principes qui doivent servir de base à la réglementation internationale des eaux industrielles traversant successivement le territoire de plusieurs Etats.

Pour être aussi complet que possible, une dernière remarque s'impose. Au point de vue de l'exploitation industrielle d'un cours d'eau international, tous les Etats riverains de ce cours d'eau ne sont pas nécessairement dans une situation complète d'égalité, mais il en est un cependant, dont la condition est plus avantageuse que celle des autres ; c'est le dernier Etat d'aval. Cet Etat, situé à l'embouchure, doit pouvoir, sans limitation, prendre au fleuve qui coule sur son territoire, toute la quantité d'eau ou de force qui lui est nécessaire, car en agissant ainsi, il ne porte aucun préjudice aux autres co-riverains, sous la réserve évidente que l'Etat immédiatement à l'amont ne subisse pas l'influence des travaux d'aménagement projetés, par l'effet du remous, par exemple.

Les dispositions particulières aux cours d'eau formant frontière

Un fleuve-frontière n'appartenant, en général, à chaque Etat riverain, que dans la partie qui s'étend de son côté jusqu'à la ligne médiane ou la ligne du thalweg, c'est seulement de cette partie du cours d'eau que chacun peut avoir le droit de disposer dans un but industriel. Les eaux d'un fleuve se mélangeant et se pénétrant intimement, on a parfois exprimé la même idée en déclarant que chaque Etat riverain a une communauté d'usage sur le fleuve, mais qu'il ne peut l'exercer que sur la portion de celui-ci adjacente à son territoire.

La question qui se pose, quelle que soit la formule employée est de savoir comment le riverain peut faire usage des eaux dont il a la disposition, et les conditions de cet usage.

Dans ce cas, comme dans celui du cours d'eau traversant successivement le territoire de plusieurs Etats, on doit appliquer le principe que les riverains ne peuvent exercer leurs droits de propriété et de souveraineté qu'à la condition de respecter les droits des autres riverains ; à moins d'un titre spécial, comme un traité ou un usage immémorial, il va de soi que tous les Etats riverains doivent jouir de droits égaux.

L'application du principe dans le cas du cours d'eau frontière, comme dans le cas précédent, présente des difficultés.

Certains auteurs ont soutenu, M. Von Bar notamment, que les Etats situés sur les rives opposées d'un cours d'eau ont chacun le droit d'utiliser, ou d'autoriser leurs ressortissants à utiliser, toute la portion du cours d'eau, sur laquelle ils ont un droit de propriété ou de souveraineté, c'est-à-dire, en supposant que la frontière soit fixée par la ligne médiane, la moitié du volume de l'eau. Ce système est critiquable parce que, tout d'abord, la ligne médiane peut ne pas coïncider avec le thalweg — ce qui est le cas général —, chaque Etat pouvant, dès lors, avoir le droit de disposer de volumes d'eau fort inégaux, déterminés par le profil en travers du cours

d'eau et la vitesse du courant. Mais ce système est surtout discutable s'il exprime que les riverains sont en droit de prélever dans le fleuve toute la quantité des eaux joignant leur territoire, et seulement cette quantité. Ainsi interprété, il impose une vérification difficile du débit réellement enlevé par eux, et les autorise, en allant jusqu'à la limite de leur droit, non seulement à empêcher la libre navigation d'un fleuve navigable, liberté pourtant consentie à tous les peuples, mais encore, à le dessécher complètement.

En vérité, lorsqu'on détermine la partie du fleuve que les Etats ont le droit d'exploiter ou de faire exploiter, on veut indiquer la portion sur laquelle leur action doit se faire sentir, mais non pas la mesure dans laquelle ils peuvent, sur cette portion, l'exercer d'une manière effective. A cet égard, il convient de le rappeler, le seul principe auquel il faut se référer est que, là où elle peut régulièrement se produire, l'action du riverain ne doit jamais nuire aux droits appartenant à d'autres Etats. Et de ce principe, il est permis de tirer les conséquences suivantes :

a) Un riverain ne peut pas prélever du fleuve, le long de ses rives, une quantité d'eau qui gêne son co-riverain, dans l'exploitation industrielle ou agricole des eaux bordant son propre territoire ;

b) Il ne peut non plus déverser dans ses eaux territoriales des matières nuisibles susceptibles, en se répandant dans l'eau du fleuve, de contaminer celle-ci ;

c) Il ne peut pas davantage y exécuter des travaux qui, en rejetant les eaux sur l'autre rive, puissent entraîner pour elle des détériorations ou des inondations ;

d) Il ne peut, enfin, y accomplir aucun acte capable d'apporter en une partie quelconque de la voie d'eau, pour les non riverains comme pour les riverains, le moindre obstacle à la liberté de la navigation. Mais comment et quand pourra-t-on dire qu'un Etat a accompli des actes dommageables ? Pas plus que pour un cours d'eau traversant successivement le territoire de plusieurs Etats, il n'est possible, ici, d'établir d'une manière générale un critérium fixant par exemple la quantité d'eau dont la dérivation constitue la cause du dommage. On ne peut pas, a priori, poser des règles

précises de nature à s'appliquer aux différentes hypothèses. Dans chaque cas concret, il faut examiner, en tenant compte des circonstances de fait, si une utilisation industrielle des eaux peut porter un préjudice certain à autrui.

C'est avant tout du consentement des Etats intéressés que dépendra la légitimité du mode d'usage qu'un riverain veut faire d'un cours d'eau. A défaut d'accord sur ce point, entre les Etats, des commissions communes et permanentes apprécieront et statueront, leurs décisions ayant toujours un caractère obligatoire.

Nous avons spécifié au début de ce paragraphe, qu'en général la frontière suit le milieu du fleuve ou son thalweg, et les développements qui précèdent intéressent ce seul cas. Deux autres solutions sont possibles que nous allons examiner maintenant.

Le fleuve formant la frontière entre deux Etats peut appartenir entièrement à l'un d'eux. Ce dernier pourra donc, sous certaines réserves, faire tel usage qu'il lui conviendra du fleuve tout entier et non seulement de la portion du fleuve adjacente à son territoire et s'étendant jusqu'à la ligne médiane ou jusqu'au thalweg. L'autre riverain n'a, en réalité, aucun droit de propriété ou de souveraineté sur le lit du cours d'eau, puisque sa frontière est constituée par sa berga et, de ce fait, il ne pourra pas utiliser les eaux du fleuve. M. Politis, critiquant le rapport de M. Von Bar, pensait le contraire, et il reconnaissait à l'Etat simplement riverain, mais non propriétaire, un droit d'utilisation industrielle sur la portion des eaux s'étendant de son côté, parce que, disait-il, ce droit n'étant pas comme celui de libre navigation d'un usage inépuisable, implique nécessairement qu'on possède sur les eaux un *dominium eminens*. A cet Etat, ne peut appartenir sur le fleuve, comme à tout Etat non riverain, que le droit de naviguer. L'Etat propriétaire et souverain du fleuve aura le droit d'y faire, dans tout son cours, usage de l'eau à son gré, à la double condition que, par ses entreprises, il ne nuise pas d'une manière quelconque à la rive adverse, respecte les droits acquis, et ne gêne en rien le droit de navigation, apauvrisse de tous les peuples.

D'un autre côté, les rives d'un fleuve frontière, ou tout au moins l'une d'elles, peuvent ne pas appartenir exclusivement à un seul Etat. Il n'y a pas uniquement des Etats riverains en face l'un de l'autre, il y a encore des riverains d'amont et des riverains d'aval ; c'est le cas par exemple (abstraction faite des dispositions de l'article 358 du Traité de Versailles) du Rhin à la frontière franco-suisse. Pour la solution des conflits auxquels cette situation peut donner lieu, il convient de combiner ce qui a été exposé respectivement au sujet des fleuves formant frontière et au sujet des fleuves traversant successivement le territoire de plusieurs Etats. Cette combinaison est d'autant plus aisée qu'il n'a paru possible, dans aucun de ces deux cas, de poser des principes absolus exprimés par des formules intangibles contenant des règles précises. Seules, des directives peuvent être énoncées.

Les dispositions particulières

aux cours d'eau nationaux

Les grands fleuves nationaux sont accessibles à la navigation par tous les Etats. Le Traité de Versailles, au surplus, a déclaré internationaux certains grands fleuves. Les fleuves nationaux peuvent être utilisés, non seulement pour la navigation, pour la pêche, pour l'irrigation, mais encore pour la production de la force électrique, l'alimentation et la marche des usines. Une voie fluviale ne saurait définitivement subir ces derniers usages sans que son débit et la puissance de son courant éprouvent une appréciable diminution.

L'usage de l'eau pour la navigation est au contraire, on l'a vu, techniquement inépuisable. Cela étant, doit-on admettre qu'un Etat puisse exploiter industriellement un fleuve dont le cours fait exclusivement partie de son territoire ? L'affirmative ne peut pas faire de doute, l'eau appartenant en entier à un Etat, cet Etat doit pouvoir l'utiliser à sa convenance. En l'exploitant, il ne lèse aucunement les droits d'utilisation industrielle des autres Etats, car, sur la voie d'eau dont il est l'unique propriétaire, et l'unique souverain, ces droits ne peuvent matériellement exister, en fait. De

pareils droits ne pourraient se concevoir que si un Etat possédait une partie des rives du fleuve, mais dans le cas qui nous occupe, d'un fleuve national, il n'y a qu'un seul Etat riverain.

On ne doit pas dire cependant que l'Etat territorial pourra se livrer absolument sans limitation à l'exploitation industrielle des eaux. Il convient en effet de reconnaître à tous les Etats un droit de navigation même sur les fleuves qui n'appartiennent qu'à un seul Etat. C'est seulement dans la doctrine qui nie ce droit de navigation universelle, qu'on devrait accorder au riverain un droit illimité d'exploitation industrielle. A notre avis, ce droit ne peut s'exercer que sous la réserve de ne pas porter atteinte à la navigabilité du fleuve. L'exploitation industrielle d'un cours d'eau national n'étant pas ainsi, en dehors du droit de navigation, de nature à créer des différends entre Etats, ce sera donc simplement dans les relations des divers ressortissants de l'Etat riverain qu'elle pourra faire naître des difficultés qui seront de droit interne, et non de droit international.

Au surplus, un Etat irait, le plus souvent, à l'encontre de ses propres intérêts, en supprimant systématiquement la navigabilité du fleuve, au lieu de concilier, comme c'est techniquement possible, navigation et exploitation industrielle des eaux.

B. — LES ORGANISMES DESTINÉS AU RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les différends internationaux et leur règlement

La Cour Permanente de Justice internationale dont nous examinerons plus loin la compétence, définit le différend de la façon suivante : « Un différend est un désaccord sur un point de droit ou de fait, une contradiction, une opposition de thèses juridiques ou d'intérêts entre deux personnes ».

Pour régler les différends entre Etats, le droit international présente de nombreuses lacunes. Il n'existe pas de pouvoir

supérieur et souverain ayant codifié ce droit et l'ayant imposé aux Etats. Le droit international positif est encore relativement peu développé, et il ne correspond pas aux nécessités actuelles et courantes des rapports internationaux. Il est vrai que ses procédés de formation ne sont pas aussi rapides et aussi efficaces que ceux employés dans les droits internes. Au surplus, étant donné cette insuffisance des règles internationales positives, le juge international est bien plus embarrassé que le juge national dans le choix d'une norme, pour trancher le conflit sur la base de règles précises. Cette difficulté s'accroît encore lorsque le conflit soumis au juge international n'est pas de nature exclusivement juridique, mais économique ou politique, c'est-à-dire lorsque les Parties ne basent pas leurs prétentions exclusivement sur le droit.

De nombreux efforts ont été faits pour réaliser une organisation juridique de la société, aussi satisfaisante que possible.

La Conférence de la Haye de 1899 institua la Cour permanente d'arbitrage pour le règlement des conflits internationaux. En 1907, on vota le principe de l'arbitrage obligatoire. Depuis la première Conférence, plus de deux cents conventions d'arbitrage ont été conclues. C'est un résultat appréciable, mais qui doit être amélioré.

La doctrine n'a pas négligé cette question passionnante de la solution pacifique des conflits internationaux.

Pasquale Fiore croit qu'il serait utile « d'instituer un organe supérieur investi du pouvoir de proclamer les règles de droit commun, et d'en assurer la force obligatoire ; un organe ayant la mission d'interpréter, de développer et d'appliquer les règles proclamées afin de les faire observer ; un tribunal chargé de résoudre les contestations ayant un caractère juridique entre les Etats constitués en Union... », et les institutions qu'il préconise sont les Congrès, la Conférence et les Tribunaux arbitraux. De nombreuses pages du *Droit International codifié* sont consacrées à l'exposé des règles d'organisation, de fonctionnement et de procédure relatives à ces organismes. Etant donné leur généralité, il ne paraît pas utile de les reproduire ici.

En 1929, M. A. Decencière-Ferrandière a présenté, dans la *Revue Générale de Droit International Public* une fort intéressante étude sous le titre : *Quelques réflexions touchant le Règlement des conflits internationaux*. Après avoir exposé et critiqué les idées dominantes actuelles, tendant à transporter dans les relations internationales les procédés de solution des conflits appliqués aux litiges entre particuliers, cet auteur présente l'esquisse d'une procédure rationnelle unique, applicable à tous les conflits et aboutissant à de véritables décisions. Les différends internationaux doivent être résolus à la fois en droit et en équité, sans que le premier soit sacrifié à la seconde, et inversement. Et à ce propos, M. Decencière-Ferrandière insiste sur l'intervention nécessaire de deux organes rendant chacun une décision sur le différend. C'est une solution fort séduisante, surtout en ce qui concerne l'utilisation industrielle des cours d'eau internationaux, car en cette matière tout particulièrement, l'avis des techniciens n'est pas du tout négligeable. Il nous paraît au contraire primordial, car il contiendra toujours la solution d'équité, sinon aussi celle de droit. Enfin, comme conclusion de son étude, cet auteur considère que c'est dans une évolution ou plutôt dans une transformation de la *procédure pour avis* qu'on trouvera les moyens de résoudre tous les conflits qui peuvent surgir dans les rapports entre les Etats.

Après cet exposé général sur la question du règlement des litiges internationaux, nous étudierons l'organisation et la compétence des divers organismes devant donner des avis sur les différends, concilier les parties, servir d'arbitres, ou prononcer des décisions judiciaires.

Les Commissions permanentes

Pour appliquer les règles fort générales qui ont été exposées, la solution peut consister en la nomination en commun par les Etats intéressés d'une Commission qui statuera équitablement pour chacun des établissements qui emploient la force motrice du cours d'eau. Cet organisme doit être impartial et permanent, ainsi que nous l'avons précédemment

indiqué. Chaque commission riveraine internationale permanente, composée de techniciens et de juristes nommés par les Etats intéressés, doit être investie d'une compétence suffisante pour rendre des décisions administratives et de contrôle. Elle pourrait éventuellement, mais nous ne pensons pas que cela soit recommandable, fonctionner comme commission impartiale arbitrale.

A moins qu'il n'existe des droits précis, acquis internationalement, en vertu de traités ou tous autres titres, la Commission impartiale doit prendre comme directive des arrangements qu'elle concluera ou de ses décisions, le désir de concilier la situation de fait plus favorable d'un Etat riverain avec celle de l'urgence et de l'intensité des besoins à satisfaire par l'utilisation de l'eau dans les différents Etats riverains. Dans tous les cas, le but à poursuivre doit être de réaliser le maximum d'avantages à retirer de l'usage de l'eau pour toutes les collectivités — et tous les individus — ayant des droits certains sur les eaux internationales.

C'est par l'appréciation des faits, en s'inspirant de la directive indiquée, que la Commission riveraine internationale permanente devra décider. Elle examinera dans chaque cas **concret** si l'utilisation industrielle du cours d'eau doit provoquer ou non des limitations de droits plus considérables que celles imposées par les rapports de contiguïté ou de voisinage.

Tout projet d'utilisation d'un cours d'eau international devra être soumis à la Commission permanente, dont les décisions rendues après une procédure rapide seront obligatoires pour les Etats. On peut concevoir d'ailleurs qu'un appel soit porté contre ces décisions devant une Commission supérieure. Il est un cas cependant où de pareilles commissions ne devraient pas avoir à intervenir : c'est celui où il y aurait accord entre tous les riverains pour l'aménagement du fleuve. Un **premier principe** qu'il convient en effet de poser est que toute entreprise ou toute installation relative à l'utilisation d'un cours d'eau international exige le consentement mutuel des Etats riverains ; c'est seulement en l'absence de cet assentiment unanime qu'il y aura lieu de saisir les Commissions.

Nous avons eu l'occasion de parler de semblables commissions à propos de l'aménagement du barrage de Kembs sur le Rhin, et de la question franco-espagnole du Lanoux. Nous ne reviendrons pas sur leur composition, leurs attributions et les décisions prises.

Avant même que la Commission riveraine internationale permanente soit saisie d'un cas concret d'utilisation des eaux dans un but industriel, nous pensons qu'il est souhaitable qu'une Commission internationale, exclusivement composée de techniciens, procède à une étude d'ensemble d'aménagement du cours d'eau, afin que les eaux soient rationnellement exploitées. Il nous semble, au surplus, que cette phase préparatoire rendrait beaucoup plus facile la solution des conflits pouvant s'élever ; sous réserve de simples modifications de détail, les projets préalablement établis ne s'imposeraient-ils pas moralement dans leurs dispositions essentielles à tous les Etats riverains ? Nous avons trop insisté sur l'interdépendance des Etats et les nombreux points de contact des Economies nationales et de l'Economie internationale, pour préciser plus longuement qu'un Etat riverain agirait contre ses propres intérêts en s'opposant systématiquement à l'aménagement rationnel d'un fleuve ; de bonne foi, il ne pourrait pas le faire.

Les Commissions fluviales internationales

Ces Commissions ont été constituées surtout pour veiller à ce que le fleuve soit géré d'une manière conforme aux intérêts de la navigation internationale. Ces intérêts et ceux de l'exploitation industrielle pouvant parfois entrer en conflit, il nous paraît utile de parler sommairement de ces Commissions.

L'Acte final du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815 et les annexes de cet Acte, relatives au Rhin, au Neckar, au Mein, à la Moselle, à la Meuse, à l'Escaut, ont établi les bases fondamentales du droit public européen en matière fluviale. Ce sont ces principes qui, graduellement développés depuis, ont servi de base aux accords internationaux du Rhin, du

Danube, du Congo, du Niger, etc..., pour aboutir au Traité de Versailles et à la Convention de Barcelone, qui établissent un système nouveau basé sur les principes suivants : représentation des non-riverains, représentation proportionnelle, décisions exécutoires sans réserve, et, en cas de conflit, le différend est porté, en principe, devant la Cour Permanente de Justice internationale. Le régime ancien était nettement différent, puisqu'il admettait l'exclusion des non-riverains, l'égalité des voix, l'exception d'objection majeure, opposable aux décisions exécutoires, et enfin, en cas de conflit, chacun restait juge et partie.

Ratione loci, les Commissions Internationales actuelles ont des pouvoirs qui s'étendent à la navigation de certains fleuves ou de certaines parties de fleuves nationaux ou internationaux.

Ratione materiae, elles ont une compétence englobant tout ce qui se rapporte directement ou indirectement à la navigation, par application de la Convention Générale de Barcelone du 20 Avril 1921. Elles peuvent agir par voie de dispositions particulières ou par voie de dispositions générales.

Le Danube et le Rhin présentent chacun des particularités intéressantes, méritant d'être signalées. Pour le Danube, il existe deux commissions distinctes : la Commission internationale et la Commission européenne ayant des pouvoirs différents. Pour le Rhin, la Commission Centrale constitue une juridiction d'appel des décisions prononcées par les Tribunaux pour la navigation du Rhin, qui connaissent ainsi, en première instance, des infractions aux prescriptions du Règlement de navigation ou des contestations civiles ayant trait à des faits de navigation.

Sans entrer dans le détail de la composition des Commissions Centrales du Rhin, de l'Elbe, de l'Oder et de la Commission internationale du Danube, nous indiquerons seulement que la Commission Européenne du Danube comprend un représentant de chacun des Etats suivants : France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie ; dans l'Acte du Danube (article 4), il est spécifié cependant que tout Etat européen intéressé pourra, sous certaines conditions, être admis à se faire représenter dans la Commission européenne.

Pour compléter ces indications, d'ordre général, sur les Commissions fluviales internationales, nous dirons qu'en ce qui concerne le règlement des différends relatifs à l'application ou à l'interprétation de la Convention Générale de Barcelone, celle-ci prévoit, préalablement à toute instance judiciaire, une procédure de conciliation auprès de la Commission consultative et technique de la Société des Nations, et laisse aux Etats le choix de régler leurs différends de plusieurs manières, avant de les porter devant la Cour Permanente de Justice internationale. Cette dernière juridiction pourra donc être saisie chaque fois qu'un autre mode de règlement des différends n'aura pas été prévu par les Parties.

Plus spécialement, les deux Actes du Danube et de l'Elbe donnent compétence à la Commission pour statuer sur toute question relative à l'interprétation ou à l'application de l'Acte de navigation ; cependant, la Commission internationale ne paraît statuer dans ce domaine que comme un organe de conciliation, analogue en quelque sorte à la Commission Consultative et Technique de la Société des Nations, permettant aux Parties, préalablement à toute instance judiciaire, de régler leurs différends à l'amiable.

Les Commissions internationales ne sont donc pas, en principe, des tribunaux qui tranchent des différends. Leurs décisions purement administratives sont obligatoires pour tous, mais tout Etat, membre ou non de la Commission, a le droit, dans tous les cas, de faire d'une décision qui lèse ses intérêts, l'objet d'un différend contre les Etats membres de la Commission. Toutefois, en raison de considérations d'opportunité, cette faculté est — sous réserve des dispositions spéciales des Actes de navigation — exceptionnellement limitée par la Convention de Barcelone, en matière de travaux, de façon à exclure, dans ce cas, la possibilité de tout différend qui ne serait pas fondé sur un excès de pouvoir ou une violation des conventions en vigueur, ou dans lequel un Etat territorialement intéressé n'apparaît pas comme demandeur. En d'autres termes, on n'a voulu permettre qu'aux seuls Etats, sur le territoire desquels les travaux doivent être exécutés, de remettre en question, en dehors de la Commission,

l'aspect technique — opposé à l'aspect juridique — du problème soulevé par les travaux.

Faisant application de la faculté laissée, par la Convention Générale (article 22) aux accords spéciaux, de prévoir le règlement d'un différend par arbitrage ou de toute autre manière, les Actes du Danube et de l'Elbe ont généralisé la restriction apportée par la Convention Générale, en l'appliquant non seulement en matière de travaux, mais dans tous les cas. Abstraction faite du droit spécial de l'Etat territorialement intéressé, ces Actes ont donc ajouté au pouvoir de décision administrative des Commissions internationales, un pouvoir de juridiction internationale.

Il convient enfin de signaler une dernière dérogation apportée par la Convention Générale, et reproduite dans l'Acte de l'Elbe, tendant à soustraire à la juridiction internationale (Commission ou Cour permanente) et à réserver à l'Etat intéressé lui-même, certains problèmes relatifs aux travaux d'amélioration, au sujet desquels l'Etat territorialement intéressé pourrait faire opposition à une décision de la Commission, en se fondant sur ses « intérêts vitaux ». Mais il semble que cette exception demeure strictement limitée aux seuls cas de protection contre les inondations ou d'intérêts stratégiques. Les autres Actes, du fait même qu'ils ne contiennent pas d'exception à cet égard, obligent les Etats riverains à soumettre l'appréciation de tels intérêts à la décision de la Cour Permanente de Justice internationale.

La Cour permanente de Justice internationale et l'Acte général de Genève

De nombreux auteurs, dans des ouvrages plus ou moins abondants, ont parlé de la Cour et de l'Acte général. Il serait superflu, et tout à fait en dehors de notre sujet, de nous étendre longuement sur des matières qui n'ont pas été négligées par les commentateurs du Droit des Gens.

Nous ne pouvons cependant pas ne rien dire de cette juridiction et de ce texte, car la première, aux termes de l'article 36 de son Statut, connaît de toutes les affaires que les

Parties lui soumettront, ainsi que de tous les litiges spécialement prévus par les traités et les conventions en vigueur, et le second réalise une œuvre de coordination intéressante qui prévoit trois procédures distinctes et superposées, pour la solution des conflits : la conciliation, l'arbitrage et la juridiction.

a) *La Conciliation.* — La conciliation s'étend, en principe, à tous les litiges (article 1^{er}). Toutefois, l'Acte n'a admis la conciliation obligatoire que pour les différends non juridiques. Elle est, au contraire, facultative pour les différends d'ordre juridique ; le conflit peut être soumis directement à la Cour Permanente de Justice Internationale, à la requête d'une seule partie.

D'un autre côté (article 2), l'Acte Général prévoit l'institution d'une Commission de conciliation permanente, sans, du reste, exclure la possibilité d'une commission spéciale. La conciliation devient ainsi une fonction régulière.

La Commission est saisie par la requête adressée au Président par les deux parties d'un commun accord ou, à défaut, par l'une d'elles (article 7). La Commission règle elle-même la procédure, sauf accord contraire des parties (article 11). Ses décisions sont prises à la majorité, à moins que les parties n'en disposent autrement. Quand ses travaux sont terminés, la Commission dresse un procès-verbal constatant le résultat obtenu.

Les décisions de la Commission ne sont pas obligatoires pour les Parties, puisqu'on est en matière de conciliation.

La Juridiction internationale n'intervient que si la conciliation a échoué. Dans ce cas, les Parties doivent soumettre le litige, soit au Tribunal arbitral, soit à la Cour Permanente, suivant qu'il s'agit de différends d'ordre juridique ou non juridique.

Pour les premiers, le litige est soumis à la Cour Permanente, à moins que les Parties ne s'entendent pour le soumettre à un tribunal arbitral (article 17). Cette dernière juridiction est compétente pour tous les autres différends.

Nous n'entrerons pas dans les détails de la distinction, admise par le droit international, entre les conflits juridiques et les conflits non juridiques (ou politiques). Le critère est

difficile à établir ; très souvent, il y a compénétration des deux aspects du litige. Aussi, fort sagement, l'Acte stipule-t-il que, pour remédier à la divergence toujours possible entre deux Etats, sur la qualification à donner au litige, la contestation sera soumise à la Cour qui statuera sur le caractère et la nature du conflit.

b) *Le règlement arbitral.* — Tous les différends non juridiques doivent, en principe, après l'échec de la tentative de conciliation, être soumis au Tribunal arbitral, sauf accord contraire des Parties (article 21). Quant aux conflits juridiques, on sait qu'ils peuvent être portés aussi devant un Tribunal arbitral, mais il faut alors le consentement des deux Parties.

La constitution du Tribunal n'est pas laissée à la discrétion des Etats en litige. L'arbitrage suppose la rédaction d'un compromis qui déterminera l'objet du litige et la procédure à suivre (article 25). Si les précisions du compromis sont insuffisantes ou inexistantes, l'Acte Général renvoie à la première Convention de la Haye, sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

Les règles de droit à appliquer par le Tribunal doivent être insérées dans le compromis. S'il ne détermine rien à ce sujet, le Tribunal arbitral appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du statut de la Cour Permanente de Justice internationale ; s'il n'en existe pas, il jugera *ex æquo et bono*.

L'Acte Général donne peu de précisions au sujet de la sentence arbitrale ; il faut donc se référer sur ce point à la Convention de la Haye, dont l'article 81 est ainsi rédigé : « la sentence dûment prononcée et notifiée aux agents des parties décide définitivement et sans appel la contestation ».

Si une partie refuse de se conformer à la décision du tribunal arbitral, sous prétexte que la sentence arbitrale implique un excès de pouvoir de la part du Tribunal, on peut décider qu'en vertu de l'article 41 de l'Acte, l'autre partie pourra porter la difficulté devant la Cour Permanente, qui tranchera la question d'excès de pouvoir. La même solution doit être admise pour l'exception d'incompétence soulevée par une des parties devant le Tribunal arbitral.

c) *La Cour Permanente de Justice Internationale.* — Tous les litiges d'ordre juridique, tels qu'ils sont déterminés par l'article 17, sont portés directement devant la Cour. Les Parties peuvent, d'ailleurs, nous l'avons dit, les soumettre au Tribunal arbitral. Mais si elles ne s'entendent pas pour rédiger un compromis, ou pour désigner les arbitres, le litige reviendra de plein droit devant la Cour Permanente, car la procédure normale pour les conflits juridiques est le renvoi devant la Cour (article 19). Pour ces conflits, on doit rappeler que la conciliation est purement facultative. Quand la Cour est saisie de la cause, la procédure se déroule devant elle conformément à son Statut.

Il importe, avant de terminer cette étude, de préciser les pouvoirs respectifs de la Cour Permanente et du Tribunal arbitral.

Nous lisons en effet dans le dernier alinéa de l'article 38 du Statut de la Cour Permanente : « La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté, pour la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer *ex æquo et bono* ».

Or, le dernier alinéa de l'article 28 de l'Acte Général décide que : « En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles (celles énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour) applicables au différend, le Tribunal jugera *ex æquo et bono*. »

Un premier point est indiscutable : les deux juridictions ne peuvent statuer que sur la base du respect du droit (article 37 de la Première Convention de 1907). Sauf dans le cas où les deux Parties s'accordent pour élargir les pouvoirs du Juge et de l'arbitre, le droit positif certain s'impose à ces derniers ; si la règle positive est obscure, ils doivent l'interpréter dans le sens qu'indique l'équité. Il ne peut y avoir opposition entre droit et équité.

S'il n'existe pas de règle positive de droit international, la solution à admettre est plus délicate à trouver. On en a beaucoup discuté, et on en discute encore. On comprend sans peine l'opposition des principes posés par les articles précités du Statut de la Cour Permanente, et de l'Acte Général. Malgré les inconvénients que ce dernier texte présente, et que l'on pourrait résumer en rappelant le vieux dicton fran-

çais : « Dieu nous garde de l'équité des Parlements », la solution qu'il contient doit être la solution de l'avenir.

Même en l'absence de règle positive, la Cour doit statuer, car trop souvent, elle serait conduite à déclarer son incompétence et à prononcer un *non liquet*. Cependant, pour que cette façon de voir ne présente pas trop de danger, elle suppose la codification progressive et complète du Droit des Gens, tout au moins la réglementation des points où on constate actuellement d'importantes divergences dans la conception des grands systèmes juridiques internationaux.

Cette tâche de codification, qui a été déjà mise à l'ordre du jour de plusieurs conférences internationales, sera facilitée par le développement et la précision que l'activité de la Cour donnera au Droit des Gens. Dans ce domaine, le rôle de la Cour doit se révéler utile et efficace.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcé, au début de cette étude, de mettre en relief tout l'intérêt qu'un Etat peut recueillir d'un aménagement rationnel de ses forces hydrauliques, surtout s'il n'est pas riche en charbon ; la situation économique actuelle, née de la guerre, nous fait durement sentir tous les jours l'inconvénient, pour un pays, de dépendre de ses voisins, fussent-ils des alliés ou des amis. Nous avons précisé le grand effort fait par la France ; l'Italie et la Suisse ont été plus loin encore et l'U. R. S. S. n'a pas hésité à entreprendre des travaux qui peuvent nous servir de modèle, sinon de leçon. Dans le cadre national, par conséquent, sous l'empire des lois internes inspirées par l'utilité sociale, des aménagements ont été rendus possibles et réalisés pour le bien même de la communauté des individus d'une même Nation.

Malheureusement, il n'en a pas été pareillement dans l'ordre international. Les équipements de cours d'eau internationaux, en vue de l'exploitation des forces motrices se sont heurtés à des difficultés, non pas insurmontables, mais très fâcheuses, par les retards qu'elles ont occasionnés : Kembs aurait pu être réalisé beaucoup plus tôt ; les eaux de l'étang de Lanoux ne sont pas encore utilisées industriellement.

Nous avons dit tous les efforts tentés par des hommes éminents, qui désirent sincèrement améliorer toujours davantage les relations entre les peuples. Nous avons donné tous les textes de droit international positif qui

ont pour but de faciliter l'exploitation des cours d'eau internationaux, en vue de produire de la force motrice et de solutionner, en droit et en équité, les problèmes que cette exploitation pourrait soulever. Sans doute, nous avons admis qu'il n'était pas possible d'élaborer des règlements définitifs et absolus, en ce qui concerne notre matière ; chaque cas concret méritera un examen particulier. Mais cela doit-il conduire les réalisateurs du droit des gens à se désintéresser de l'élaboration d'une réglementation générale ? Non, incontestablement. Dans le droit interne, les législateurs font une loi, des règlements interviennent ensuite, qui la complètent et en fixent les détails d'exécution. Il peut et il doit en être de même dans les relations entre les Etats. Une loi supérieure peut être faite ; des Commissions spéciales et permanentes l'appliqueront, mais on disposera, pour la discussion, de bases précises qui permettront d'éviter des discussions oiseuses, des froissements et des retards.

Bien certainement, nous serions moins affirmatif si nous ne sentions pas vivre et se développer sans cesse, ce droit supérieur aux droits internes et qu'on appelle le droit international. Dans la communauté des Nations comme dans les communautés d'individus, la liberté et l'autorité doivent être les éléments essentiels, facilement conciliables. Cette conciliation, la théorie l'admet d'une manière à peu près générale ; il ne reste donc plus qu'à conformer la pratique internationale à la théorie. De nos jours, les réformateurs du droit international ne sont presque plus nécessaires ; il faut des réalisateurs dont la tâche sera d'autant plus facilitée que les peuples, aujourd'hui, ne peuvent plus vivre dans leur « splendide isolement » d'autrefois et dans une méfiance réciproque ; la collaboration politique sera rendue plus aisée si on réalise d'abord une loyale collaboration économique. Mais cette dernière forme de coopération n'est pas seulement souhaitable, elle s'impose impérieusement.

Les hommes ont toujours été solidaires ; les peuples le sont aussi, mais on n'a voulu le reconnaître que très tard. On ne discute plus maintenant l'interdépendance des

Etats ; c'est, en quelque sorte, un postulat de notre droit des gens moderne, mais ses applications sont, hélas, bien timides encore.

Il convient de développer le plus possible l'esprit international, non pas, peut-être, avec l'absolu que lui attribuent telles ou telles classes sociales, les ouvriers, par exemple, ou les créateurs de grands trusts, mais avec un minimum d'éthique, qui permettra par des accords conclus de bonne foi, d'assurer l'harmonieux développement des Nations dans la Paix.

Les rencontres fréquentes des hommes d'Etat et des techniciens des diverses Nations ne peuvent avoir que des résultats heureux ; en se connaissant, ils peuvent arriver à s'aimer et à s'accorder une confiance réciproque ; ils ne le peuvent pas en s'ignorant toujours. C'est pourquoi la permanence, c'est-à-dire la réunion périodique à des époques aussi rapprochées que possible des Commissions dont nous avons parlé, ne peut qu'avoir des conséquences favorables à la formation, ou plus exactement, à l'amélioration du droit international positif dans le domaine spécial que nous étudions. Ici, comme partout, dans le droit international, il convient d'agir avec prudence, nous l'avons dit déjà, et il nous paraît utile de le répéter au moment de conclure. Il ne peut en aucune manière être question d'un bouleversement total ; si nous le désirions d'ailleurs, les développements que nous avons donnés nous inciteraient, ce n'est pas douteux, à plus de modération.

Des règles existent, des principes sont admis ; il suffit de les adapter et de les compléter. Avec de la bonne volonté, en agissant avec bonne foi, on tendra toujours vers la perfection de la tâche entreprise et les accords vaudront ce que valent les hommes ou les nations qui les ont conclus.

Trois cents ans avant Jésus-Christ, Kautilya, premier ministre de l'Empereur Candragupta, disait : « L'entente fondée sur la probité ou sur le serment est immuable dans ce monde, aussi bien que dans l'autre... Les Honnêtes Souverains de jadis concluaient leurs ententes de paix en faisant cette déclaration : « Nous sommes unis en paix ».

Les Nations d'aujourd'hui ne sont pas différentes des « Honnêtes Souverains » de jadis. Les accords qu'elles arrêtent de bonne foi doivent être exécutés de bonne foi ; elles sont, au surplus, plus que jamais unies dans la paix, et les efforts des Gouvernements doivent tendre, avant et par dessus tout, au maintien et au renforcement de cette Union indispensable.

BIBLIOGRAPHIE

- ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL. — Recueil des Cours (1923)
Tome I. *Hachette. Paris.*
- ALEXANDRE ALVAREZ. — Le nouveau Droit international public
et sa codification en Amérique. *Rousseau. Paris* 1924.
- ANNALES DES PONTS ET CHAUSSÉES. — Revue technique. *Dumas.*
Paris janvier-février 1934.
- ANNUAIRE de la Chambre syndicale des forces hydrauliques, de
l'électro-métallurgie, de l'électro-chimie et des industries qui
s'y rattachent. *Paris* 1934.
- ANNUAIRE de la Houille blanche française et des forces naturelles
mondiales. (17^e et 18^e éditions) 1933 et 1934. *Paris.*
- ANNUAIRE de l'Institut de Droit international. *Pedone. Paris.*
Session de Madrid, 1911 (24^e volume). Session d'Oslo, 1932
(37^e volume).
- ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TRAVAUX
PUBLICS. — *Bulletins* n^{os} 105 et 106. *Babey-Besson. Paris* 1933.
- C. I. BAICOIANU. — Le Danube, aperçu historique économique
et politique. *Sirey. Paris* 1917.
- AVV. CESARE BALDI. — *Acque Pubbliche. Fratelli Bocca. Torino*
1918.
- J. BASDEVANT. — Traités et conventions en vigueur entre la
France et les Puissances étrangères. *Paris* 1918, 1919, 1920,
1922 (quatre volumes). *Imprimerie Nationale.*
- A. BLONDEAU. — L'Escaut, fleuve international et le Conflit
Hollando-Belge. *Sirey. Paris-Bordeaux* 1932.
- L. BROCARD. — Principe d'économie politique (trois volumes).
Sirey. Paris 1929-1931.
- M. BOURQUIN. — Le nouveau régime de l'Escaut, d'après le
projet de Traité Hollando-Belge. *Pedone. Paris* 1920.

- BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES DE SEINE-ET-OISE. —
Versailles 1927.
- ARRIGO CAVAGLIERI. — La notion des Droits acquis et son
application en Droit international public (*Extrait de la*
Revue générale de Droit international public mai-juin 1931).
Pedone. Paris 1931.
- PROF. ING. D. J. CERNY. — Die Wasserbücher der Europäischen
Staten. *Munich* 1932.
- ALF. CHRÉTIEN. — Principes de Droit international public.
Chevalier-Marescq. Paris 1893.
- FERNAND CORTHÉSY. — Etude de la Convention de Barcelone
sur le régime des voies navigables d'intérêt international.
Rousseau. Paris 1927.
- Commissions fluviales internationales (*Extrait du répertoire*
de Droit international). *Sirey. Paris* 1929.
- Régime international du Rhin (*Extrait du répertoire pratique*
de Droit et de jurisprudence d'Alsace et Lorraine, année 1929).
Sirey. Paris 1929.
- A. DECENCIÈRE-FERRANDIÈRE. — Quelques réflexions touchant
le règlement des Conflits internationaux (*Extrait de la Revue*
générale de Droit international public, 36^e année). *Pedone.*
Paris 1929.
- G. DEMORGNY. — La question du Danube. *Sirey. Paris* 1911.
- PIERRE DEREVITZKY. — Les Principes du Droit international tels
qu'ils se dégagent de la jurisprudence de la Cour permanente
de justice internationale. *Pedone. Paris* 1932.
- DESPAGNET ET DE BOECK. — Cours de Droit international public.
Tenin. Paris 1910.
- ED. ENGELHARDT. — Du Régime conventionnel des fleuves
internationaux. *Cotillon. Paris* 1879.
- PAUL FAUCHILLE. — Traité de Droit international public (quatre
volumes). *Rousseau. Paris* 1921, 1922, 1925, 1926.
- AVV. GIUSEPPE DE FEO. — Codice del Tribunale delle Acque
Pubbliche. *Barbera. Firenze* 1922.
- PASQUALE FIORE. — Le Droit international codifié et sa sanction
juridique. *Pedone. Paris* 1911.
- LOUIS LE FUR. — Précis de Droit international public. *Dalloz.*
Paris 1931.
- L. LE FUR ET G. CHKLAVER — Recueil des Textes de Droit
international public. *Dalloz. Paris* 1934.
- J. DE GAZANYOLA. — Histoire du Roussillon. *Alzine. Perpignan*
1857.

- LE GÉNIE CIVIL. — Revue technique. *Paris*.
- ROBERT GUYE. — La Fédération européenne vers l'Entente politique, par l'organisation économique. *Sirey. Paris 1931*.
- LA HOUILLE BLANCHE. — Revue technique. *Rey-Arthaud. Grenoble*.
- HAURIOU. — Précis de Droit administratif. *Paris 1927*.
- L'INGÉNIEUR-CONSTRUCTEUR. — Revue technique. *Association amicale E. T. P. Paris*.
- R. JALLIFIER ET VAST. — Histoire contemporaine. *Garnier frères. Paris 1915*.
- P. KAEPPELIN. — Cartes d'étude. *Hatier. Paris*.
- LÉVY-SALVADOR ET CAUVIN. — Cours d'hydraulique (*Ecole spéciale des travaux publics*). *Paris 1920*.
- MILANDRE. — Cours d'hydraulique (*Ecole spéciale des travaux publics*). *Paris 1919*.
- ALBERT MALET. — Histoire moderne. *Hachette. Paris 1913*.
— Histoire contemporaine. *Hachette. Paris 1913*.
- LOUIS MARLIO. — Conférence faite à l'école de la Paix, le 21 janvier 1931. *Paris*. (Compagnie Alais, Froges et Camargue).
- AVV. ALFREDO MASSA. — Dei Diritti Sulle Acque. *Athenaeum. Roma 1913*.
- MICHELET. — Histoire de France. *Rouff. Paris*.
- MONTESQUIEU. — De l'Esprit des Lois. *Garnier frères. Paris*.
- JEAN MORELLET. — Le Principe de la Souveraineté de l'Etat et le Droit international public (*Extrait de la Revue générale de Droit international public*). *Pedone. Paris*.
- J. MORINI-COMBY. — Mercantilisme et Protectionnisme. *Félix Alcan. Paris 1930*.
- MARCEL MOYE. — Le Droit des Gens moderne. *Sirey. Paris 1928*.
- RICHARD MULLER. — Hydro-electrical Engineering. *Stechert. New-York*.
- LA NAVIGATION DU RHIN. — Kembs. Novembre 1932. *Strasbourg 1932*.
- J. P. NIBOYET. — Les Tribunaux pour la Navigation du Rhin (*Extrait de la Revue générale de Droit international public*). *Pedone. Paris 1923*.
- LÉON POINSARD. — Etudes de Droit international conventionnel. *Pichon. Paris 1894*.
- PAUL REBOUD. — Précis d'économie politique (tome premier). *Dalloz. Paris 1930*.

- LOUIS ROLLAND. — Précis de Droit administratif. *Dalloz. Paris* 1930.
- GEORGES SCELLE. — Essai de systématique du Droit international (*Extrait de la Revue générale de Droit international public*). *Pedone, Paris* 1923.
- SCIENCE ET INDUSTRIE. — Revue technique. Janvier et février 1933. *Paris*.
- SCHRADER ET GALLOUEDEC. — Géographie de France. *Hachette. Paris* 1914.
- Les Principales Puissances du Monde. *Hachette. Paris* 1906
- SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DU LABORATOIRE HYDRO-DYNAMIQUE MARIN DE BIARRITZ. *Bayonne* 1933.
- LA TECHNIQUE DES TRAVAUX. — Revue technique. Mars 1931. *Paris*.
- REVUE GÉNÉRALE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC. *Paris*.
- TESTO UNICO DELLE DISPOSIZIONI SULLE ACQUE E IMPIANTI ELETTRICI. *Roma* 1934.
- CONSTANTIN G. VERNESCO. — Des fleuves en Droit international. *Rousseau. Paris* 1888.
- WASSERKRAFT-JAHRBUCK. — (1930-1931) Annuaire des forces hydrauliques. *Hirth Verlag. Munich*.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	7

PREMIÈRE PARTIE

Les eaux industrielles à travers les siècles et à travers le monde

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les eaux industrielles à travers les siècles.....</i>	13
De l'antiquité aux temps modernes.....	13
Le développement récent des eaux industrielles.....	24
Les barrages-réservoirs.....	29
L'exploitation des forces motrices maritimes.....	32
CHAPITRE II. — <i>L'état actuel de l'aménagement des forces hydrauliques en France et à l'Etranger.....</i>	35
Le régime juridique de la houille blanche.....	35
La situation actuelle des forces hydrauliques en France	39
La situation actuelle des forces hydrauliques à l'Etranger.....	51
Les eaux industrielles internationales.....	63

DEUXIÈME PARTIE

Droit international positif actuel et essai de réglementation des eaux industrielles internationales

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les principes fondamentaux.....</i>	69
La notion de droit international positif.....	69
La notion d'interdépendance des Etats.....	72
La notion de servitude internationale.....	75

	Pages
La notion des droits acquis en droit des gens.....	78
Les principes du Droit international positif des forces hydrauliques	80
CHAPITRE II. — <i>Les traités et autres textes de droit positif, antérieurs à la guerre mondiale</i>	87
Les sources du droit positif en matière d'eaux industrielles internationales.....	87
Ancienne frontière franco-allemande.....	91
Frontière franco-belge.....	92
Frontière franco-luxembourgeoise.....	94
Frontière franco-suisse.....	94
Frontière franco-italienne.....	96
Frontière franco-espagnole.....	98
Les autres textes de Droit international public, relatifs aux eaux industrielles internationales.....	104
CHAPITRE III. — <i>Les résolutions adoptées en 1911, par l'Institut de Droit International</i>	109
Le texte adopté.....	109
Le premier projet de M. Von Bar.....	111
Les observations présentées.....	113
Le deuxième projet de M. Von Bar.....	119
La discussion en séance plénière.....	124
Le vote définitif.....	129
CHAPITRE IV. — <i>Le traité de Versailles et les textes d'après-guerre</i>	131
L'état de la question après les hostilités.....	131
Le Traité de Versailles.....	132
Les traités et les conventions subséquents.	136
CHAPITRE V. — <i>La Convention de Genève de 1923</i>	141
Le texte de la Convention.....	141
Examen critique de la Convention de Genève.....	147
CHAPITRE VI. — <i>Les applications pratiques des principes et des textes de droit international positif</i>	155
A. — <i>Le barrage de Kembs</i>	156
Le Régime juridique du Rhin.....	156
Le Traité de Versailles et le Rhin.....	158
Le projet d'aménagement présenté par la France	159
Les oppositions au projet.....	161
L'examen et la discussion du projet par la Commission centrale du Rhin.....	163
L'accord de Strasbourg du 10 mai 1922.....	166

	Pages
La concession accordée par la Suisse le 27 janvier 1925	167
Kembs, admirable réalisation technique française. . . .	169
B. — <i>La question du Lanoux</i>	170
L'historique de la question.	170
La procédure fixée pour le règlement international de la question.	173
Les négociations franco-espagnoles relatives au Lanoux	175
Les solutions possibles.	179
L'état actuel de la question.	180
C. — <i>Le barrage Hoover</i>	181
Les problèmes juridiques posés par ce projet.	181
La naissance du projet d'aménagement du Colorado..	182
Les premiers projets.	184
La complexité des droits à l'usage de l'eau.	185
La convention de Santa-Fé.	187
Le « Boulder Dam Act ».	188
CHAPITRE VII. — <i>Le Règlement des Différends</i>	191
A. — <i>La réglementation des eaux industrielles interna- tionales</i>	191
La nécessité d'une réglementation internationale.	191
La réglementation internationale des eaux industrielles internationales.	196
Les dispositions particulières aux cours d'eau traver- sant le territoire de plusieurs Etats.	201
Les dispositions particulières aux cours d'eau formant frontière.	208
Les dispositions particulières aux cours d'eau nationaux	211
B. — <i>Les organismes destinés au règlement des différends</i>	212
Les différends internationaux et leur règlement.	212
Les Commissions permanentes.	214
Les Commissions fluviales internationales.	216
La Cour permanente de Justice Internationale et l'Acte Général de Genève.	219
CONCLUSION.	225
BIBLIOGRAPHIE.	229

